

Plan Local d'Urbanisme

Commune d'Etaples-sur-Mer

Vu pour être annexé au PLU suite à la délibération 2022-163 en date du 19 mai 2022, approuvant la modification du document.
Fait à Montreuil-sur-Mer,

Modification du PLU

Le Président



Bruno COUSEIN

Dossier Administratif



Commune d'Etaples-sur-Mer

Modification du PLU

SOMMAIRE - Dossier administratif

Partie 1 : Lancement de la procédure

Partie 2 : Consultation des services

Partie 3 : Dossier de modification

Partie 4 : Dossier d'enquête publique

Partie 1 - Lancement de la procédure

1.1 : Arrêté de lancement

1.2 : Certificats d'affichage

1.3 : Parution



Numéro de l'acte	2021-62
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune d'Etaples

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R. 104-12, R.153-20 et suivants;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 décembre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2017 portant mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet ;
- Vu le courrier en date du 11 juillet 2019, émanant de la commune d'Etaples-sur-Mer, sollicitant le lancement d'une procédure de modification du PLU communal ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°7 du 30 septembre 2019 ;
- Considérant la nécessité de procéder à diverses modifications du plan local d'urbanisme afin d'adapter certains points règlementaires en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme de modifier le document ;
- Considérant qu'au vu des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter le règlement écrit notamment :

1. Corriger et amender des dispositions du règlement écrit, qui sont notamment les points suivants :

- La précision des modalités de réalisation des garages souterrains pour les zones UA, UC, UE et UL ;
- La modification des articles propres à l'implantation des constructions, l'emprise au sol et la hauteur maximum (articles 7, 9 et 10) pour le secteur UAa ;
- La précision d'une règle relative au niveau de la dalle du rez-de-chaussée pour la zone 1AUaz ;
- L'adaptation des règles régissant le stationnement (article 12) pour les secteurs UA, UC, 1AU et 1AUaz ;
- La modification des articles 6, 7 et 10 propres à l'implantation des constructions (par rapport aux voies et diverses emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives) et la hauteur maximum pour le secteur UC ;
- L'adaptation des règles régissant l'implantation des clôtures inscrites dans l'article 11 pour les secteurs UB, UC, 1AU, 1AUB et 1AUaz ;

2. Rappeler et préciser les dispositions du PPRL du secteur du Montreuillois au sein du règlement écrit

Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1er : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun du PLU de la commune d'Etaples est engagée.

Article 2 : Avant l'ouverture de l'enquête publique, le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme. Le projet sera également notifié à Monsieur le maire de la commune d'Etaples. En outre il sera transmis pour examen à l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Article 3 : Le projet de modification du plan local d'urbanisme de la ville d'Etaples, l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public lors d'une enquête publique dont les modalités fixées par arrêté du Président de la CA2BM.

Article 4 : A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire, sera approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Article 5 : Conformément à l'article R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération des Deux baies en Montreuillois ainsi qu'en mairie d'Etaples durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le document sera exécutoire selon procédure définie dans les articles L. 153-23 à 153-26 du code de l'urbanisme.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité,
- Monsieur le maire de la commune d'Etaples.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 09/11/2021

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20211109-ARRETE2021-62-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/11/2021

Etaples, le 20/01/2022

Certificat d'affichage

**Arrêté du Président n° 2021-62 en date du 9 novembre 2021 portant engagement de la procédure
de modification du PLU de la commune d'Etaples**

Le Maire de la commune d'Etaples,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté n°2021-62 du 9 novembre 2021 portant engagement de la
procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples du 17/11/21 au 17/01/22 inclus **en la
forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

Philippe FAIT
Maire de la Ville d'Etaples-sur-mer,
Conseiller Départemental
du Pas-de-Calais



Montreuil-sur-Mer, le 31 janvier 2022

Certificat d'affichage

Arrêté du Président n° 2021-62 en date du 9 novembre 2021 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples

Le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté du Président de la CA2BM n°2021-62 du 9 novembre 2021 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples du 17 novembre 2021 au 20 décembre 2021 inclus **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

Bruno COUSEIN



Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

54 | LES ANNONCES

ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 07/12/20
modifiant l'arrêté du 21/12/17 :
Tarif 2021 : 5,14€ HT la ligne/colonne

Montreuil Les Échos Le Réveil

Tarifs forfaitaires HT pour les constitutions des sociétés :

- SA : 395 euros
- SASU : 141 euros
- SNC : 219 euros
- SARL : 141 euros
- SARL - EARL - EURL : 124 euros
- Société civile (excepté SCI) : 221 euros
- SCI : 189 euros

2000889806ndt

COMMUNE DE BERCK

APPEL À CANDIDATURES POUR L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

Organisme qui passe la publicité : Commune de BERCK - 62600 BERCK
Contact : Service culture - Musée de Berck-sur-Mer, 60 rue de l'Impératrice,
62600 Berck-sur-Mer. Téléphone : 03 21 89 90 15 -
Courriel : y.lexcellent@berck-sur-mer.com

OBJET DE LA PUBLICITÉ : le présent appel à candidature vise à conclure une convention d'occupation temporaire et paragée du bâtiment le Familia pour les années 2022 à 2025.

ACTIVITÉS LIÉES À L'OCCUPATION : Répétitions, productions et diffusion de spectacles vivants, enseignement de l'art dramatique et du théâtre, toute conférence à vocation culturelle, savante ou scientifique.

CONDITIONS DE PARTICIPATION : Le projet de convention peut être retiré dans les locaux du service culture avant le 9 décembre 2021 à 12h.

PROCÉDURE : Le candidat devra remettre un dossier comprenant les éléments suivants :

- Projet de programmation des spectacles pour l'année 2022
- Contenu pédagogique des ateliers théâtre

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES DOSSIERS : Le candidat devra remettre son dossier sous enveloppe cachetée soit par courrier, soit par dépôt dans les locaux du service culture, avant le 17 décembre 2021 à 12h.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION : Le candidat dont le dossier répond aux dispositions de la convention et qui présentera le loyer mensuel le plus élevé (avec un minimum de 400 euros) sera retenu.

AVIS AU PUBLIC EN MONTREUILLOIS

Lancement de procédures de modification du PLU de la commune d'Étapes

Le public est informé que par arrêtés du Président n°2021-61 et n°2021-62 en date du 9 novembre 2021, le conseil communautaire a décidé d'engager deux procédures de modification du PLU de la commune d'Étapes. Les modalités de concertation du public seront définies par arrêté du Président pour la modification de droit commun (arrêté portant organisation de l'enquête publique) et par délibération du conseil communautaire pour la modification simplifiée.

L'ensemble des documents sera mis, en temps utile, sur le site internet de la CA2BM.

COMMUNE DE FOUQUIERES-LEZ-BETHUNE

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

- Maître d'ouvrage : Commune de FOUQUIERES-LEZ-BETHUNE - 137 Rue Ovide Mior - 62232 Fouquières-les-Béthune - Adresse email : contact@fouquieres-lez-bethune.fr - Téléphone : 03 21 68 24 71

- Objet du marché : **Marché de travaux - Installation d'un Terrain multisports**

- Type de procédure du présent marché : Procédure adaptée FOUQUIERES-LEZ-BETHUNE 62232

- Lieu d'exécution : Ancien terrain de tennis (face à l'école) - rue Basse

- Modalité d'obtention des dossiers de consultation :

- Le dossier est disponible gratuitement par voie dématérialisée : <https://lavenimdelairais.e-marchepublics.com>

- Date limite de réception des offres : **Le mercredi 08 décembre 2021 à 12 h.**

- Conditions d'envoi ou de remise des offres : Les offres seront déposées uniquement par voie dématérialisée à l'adresse : <https://lavenimdelairais.e-marchepublics.com>

- Délai d'exécution : Six mois

1522461000

**Retrouvez
les marchés sur**

francemarchés.com

Le plus grand marché public de France.

SCI CORDONNIER DEMARETZ
Capital 100 €. Siège 8 rue Robert Schuman 62330 Isbergues. Immatriculation 48117058700010. Lieu d'immatriculation Arras. Date du procès verbal de décision 16/11/2021. Article de statut modifiés art 6/7/18. Cédant Mr Demarez Thierry. Cessionnaire Mme Pouille Aurélie. Noms et adresses des Gérants, Mr Cordonnier et Mme Pouille 8 rue Robert Schuman apt n° 4 62330 Isbergues. Les Gérants : 1522321400

CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Blandine DERICQ-THIEFFRY, notaire à BETHUNE (62400), 16 Boulevard Kitchener, le 12 novembre 2021, contenant changement de régime matrimonial pour adoption du régime de la communauté universelle, tels qu'établis par l'article 1526 du code civil, entre :

Monsieur Bernard Daniel Jean-Louis VASTI, retraité, et Madame Anne-Lise Renée Collette HECQUET, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à VALHUYON (62550), 6 rue François Lejeune N°5, savoir : Monsieur à SAINT POL SUR TERMOISE (62130), le 21 mai 1953. Et Madame à ARRAS (62000), le 21 octobre 1954. Mariés à la mairie de SAINT POL SUR TERMOISE, le 7 juin 1972. Cette union n'a été précédée d'aucun contrat de mariage, de sorte que les époux se sont trouvés soumis au régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts. Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial ou domicile à été élu à cet effet.

Pour insertion, le notaire. 1522861200

Légale express

VOTRE NOUVEAU SITE D'ANNONCES LÉGALES

entrepreneurs.legales.info

LES +

+ FACILE
+ RAPIDE
+ PRATIQUE

ATTENTION
DISPONIBLE DE SUITE
CONSEILLÈRE
À VOTRE DISPOSITION



Isabelle au 06 20 68 28 92
et Sylvie au 06 13 98 48 90

BESOIN D'AIDE POUR UNE INSERTION LÉGALE

Appelez votre
conseillère

Sylvie Monty
au 06 13 98 48 90
ou sylvie.monty@lasemainedanslebouloonnais.fr

Montreuil Les Échos Le Réveil

ANNONCES

ANIMAUX

■ Vds 2 chiots M et F origine chasse, mère braque allemand, père épagneul breton. Taloage mère : 250269610129782. Mère 60€, femelle 80€. Tél. 06 77 70 16 71. 1522270700

■ A réserver Berger Allemand né le 19/09/2021, reste 1 mâle et 2 femelles (portée de 6 : 3 mâles, 3 femelles). Choix identifiés et vermifugés, dispo à partir du 19/11/2021. Siret : 889249678, identifiant mère : 250269610129782. Tél. 06 08 61 40 77 - 03 61 23 91 50. 1522296000

■ Vds chiots origine chasse, père Épagneul Breton, mère Braque Allemand n° 250269610129782. Tél. 06 77 70 16 71. 1522300500

■ Vds très jolis chiots yorkshire M et F, vaccinés, puces, petites tailles. Mère 27026036867989009 - Siret 82178664700015. Livraison possible. Tél. 06 12 36 69 87. 1522536400

Montreuil Les Échos Le Réveil

Habitants à recevoir les annonces judiciaires et légales pour tout le département. Paraissent le mercredi. Dépôt légal à parution. Actuellement principal : Groupe Rossel - La Voix SA. Le Journal de Montreuil créé en 1851

CPAP 1225 C 82216
Le BCPAP
Les Échos du Tournant créés en 1957
CPAP 0922 C 29631
Édité par la Société Nouvelle Nord Littoral S.A. au capital de 193 936 euros



Président
Maurice Bonheur

Directeur général et directeur
de la publication
David Guérin

Rédacteur en chef
Frédéric Perron

Prémier rédacteur en chef adjoint
Mathieu Vergoin (03 21 80 06 61)

Rédacteur en chef adjoint
Gauthier Blynet

Rédaction
redaction@lasemainedanslebouloonnais.fr
courrier@lereveildeberrck.fr

Publicité
dparis@lasemainedanslebouloonnais.fr
03 21 01 66 00

Publicité extra locale
PHR Nord - GIE ENH
03 21 01 66 00 - 07 82 45 21 66
ssasael@presselittoral.fr

Annonces légales - Matricule
Sylvie Monty - 06 13 98 48 90
sylvie.monty@nordlittoral.fr
entrepreneurs.legales.info

Petites annonces
11, rue Simoneau
62202 Boulogne-sur-Mer Cedex
Tél. 03 21 87 88 87 - Fax. 03 21 87 82 97

Abonnement - Service clients
03 68 89 04 14
Groupe Nord Littoral
CS 10549 - 59023 Lille Cedex
serviceclientnordlittoral@nordlittoral.fr

Imprimerie
Presse Flamande, 5, rue du Millieu
B.P. 139 - Hazebrouck cedex - 59523

Pour l'impression
de ses journaux
le groupe Rossel
La Voix cite pour des matériaux respectueux
de l'environnement et une gestion durable de
ses déchets. Il est engagé avec CITEO pour le
recyclage du papier.

Pour le papier : France
Taux moyen de recyclage autour de 80%.
La fabrication de ce journal génère l'émission
de 81g de CO2 par exemplaire.
Tous les papiers utilisés sont
certifiés PEFC (fibres issues
de forêts gérées durablement).
Ce journal peut être recyclé.
pensez au tri.



AUTOMOBILE

MOTO 2 ROUES

■ Recherche mobylettes anciennes
ou récentes même en panne, état in-
différent. Tél. 07 82 18 50 12. 1522654500

PIECES ET ACCESSOIRES

■ Recherche ancien carillon mural
de marque ODO WESTMINSTER,
même en mauvais état.
Tél. 06 95 60 34 70. 1521839000



■ Vds 4 pneus neige Michelin Alpin
6, état neuf, dimension : 205/55/R17
93V + chaînes Michelin adaptées aux
pneus, jantes servies : 350€.
Tél. 06 07 74 20 75. 1522675100

BONNES AFFAIRES

ACHATS DIVERS



■ Rachète carillons toutes mar-
ques, même cassés, marque West-
minster, Odo, jusqu'à 250€. Me dé-
place. Pats, sérieuse. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60. 1521787900



■ Achète mobilier des années
70-80 en bois d'Orme, table, chaise,
fauteuil, tabouret, banc, banquette,
bâtit, étagère. Même en mauvais
état. Tél. 06 95 60 34 70. 1521839000

DIVERS

■ Vds voiture hippomobile 4 roues,
genre Marathon + une 2 places + di-
verses selles d'équitation ou
échange contre poulain.
Tél. 06 36 36 97 62. 1522296900

■ Vous êtes envahis de taupes
dans votre terrain, particulier qui
peut vous aider. Contacter moi au
06 89 66 34 38. (Messagerie) en
laissant vos coordonnées télé-
phonique. 1521839000

RUBRIQUE "OÙ SORTIR ?"

Brocante, vide-grenier, repas dansant,
concours de cartes, lotos...

**VIDE
MAISON**
Samedi 12 octobre
de 10h à 18h
au 62, rue du Trou au Loup,
Berck-sur-Mer
06 06 05 85 86

À PARTIR DE
18 € TTC
L47 mm
x H 35 mm

Autres formats disponibles : L47 mm x H 73 mm pour 46€
et L99 mm x H 73 mm pour 72€
Pour être inséré, votre texte et votre règlement doivent nous
parvenir au plus tard le lundi avant 12h précédant la parution.

Montreuil Les Échos Le Réveil

Rubrique "Où sortir ?"
11 rue Simoneau - 62200 Boulogne-sur-Mer

Tél. 03 21 87 88 87

Email : sylvie.elard@lasemainedanslebouloonnais.fr

2000889642ndt

Partie 2 - Consultation des services

2.1 : Courriers envoyés

2.2 : Tableau récapitulatif

2.3 : Accusés de réception

2.4 : Avis

Montreuil-sur-Mer, le 8 novembre 2021

Monsieur le Maire,

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/LL
2021-7391

Objet :

Notification dossier
modification de droit
commun PLU Etaples :
PPA - commune

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Suite à votre demande concernant la modification de votre document d'urbanisme et conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification de droit commun du PLU de votre commune.

L'absence de réponse de votre part, avant la tenue de l'enquête publique au sujet du projet de modification, prévue à partir de mi-février 2022, vaudra acceptation tacite de ce dernier (sauf mesures de prolongation introduites par le gouvernement).

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sincères salutations.



Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine

Montreuil-sur-Mer, le 8 novembre 2021

Madame, Monsieur,

**Pôle Aménagement
du
Territoire**
Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/LL
2021-7389

Objet :
Notification dossier
modification de droit
commun PLU Etaples :
PPA

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification de droit commun du PLU de la commune d'Etaples.

Vous pourrez retrouver l'ensemble des documents sur le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/DfWNxrRCok24TT2>

L'absence de réponse de votre part, avant la tenue de l'enquête publique au sujet du projet de modification, prévue à partir de mi-février 2022, vaudra acceptation tacite de ce dernier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.



Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine

DREAL Hauts de France
Service IDDEE/AE
44 rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Montreuil-sur-Mer, le 8 novembre 2021

**Pôle Aménagement
du
Territoire**

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/LL
2021-7392

Objet :
Notification dossier
modification de droit
commun PLU Etaples

Madame la Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour examen au cas par cas, conformément aux dispositions mentionnées à l'article L.104-12 du code de l'urbanisme, le dossier de modification de droit commun du PLU de la commune d'Etaples.

Cette transmission vaut saisine de l'autorité environnementale pour que cette dernière rende une décision relative à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en mes sentiments les plus dévoués.



Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine

Liste des PPA	Dates de réception
Direction départementale des territoires et de la Mer Service urbanisme Unité planification urbaine 100 avenue Winston Churchill 62022 Arras Cedex	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 18/11/2021 Avis réputé favorable
Sous – Préfecture Monsieur le Sous-Préfet Rue d'Hérambault 62170 Montreuil-sur-Mer	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 19/11/2021 Avis réputé favorable
Préfecture du Pas-de-Calais Monsieur le Préfet Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 19/11/2021 Avis réputé favorable
DREAL Nord-Pas-de-Calais 44 rue de Tournai CS 40 259 F 59019 LILLE CEDEX	Date d'envoi : 16/11/2021 par mail Avis : Non soumission à évaluation environnementale
Chambre de Commerce et D'Industrie Côte d'Opale 24 Boulevard Alliés BP 199 62104 Calais Cedex	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 18/11/2021 Avis réputé favorable
Chambre des métiers et de l'Artisanat Monsieur le Président 9 rue Mont Joie ZAC Mont Joie 62280 Saint Martin Boulogne	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 18/11/2021 Avis réputé favorable
Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais 56 avenue Roger Salengro 62051 Saint Laurent Blangy Cedex	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 18/11/2021 Avis réputé favorable
Comité régional de la conchyliculture 35 rue du Littoral BP 5 50560 Gouville sur Mer	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : Pas de date inscrite sur l'AR Avis réputé favorable
Parc Naturel Marin Chemin de la Warm 62360 Saint-Etienne-au-Mont	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 18/11/2021 Avis réputé favorable

Conseil Départemental Rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 18/11/2021 Avis réputé favorable
Conseil Régional Monsieur le Président 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 19/11/2021 Avis réputé favorable
Conseil Régional AOM 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 19/11/2021 Avis réputé favorable
SNCF Direction Immobilière territoriale Nord Pôle Synthèse Innovation Urbanisme Immeuble Perspective – 7 ^{ème} étage 449 avenue Willy Brandt 59777 EURALILLE	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 19/11/2021 Avis réputé favorable
ONF 24 rue Henri Loyer BP 46 59000 Lille	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 19/11/2021 Avis réputé favorable
Syndicat mixte du Montreuillois antenne de la CCHPM A l'attention de Céline Delenclos 14 Grand Place 62650 Hucqueliers	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 18/11/2021 Avis réputé favorable
Mairie d'Etaples Place du Général de Gaulle 62630 Etaples	Date d'envoi : 17/11/2021 Reçu le : 18/11/2021 Avis favorable sans réserve

De: ae-iddee.dreal-npdcp - DREAL Hauts-de-France/SIDDEE/PAE emis par MODESSE
Sylvie - DREAL Hauts-de-France/SIDDEE/PAE/UA <ae-iddee.dreal-
hdf@developpement-durable.gouv.fr>
À: I.lahousse@ca2bm.fr
Envoyé: mercredi 17 novembre 2021 08:25
Objet: Accusé de réception (affiché) -Saisine - Modification de droit commun PLU Etaples

Ceci est un accusé de réception pour le courrier électronique envoyé à sylvie.modesse.-.ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr.

Note : Cet accusé de réception indique seulement que le message a été affiché sur l'ordinateur du destinataire. Il n'y a aucune garantie que le destinataire ait lu ou compris le contenu du message.

En provenance de :
~~Comité régional de la
 conchyliculture
 35 rue du Littoral
 BP 5
 50560 Gouville-sur-Mer~~

**RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION**
 LAPOSTE
 Numéro de l'AR : **AR 2C 162 550 8777 2**

CA2BM - Arrivé le : 23 NOV. 2021
CA2BM
 Service Planification
 11/13 Place Gambetta
 62170 Montreuil-sur-Mer

FRAB

Présenté / Avisé le : / /
 Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *Signature*

* La facture est due par la signature que l'identité du destinataire ou du mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste approuve n° 2003

En provenance de :
~~Service Préfecture
 A l'attention de M. le Sous-Prefet
 Rue d'Héranville
 62170 Montreuil-sur-Mer~~

**RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION**
 LAPOSTE
 Numéro de l'AR : **AR 2C 162 550 8782 6**

CA2BM - Arrivé le : 23 NOV. 2021
CA2BM
 Service Planification
 11/13 Place Gambetta
 62170 Montreuil-sur-Mer

FRAB

Présenté / Avisé le : / /
 Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *Signature*

* La facture est due par la signature que l'identité du destinataire ou du mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste approuve n° 2003

En provenance de :
~~Direction départementale des Pyrénées
 et de la mer - Sous-Préfecture
 Unité Planification urbaine
 100 Avenue Winston Churchill
 62222 ARRAS CEDEX~~

**RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION**
 LAPOSTE
 Numéro de l'AR : **AR 2C 162 550 8783 3**

CA2BM - Arrivé le : 23 NOV. 2021
CA2BM
 Service Planification
 11/13 Place Gambetta
 62170 Montreuil-sur-Mer

FRAB

Présenté / Avisé le : / /
 Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *Signature*

* La facture est due par la signature que l'identité du destinataire ou du mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste approuve n° 2003

En provenance de :
~~Prefecture du Pas-de-Calais~~
~~A l'attention de M. le Préfet~~
~~Rue Ferdinand Buisson~~
~~62000 ARRAS~~

Présenté / Avisé le : / /
 Distribué le : / /
 Je soussigné(e) déclare être :
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
19 NOV. 2021
ARRIVÉE



**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8781 9



CA2BM - Arrivé le : 23 NOV. 2021

FRAB



Service Planification

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer



En provenance de :
~~Chambre d'agriculture du~~
~~Pas-de-Calais~~
~~56 avenue Roger Salengro~~
~~62051 Saint-Louis - Bourg~~

Présenté / Avisé le : 23 NOV. 2021
 Distribué le : / /
 Je soussigné(e) déclare être :
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

CA2BM - Arrivé le : 23 NOV. 2021



**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8778 9



FRAB



Service Planification

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer



En provenance de :
~~Parc Naturel Marin~~
~~Carrière de la Sablonnière~~
~~62160 Saint-Etienne - Montreuil-sur-Mer~~

Présenté / Avisé le : 23 NOV. 2021
 Distribué le : / /
 Je soussigné(e) déclare être :
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

CA2BM - Arrivé le : 23 NOV. 2021



**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8774 1



FRAB



Service Planification

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer



En provenance de :

~~Council Régional
AOM
151 avenue du Président
Hoober
59555 Lille Cedex~~

Présenté / Avisé le : Région /
Distribué le : Hauts-de-France

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : JP

Courrier reçu le
19 NOV. 2021

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° 0303

LA POSTE

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8786 4

PPA - PLU Etapes Modifications 1 et 2 (11/13)

CA2BM

Service Planification

11/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer

FRAB

CA2BM - Arrivé le :
25 NOV. 2021

En provenance de :

~~SNCF Immobilier - Direction
15 rue de la Poste
Immeuble Perspective 4ème étage
449 avenue Willy Brandt
59377 LILLE~~

Présenté / Avisé le : / /
Distribué le : 19 NOV. 2021

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : AUP

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° 0303

LA POSTE

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8785 7

PPA - PLU Etapes Modifications 1 et 2 (11/13)

CA2BM

Service Planification

11/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer

FRAB

CA2BM - Arrivé le :
25 NOV. 2021

En provenance de :

~~ONF
24 rue Henri Loyer
BP 46
59000 LILLE~~

Présenté / Avisé le : 19 NOV. 2021
Distribué le : 19 NOV. 2021

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : AUP

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° 0303

LA POSTE

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8776 5

PPA - PLU Etapes Modifications 1 et 2 (11/13)

CA2BM

Service Planification

11/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer

FRAB

CA2BM - Arrivé le :
25 NOV. 2021

En provenance de :

~~Conseil Départemental~~
~~Rue Ferdinand Buisson~~
~~62018 ARRAS CEDEX 9~~

Présenté / Avisé le : / /
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre :

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

18 NOV. 2021

ARRIVEE

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° 0902

LA POSTE

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8775 8

PPA - PLU Etapes Modifications 1 et 2 (LL) Renvoyer à

FRAB

CA2BM

Service Planification

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

En provenance de :

~~Syndicat Mixte antenne de la CCHPM~~
~~A l'attention de Céline Delenclos~~
~~14 Grand Place~~
~~62650 HUCQUELIERS~~

Présenté / Avisé le : 18 / 11 / 21
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre :

LA POSTE 39289A 18-11-21 FRANCE

CA2BM

Service Planification

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° 0902

LA POSTE

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8784 0

PPA - PLU Etapes Modifications 1 et 2 (LL) Renvoyer à

FRAB

CA2BM

Service Planification

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

En provenance de :

~~Mairie~~
~~A l'attention de M. J. J. J.~~
~~Le PLO de la Mairie de Caubie~~
~~62030 Caubie - sur - Mer~~

Présenté / Avisé le : / /
Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre :

Signature facteur

2021

CA2BM

Service Planification

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° 0902

LA POSTE

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 534 5436 1

PPA - PLU Etapes Modifications 1 et 2 (LL) Renvoyer à

FRAB

CA2BM

Service Planification

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

En provenance de :
~~Conseil Régional
 A l'attention de M. le Président
 151 avenue du Président Hoover
 59555 LILLE CEDEX~~

Présenté / Avisé le : / /
 Distribué le : / /
 Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :
 Région Hauts-de-France
 Courrier reçu le
 14 NOV 2021

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agrément n° 0803

Transmis



RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RECEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8773 4



PPA-PLV Etapes Modifications 1 et 2 (L)

FRAB

CA2BM

CA2BM - Arrivé le :
 25 NOV. 2021

Service Planification
 11/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer

En provenance de :
~~Chambre de commerce et d'industrie
 Côte d'Opale
 24 Boulevard des Alliés
 BP 199
 62104 CALAIS CEDEX~~

Présenté / Avisé le : 18/11/21
 Distribué le :
 Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :
 SA

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agrément n° 0803



RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RECEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8780 2



PPA-PLV Etapes Modifications 1 et 2 (L)

FRAB

CA2BM

Service Planification
 11/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer

En provenance de :
~~Chambre des métiers et de
 l'artisanat - A l'attention de M. le Président
 9 rue Montjoie
 ZAC Montjoie
 62280 Saint-Martin-Boulogne~~

Présenté / Avisé le : 18/11/21
 Distribué le :
 Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :
 Chambre de métiers et de l'artisanat
 Agence Entreprises et Formation Boulogne
 9 Rue du Montjoie - ZAC du Montjoie
 62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE
 courriel : boulogne@cma-hauts-de-france.fr
 Tél : 03 21 99 91 91

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agrément n° 0803



RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RECEPTION

Numéro de l'AR : AR 2C 162 550 8779 6



PPA-PLV Etapes Modifications 1 et 2 (L)

FRAB

CA2BM

Service Planification
 11/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0 Montreuil-sur-Mer



Mairie d'Etaples-sur-mer
Place du Général de Gaulle
62630 Etaples-sur-mer

☎ 03 21 89 62 62
✉ contact@etaples-sur-mer.net
🌐 www.etaples-sur-mer.fr

O: I. Buffier
X: Pdt

2022-216

Etaples-sur-mer, le 10 janvier 2022

CA2BM - Arrivé le :
13 JAN. 2022

Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération des Deux Baies en
Montreuillois
Communauté d'Agglomération des 2 Baies en
Montreuillois
11-13, Place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Direction du Service :
Direction Générale des
Services
Affaires juridiques

Affaire suivie par :
Isabelle DUFLOS
Sébastien BAILLET-
MAGNIER

Tél :
03.21.89.62.63

E-mail :
juridique.etaples@gmail.com

Nos références :
SBM/MODIFPLU/2022

Vos références :

Copie à :

Visa DGS :

Visa Chef de service :

Objet : procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme d'Etaples-sur-Mer
Avis de la Commune d'Etaples-sur-Mer

Monsieur le Président,

Par la présente,

En connaissance de la demande de modification du Plan Local d'Urbanisme, sollicitée par notre Commune d'Etaples-sur-Mer, actuellement initiée sous votre autorité ;

Je souhaitais, en mes qualités, porter à votre connaissance le présent avis.

La requête en modification du Plan Local d'Urbanisme d'Etaples-sur-Mer s'inscrit précisément dans l'objectif de « recomposition urbaine » ; déclinant, en référence de toutes dispositions légales opposables, au sens du Droit de l'urbanisme, la priorité de la minoration de la « consommation foncière », encouragée par la densification urbaine.

L'actuelle composition urbaine de la commune d'Etaples-sur-Mer emporte, en effet, par cette requalification, en adéquation avec l'environnement urbain et patrimonial, l'acceptation de nouveaux partis architecturaux et/ou contraintes techniques ; que motive la présente procédure.

Il convient également de ne point ignorer la nécessité, portée par le présent projet de modification, d'une meilleure prise en compte des risques de submersion marine et d'inondation, au sens des dispositions du PPRL du secteur du Montreuillois.

Vous sachant gré de l'engagement diligenté par la Communauté d'agglomération, sous votre autorité, en référence du présent projet, dans l'intérêt de la Ville d'Etaples-sur-Mer.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma respectueuse considération.

Philippe FAIT
Maire d'Etaples-sur-mer
Conseiller Départemental
du Pas-de-Calais
Vice-Président de la CA2BM





MISSION REGIONALE D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
HAUTS-DE-FRANCE
DU CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Présidente
de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France

à

Monsieur le Président de la
communauté d'agglomération des
2 Baies en Montreuillois

l.lahousse@ca2bm.fr
s.quinbetz@ca2bm.fr

Lille, le 11 janvier 2021

Objet : Décision après examen au cas par cas de la modification du PLU communautaire
d'Etaples

N° d'enregistrement Garance : 2021-5881

Monsieur le Président,

Vous avez déposé une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une
évaluation environnementale pour le projet de document cité en objet.

J'ai l'honneur de vous transmettre la décision de la mission régionale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France,

Patricia Corrèze-Lénée

Copies :Préfecture du Pas-de-Calais
DREAL Hauts-de-France



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France, après examen au cas par cas,
sur la modification
du Plan Local d'Urbanisme
d'Étaples (62)**

n°GARANCE 2021-5881

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 11 janvier 2021, en présence de Christophe Bacholle, Patricia Corrèze-Lénée, Philippe Ducrocq, Philippe Gratadour, Valérie Morel et Pierre Noualhaguet,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposée par la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois le 16 novembre 2021 relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme d'Étaples (n°62) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 7 décembre 2021;

Considérant que la modification du PLU d'Étaples porte sur le règlement écrit, et qu'elle vise d'une part à permettre la densification de certains secteurs de la commune, et d'autre part à prendre en compte le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) pour submersion marine du secteur du Montreuillois, approuvé le 24 juillet 2018,

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du Plan Local d'Urbanisme d'Étaples, présentée par la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-32 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille le 11 janvier 2022,

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Sa présidente



Patricia CORRÈZE-LÉNÉE

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.

Partie 3 - Dossier de modification

3.1 : Résumé non technique

3.2 : Notice de présentation soumise à enquête publique

Résumé non technique – Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer

La Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) a été créée par arrêté préfectoral en date du 31 août 2016. La CA2BM étant compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire, c'est au Président de l'agglomération de conduire les procédures de modification des PLU(i), des documents d'urbanisme en tenant lieu et des cartes communales.

La présente procédure consiste en une modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Etaples-sur-Mer engagée par arrêté du Président n°2021-62 en date du 09 novembre 2021 afin d'adapter certains points réglementaires (détaillés ci-dessous) en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine.

Objectifs de la modification

- 1) Ajouter des dispositions du Plan de Prévention des Risques Littoraux du Montreuillois dans le préambule du règlement écrit du PLU ainsi que dans les règlements des zones soumis à un ou des risques.
 - 2) Corriger et amender des dispositions du règlement écrit
- Précision des modalités de réalisation des garages souterrains afin de prendre en compte et d'anticiper le risque naturel relatif à la submersion marine en zone UA, UC, UE et UL : interdiction des garages souterrains dans les secteurs concernés par le zonage du PPRL du secteur du Montreuillois.
 - Modification des articles 7, 9 et 10 propres à l'implantation, l'emprise au sol et la hauteur maximum des constructions au sein de la zone UAa (centre-bourg). La modification répond à plusieurs objectifs notamment :
 - o En matière d'implantation des constructions : se conformer à la réalité physique de la composition urbaine en place en modifiant les règles d'implantation des constructions de premier rang vis-à-vis des limites séparatives (zone UAa) ainsi que la marge de retrait attendue pour les constructions de second rang avec des dérogations possibles pour les annexes.
 - o En matière de hauteur des constructions : permettre une meilleure intégration des projets dans le tissu urbain en faisant dépendre la qualité d'intégration non plus par rapport aux constructions voisines mais en fonction de la séquence urbaine dans laquelle ils s'inscrivent et densifier la trame urbaine en autorisant un étage supplémentaire sous condition d'intégration dans le tissu bâti de la séquence urbaine.
 - o En matière d'emprise au sol : moduler la réglementation de l'emprise au sol afin de prendre en compte les obligations issues du PPRL du Montreuillois (application d'emprises au sol plus restrictives dans les secteurs soumis à des risques) et de permettre une meilleure intégration de certains projets (notamment pour les projets situés en hyper-centre, à l'angle de plusieurs voies ainsi que ceux de démolition-reconstruction).
 - Précision d'une règle relative au niveau de la dalle du rez-de-chaussée afin de faciliter l'écoulement et l'évacuation des eaux de pluie dans le secteur 1AUaz : ajout d'un niveau fini attendu pour la dalle (0,3 m au-dessus du niveau de la chaussée) et définition de la chaussée à partir de laquelle effectuer la mesure (voie d'accès à la construction principale).
 - Adaptation des règles régissant le stationnement dans les zones UA, UC, 1AU et 1AUaz pour trois motifs à savoir :
 - o Harmoniser les règles régissant les secteurs UC et 1AUb en matière de mode de calcul des places de stationnement à mettre en œuvre dans les projets de constructions à usage d'habitation
 - o Ajouter des règles de stationnement pour les destinations et typologies de constructions non réglementées telles que les logements collectifs, résidences seniors ou encore résidences étudiantes par exemple.
 - o Ajouter une disposition réglementant les stationnements des constructions situées à l'intérieur d'un périmètre de 500 m autour de la gare d'Etaples (dérogation introduite par le code de l'urbanisme).
 - Modification des articles 6, 7 et 10 propres à l'implantation et à la hauteur maximum des constructions au sein de la zone UC afin de limiter la consommation des sols et l'extension urbaine en densifiant la ville. Trois modifications traduisent notamment cette volonté de densification dans le règlement à savoir :

- L'ajout d'une disposition encadrant l'implantation des constructions réalisées en second rideau par rapport aux voies et diverses emprises publiques : dispense de règles d'implantation pour les constructions enclavées ou situées au-delà du premier front bâti.
 - La modification de la règle de retrait par rapport aux limites séparatives pour les constructions de second rideau et/ou situées au-delà d'une profondeur de 30 m.
 - La suppression d'une disposition limitant la hauteur des constructions à 3,5 m de hauteur au faîtage au-delà d'une bande de 30 m de profondeur.
- Adaptation des règles régissant l'implantation des clôtures dans les zones UB, UC, 1AU, 1AUb et 1AUaz en s'appuyant sur les formes de clôtures existantes et désirables afin de favoriser l'harmonie paysagère dans les espaces publics.

Consultation des services

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification comportant entre autres, la notice de présentation exposant les projets de modifications, le règlement écrit actuellement opposable et celui envisagé, a été notifié aux personnes publiques associées, à la MRAE ainsi qu'à la commune, pour avis, avant la tenue de l'enquête publique. L'avis de la commune est favorable sans réserve, les retours formulés par les personnes publiques associées sont réputés favorables et l'autorité environnementale a rendu un avis de non soumission à évaluation environnementale.

Enquête publique

L'ensemble des pièces administratives et réglementaires précédemment citées ainsi que les avis des personnes publiques associées figurent au dossier soumis à enquête. Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 28 février 2022 14 heures au 1^{er} avril 2022 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- par courriel (commissaireenqueteur1@ca2bm.fr), l'anonymat n'étant pas possible dans ce mode de consignation des observations, via l'onglet du site de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public ou via le lien sur l'onglet urbanisme / <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours> ;
- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courrier postal à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur – CA2BM – 11/13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront les jours et heures suivants :

- **Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30**
- **Mardi 22 mars 2022 de 9h00 à 12h00**
- **Vendredi 1^{er} avril 2022 de 14h00 à 17h00**

Suite de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Commune d'Etaples-sur-Mer

Modification n°2 du PLU

Dossier de Modification



TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA MODIFICATION DU PLU ET CHOIX DE CETTE PROCEDURE	5
Le choix de la procédure :	10
CHAPITRE 2 : MODIFICATIONS ENVISAGEES ET JUSTIFICATIONS	11
Règlement écrit	12
CHAPITRE 3 : BILAN DES PIECES IMPACTEES PAR LES MODIFICATIONS ENVISAGEES	35
CHAPITRE 4 : INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	37

AVANT PROPOS

Le PLU constitue le document de base de la planification urbaine. Il fixe les règles d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune (règles générales d'utilisation des sols et règles de construction). Il a pour rôle de déterminer l'affectation principale des sols par zone et de définir les règles qui devront s'appliquer de manière générale et dans chaque zone. C'est le document sur la base duquel sont instruites les demandes d'autorisation ou d'utilisation du sol (Permis de Construire, Déclarations Préalables, Permis de Démolir, etc.).

Le dossier du PLU actuel se compose de six documents :

- Le rapport de présentation établit un état des lieux, expose les objectifs et justifie les options d'aménagement retenues dans le PLU ;
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune ;
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) définissent les conditions d'aménagement des zones de développement de nouveaux quartiers ;
- Le règlement graphique portant information des limites de zonage, des réservations pour des équipements publics ou d'intérêt général, de la localisation des espaces boisés classés et des servitudes d'urbanisme ;
- Le règlement écrit qui fixe les règles applicables aux terrains dans les diverses zones du territoire ;
- Les annexes contiennent des documents écrits et graphiques tels que le porter à connaissance de l'Etat, la liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, les plans des réseaux...

La commune d'Etaples-sur-mer, commune soumise à la Loi Littoral, est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16/12/2015. Ce PLU a été approuvé selon les mesures transitoires (ancien règlement). En effet, le décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU avait prévu un dispositif permettant une entrée en vigueur progressive des dispositions réglementaires (article 12 du décret). Si de nombreuses dispositions du décret sont entrées en vigueur le 1er janvier 2016, le nouveau contenu n'a été opposable qu'aux PLU dont la procédure d'élaboration ou de révision avait été prescrite après le 1er janvier 2016. Il laissait toutefois la possibilité d'appliquer le nouveau règlement du PLU aux procédures en cours, toutefois cela n'a pas été le choix de la commune d'Etaples.

Le PLU en vigueur a été approuvé le 16/12/2015. Une Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU et du SCoT a été réalisée (approuvée le 14/12/2017 pour le PLU).

Le PLU a également fait l'objet de plusieurs arrêtés de mises à jour :

1. Le 25/05/2018 – Classement du cimetière aux Monuments Historiques
2. Le 09/07/2018 – Servitude d'Utilité Publique Gaz
3. Le 16/08/2018 – PPRL Montreuillois
4. Le 30/12/2019 - Classements sonores des infrastructures ferroviaires

La présente procédure constitue la modification n°2 du PLU d’Etaples-sur-mer.

La Communauté d’Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dispose désormais de la compétence PLU, et c’est donc au Président de la CA2BM de conduire la procédure, en sachant qu’en parallèle, un PLUi est élaboré à l’échelle du territoire intercommunal. Celui-ci remplacera à terme les documents d’urbanisme communaux en vigueur, dont le PLU d’Etaples-sur-mer.

LES OBJECTIFS DE CETTE MODIFICATION SONT LES SUIVANTS :

- **Corriger et amender des dispositions du règlement écrit**, qui sont notamment les points suivants :

Pour les zones UA, UC, UE et UL

- La précision des modalités de réalisation des garages souterrains

Pour le secteur UAa (= centre ancien soumis à la ZPPAUP)

- La modification des articles 7, 9 et 10 propres à l'implantation des constructions, l'emprise au sol et la hauteur maximum

Pour le secteur 1AUaz (= ZAC Domaine des Prés)

- La précision d'une règle relative au niveau de la dalle du rez-de-chaussée

Pour les secteurs UA, UC, 1AU et 1AUaz

- L'adaptation des règles régissant le stationnement

Pour le secteur UC

- La modification des articles 6, 7 et 10 propres à l'implantation des constructions (par rapport aux voies et diverses emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives) et la hauteur maximum

Pour les zones UB, UC, 1AU, 1AUb, 1AUaz

- L'adaptation des règles régissant l'implantation des clôtures inscrites dans l'article 11

- **Rappeler et préciser les dispositions du PPRL** du secteur du Montreuillois au sein du règlement écrit



CHAPITRE 1 : CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA MODIFICATION DU PLU ET CHOIX DE CETTE PROCEDURE

Les procédures de modification du Plan Local d'Urbanisme sont fixées **par les articles L153-36 à L153-48** du Code de l'urbanisme de la manière suivante :

Code de l'urbanisme - Partie législative - Livre Ier : Réglementation de l'urbanisme - Titre V : Plan local d'urbanisme - Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme

Section 6 : Modification du plan local d'urbanisme

▪ **Article L153-36 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

▪ **Article L153-37 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

▪ **Article L153-38 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

▪ **Article L153-39 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.

Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public.

▪ **Article L153-40 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Sous-section 1 : Modification de droit commun

Article L153-41 du Code de l'Urbanisme (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

▪ **Article L153-42 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Lorsque la modification d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

▪ **Article L153-43 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

▪ **Article L153-44 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Sous-section 2 : Modification simplifiée

▪ **Article L153-45 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

▪ **Article L153-46 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée.

▪ **Article L153-47 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

▪ **Article L153-48 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

La modification du Plan Local d'Urbanisme est concernée par des modalités de publicité et d'information, qui sont définies **par les articles R153-20 à L153-22** du Code de l'urbanisme de la manière suivante :

Section 7 : Publicité et entrée en vigueur des actes relatifs à l'élaboration, l'évaluation et l'évolution du plan local d'urbanisme

▪ **Article R153-20 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Font l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R. 153-21 :

1/ La délibération qui prescrit l'élaboration ou la révision du plan local d'urbanisme et qui définit les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation. Il en est de même, le cas échéant, de l'arrêté qui définit les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation lors de la modification du plan local d'urbanisme ;

2/ La délibération qui approuve, révisé, modifie ou abroge un plan local d'urbanisme ;

3/ Le décret ou l'arrêté prononçant la déclaration d'utilité publique prévue à l'article L. 153-58 ;

4/ La décision ou la délibération prononçant la déclaration de projet ainsi que la délibération ou l'arrêté mettant le plan en compatibilité avec la déclaration de projet dans les conditions prévues à l'article L. 153-58

5/ La délibération qui approuve la modification ou la révision du plan local d'urbanisme ainsi que l'arrêté mettant le plan en compatibilité en application de l'article L. 153-53.

▪ **Article R153-21 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

Tout acte mentionné à l'article R. 153-20 est affiché pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie. La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il est en outre publié :

1/ Au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3500 habitants et plus ;

2/ Au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du code général des collectivités territoriales, s'il existe, lorsqu'il s'agit d'une délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale comportant au moins une commune de 3500 habitants et plus ;

3/ Au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, lorsqu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ;

4/ Au Journal officiel de la République française, lorsqu'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat. Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté. L'arrêté ou la délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

▪ **Article R153-22 du Code de l'Urbanisme** (version en vigueur au 22 juillet 2020) :

A compter du 1^{er} janvier 2020, la publication, prévue au premier alinéa de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales, des délibérations mentionnées à l'article R. 153-20 ainsi que celle des documents sur lesquels elles portent s'effectue sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L. 133-1 selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Le choix de la procédure :

Le tableau ci-dessous permet d'expliquer pour quelles raisons la modification du PLU est la procédure adaptée aux corrections envisagées :

Article	Code de l'Urbanisme	Justifications
L153-31	Révision si : - Changement des orientations du PADD, - Réduction d'un EBC, d'une zone A ou d'une zone N, - Réduction d'une protection ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.	L'amendement de certaines dispositions du règlement écrit et la modification du règlement graphique ne change pas les orientations du PADD. Le projet ne réduit aucun EBC, aucune zone A, aucune zone N et ne réduit aucune protection. Il n'induit pas de graves risques de nuisances. La révision n'est donc pas nécessaire pour réaliser les amendements envisagés dans le PLU.
L153-36	Si le dossier n'est pas inclus dans les cas de l'article L153-31 : Le PLU peut alors faire l'objet d'une modification s'il s'agit de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.	Les modifications envisagées amendent les règlement écrit et graphique. Il entre par conséquent dans ce cas.
L153-41	Si le projet a pour effet : - De majorer les droits à construire de plus de 20 %, - De diminuer les possibilités de construire, - De réduire la surface d'une zone U ou AU. Il est soumis à enquête publique.	L'amendement de certaines dispositions des règlements écrit et graphique est susceptible de limiter les possibilités de construire. La procédure est par conséquent soumise à cet article, et nécessite donc une modification de droit commun comprenant une enquête publique.
L153-45	En dehors des cas mentionnés à l'article L153-41, le projet de PLU peut être adopté selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.	Pour les raisons exposées ci-dessus, cette procédure ne peut être adoptée selon une procédure simplifiée et doit faire l'objet d'une enquête publique.

La CA2BM mènera une enquête publique dans le cadre de la modification du PLU d'Etaples.

CHAPITRE 2 : MODIFICATIONS ENVISAGEES ET JUSTIFICATIONS

Règlement écrit

Les différents points que la CA2BM souhaite modifier, en lien avec la municipalité, sont listés ci-dessous et dans les pages suivantes, et sont accompagnés des extraits du règlement écrit corrigé ou figurent :

- En rouge barré : les éléments supprimés ;
- En bleu : les éléments ajoutés.

1. Rappel des PPR qui s'imposent au territoire en préambule

Le PPR complète sur le volet des risques les outils de l'urbanisme sur les communes les plus exposées. Située au niveau de l'estuaire de la canche, Etaples est particulièrement concernée par les risques naturels. 2 Plans s'imposent à elle : le PPR de la Canche et le PPRL défini sur le secteur du Montreuillois. Il est important de rappeler en amont des zones, au sein du préambule du PLU mais aussi dans les zones concernées (caractère des zones) que les Servitudes d'Utilité Publiques que sont les PPR s'imposent aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme. Une différenciation sera faite au sein des zones en fonction du ou des risques soumis dans la zone.

PREAMBULE

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE

La commune est concernée par :

- Le Plan de Prévention des Risques de la Canche, approuvé le 26/11/2003,
- Le Plan de Prévention des Risques Littoraux pour submersion marine, sur le secteur du Montreuillois, approuvé le 24 juillet 2018.

Les règles présentes au sein de ces documents priment sur les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

RISQUES :

La zone est concernée par le Plan de Prévention des Risques Littoraux pour submersion marine, sur le secteur du Montreuillois, approuvé le 24 juillet 2018.

Les règles présentes au sein du document priment sur les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

Zones concernées : UA (dont UAa), UC (dont UCr), UE, UL

Zones concernées : N (NI et Nt)

La zone est concernée par :

- Le Plan de Prévention des Risques de la Canche, approuvé le 26/11/2003,
- Le Plan de Prévention des Risques Littoraux pour submersion marine, sur le secteur du Montreuillois, approuvé le 24 juillet 2018.

Les règles présentes au sein de ces documents priment sur les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

2. Précision des articles 1 concernant les modalités de réalisation des garages souterrains (zones UA, UC, UE, UL)

Afin de prendre en compte le risque naturel relatif à la submersion marine et de l'anticiper au mieux, il est rappelé au sein de l'article 1 la proscription des garages souterrains dans les secteurs concernés par le zonage du PPRL du secteur du Montreuillois.

Article UA 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits les types d'occupation ou d'utilisation des sols suivants:

- les installations classées non visées à l'article UA2
- Les constructions à usage industriel ou d'entrepôts
- le stationnement isolé des caravanes quel qu'en soit la durée et l'usage
- les terrains de camping et de caravanage
- Les nouveaux sièges agricoles
- les affouillements ou exhaussements des sols existants autres que ceux décrits à l'article UA2
- les dépôts de ferrailles, de déchets ainsi que de vieux véhicules
- les constructions à vocation unique de stationnement en tant qu'utilisation principale de la parcelle ou du terrain sauf à usage public
- Les habitations légères de loisirs
- les parcs résidentiels de loisirs
- les carrières
- **les garages en sous-sols dans les secteurs concernés par le PPRL.**

Dans les périmètres de cavités souterraines, les constructions et installations ne sont autorisées que si le projet ne porte pas atteinte à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques et de son implantation. Dans ce cas l'infiltration à la parcelle est interdite.

Modification de l'article 1 pour la zone UA

Article UC 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits les types d'occupation ou d'utilisation des sols suivants:

- les installations classées non visées à l'article UB2
- Les constructions à usage industriel ou d'entrepôts
- le stationnement isolé des caravanes quel qu'en soit la durée et l'usage
- les hébergements hôteliers tels que camping, parc résidentiels de loisirs, habitations légères de loisirs
- Les nouveaux sièges agricoles
- les affouillements ou exhaussements des sols existants autres que ceux décrits à l'article UB2
- les dépôts de ferrailles, de déchets ainsi que de vieux véhicules
- les constructions à vocation unique de stationnement en tant qu'utilisation principale de la parcelle ou du terrain sauf à usage public
- les carrières
- **les garages en sous-sols dans les secteurs concernés par le PPRL.**

Dans les périmètres de cavités souterraines, les constructions et installations ne sont autorisées que si le projet ne porte pas atteinte à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques et de son implantation. Dans ce cas l'infiltration à la parcelle est interdite.

Modification de l'article 1 pour la zone UC

Article UE 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les constructions à usage d'habitation autres que celles définies à l'article UE2 ;
- les exploitations agricoles et forestières ;
- l'ouverture et l'exploitation des carrières.
- les exploitations agricoles
- Le commerce sauf en zone UEc.
- les garages en sous-sols dans les secteurs concernés par le PPRL.

Modification de l'article 1 pour la zone UE

Article UL 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes:

- les installations classées autres que celles définies à l'article UL2 ;
- les constructions à usage d'habitation autres que celles définies à l'article UL2 ;
- peuvent être interdits après avis des services intéressés dans le cadre de la procédure définie par la législation et la réglementation relative aux établissements dangereux (en raison du risque d'incendie ou d'explosion), ou malsains (en raison d'émanations nocives ou malodorantes) ou trop bruyantes.
- les exploitations agricoles
- les garages en sous-sols dans les secteurs concernés par le PPRL.

Modification de l'article 1 pour la zone UL

3. Modification des dispositions relatives à l'article 7, 9 et 10 pour le secteur UAa

Le secteur UAa correspond à l'urbanisation ancienne d'Etaples-sur-Mer, plus précisément au centre ancien (= ville basse).

Au regard du contexte urbain (densité bâtie forte) et patrimonial (ZPPAUP), des modifications ont été apportées :

- Suppression des dispositions particulières ;
- Précision réglementaire (notation de quartier, îlot) et augmentation de la règle de hauteur
- Modulation de l'emprise au sol en UAa

a) Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Le tissu urbain de la Zone UAa est constitué de fronts bâtis continus denses. De manière diffuse, des espaces d'aération sont présents. La densité s'observe également par des parcelles entièrement construites allant au-delà de la profondeur de 30m.

Un bâti ponctuellement caractérisé par des espaces d'aération en zone UAa



Constructions bâties sur plus de 30 m de profondeur



Que dit le PLU ?

- L'implantation des constructions en zone UA impose de s'implanter sur au moins une limite séparative latérale afin de se conformer à la composition actuelle du secteur (centre-ville dense). Au sein du sous-secteur UAa, la règle édictée impose quant à elle une obligation de s'implanter sur les 2 limites séparatives.

- Le règlement écrit du PLU prévoit la possibilité pour les constructions de faible volume de s'implanter sur les limites séparatives au-delà de la bande de 30 m. Cette écriture induit que les constructions principales ne peuvent être édifiées sur les limites au-delà de la bande de 30m de profondeur.

Proposition

Afin de se conformer à la réalité physique de la composition urbaine en place et laisser de la liberté aux partis architecturaux ou contraintes techniques par exemple lors de projets de recomposition urbaine, il est proposé :

- D'appliquer la règle de la zone UA à l'ensemble du secteur, y compris le sous-secteur UAa en ajoutant qu'il s'agit des constructions de premier rang : implantation sur au moins une limite séparative ;
- De préciser que les constructions de premier rang peuvent s'implanter sur l'ensemble de la limite séparative latérale en zone UAa
- De préciser que les constructions en second rang doivent observer une marge de recul d'au moins 2 m
- D'appliquer une exception pour les annexes en précisant que ces dernières peuvent être implantées en limite séparative si elles n'excèdent pas 3.5m au faîtage / à moins de 2 m de la limite si les annexes sont inférieures à 20m² et inférieure à 3 m de hauteur.

Article UA 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

1) Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives latérales :

a) Les constructions de premier rang doivent être jointives à au moins une limite latérale. En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle, cette exigence doit être réalisée par au moins une construction.

Les constructions de second rang doivent observer une marge de recul d'au moins 2 mètres.

Dans tous les cas, les parties de la construction, aile, extension ou annexe, non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

Une exception peut toutefois être observée pour les annexes n'excédant pas 3,5 m au faitage et pour les annexes inférieures à 20 m² et à 3 m de hauteur. Dans le premier cas, les annexes peuvent être implantées en limite séparative. Dans le second cas, il est possible de les implanter à moins de 2 m d'une limite séparative.

Dispositions particulières :

~~En secteur UAa, les constructions doivent être jointives d'une limite latérale à l'autre.~~

~~Les constructions et aménagements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être jointives d'une limite latérale à l'autre. Dans tous les cas, les parties de la construction, aile, extension ou annexe, non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.~~

b) Au-delà d'une profondeur maximum de 30 mètres à compter de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue, la construction des bâtiments en limite séparative latérale n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50 mètres au faitage.

Afin de faciliter la lisibilité de l'article UA 7, il est proposé :

- De décliner les règles de la zone UA et celles de la zone UAa de manière distincte. A ce titre, un troisième point, spécifique à la zone UAa, a été ajouté à l'article UA 7.

3) Les règles applicables en zone UAa

Les constructions de premier rang doivent être jointives à au moins une limite latérale. En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle, cette exigence doit être réalisée par au moins une construction.

Les constructions de premier rang peuvent s'implanter sur toute la longueur des limites séparatives. Elles peuvent également recouvrir l'intégralité d'une parcelle.

Les constructions de second rang doivent observer une marge de recul d'au moins 2 mètres.

Dans tous les cas, les parties de la construction, aile, extension ou annexe, non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

Une exception peut toutefois être observée pour les annexes n'excédant pas 3,5 m au faitage et pour les annexes inférieures à 20 m² et à 3 m de hauteur. Dans le premier cas, les annexes peuvent être implantées en limite séparative. Dans le second cas, il est possible de les implanter à moins de 2 m d'une limite séparative.

Les constructions peuvent être jointives aux limites de fond de parcelle.

- D'illustrer les règles à l'aide de deux schémas, le premier représentant les règles applicables en zone UA, le second en zone UAa.

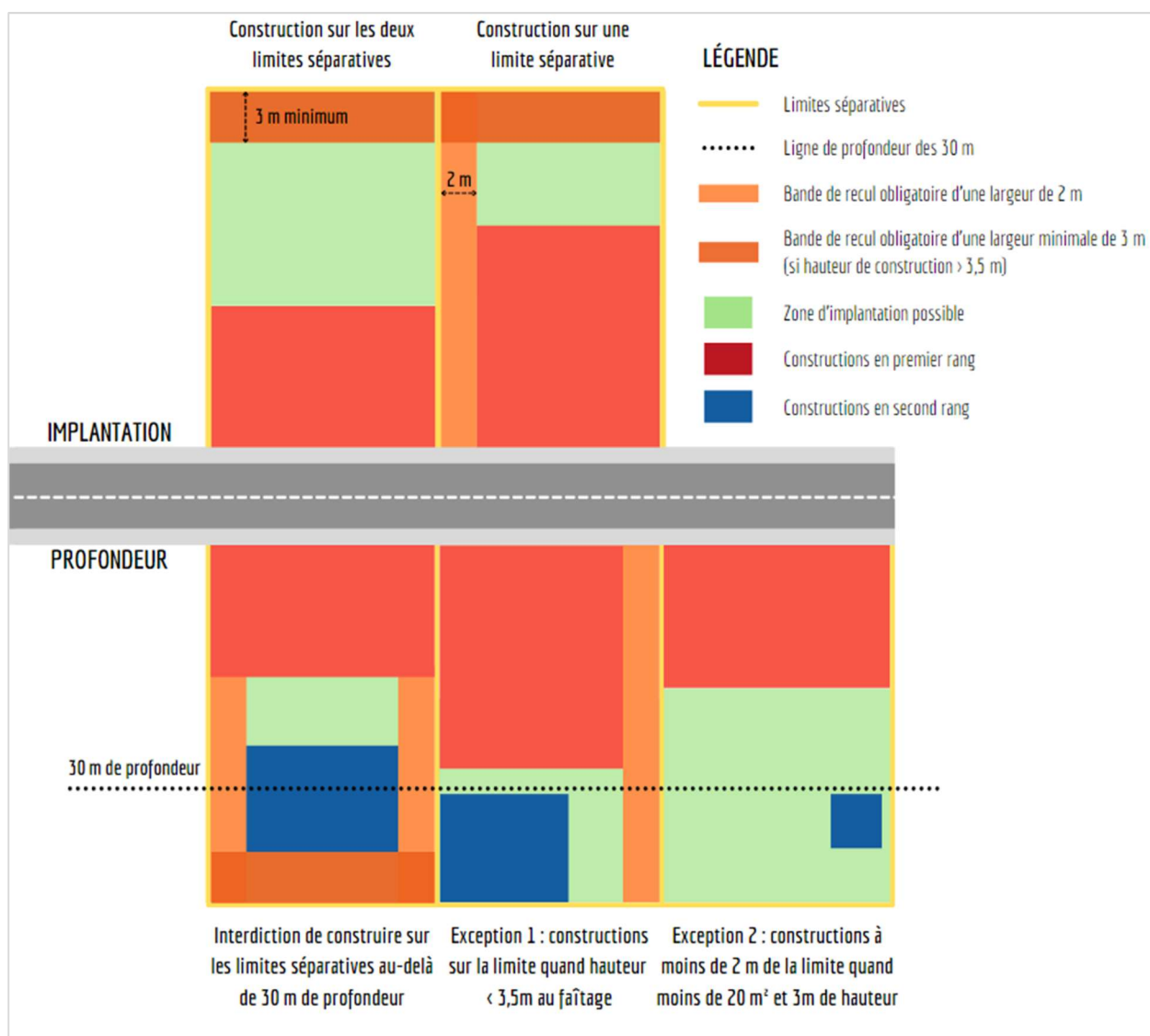


Illustration des règles applicables en zone UA

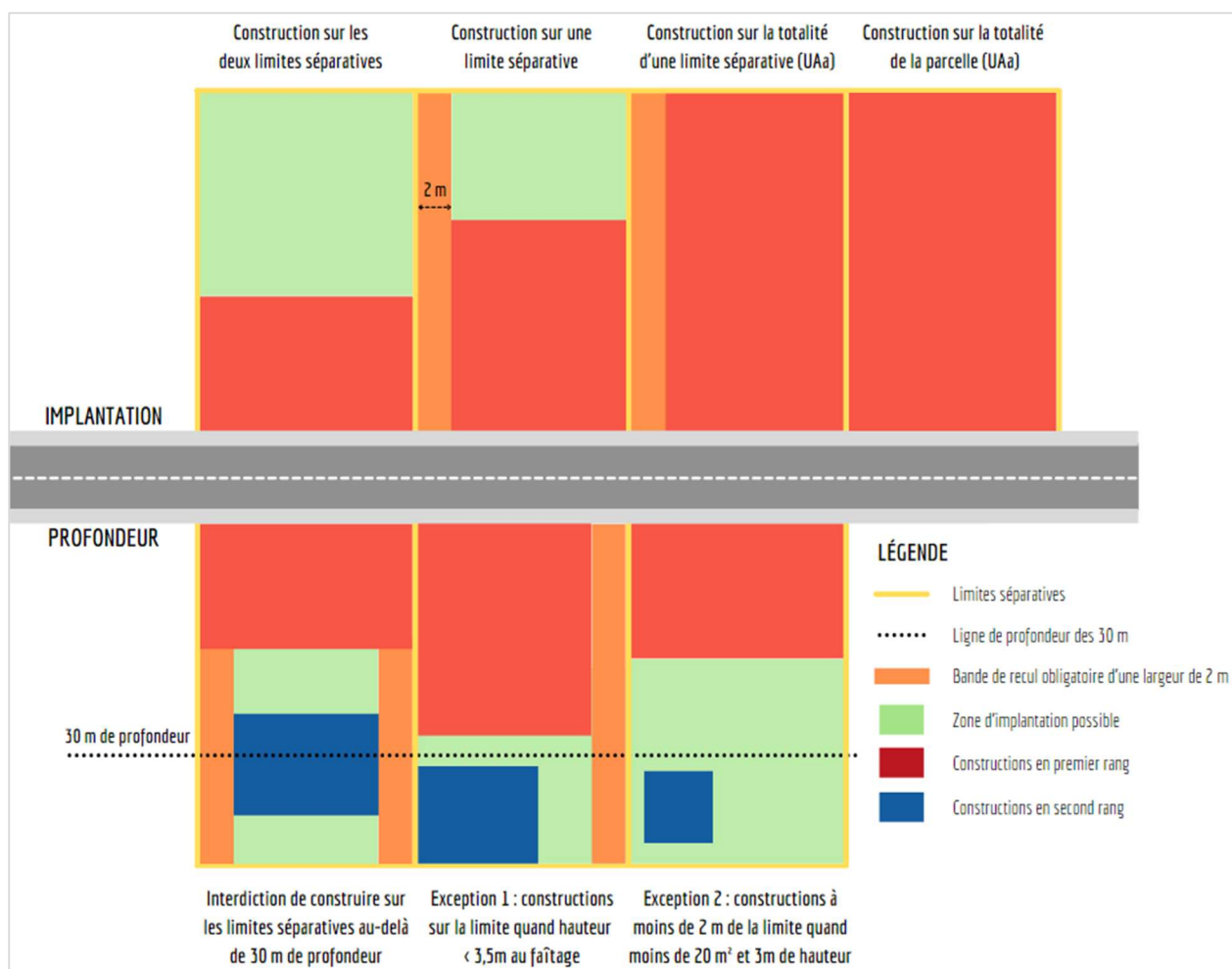


Illustration des règles applicables en zone UAa

b) Précision et adaptation de la règle de hauteur en secteur UAa

- L'intégration dans le tissu environnant a longtemps été définie réglementairement par « les constructions voisines », « les constructions avoisinantes », « l'une des constructions avoisinante ». Cette règle n'est pas adaptée, car souvent trop vague ou restrictive. La notion d'îlot ou de quartier est beaucoup plus adaptée afin de permettre une intégration des projets dans le tissu urbain.

La définition de la hauteur dans le sous-secteur UAa fait application de la notion de « construction voisine ».

Il est ainsi proposé d'employer la notion de séquence urbaine (maisons limitrophe ou plus élargie) dans un souci de meilleure compréhension de la règle. Il est entendu par séquence urbaine, les bâtiments avoisinants, en vis-à-vis (exemple encadrement d'une entrée de boulevard avec des bâtiments de part et d'autre d'une hauteur semblable qui lui confirme une identité), voire sur une seconde voirie (notion d'îlot, quartier). La hauteur des bâtiments en zone mixte ne peut s'apprécier qu'à une échelle plus ou moins large (îlot, quartier) selon la composition dudit secteur. La règle est davantage qualitative que quantitative.

- Par ailleurs, il est proposé de permettre un étage supplémentaire dans le sous-secteur UAa, secteur dont les hauteurs sont variées (épannelage des hauteurs).

Il est rappelé que l'objectif de la modification est de densifier la trame urbaine en concordance avec les objectifs du PADD (projet d'aménagement et de développement durable) en autorisant un étage supplémentaire, sous condition d'intégration dans le tissu urbain. Le PADD est la pièce maîtresse du PLU, il vient préciser les ambitions du territoire en termes d'aménagement. Les règles graphiques ou écrites en sont la déclinaison.

Une des ambitions du PADD est de densifier le tissu existant dans un souci de gestion économe de l'espace et afin de lutter contre une consommation excessive de l'espace.

Un des autres enjeux est de préserver la forme urbaine et le patrimoine architectural de la commune, tout en proposant un support pour son évolution.

La réduction de la consommation des espaces agricoles passe par une politique ambitieuse en renouvellement urbain au niveau des villes-centre notamment afin de construire la ville sur elle-même. L'ambition du SCot et du PLU est de densifier les centre-bourgs tout en insérant les nouvelles constructions de manière harmonieuse dans le tissu bâti en présence.

Il est ainsi proposé la mise en œuvre d'un étage supplémentaire pour les nouvelles constructions et de conditionner la règle par l'intégration dans le tissu bâti de la séquence urbaine (règle qualitative).

En complément de la règle et dans l'objectif de densification, la règle peut être adaptée en limitant la hauteur minimale des constructions. Ainsi, les constructions devront se situer dans la moyenne des constructions existantes avec l'obligation de respecter la hauteur la plus basse. Cette règle permet de conserver la variété de hauteur mais permet aussi de densifier les zones bâties des communes.

Enfin, il est également proposé d'introduire une souplesse pour les garages qui seraient édifiés dans le prolongement du bâtiment principal situé en front à rue afin que ces derniers puissent être implantés en deçà de la hauteur minimale de la séquence urbaine en présence, sous condition d'une bonne intégration dans la séquence urbaine en présence. Dans certains cas de figures, notamment en présence de bâtis environnants à plusieurs niveaux, cette règle ne permet pas d'implanter un garage uniquement en rez-de-chaussée.

Une illustration de la règle sera ajoutée.

Article UA 10 : Hauteur maximum

La hauteur des constructions, mesurée à partir du sol naturel sur rue, ne doit pas excéder **12.00m au faitage** (ouvrages techniques, cheminées, antennes et autres superstructures exclues). Un seul niveau de comble est admis.

Si le terrain est en contrebas par rapport à la voirie, le niveau du plancher bas du rez-de-chaussée sera au niveau de la voirie au minimum.

Au-delà d'une bande de 35m de profondeur, la hauteur des constructions est limitée à 3.50m au faitage sauf s'il s'agit d'une extension d'un bâtiment existant.

Dispositions particulières :

~~En secteur UAa, la hauteur des constructions ne devra pas excéder la hauteur la plus haute d'une des constructions voisines, sans être inférieure à la hauteur du plus bas, ni supérieure à la hauteur du plus haut.~~

En secteur UAa, la hauteur maximale des constructions nouvelles devra se situer dans la hauteur moyenne des constructions avoisinantes sans pouvoir augmenter la hauteur totale de la construction au-delà d'un niveau supplémentaire de la séquence. Cette règle est conditionnée par l'intégration dans le tissu bâti de la séquence.

Nota : Il est entendu par séquence urbaine, les bâtiments avoisinants, en vis-à-vis, voir sur une seconde voirie (notion d'îlot, quartier). La hauteur de bâtiments en zone mixte ne peut s'apprécier qu'à une échelle plus ou moins large (îlot, quartier) selon la composition dudit secteur. La règle est davantage qualitative que quantitative.

Exception : Les garages situés dans le prolongement du bâtiment principal peuvent être édifiés en deçà de la hauteur avoisinante la plus basse sous condition de bonne intégration dans la séquence urbaine en présence.



Illustration simplifiée d'une séquence urbaine mixte présentant un minimum à 2 niveaux et un niveau maximum à 5 niveaux : la construction nouvelle doit s'intégrer entre ces minimums et aller jusqu'à un étage au-dessus du plus haut niveau de la séquence en présence.

c) Modulation de l'emprise au sol en UA

Une emprise au sol de 80% a été fixée en zone UA afin de permettre la densification au sein du centre-bourg.

Il y a lieu de moduler cette emprise au sol afin de prendre en compte les obligations issues du PPRL du Montreuillois (risque submersion marine), document approuvé en juillet 2018 ; de permettre une meilleure intégration de certains projets en hyper-centre, notamment ceux à l'angle de plusieurs voies qui sont en continuité de front bâtis continus denses afin de ne pas créer de rupture urbaine ou pour des projets de démolition-reconstruction. Comme précisé précédemment, certaines parcelles sont déjà entièrement construites.

Article UA 9 : Emprise au sol

~~L'emprise au sol des constructions, annexes comprises ne peut excéder 80% de la superficie totale de terrain.~~

~~L'emprise au sol des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas réglementée.~~

Par principe, l'emprise au sol des constructions, annexes comprises ne peut excéder 80% de la superficie totale de terrain.

Par exception,

- le sous-secteur UAa n'est pas réglementé ;

- L'emprise au sol des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas réglementée.

Dans tous les cas, les projets situés dans le périmètre du PPRL du Montreuillois, doivent appliquer les emprises au sol les plus restrictives (PPRL ou PLU)

Modification de l'article 9 pour la zone UA

Article UC 9 : Emprise au sol

Par principe, l'emprise au sol des constructions, annexes comprises ne peut excéder 60% de la superficie totale de terrain.

Par exception l'emprise au sol des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas réglementée.

Dans tous les cas, les projets situés dans le périmètre du PPRL du Montreuillois, doivent appliquer les emprises au sol les plus restrictives (PPRL ou PLU)

Dispositions particulières :

En secteur UCr, L'emprise au sol des constructions, annexes comprises ne peut excéder 80% de la superficie totale de terrain, hormis les projets situés dans le périmètre du PPRL du Montreuillois qui doivent appliquer les emprises au sol les plus restrictives (PPRL ou PLU)

Modification de l'article 9 pour la zone UC

Article UE 9 : Emprise au sol

Par principe, l'emprise au sol des constructions et surfaces imperméables ne peut excéder 80% de la superficie totale de l'unité foncière.

Par exception, les projets situés dans le périmètre du PPRL du Montreuillois, doivent appliquer les emprises au sol les plus restrictives (PPRL ou PLU).

Modification de l'article 9 pour la zone UE

Article UL 9 : Emprise au sol

Par principe, l'emprise au sol des constructions ne peut excéder 50% de la surface totale du terrain

Par exception, les projets situés dans le périmètre du PPRL du Montreuillois, doivent appliquer les emprises au sol les plus restrictives (PPRL ou PLU)

Modification de l'article 9 pour la zone UL

4. Amendement des dispositions de l'article 10 pour le secteur 1AU Az

Des précisions ont été apportées concernant le niveau de la dalle du rez-de-chaussée :

- Ajout du terme « fini » pour le niveau de la dalle ;
- Référence à la voie d'accès à la construction principale pour la chaussée.

Cette disposition facilite l'écoulement et l'évacuation des eaux de pluie.

Article 1AUaz 10 : Hauteur maximum

La hauteur est limitée au maximum 10m à l'acrotère haut ou au faitage. La hauteur est calculée par rapport au niveau bas du Rdc (ouvrages techniques, cheminées, antennes et autres superstructures exclues).

Le niveau « fini » de la dalle du rez-de-chaussée, sera situé à 0,30m au-dessus du niveau de la chaussée.

Dans le cas de figure où la parcelle donne sur plusieurs voies, la voie de référence est alors celle permettant d'accéder à la construction.

~~Si le terrain est en contrebas par rapport à la voirie, le niveau du plancher bas du rez-de-chaussée sera au minimum au niveau de la voirie.~~

Modification de l'article 10 pour la zone 1AUaz

5. Adaptation des règles régissant le stationnement (article 12) des zones UA et UC

- a) Harmonisation des règles régissant les secteurs UC et 1AUb en matière de système de calcul des places de stationnement à mettre en œuvre dans les projets de constructions à usage d'habitation

Le secteur UC et le secteur 1AUb sont contiguës. Une fois terminée, la zone 1AUb sera donc amenée à passer en secteur UC. Une harmonisation des règles régissant le stationnement de ces deux secteurs est donc proposée.

La règle en zone 1AUb exige que les constructions à usage d'habitation soient dotées de 2 places de stationnement par unité d'habitation et que le garage n'entre pas dans le calcul de ces 2 places. Il est proposé d'adopter le même système de calcul des places dans la zone UC.

Article UC 12 : Stationnement

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.

Il est exigé au minimum

- pour les constructions à usage d'habitation : 2 places de stationnement par unité d'habitation ~~(y compris garage)~~. Le garage n'entre pas dans le calcul des 2 places de stationnement.

Adaptation du système de calcul des places de stationnement par unité d'habitation dans l'article 12 pour la zone UC

- b) Ajout de règles pour certaines destinations et typologies de logements non réglementées

Le règlement prévoit le nombre de place de stationnement à mettre en œuvre en fonction de la destination de la construction.

Il s'avère que certaines destinations et typologies de logements ne sont pas réglementées. Il est donc proposé d'intégrer de nouvelles règles dans certains secteurs pour combler ces manquements.

- Le tissu urbain de la zone UC intègre à la fois des logements individuels et collectifs. Le secteur est pourtant dénué de règles concernant le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour les collectifs. Il convient donc d'ajouter une règle pour cette typologie de logement dans l'article UC 12. Est donc proposé que soit exigé au minimum 1,5 place de stationnement pour les constructions à usage de logement collectif (le garage n'entrant pas dans le calcul de 1,5 place de stationnement).

Article UC 12 : Stationnement

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.

Il est exigé au minimum

- pour les constructions à usage d'habitation : 2 places de stationnement par unité d'habitation (~~y compris garage~~). **Le garage n'entre pas dans le calcul des 2 places de stationnement.**
- pour les constructions à usage de logement collectif : 1,5 place par logement.

- Le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour les résidences seniors n'est pas réglementé. Ces dernières n'engendrant pas un besoin en termes de stationnement similaire aux habitations ou encore aux structures hôtelières, il est proposé de laisser de la souplesse quant aux objectifs de stationnement à prévoir pour cette destination. Il est ainsi proposé d'ajouter aux UA 12 et UC 12 la disposition suivante : « **pour les résidences seniors : Le nombre de places de stationnement des véhicules est déterminé en tenant compte de la nature des logements et hébergements, de leur situation géographique, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transport collectifs** ».

Article UA 12 : Stationnement

Pour les constructions neuves, il est exigé au minimum

- pour les constructions à usage d'habitation : 1 place de stationnement par unité d'habitation;
- pour les constructions à usage de bureaux et d'activités : 2 places de stationnement pour 50m² de surface de plancher.
- pour les commerces : 1 place de stationnement pour 50m² de surface de plancher
- pour les résidences hôtelières et de tourisme : 1 place pour 3 logements
- **pour les résidences seniors : Le nombre de places de stationnement des véhicules est déterminé en tenant compte de la nature des logements et hébergements, de leur situation géographique, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transport collectifs**

Modification de l'article 12 pour la zone UA

- pour les résidences seniors : le nombre de places de stationnement des véhicules est déterminé en tenant compte de la nature des logements et hébergements, de leur situation géographique, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transports collectifs

Modification de l'article 12 pour la zone UC

- Le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour les résidences étudiantes ou universitaires n'est pas réglementé. Il est donc proposé d'ajouter une règle en régissant le stationnement dans les zones urbaines mixtes actuelles ou en devenir qui mêlent habitat et activités économiques. L'article L. 151-34 indique qu'il est possible d'exonérer les résidences

universitaires de la réalisation d'aires de stationnement. L'article L. 151-35 interdit quant à lui d'exiger plus d'une place de stationnement par logement pour les résidences universitaires. Il est du ressort de la commune d'étudier et de définir le nombre de stationnement nécessaire pour chaque typologie de logements en fonction de la morphologie et des besoins de chaque quartier dans les limites fixées par le cadre légal. C'est en raison du contexte dans lequel pourront s'inscrire ces résidences qu'il est proposé de solliciter une place de stationnement par tranche de 3 logements créés.

Sont concernées par cette disposition, les secteurs UA, UC (zones urbaines mixtes actuelles) ainsi que les secteurs 1AU et 1AUaz (zones urbaines mixtes en devenir).

Article UA 12 : Stationnement

Pour les constructions neuves, il est exigé au minimum

- pour les constructions à usage d'habitation : 1 place de stationnement par unité d'habitation;
- pour les constructions à usage de bureaux et d'activités : 2 places de stationnement pour 50m² de surface de plancher.
- pour les commerces : 1 place de stationnement pour 50m² de surface de plancher
- pour les résidences hôtelières et de tourisme : 1 place pour 3 logements
- **pour les résidences seniors : Le nombre de places de stationnement des véhicules est déterminé en tenant compte de la nature des logements et hébergements, de leur situation géographique, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transport collectifs**
- **pour les constructions du type résidences étudiantes ou universitaires : 1 place pour 3 logements.**

Modification de l'article 12 pour la zone UA

- pour les constructions du type résidences étudiantes ou universitaires : 1 place pour 3 logements.

Modification de l'article 12 pour la zone UC

Article 1AU 12 : Stationnement

Les exigences de stationnement concernent toutes les constructions.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.

Il est exigé au minimum

- pour les constructions à usage d'habitation : 2 places de stationnement par unité d'habitation et 1 place vélo
- pour les logements aidés de l'état : 1 place de stationnement par unité d'habitation et 1 place vélo.
- **pour les constructions du type résidences étudiants ou universitaires : 1 place pour 3 logements.**

Modification de l'article 12 pour la zone 1AU

Article 1AUaz 12 : Stationnement

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.

- Pour les bâtiments à usage autre que l'habitat, sur chaque parcelle, des surfaces suffisantes doivent être réservées pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement de la totalité des véhicules de livraison et de services et pour le stationnement des véhicules du personnel et des visiteurs.
- Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, à l'exception des logements en résidence collective pour personnes âgées et des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat et des opérations groupées, il sera exigé au minimum deux places de stationnement par logement.
- Pour les opérations de logements en résidence collective pour personnes âgées et de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, il sera exigé une place de stationnement par logement.
- Pour les opérations groupées, il sera exigé une place de stationnement pour 60m² de surface de plancher ainsi qu'une place de stationnement en sus en dehors des parcelles par tranche de 5 logements à l'usage des visiteurs.
- Pour les constructions du type résidences étudiantes ou universitaires : 1 place pour 3 logements.

Modification de l'article 12 pour la zone 1AUaz

- c) Ajout d'une disposition réglementant les stationnements des constructions situées à l'intérieur du périmètre de 500 mètres autour de la gare dans le secteur UC.

Le secteur UC comprenant la gare et ses alentours, il est proposé d'ajouter une règle spécifique aux constructions situées à l'intérieur du périmètre de 500 mètres autour de la gare. Le périmètre de 500 mètres est calqué sur l'article L.151-35 du Code de l'urbanisme.

Comme indiqué dans la loi, le nombre de places de stationnement exigé à l'intérieur de ce périmètre serait de 0,5 place par logement locatif aidé en raison de leur proximité avec les transports collectifs.

- pour toute construction de logements locatifs aidés à l'intérieur du périmètre de 500 mètres autour d'une gare : 0,5 place de stationnement par logement.

Modification de l'article 12 pour la zone UC

Suite à ces modifications, l'article UC 12 présenterait l'ensemble des dispositions suivantes.

Article UC 12 : Stationnement

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.

Il est exigé au minimum

- pour les constructions à usage d'habitation : 2 places de stationnement par unité d'habitation (~~y compris garage~~). **Le garage n'entre pas dans le calcul des 2 places de stationnement.**
 - **pour les constructions à usage de logement collectif : 1,5 place par logement.**
 - pour les logements aidés de l'état : 1 place de stationnement par unité d'habitation
 - pour les constructions à usage de bureaux et d'activités : 2 places de stationnement pour 50m² de surface de plancher
- Les surfaces de livraisons, déchargement/chargement, pour les visiteurs doivent être intégrées.
- pour les commerces : 1 place de stationnement pour 50m² de surface hors œuvre nette
 - pour les hôtels et restaurants : 1 place de stationnement par chambre, 1 place pour 20 m² de salle de restaurant.
 - **pour les résidences seniors : le nombre de places de stationnement des véhicules est déterminé en tenant compte de la nature des logements et hébergements, de leur situation géographique, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transports collectifs**
 - **pour les constructions du type résidences étudiantes ou universitaires : 1 place pour 3 logements.**
 - **pour toute construction de logements locatifs aidés à l'intérieur du périmètre de 500 mètres autour d'une gare : 0,5 place de stationnement par logement.**

6. Implantation des constructions vis-à-vis des limites séparatives en zone UC

Le secteur UC correspond à l'urbanisation « récente » de la commune au-delà du chemin de fer. Cette zone est destinée à recevoir des constructions vouées principalement à l'habitation individuelle et collective, aux activités qui en sont le complément normal : restauration, services et commerces.

Dans un contexte marqué par des objectifs de réduction de la consommation des sols, il est nécessaire de limiter l'extension urbaine et par conséquent de densifier la ville.

Cet objectif de densification est d'ailleurs clairement inscrit dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable d'Etaples-sur-Mer :

« La commune s'inscrit dans la démarche de densifier le tissu existant. Dans le cadre d'une gestion économe du territoire et afin de lutter contre une consommation excessive de l'espace, il convient de densifier le tissu urbain actuel sans nouvelle extension » (extrait du PADD, p.9).

Afin d'adapter le règlement du PLU à cette volonté de densification, des modifications ont été apportées :

- Ajout d'une disposition particulière encadrant l'implantation des constructions réalisées en second rideau par rapport aux voies et diverses emprises publiques (Article UC 6)
- Modification de la règle de retrait par rapport aux limites séparatives pour les constructions de second rideau ou situées au-delà d'une profondeur de 30 mètres (Article UC 7)
- Suppression d'une disposition limitant la hauteur des constructions à 3,50 m au faîtage au-delà d'une bande de 30 m de profondeur (Article UC 10)

a) Article UC 6 : Ajout d'une disposition particulière encadrant l'implantation des constructions réalisées en second rideau par rapport aux voies et diverses emprises publiques

Pour encourager la densification de la ville par la construction de bâti en second rideau, il est proposé de dispenser les terrains enclavés ou situées au-delà du premier front bâti de règles d'implantation par rapport aux voies et diverses emprises publiques.

L'objectif de cette absence de règles est d'inciter à la densification en ne contraignant pas l'implantation des constructions de second rideau.

Dispositions particulières :

En secteur UCr,

- Les constructions et aménagements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif seront implantés à l'alignement ou en retrait minimal de 1.00m par rapport à la rue.

- Les autres constructions sont implantées à l'alignement sur rue ou à la ou les limites qui s'y substituent. Ceci s'applique aussi pour les parcelles d'angle.

En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle, cette exigence doit être réalisée par au moins une construction.

En second rideau,

- Il n'est pas fixé de règles d'implantation par rapport aux voies et diverses emprises publiques pour les constructions enclavées ou situées au-delà du premier front bâti

- b) Article UC 7 : Modification de la règle de retrait par rapport aux limites séparatives pour les constructions de second rideau et/ou situées au-delà d'une profondeur de 30 mètres

Il est proposé de modifier la règle de retrait des constructions de second rideau et/ou situées au-delà d'une profondeur de 30 mètres afin d'apporter des précisions quant à la distance de retrait imposée à chaque construction y compris dans le cadre de projets de densification. Le retrait par rapport aux limites latérales doit ainsi être au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment (avec un minimum de 3 mètres). Les bâtiments dont la hauteur n'excède pas 3,50 mètres au faîtage conservent la possibilité d'être construits en limite séparative.

Article UC 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Le R123-10-1 du code de l'urbanisme ne s'applique pas : les règles d'implantation s'appliquent à chaque lot et non à l'unité foncière de l'opération.

1) Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives latérales :

- a) Les constructions peuvent être jointives à au moins une limite latérale.

Dans tous les cas, les parties de la construction, aile, extension ou annexe, non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

~~b) Au-delà d'une profondeur maximum de 30 mètres à compter de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue, la construction des bâtiments en limite séparative latérale n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50 mètres au faîtage.~~

b) Les constructions de second rideau doivent respecter un retrait au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment (avec un minimum de 3 mètres) par rapport aux limites séparatives. La construction des bâtiments en limite séparative latérale n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50 mètres au faîtage.

- c) Article UC 10 : Suppression d'une disposition limitant la hauteur des constructions à 3,50 m au faîtage au-delà d'une bande de 30 m de profondeur

Il est proposé de supprimer la disposition faisant mention de la hauteur maximale des constructions situées au-delà d'une bande de 30 m de profondeur.

Article UC 10 : Hauteur maximum

La hauteur des constructions, mesurée à partir du sol naturel sur rue, ne doit pas excéder 10.00m au faîtage (ouvrages techniques, cheminées, antennes et autres superstructures exclues).

Si le terrain est en contrebas par rapport à la voirie, le niveau du plancher bas du rez-de-chaussée sera au niveau de la voirie au minimum.

~~Au-delà d'une bande de 30m de profondeur, la hauteur des constructions à usage d'habitation est limitée à 3.50m au faîtage sauf s'il s'agit d'une extension d'un bâtiment existant.~~

La hauteur des constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas réglementée.

Dispositions particulières :

En secteur UCr, la hauteur des constructions est limitée à 12m au faîtage.

En limitant la hauteur des constructions de second rideau à 3,50 m au faîtage, cette disposition réduit le potentiel de densification du tissu urbain de la commune. La suppression de la disposition permet par conséquent d'affirmer l'engagement d'Etaples-sur-Mer dans un processus de densification.

Par principe, la hauteur maximale des constructions serait donc de 10 m quelle que soit la profondeur de leur implantation.

7. Modification de la réglementation des clôtures dans les zones UB, UC et les zones à urbaniser

En contribuant de façon décisive au caractère urbain ou semi urbain d'un quartier, les clôtures font partie des éléments qu'il est nécessaire de réglementer. Etant donné que le choix de leur implantation, de leur nature et de leur aspect participe à la définition du statut de l'espace public ainsi qu'à l'insertion paysagère et non pas uniquement à la volonté de clore le terrain, il est nécessaire que la règle en vigueur s'appuie sur les formes de clôtures existantes et désirables de sorte à favoriser l'harmonie paysagère des espaces publics.

a) Modification de la réglementation des clôtures dans les zones à urbaniser

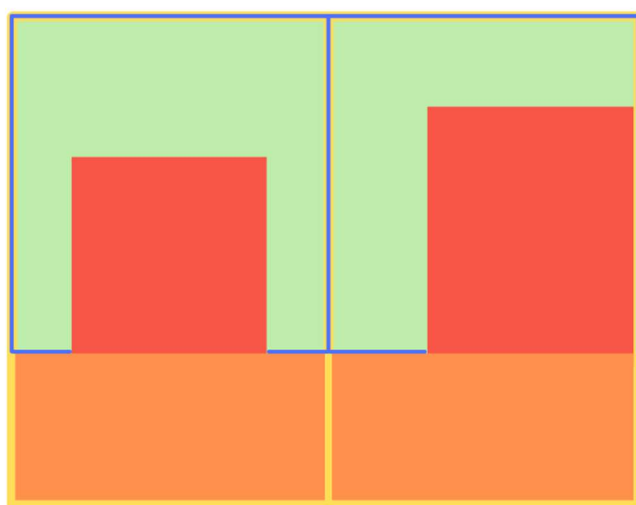
Les zones à urbaniser correspondent aux zones destinées à être ouvertes à l'urbanisation. Contrairement aux zones urbaines au tissu bâti déjà formé, les zones à urbaniser sont des pages blanches dont la forme doit être réglementée pour s'assurer qu'elles soient cohérentes et s'inscrivent harmonieusement au sein de la commune. Les zones 1AUe et 2AUe étant dédiées à des futures zones d'activités, elles ne sont pas concernées par cette modification de la réglementation des clôtures qui est destinée à assurer l'harmonie paysagère des zones à dominante habitat. Sont donc concernées par cette modification les zones 1AU, 1AUB et 1AUaz.

Si les zones 1AU et 1AUB ne comptent pour l'instant qu'un nombre restreint de constructions, la zone 1AUaz est déjà en grande partie construite et permet de déceler les formes de clôtures les plus courantes et contribuant à l'harmonie paysagère des quartiers à urbaniser.

Il s'avère que les quartiers de la zone 1AUaz sont caractérisés par un nombre important de constructions étant en retrait par rapport à la voie et ne présentant pas de clôtures sur la partie avant de leurs terrains. Le paysage y est donc ouvert et aéré avec de nombreux espaces herbeux et/ou fleuris visibles depuis la rue. Il est proposé d'essaimer cette ambiance paysagère dans les autres zones à urbaniser en réglementant les clôtures de sorte à n'autoriser les clôtures que si elles sont implantées dans la continuité des façades et non plus à l'alignement de la rue. Cette règle qui était en vigueur à titre exceptionnel dans la zone 1AUB deviendrait de ce fait le principe applicable à toutes les zones à urbaniser à dominante habitat.

Les modifications de réglementation proposées concernent uniquement l'implantation des clôtures mais n'influent pas sur les règles concernant la nature, l'aspect ou la hauteur des clôtures.

IMPLANTATION DES CLÔTURES



LÉGENDE

- Limites séparatives
- Implantation de clôture possible
- Zone concernée par l'interdiction d'implantation de clôtures
- Constructions

Illustration de la règle d'implantation des clôtures

Clôtures

L'édification de clôtures est soumise à déclaration.

Les clôtures sont obligatoirement constituées de haies végétales ou de dispositifs à claire-voie légers de type claustra, grillage, grille de ferronnerie légère doublés d'une épaisseur de plantations variées choisies de préférence parmi les essences proposées en annexes.

Les clôtures pleines sont interdites.

Lorsque la construction est réalisée en retrait de la voie publique, la clôture en front à rue sera obligatoirement installée à l'alignement **de la voie de la façade**.

A l'intersection de deux voies, les clôtures ne doivent en aucun cas gêner la visibilité. L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'édifier la clôture peut imposer une hauteur inférieure à celles admises ci-dessous, afin d'assurer la sécurité des personnes circulant sur lesdites voies.

La hauteur des clôtures ne doit pas excéder 1,5 mètre.

Une hauteur supérieure pourra être admise pour des motifs de sécurité liés à l'activité ou l'équipement implantée.

Modification de l'article 11 pour la zone 1AUaz

En plus de la modification de la règle liée à l'implantation des clôtures, il est proposé de supprimer la répétition des dispositions particulières applicables à la zone 1AUB afin d'en faciliter la compréhension et d'en améliorer la clarté.

IV - Les clôtures

1) Nature et aspect extérieurs des clôtures

a) Sur rue :

~~Elles sont implantées en limite séparative sur rue.~~

La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée à l'alignement de la façade.

Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale.

Dispositions particulières :

~~En secteur 1AUb, les clôtures seront végétales. Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale. Le grillage sera en simple torsion ou en panneaux rigides, de couleur verte ou noire. La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée en alignement de la façade.~~

~~c) Sont interdits : les clôtures réalisées en matériaux de fortune, ou d'aspect plaques de béton sur rue ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints et sur rue, les canisses, claustras, bâches.~~

c) autres limites

3) Hauteur des clôtures

a) Sur rue et autres limites :

Les clôtures minérales doivent être d'une hauteur maximale de 1,50 mètre ~~en limite séparative~~ sur rue et ne pas dépasser une hauteur de 2,00 mètres sur les autres limites séparatives.

b) Visibilité :

Afin de dégager la visibilité pour la circulation, la commune peut demander que la partie opaque des clôtures minérales des terrains d'angle ainsi que tout élément susceptible de gêner la visibilité soit d'une hauteur moindre.

Dispositions particulières :

En secteur 1AUb, les clôtures seront végétales. Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale. Le grillage sera en simple torsion ou en panneaux rigides, de couleur verte ou noir. ~~La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée en alignement de la façade.~~

a) Sont interdits : les clôtures réalisées en matériaux de fortune, ou d'aspect plaques de béton sur rue ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints et sur rue, les canisses, claustras, bâches.

Les clôtures pleines sont interdites.

La hauteur maximale des clôtures autorisées côté voie publique est de 1,60m. Sur les limites latérales et de fond de parcelle, la hauteur autorisée est de 2 m.

Modification de l'article 11 pour la zone 1AU

b) Modification de la réglementation des clôtures dans les zones UB et UC

Il est proposé de modifier la règle d'implantation des clôtures dans les zones urbaines à vocation d'habitat dont le tissu bâti n'est pas entièrement constitué. Sont ainsi concernées, la zone UC correspondant à l'urbanisation récente de la commune et la zone UB reprenant le hameau de Fromessent. Les zones UA et UAa, correspondant au centre ancien densément bâti de la commune, ne sont quant à elles pas affectées par ce changement de règle. Ne sont pas concernées, les zones UE, UF et UL en raison de leur vocation économique.

La volonté de la commune d'Etaples est de privilégier des espaces urbains ouverts et aérés grâce à une absence de clôtures à l'avant des constructions présentant un retrait vis-à-vis de la voie publique. Cette organisation spatiale a par ailleurs déjà été appliquée dans les quartiers les plus récents de la zone UC et se révèle même majoritaire dans certains d'entre eux. Elle est également ponctuellement représentée en zone UB.

Toutefois, la diversité des formes prises par le bâti et les clôtures dans ces secteurs (de manière particulièrement marquée dans la zone UC) est telle qu'il est impossible d'imposer une règle d'implantation des clôtures trop stricte. En effet, il s'avère que le cadre urbain et l'ambiance paysagère diffèrent sensiblement d'un quartier à l'autre en fonction de leur date de création. Les quartiers les plus anciens sont par exemple marqués par la présence de murets bas en alignement de la rue quand les quartiers les plus récents sont caractérisés par des clôtures implantées dans l'alignement des façades. La règle d'implantation des clôtures applicables aux zones UC et UB doit par conséquent être suffisamment souple pour prendre en compte la diversité des formes de bâti et de clôtures existantes et permettre le maintien de l'identité et harmonie de chaque quartier.

Il est ainsi proposé de diviser la règle en deux parties en distinguant le principe à suivre des exceptions susceptibles de s'appliquer selon le contexte dans lequel s'intègrent les constructions.

Afin de s'inscrire à la fois dans les modes de faire actuels en termes d'implantation et dans la vision des espaces publics adoptée par la commune, le principe s'appliquant à la création de clôtures serait le suivant : La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée à l'alignement de la façade.

Pour respecter les autres ambiances urbaines, il est proposé d'autoriser des exceptions selon la règle suivante : Dans le cas où l'implantation des clôtures à l'alignement de la façade ne s'inscrit pas dans le contexte environnant la construction (maisons alentours), il est possible d'implanter les clôtures différemment à condition que ces dernières respectent la forme, la nature, la couleur et les matériaux des clôtures avoisinantes dans un souci d'harmonie paysagère.

IV - Les clôtures

1) Généralités

~~Les clôtures seront implantées à l'alignement. Elles~~ Les clôtures contribuent de façon décisive au caractère urbain ou semi urbain et le choix de leur nature et de leur aspect découle d'un objectif de participation à la définition du statut de l'espace public et à l'insertion paysagère et non pas seulement à la volonté de clore le terrain. Les choix de clôture doivent tenir compte de la forme, la nature et l'aspect des clôtures voisines.

En principe, la façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée à l'alignement de la façade.

Par exception, dans le cas où l'implantation des clôtures à l'alignement de la façade ne s'inscrit pas dans le contexte environnant la construction (maisons alentours), il est possible d'implanter les clôtures différemment à condition que ces dernières respectent la forme, la nature, la couleur et les matériaux des clôtures avoisinantes dans un souci d'harmonie paysagère.

2) Nature et aspect extérieurs des clôtures

~~La continuité d'une limite séparative à l'autre est demandée~~

Sont interdits : les clôtures réalisées en matériaux de fortune, ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints. Sur rue, sont interdits, les canisses, bâches et claustras

3) Hauteur des clôtures

a) Sur rue et autres limites :

Les clôtures minérales doivent être d'une hauteur maximale de 1,50 mètre ~~en limite séparative~~ sur rue à compter par rapport au niveau de la voie, il est possible d'adapter la hauteur de la clôture en fonction du niveau du terrain naturel, et ne pas dépasser une hauteur de 2,00 mètres sur les autres limites séparatives.

b) visibilité

Afin de dégager la visibilité pour la circulation, la commune peut demander que la partie opaque des clôtures minérales des terrains d'angle ainsi que tout élément susceptible de gêner la visibilité soit d'une hauteur moindre.

Modification de l'article 11 pour la zone UC

IV - Les clôtures

1) Généralités

~~Les clôtures seront implantées à l'alignement. Elles~~ Les clôtures contribuent de façon décisive au caractère urbain ou semi urbain et le choix de leur nature et de leur aspect découle d'un objectif de participation à la définition du statut de l'espace public et à l'insertion paysagère et non pas seulement à la volonté de clore le terrain. Les choix de clôture doivent tenir compte de la forme, la nature et l'aspect des clôtures voisines.

En principe, la façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée à l'alignement de la façade.

Par exception, dans le cas où l'implantation des clôtures à l'alignement de la façade ne s'inscrit pas dans le contexte environnant la construction (maisons alentours), il est possible d'implanter les clôtures différemment à condition que ces dernières respectent la forme, la nature, la couleur et les matériaux des clôtures avoisinantes dans un souci d'harmonie paysagère.

2) Nature et aspect extérieurs des clôtures

a) Sur rue :

Implantées en limite séparative sur rue, **les clôtures sont végétales**.
Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale.

b) autres limites :

En fond de parcelle, **les clôtures sont végétales**.
Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale.

Sont interdits : les clôtures réalisées en matériaux de fortune, ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints. Sur rue, sont interdits, les canisses, bâches et claustras.

3) Hauteur des clôtures

a) Sur rue et autres limites :

Les clôtures minérales doivent être d'une hauteur maximale de 1,50 mètres ~~en limite séparative~~ sur rue à compter par rapport au niveau de la voie, il est possible d'adapter la hauteur de la clôture en fonction du niveau du terrain naturel, et ne pas dépasser une hauteur de 2,00 mètres sur les autres limites séparatives.

b) Visibilité

Afin de dégager la visibilité pour la circulation, la commune peut demander que la partie opaque des clôtures minérales des terrains d'angle ainsi que tout élément susceptible de gêner la visibilité soit d'une hauteur moindre.

Modification de l'article 11 pour la zone UB

CHAPITRE 3 : BILAN DES PIECES IMPACTEES PAR LES MODIFICATIONS ENVISAGEES

Au regard des différentes modifications envisagées et listées dans le chapitre précédent, il convient de préciser qu'une pièce du PLU est amendée :

- Le règlement écrit du PLU.

Aucune modification ne sera apportée aux autres pièces du PLU.

CHAPITRE 4 : INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Le niveau d'incidence de la modification sur l'environnement est le suivant :

▪ **Consommation foncière :**

La seule consommation susceptible d'être générée concerne le secteur UAa avec la possibilité d'une emprise au sol pouvant atteindre 100% de la superficie totale du terrain. Néanmoins, celle-ci s'inscrit dans une logique de densification. La modification de la règle de hauteur des constructions vise également une minoration de la consommation foncière en privilégiant la densification urbaine.

▪ **Activité agricole :**

L'évolution du zonage n'impacte pas de zones agricoles.

▪ **Topographie :**

Sans objet

▪ **Paysage et patrimoine :**

Les modifications apportées aux dispositions du secteur UAa, correspondant au centre ancien, permettent de prendre en compte davantage les caractéristiques du contexte urbain et patrimonial (densité bâtie forte, ZPPAUP).

▪ **Biodiversité et continuités écologiques :**

Sans objet

▪ **Ressource en eau :**

Sans objet

▪ **Prise en compte des risques :**

La modification du PLU entraîne un impact positif du fait d'une **meilleure prise en compte des risques de submersion marine et d'inondation** avec :

- Un rappel de la prédominance du PPRL du secteur du Montreuillois sur les dispositions du PLU ;
- L'interdiction des garages souterrains dans les secteurs concernés par le PPRL ;
- La précision de dispositions techniques afin de favoriser un bon écoulement des eaux de pluie (règle régissant le niveau de la dalle du rez-de-chaussée).

- **Prise en compte des nuisances :**

Les modifications apportées au règlement écrit ne sont pas de nature à engendrer des incidences négatives ou positives en termes de nuisances.

- **Consommations énergétiques :**

Les modifications apportées au règlement écrit ne sont pas de nature à engendrer des incidences négatives ou positives en termes de consommations énergétiques.

- **Mobilité :**

Les modifications apportées au règlement écrit ne sont pas de nature à engendrer des incidences négatives ou positives en termes de mobilité.

Justifications :

En conclusion, il apparaît que l'impact environnemental de la modification est globalement positif.
--

Partie 4 - Dossier d'enquête publique

4.1 : Organisation de l'enquête publique

4.1.1 : Arrêté portant organisation de l'enquête publique

4.1.2 : Certificats d'affichage

4.1.3 : Photographies des affichages

4.1.4 : Parutions

4.2 : Procès-Verbal de synthèse

4.3 : Mémoire en réponse de la CA2BM

4.4 : Rapport d'enquête publique

4.5 : Conclusions et avis du commissaire enquêteur



Numéro de l'acte	2022-5
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Etaples en date du 16 décembre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2017 portant mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet ;
- Vu le courrier en date du 11 juillet 2019, émanant de la commune d'Etaples-sur-Mer, sollicitant le lancement d'une procédure de modification du PLU communal ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°7 du 30 septembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du Président n° 2021-62 en date du 09 novembre 2021 décidant de l'engagement de la procédure de modification de droit commun ;
- Vu les pièces du dossier de modification de PLU, soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'à la commune concernée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 16 novembre 2021 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la décision E22000009/59 en date 21 janvier 2022 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille désignant Monsieur Claude MONTRAISIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme afin notamment de corriger et amender des dispositions du règlement écrit ;
- Considérant que l'avis de la commune est favorable sans réserve et que les retours formulés par les personnes publiques associées sont réputés favorables ;

- Considérant l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu en date du 11 janvier 2022 ;

ARRETE

Article 1 – Objet de l'enquête : Il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1^{er} avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Article 2 – Publicité de l'arrêté de mise à enquête publique : Un avis d'enquête, portant l'ensemble des indications ci-dessus à la connaissance du public, sera publié en caractères apparents **quinze jours au moins avant le début de l'enquête** et **rappelé** dans les **huit premiers jours** de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés. Il sera affiché à la mairie d'Etaples-sur-Mer, au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, à l'Office du tourisme d'Etaples-sur-Mer, au niveau de l'école Jules Ferry d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'à Rombly. Les affiches seront visibles et lisibles des voies publiques, et seront conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel en date du 9 septembre 2021.

L'avis d'enquête sera par ailleurs mis en ligne sur le site internet de la CA2BM (rubrique mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>) ainsi que sur le site internet de la commune d'Etaples-sur-Mer.

Article 3 – Nom et qualités du commissaire enquêteur : Monsieur Claude MONTRAISSIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Article 4 – Identité de la personne responsable du projet : Des informations pourront être demandées au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois situé à l'adresse suivante : A l'attention de Bruno Cousein, 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ou par téléphone au 03.21.06.66.66.

Article 5 – Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale : Le dossier a été soumis au cas par cas auprès de l'autorité environnementale.

Article 6 – Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement : Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis de non soumission à évaluation environnementale).

Article 7 – Consultation du dossier d'enquête publique et observations : Le public pourra consulter le dossier d'enquête et consigner ses observations, propositions sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du 28 février 2022 14h00 au 1^{er} avril 2022 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle – 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication du présent arrêté.

Le public pourra également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr du lundi 28 février 2022 14h00 au vendredi 1^{er} avril 2022 inclus.

Les observations pourront également être adressées par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur). Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Article 8 – Permanences du commissaire enquêteur : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie d'Etaples-sur-Mer pour recevoir ses observations écrites ou orales, les jours suivants :

- **Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 9 mars de 14h30 à 17h30**
- **Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00**
- **Vendredi 1^{er} avril 2022 de 14h00 à 17h00**

Article 9 – Suites de l'enquête publique : A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Article 10 – Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 11 – Exécution du présent arrêté : Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le commissaire enquêteur,
- Monsieur le maire d'Etaples-sur-Mer,
- Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-Mer,
- Et sera publié au recueil des actes administratifs de la communauté d'agglomération.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 02/02/2022

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20220202-2022-5-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/02/2022

Etaples-sur-Mer, le 4 AVRIL 2022

Mairie d'Etaples-sur-mer
Place du Général de Gaulle
62630 Etaples-sur-mer

Certificat d'affichage et de publicité légale

Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Etaples-sur-Mer

☎ 03 21 89 62 62
✉ contact@etaples-sur-mer.net
🌐 www.etaples-sur-mer.fr

Philippe FAIT, Maire de la commune d'Etaples-sur-mer,

Certifie avoir :

- fait afficher l'arrêté n°2022-5 du 2 février 2022 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer sur la période du 28/02/2022 à 14h au 01/04/2022 à 16h30. Cet affichage a été assuré du 14 FEVRIER 2022 AU 1^{ER} AVRIL INCLUS **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés ;**
- fait afficher l'avis d'enquête publique en Mairie d'Etaples-sur-Mer, à l'Office du Tourisme d'Etaples-sur-Mer, au niveau de l'école Jules Ferry d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'à Rombly 14 FEVRIER 2022 AU 1^{ER} AVRIL INCLUS;
- publié sur le site Internet communal les informations relatives à l'enquête publique, à compter du et durant toute l'enquête, en les gardant en en-tête des actualités communales (cf. PJ).

Fait Pour valoir ce que de droit.

Fait à Etaples-sur-mer,

Le Maire,

Philippe FAIT

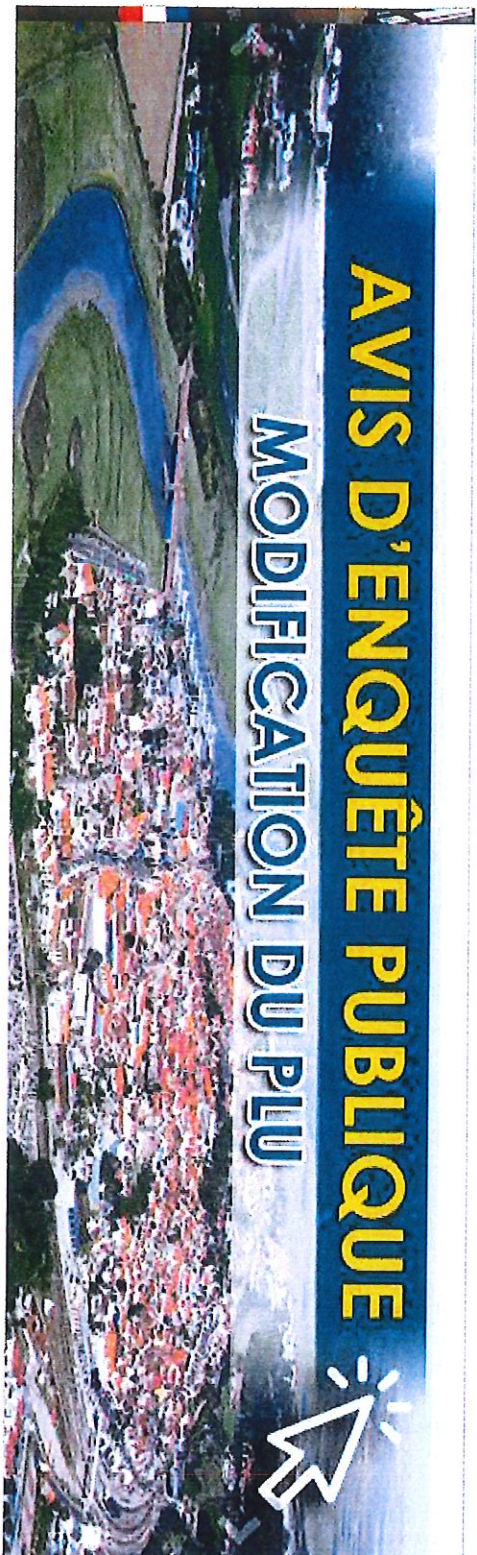
Conseiller départemental du Pas-de-Calais

PJ : impressions d'écran du site internet Ville d'Etaples des 10/02, 18/02, 02/03, 16/03 et 30/03.

ALA UNE

Fiche 18.03.2022

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE MODIFICATION DU PLU



Actualités



FESTIVAL DE MAGIE EST LANCÉ !

samedi 12 février, la salle de la
dénier d'Etaples-sur-mer accueille

floupée de magiciens sur scène



À LA RENCONTRE DU CENTRE

AÉRÉ DE ROMBLY ET LA
LUDOTHÈQUE

Ce Mercredi 9 Février 2022, M. le



INFORMATION / REPAS DES AÎNÉS

Les traditionnels repas des vœux de
la Municipalité aux aînés étaplois,

initialement prévus en janvier, auront



FÊTE

« D »
À l'

ville

ACCÈS DIRECT



Agenda 52

ESC

Escale



Service Public



État-Civil / F
Cote d'Or



Marchés Publics



Délibération



Boîte à idées



News

LES SITES DE LA VILLE



Office de Tourisme



Musée

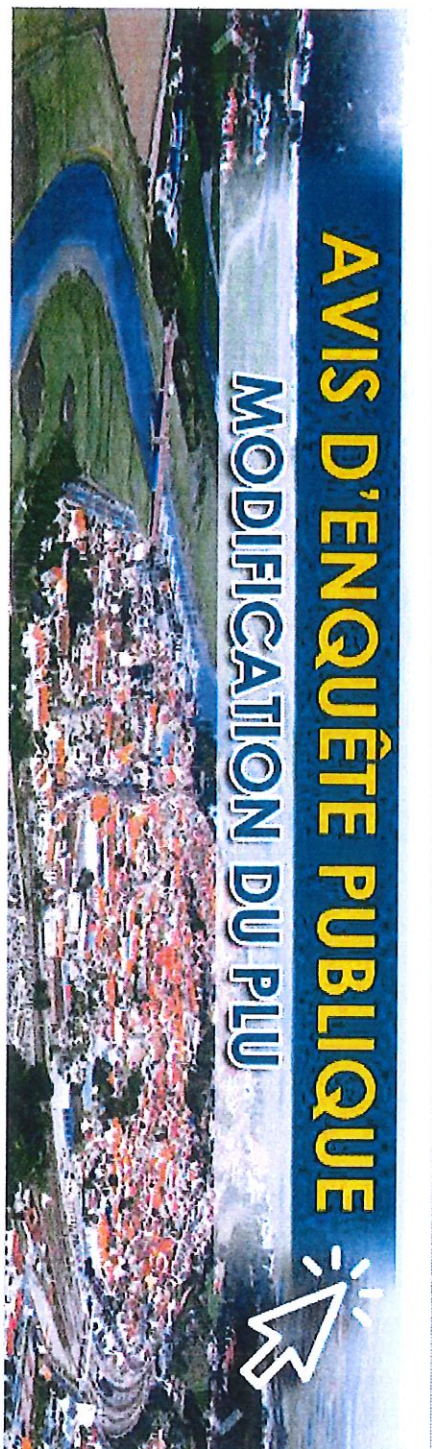


Port de Plaisance



Centre N

Fiducia 16.03.2022 -



Actualités



NETTOYAGE DES BORDS DE

CANCHE

Ce lundi 14 mars au matin le service Propreté de la commune d'Etaples-sur-mer a pris en charge le nettoyage des prés salés au pied de la digue Billiet où une

[Lire la suite](#)



CAFÉ LITTÉRAIRE « L'ÉCRITURE AU

FEMININ »

Ce mardi 15 mars venez à la rencontre de deux romancières de la Côte d'Opale, Ingrid KLUPSCH et Marion DUPUICH. Elles vous attendront dès 18h30 à la médiathèque Marie Madeleine

[Lire la suite](#)



PROJET SOLIDAIRE DU LYCÉE

SAINT JOSEPH

Ce vendredi 4 mars, les classes de terminales gestion administration, métier du commerce et de la vente du lycée professionnel Saint Joseph ont décidé dans le cadre de leur projet

[Lire la suite](#)

Rechercher

ACCÈS DIRECT



Agenda 52

ESCALE

Escale Mag



Nos Brochures



Service-Public.fr



État-Civil / Passeport
Carte d'identité



Portail Famille



Marchés Publics



Délibérations



Location / Prêt
Manifestation



Boîte à idées



Newsletter



Pharmacie et
Médecin de garde

LES SITES DE LA VILLE



Office de tourisme



Musée Marais



Médiathèque



Port de Plaisance



Centre Nautique



Chantier Naval

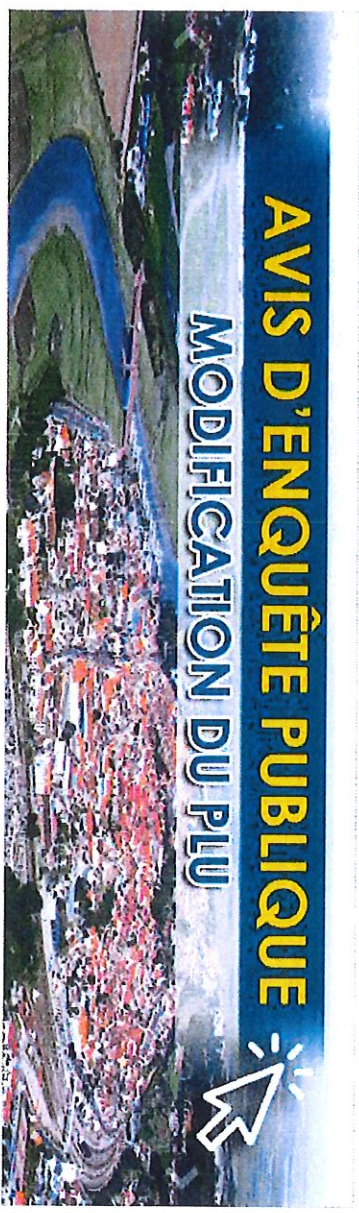
NOS LABELS TOURISTIQUES



NUMÉRIQUES

Frévrier 30.03.2022.

A LA UNE



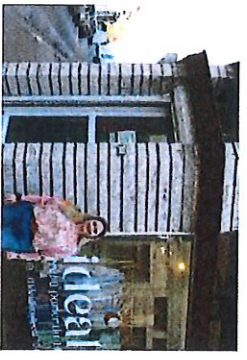
Actualités



ON S'AMUSE BIEN AVEC LES BOUCHONS !















UN NOUVEAU REGARD AVEC MATHILDE RAMET



TROUVEZ VOTRE TAILLE IDÉALE CHEZ IDÉALE

Rechercher

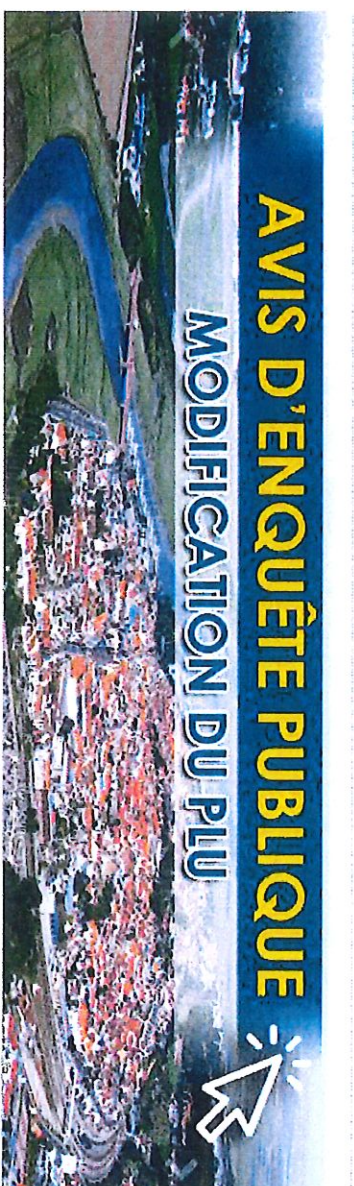
ACCÈS DIRECT

- | | | |
|--|---|---|
|  Agenda 52 |  ESCALE |  Nos brochures |
|  Services Publics |  État-Civ / Passeport / Carte d'identité |  Portail Famille |
|  Marchés Publics |  Délibérations |  Location / Prêt / Manifestation |
|  Boîte à idées |  Newsletter |  Pharmacie et Médecin de garde |

LES SITES DE LA VILLE

- | | | |
|--|--|---|
|  Office de tourisme |  Musée Marels |  Médiathèque |
|--|--|---|

Fiducie 10.02.2022 -

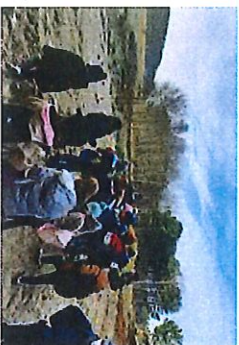


Actualités

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Organisation de l'enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Étapes-sur-mer

Le 10 février 2022, la commune d'Étapes-sur-mer organise une enquête publique portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Cette enquête publique est ouverte du 10 février au 10 mars 2022. Elle a pour objet de recueillir les avis et observations des citoyens et des associations sur le projet de modification du PLU. Les avis et observations doivent être déposés au service de l'urbanisme de la commune d'Étapes-sur-mer, 1 rue de la Mairie, 84110 Étapes-sur-mer, ou par email à : urbanisme@etapes-sur-mer.fr. Les avis et observations doivent être accompagnés d'un justificatif de l'identité de la personne qui les dépose. Les avis et observations sont recueillis jusqu'au 10 mars 2022. Les avis et observations recueillis sont transmis au conseil municipal pour avis. Le conseil municipal se réunit le 14 mars 2022. Les avis et observations recueillis sont également transmis au préfet de la région Occitanie, préfet de la Dordogne, pour avis. Le préfet de la Dordogne est le représentant de l'État dans la commune d'Étapes-sur-mer. Les avis et observations recueillis sont également transmis au préfet de la région Occitanie, préfet de la Dordogne, pour avis. Le préfet de la Dordogne est le représentant de l'État dans la commune d'Étapes-sur-mer. Les avis et observations recueillis sont également transmis au préfet de la région Occitanie, préfet de la Dordogne, pour avis. Le préfet de la Dordogne est le représentant de l'État dans la commune d'Étapes-sur-mer.















NOUS SUIVRE :



Rechercher :

Rechercher

ACCÈS DIRECT

 Agenda 52	 ESCALE	 Nos brochures
 Service-Public.fr	 État-Civ / Passeport / Carte d'identité	 Portail Famille
 Marchés Publics	 Délibérations	 Location / Prêt / Manifestation
 Boîte à idées	 Newsletter	 Pharmacie et Médecin de garde

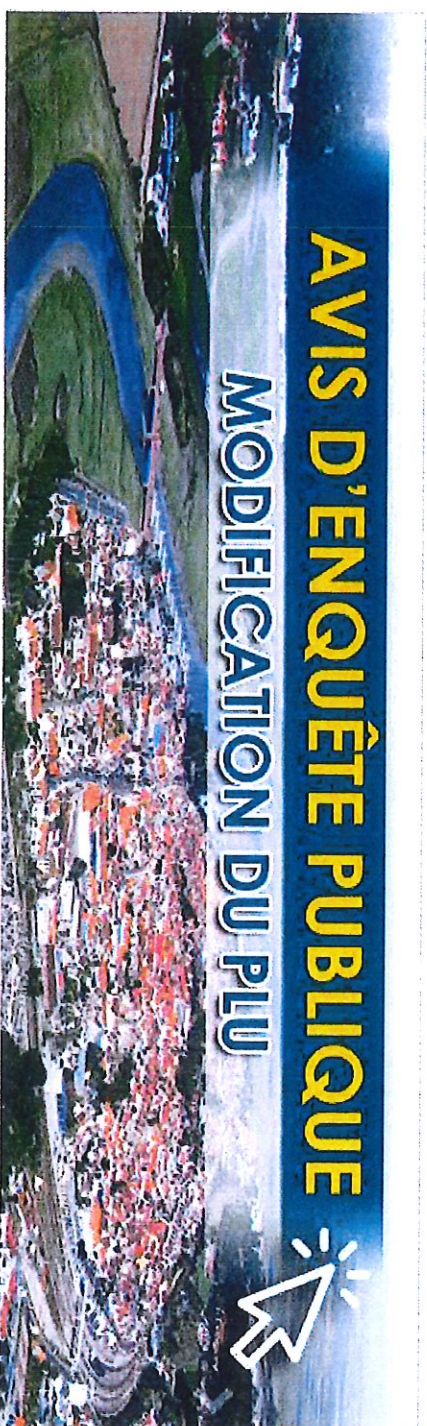
LES SITES DE LA VILLE

 Office de tourisme

 Musée Maëls

 Médiathèque

Fichier 02.03.2022 -



Actualités



SOLIDARITÉ Ukraine

SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

Etaples-sur-mer, en soutien au peuple ukrainien, vous propose de venir en aide en déposant, dès lundi à l'Hôtel de Ville : - Couvertures thermiques, sacs de couchage, plaid, matériel médical...



26 FEVRIER 2022, LES 220 ANS DE VICTOR HUGO

Victor Hugo est passé par Etaples sur mer et en a laissé quelques traces sur le papier dans une correspondance qu'il tenait avec sa femme et sa fille. Il



CONFÉRENCE HISTORIQUE : QUAND VICTOR HUGO S'AMUSE

Ce Mardi 22 Février, la salle de réception de l'hôtel de ville accueillait l'auteur Florence Gentrner pour une conférence historique sur Victor

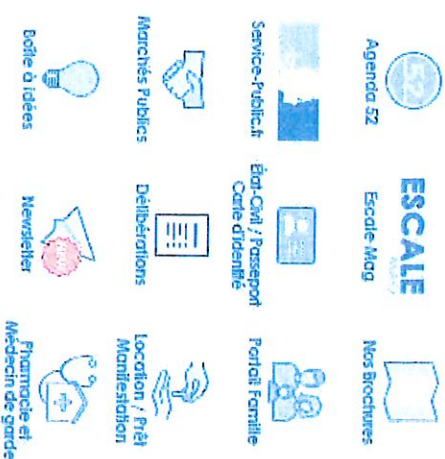
NOUS SUIVRE :



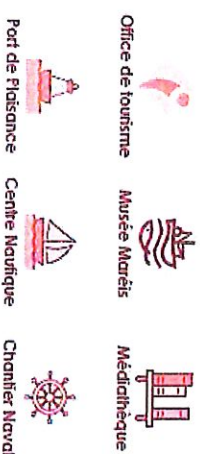
Rechercher

Rechercher

ACCÈS DIRECT



LES SITES DE LA VILLE



NOS LABELS TOURISTIQUES



Montreuil-sur-Mer, le 4 avril 2022

Certificat d'affichage

Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Etaples-sur-Mer

Le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois,

Certifie avoir :

- fait afficher l'arrêté n°2022-5 du 2 février 2022 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du 9 février 2022 au 3 avril 2022 inclus **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés** ;
- fait afficher l'avis d'enquête publique au siège de l'agglomération du 9 février 2022 au 3 avril 2022 inclus en complément des affichages réalisés en Mairie d'Etaples-sur-Mer, à l'Office du Tourisme d'Etaples-sur-Mer, au niveau de l'école Jules Ferry d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'à Rombly ;
- fait paraître l'avis d'enquête publique dans deux journaux départementaux le mercredi 9 février 2022, soit au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique, et le mercredi 2 mars 2022, soit dans les huit premiers jours de l'enquête ;
- fait paraître l'avis d'enquête publique sur le site internet de la CA2BM à partir du mercredi 9 février 2022 en complément de la parution réalisée sur le site internet de la commune d'Etaples-sur-Mer au moins quinze jours avant le début de l'enquête ;
- publié sur le site internet de la CA2BM les informations relatives à l'enquête publique.

Pour faire valoir ce que de droit.



Bruno COUSEIN

Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

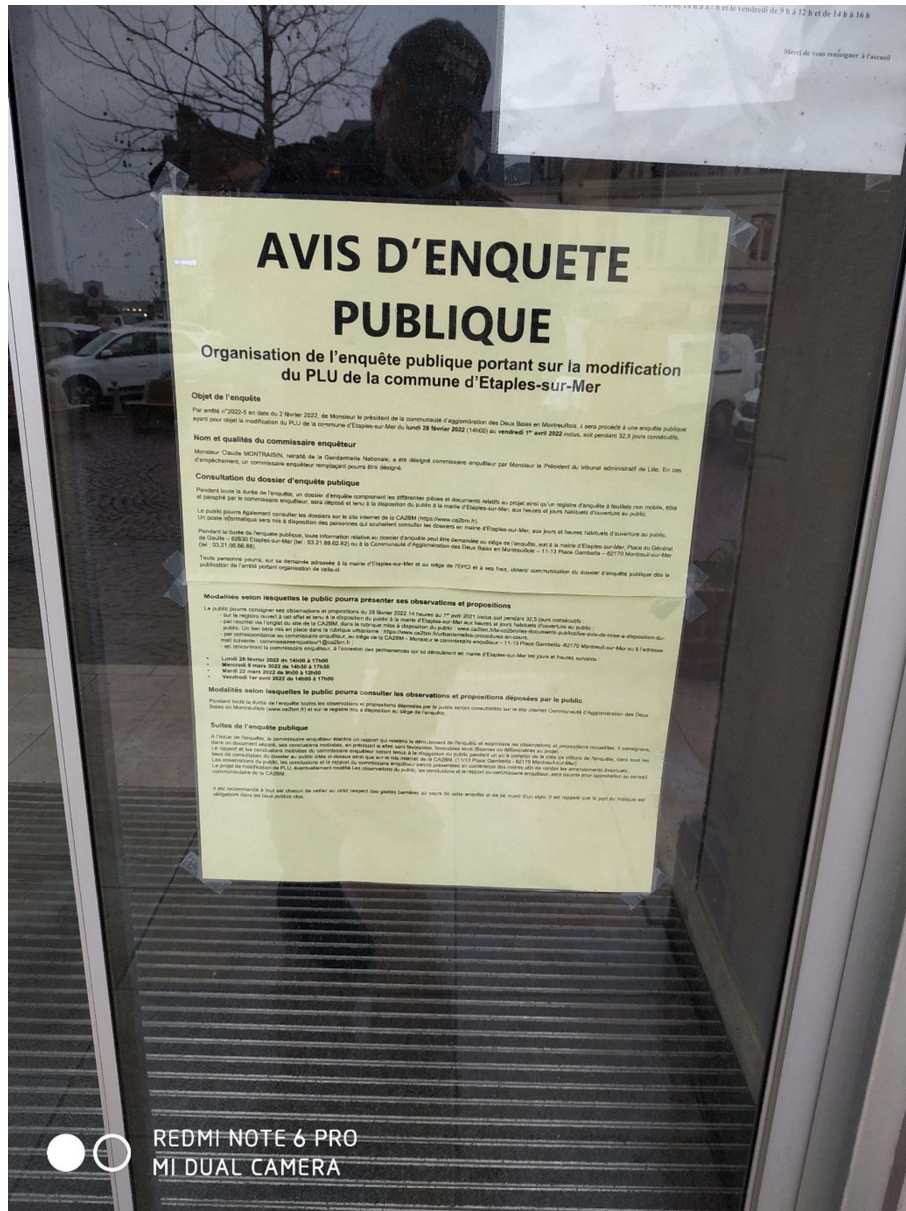
Ecole Jules Ferry, Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

Mairie d'Etaples-sur-Mer, Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

Office du tourisme, Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

Office du tourisme (vue large), Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

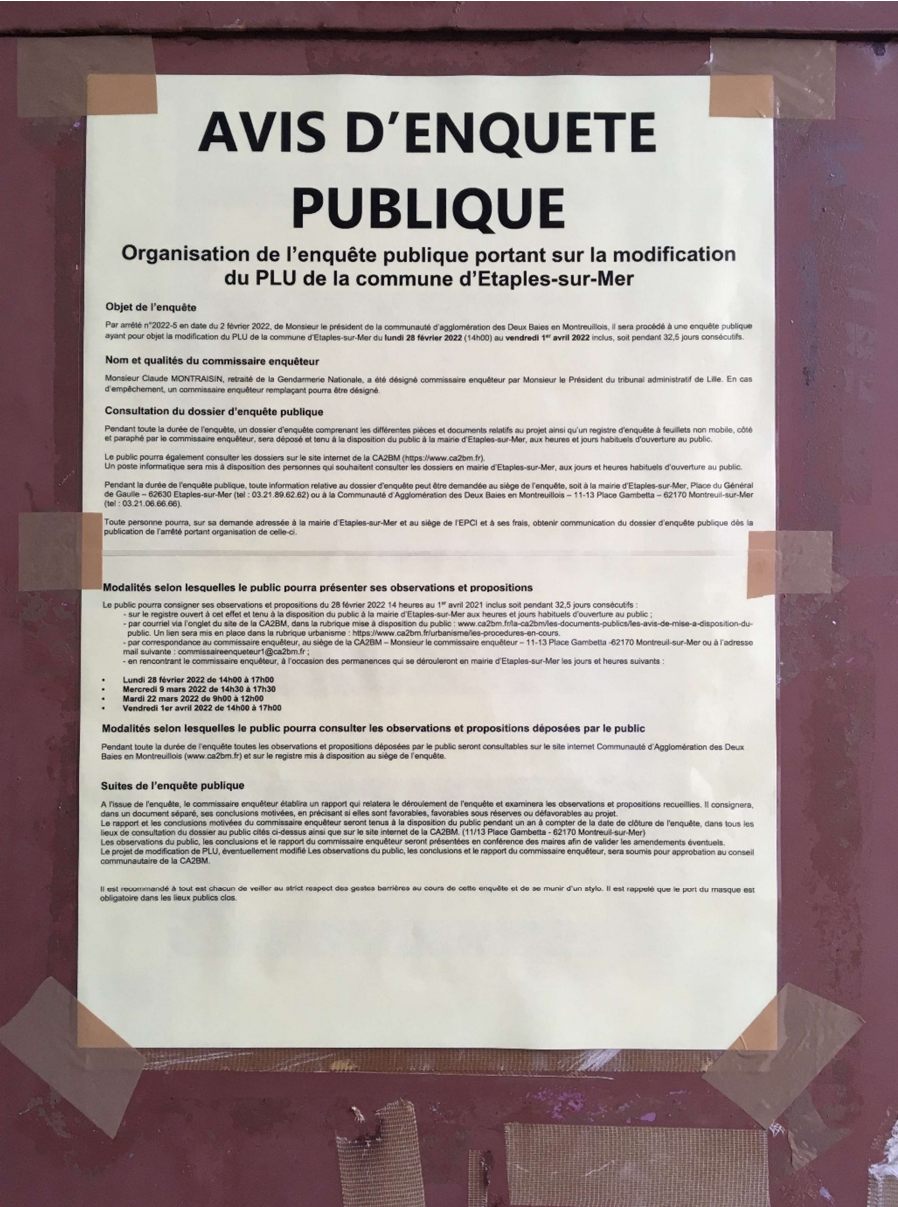
Rombly, Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

Siège de la CA2BM, Montreuil-sur-Mer



**AVIS D'ENQUETE
PUBLIQUE**

**Organisation de l'enquête publique portant sur la modification
du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer**

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-8 en date du 2 février 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1^{er} avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRASIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillet non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitant consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, l'Place du Général de Gaulle - 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1^{er} avril 2022 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours> ;
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Etaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

- Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
- Mardi 22 mars 2022 de 9h00 à 12h00
- Vendredi 1^{er} avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Pendant toute la durée de l'enquête toutes les observations et propositions déposées par le public seront consultables sur le site internet Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (www.ca2bm.fr) et sur le registre mis à disposition au siège de l'enquête.

Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM (11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer).

Les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur seront présentés en conférence des maires afin de valider les amendements éventuels.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié, les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

Avis de décès

ARRAS

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

Monsieur Alain STIENNE

survenu le 7 février 2022 dans sa 57^e année.

La cérémonie religieuse de funérailles sera célébrée le vendredi 11 février 2022 à 14 h 30 en l'église Saint Christophe d'Achicourt où l'on se réunira à 14 h 15, suivie de l'inhumation au cimetière d'Arras.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de :

Bruno et Jocelyne STIENNE-LEFEBVRE,
Jacques et Claudine STIENNE-MATHON,
ses frères et belles-sœurs
Ses neveux, nièces, et filleuls,
Et toute la famille.

Pas de plaques s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses funérailles, Monsieur STIENNE repose au funérarium Allais 111 bis, route de Bucquoy à Achicourt où la famille recevra les mercredi 9 et jeudi 10 février de 17 heures à 19 heures.

Faire-part consultable sur www.pompes-funebres-allais.fr d'où vous pouvez transmettre vos condoléances.

Pompes Funèbres ALLAIS
111bis, route de Bucquoy
62217 ACHICOURT ☎03.21.24.04.22

RAIMBEAUCOURT

C'est avec peine que nous vous annonçons le décès de

Monsieur Michel DUFORET

survenu à Dechy, le 8 février 2022, à l'âge de 72 ans.

Un recueillement aura lieu le lundi 14 février 2022 au crématorium de Roost-Warendin, dans le respect des mesures sanitaires en vigueur. Réunion à 9 h 50.

De la part de
Ingrid DUFORET-WEIPERT, son épouse
Christophe et Séverine DUFORET-HUYGHE,
Laura DUFORET et Nicolas PLOUVIEZ,
ses enfants
Liam, Hugo, ses petits-fils

Les familles DUFORET et WEIPERT.

Merci de n'offrir ni plaques, ni fleurs artificielles.

Dans l'attente de ses funérailles, Monsieur DUFORET repose à la chambre funéraire de Raimbeaucourt, 130 rue Henri Lenne, où la famille recevra les visites de 15 à 17 heures.
Un livre de condoléances sera ouvert de 10 à 18 heures.

Pompes Funèbres DAQUET (AUBYGEOISES)
14, rue Jean Moulin - 59286 ROOST-WARENDIN
☎03.27.90.77.93

SAINS-EN-GOHELLE

Vous êtes priés d'assister aux funérailles religieuses de

Madame Reine LELEU

née DUGAS

décédée à Sains-en-Gohelle le 7 février 2022 à l'âge de 93 ans.

Ses funérailles religieuses seront célébrées le jeudi 10 février 2022 à 10 heures en l'église Saint-Vaast de Sains-en-Gohelle, suivies de l'inhumation au cimetière centre dans le caveau de famille.

Réunion à 9 h 30 en l'église.
L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de :

Monsieur LELEU Claude, son époux

Toute la famille.

Dans l'attente de ses funérailles, Madame Reine LELEU repose au salon funéraire des Pompes Funèbres THOREL, 126 rue Lamartine à Mazingarbe.

Les salons sont ouverts de 10 heures à 19 heures.
La famille recevra de 14 h 30 à 16 heures.

PF Michel THOREL - SAINS-EN-GOHELLE ☎
03.21.29.12.63

Remerciements

MINGOVAL

Très touchés des nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Monsieur Gérard QUESTE

Madame Anne-Marie QUESTE-DELCOURT, son épouse
Claudine et Denis SEPTIER-QUESTE,
Elise,
Thérèse et Jean-Marc RISBOURG-QUESTE,
Céline et David DESPLANQUE-QUESTE,
Antoine, Nicolas, Amandine, Thomas,
ses enfants et petits-enfants
Toute la famille,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Pompes Funèbres Jonathan DIEVAL
62127 TINCQUES - Hab. n°2019-62-0209 ☎06.33.69.29.22

ANNONCES ADMINISTRATIVES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Enquêtes publiques et concertations

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-5 en date du 2 février 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1er avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRAISSIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle - 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1er avril 2021 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Etaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

- Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
- Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00
- Vendredi 1er avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

ANNONCES LEGALES ET JUDICIAIRES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Vie juridique des sociétés

Modifications/Fusions/Absorptions

KIM THYLER

Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros, Siège social : 75, rue du Général de Gaulle, 62270 FREVENT, 902 777 283 RCS ARRAS. Aux termes d'une décision du Président en date du 1/12/2021, il résulte que Madame Angélique QUENNEHEN, demeurant 75 Rue du Général de Gaulle, 62270 FREVENT, a été nommée en qualité de Directeur Général. POUR AVIS. Le Président.

1525028700

LA VOIX DU NORD

CHER ABONNÉ

Vous avez une question concernant votre abonnement ?

Contactez votre Service Clients

Par téléphone
en appelant le

03 66 880 200
Appel non surtaxé

Libra MEMORIA

Retrouvez l'ensemble de nos avis de décès sur notre site libramemoria.com

Libra MEMORIA

Remerciez toutes les personnes qui ont témoigné leur émotion à l'annonce du décès d'un proche

Pour publier un avis,
contactez votre
conseiller funéraire
ou rendez-vous sur
libramemoria.com

ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 19/11/2021
Tarif 2022 : 0,226€ HT/caractère

Le Réveil Les Échos Montreuil

Tarifs forfaitaires HT pour les constitutions des sociétés

- SA : 387 euros
- SAS : 193 euros
- SASU : 138 euros
- SNC : 214 euros
- SARL : 144 euros
- SARLU - EURL : 121 euros
- Société civile (excepté SCI) : 216 euros
- SCI : 185 euros

Constitution de GAEC :

tarification au caractère

Autres tarifs forfaitaires (sociétés commerciales)

- dissolution : 149€ HT
- clôture de liquidation : 108€ HT
Procédures collectives
- jugement d'ouverture : 64€ HT
- jugement de clôture : 35€ HT

1524906200

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-5 en date du 2 février 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1er avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRAISIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle - 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1er avril 2021 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Etaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

- Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
- Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00
- Vendredi 1er avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

1524963000

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte ssp en date du 28/01/2022, à HERMIES, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Exploitation agricole à responsabilité limitée; Dénomination : EARL DE LA MALTERIE ; Siège social : HERMIES (62147), 3 Rue des Prêtres ; Objet : Exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L 311-1 du Code Rural ; Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ; Capital : 10000 EUROS ; Gérance : Madame Martine VARRET-GORQUET, demeurant à HERMIES (62147), 3 Rue des Prêtres, pour une durée indéterminée ; Monsieur Christophe VARRET, demeurant à TILLOY-LEZ-CAMBRAI (59554), 27 Rue de la Tour - Résidence Le Manoir, pour une durée indéterminée. Les statuts contiennent les clauses d'agrément de cession des parts. La société sera immatriculée au RCS d'ARRAS. Pour avis, la gérance.

1524906200

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21.01.2022, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Boulogne-sur-Mer le 01.02.2022, Dossier 2022 00003839 sous la référence 6204P04 2022A00158 :

La SAS OPALE ARTOIS, au capital de 204 000 euros, Immatriculée au RCS de Boulogne-sur-Mer n°521 404 806, Dont le siège est Chemin Département 129 - 62870 Campagne-lès-Hesdin ;

A vendu à : La SARL CINQ GE, au capital de 90 000 euros, Société immatriculée au RCS de Lille Métropole n°308 973 825, Dont le siège est 62 rue du Grand Perne au Vieux Soldat - 59560 COMINES ;

La branche de son activité portant sur l'achat, la transformation, le conditionnement et la vente de produits agricoles crus sous vide, qu'il possède et exploite sous le nom Opale Artois à CAMPAGNE-LES-HESDIN (62870) - Chemin Département 129, moyennant le prix de 192 000 euros.

L'entrée en jouissance a été fixée au 01/02/2022.

Les oppositions à paiement seront reçues sous 10 jours à l'adresse du fonds cédé pour la validité, et pour la correspondance chez Maître Julien FRANÇOIS, 22 avenue du Peuple Belge 59800 LILLE.

1524918200

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21.01.2022, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Boulogne-sur-Mer le 25.01.2022, Dossier 2022 00002947 sous la référence 6204P04 2022A00119 :

La SARL OPALE AGRI DISTRIBUTION, au capital de 21 000 euros, Immatriculée au RCS de Boulogne-sur-Mer n°753 601 087, Dont le siège est Chemin Département 129 - 62870 Campagne-lès-Hesdin ;

A vendu à : La SARL CINQ GE, au capital de 90 000 euros, Société immatriculée au RCS de Lille Métropole n°308 973 825, Dont le siège est 62 rue du Grand Perne au Vieux Soldat - 59560 COMINES ;

le fonds de commerce de produits agricoles transformés ou non, qu'il possède et exploite sous le nom Opale Agri Distribution à CAMPAGNE-LES-HESDIN (62870) - Chemin Département 129, moyennant le prix de 143 000 euros.

L'entrée en jouissance a été fixée au 01/02/2022. Les oppositions à paiement seront reçues sous 10 jours à l'adresse du fonds cédé pour la validité, et pour la correspondance chez Maître Julien FRANÇOIS, 22 avenue du Peuple Belge 59800 LILLE.

1524920000

AVIS DE MODIFICATION DE LA GÉRANCE

S.C.E.A. DE LONGATTE Société Civile d'Exploitation Agricole au capital social de 250800,00 euros. Siège social : 4, rue de Péronne 62450 LE TRANSLOY SIREN 397 793 761 RCS ARRAS. Aux termes d'une décision en date du 29/12/2021, Monsieur SY Christian a démissionné de ses fonctions de gérant, à compter du 31/12/2021. Le dépôt légal sera effectué au RCS d'ARRAS. Le représentant légal

1524972800

HELIX

SAS au capital de 1 000 euros

Siège social : 75 RUE MICHEL

MALINGRE

62600 BERCK

823 364 765 RCS

BOULOGNE-SUR-MER

Transfert de siège

Aux termes de l'AGE du 14/12/2021, il a été décidé de transférer le siège social au 3 RUE DES LIGNES 59100 ROUBAIX à compter du 14/12/2021. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Radiation au RCS de BOULOGNE-SUR-MER.

1525086900

Constitution

Aux termes d'un acte SSP en date du 01/07/2021, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination Sociale : CHEZ AMARI

Forme : SASU

Capital social : 5 000 Euros

Siège social : 35 boulevard Clocheville 62200 Boulogne sur mer

Objet social : Restauration, pizzeria, sandwicherie, vente à emporter

Président : M. Amari HOUCINE domicilié 10 rue Henri Fabre, appt 174 - 62200 Boulogne sur Mer

Clause d'agrément : Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la société au RCS.

Clause d'admission : Tout actionnaire peut participer aux assemblées sur justification de son identité ; chaque action donne droit à une voix.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BOULOGNE SUR MER

1525005200

ANNONCES

ANIMAUX

■ VDS MANDARIN diamant, mâle avec cage ronde, 20 euros. Donne graines. Et 2 CANARIS, 1 mâle jaune et une femelle mosaïque, 30 euros les 2.
Tél : 06 24 85 11 51.

1524734800

■ A réserver chiots Berger Allemand inscrits LOF, 7 mâles et 2 femelles, nés le 7/12/2021. Mère : 250268732564966, Siret : 88924967800018. Disponible à partir du 07/04/2022. Tél. 06 03 61 40 77.

1524848900

AUTOMOBILE

AUTOMOBILE

■ ACHETE CASH et au meilleur prix, tous type de véhicules. Camping-car, utilitaire, 4 x 4, voiture sans permis, cabriolet, caravanes, camionnette-magasin, dépanneuse et mini pelle. A partir de l'année 2000 avec ou sans CT. Etat indifférent.
Tél : 06 59 50 45 26.

1524621500

BONNES AFFAIRES

ACHATS DIVERS



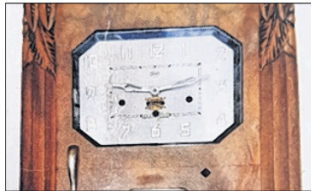
■ Collectionneur passionné achète uniformes allemand - américain etc... casques, dagues et épées de parades 39/45 même abîmés.
M. Desbrière 07 84 66 07 26.

1524237400



■ Achète chaises de café années 60, vieux comptoir, vieux vins, bouteilles de couleur siphon, plaques pub. émaillées ou enseignes bois et tous vieux jeu de café.
F. Maison 06 05 01 81 20.

1524237700



■ Achète carillons des années 50/60 de marque ODO, Westminster, même hors d'usage, à partir de 300€, paie comptant. Je me déplace.
M. Marteau 06 68 86 07 36.

1524238700



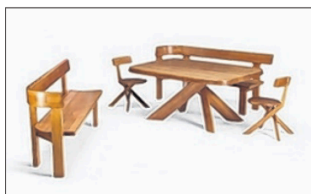
■ Achète violons, violoncelles, contrebasses même sans cordes ou mauvais état, saxophones SELMER tous modèles (1 000€ et +) même incomplet ou à réparer.
M. Fernand 06 61 09 30 47.

1524239000



■ Recherche ancien carillon mural de marque ODO WESTMINSTER, même en mauvais état.
Tél. 06 95 60 34 70.

1524812700



■ Achète mobilier des années 70-80 en bois d'Orme, table, chaise, fauteuil, tabouret, banc, banquette, bahut, étagère. Même en mauvais état. Tél. 06 95 60 34 70.

1524812900



■ Recherche mobiliers et objets de décoration achetés chez "Votre Maison" ou "Galerie St-Thérèse" à Lille dans les années 50 à 80.
Tél. 06 95 60 34 70.

1524813100



■ Rachète carillons toutes marques, même cassés, marque Westminster, Odo, jusqu'à 250€. Me déplace. Pers. sérieuse. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1525041500



■ Collectionneur rachète carillon Westminster ODO Vedette, toutes marques, même cassé. Personne sérieuse. Me déplace. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1525059400

ANNONCES MARCHES PUBLICS

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Marchés publics de fournitures et services

Procédures adaptées de + 90 000 euros



VILLE DE
SAINT-OMER

Avis d'appel public à concurrence

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE SAINT-OMER

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : MAIRIE DE SAINTOMER.

Correspondant : Madame Lynda CAVELART, 16 RUE DU

SAINT-SEPIECHE 62500 SAINT-OMER - Tél. : 0321984099, Fax : 0321987894,

Courriel : lynda-cavelart@ville-saint-omer.fr, Adresse Internet : du pouvoir adjudicateur :

du profil d'acheteur : <https://www.profilgales.fr/43/19734>.

Objet du marché

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE SAINT-OMER.

Classification C.P.V.

Objet Principal : 7310000-6

Une visite technique est obligatoire pour répondre au marché. Les informations concernant

cette visite sont reprises au cahier des charges.

Accord cadre

Présentation des lots

Possibilité de présenter une offre pour : l'ensemble des lots.

- Lot 1 - QUARTIER SAINT EXUPERY

- Lot 2 - QUARTIER GARE

- Lot 3 - ESPACES VERTS MUNICIPAUX DIVERS

- Lot 4 - RESIDENCES

- Lot 5 - QUARTIER LAENNIC ET BOULEVARD GUILLAIN

Durée du marché : 21 mois à compter de la notification du marché.

Charges d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-

dessous avec leur pondération :

- 60 % critère technique

- 40 % critère prix

Type de procédure

Accord cadre ouvert.

Date limite de réception des offres : 15 mars 2022 à 11 heures. Délai minimum de validité

des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur/l'entité adjudicatrice :

2022-12-16

Date d'envoi du présent avis : 24 février 2022

ANNONCES ADMINISTRATIVES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Enquêtes publiques et concertations

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSES DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'EXTENSION DE LA MAIRIE
D'AUCHY-LES-MINES

AVIS D'ENQUÊTES CONJOINTES

Le public est prévenu qu'en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et en exécution d'un arrêté préfectoral daté du 2 février 2022, le projet d'extension de la mairie d'Auchy-les-Mines, sera soumis à deux enquêtes menées conjointement en cette même mairie et pendant 16 jours consécutifs, du jeudi 24 février 2022 au vendredi 11 mars 2022 inclus. L'une sera préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet et l'autre sera une enquête parcelaire, destinée à déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise de ce projet, dont l'acquisition serait nécessaire à sa réalisation et à identifier avec exactitude leurs propriétaires.

Monsieur René BOULE, retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, le Président du Tribunal Administratif de Lille ou le conseiller délégué par ses soins, ordonnera l'interruption de l'enquête, désignera un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Le public sera informé de ces décisions.

Pendant la durée des enquêtes, les intéressés pourront prendre connaissance des dossiers d'enquêtes, comprenant les pièces exigées au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, en mairie d'Auchy-les-Mines, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Ils pourront soit consigner leurs observations sur les registres qui y seront ouverts à cet effet, soit les adresser par écrit au commissaire enquêteur, en mairie d'Auchy-les-Mines. Concernant l'enquête parcelaire, les observations sur les limites des biens à exproprier pourront également être envoyées par courrier au maire d'Auchy-les-Mines. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, en mairie d'Auchy-les-Mines, pour recevoir ses observations sur l'utilité publique de l'opération :

- le jeudi 24 février 2022, de 9h00 à 12h00 ;

- le samedi 5 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;

- le vendredi 11 mars 2022, de 14h00 à 17h00.

Compte tenu du contexte sanitaire, le port du masque et le respect des gestes barrières sont exigés sur le lieu de permanence et de consultation des dossiers. Il est également conseillé de se munir d'un stylo pour porter les observations et propositions sur les registres.

A l'issue des enquêtes, le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour rendre son rapport relatif au déroulement de l'enquête préalable à la DUP du projet, et énonçant ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération projetée ainsi que son caractère préalable de l'opération d'enquête parcelaire accompagné de son avis sur l'ensemble des ouvrages projetés.

Une copie de ces documents sera déposée en mairie d'Auchy-les-Mines et en préfecture du Pas-de-Calais (DCCP/PA/BI/CUPE/SUP) pour y être tenue à la disposition du public. Toute personne physique ou morale intéressée pourra en demander communication en s'adressant au Préfet du Pas-de-Calais (DCCP/PA/BI/CUPE/SUP).

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU PAS-DE-CALAIS

POLE AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
DIRECTION OPERATION GRAND SITE DE FRANCE

Projet de fermeture et mise en sécurité du sentier du littoral
au niveau du cran de Quette

présenté par le Conseil départemental du Pas-de-Calais

AVIS DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Conformément aux articles L123-2 et R123-19-1 du Code de l'Environnement et au L121-24 du Code de l'Urbanisme, il sera procédé à une mise à disposition du public du dossier concernant le projet de sécurisation du bord de l'Alaie au cran de Quette sur le Gts-Nez. La Mairie d'Overage de ce projet est portée par le Conseil départemental du Pas-de-Calais. Pôle Aménagement et Développement Territorial - Direction Opération Grand Site de France - Terme d'Hainzelles 62179 AUDINGHEN - 03.21.99.05.70.

Le dossier sera mis à disposition du public à la mairie d'Audinghen - 42 Place du Commandant Ducuing où les intéressés pourront en prendre connaissance du 14 mars au 30 mars 2022 inclus aux jours et heures suivants :

MAIRIE D'AUDINGHEN

Le lundi de 8h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00

Le mardi de 8h00 à 12h30

Le mercredi de 10h00 à 12h00

Le jeudi de 10h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00

Le vendredi de 10h00 à 12h30

Les observations éventuelles sur le projet pourront être consignées sur le registre prévu à cet effet ou être adressées par écrit au Maire d'Overage en mairie d'Audinghen qui les amènera au registre.

A l'expiration du délai de mise à disposition du public, un bilan sera dressé par le Maire d'Overage à l'autorité compétente. La décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution sera mise en ligne sur le site internet : www.audinghen-capitaine.fr et consultable en mairie.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer

Objet de l'enquête
Par arrêté n°2022-5 en date du 2 février 2022, le Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1er avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualité du commissaire enquêteur
Monsieur Claude MONTRAISIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique
Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à remplir non mobile, coté la mairie d'Étaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CAG2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste d'information sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Étaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être émanée du siège de l'enquête, soit à la mairie d'Étaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle - 62850 Étaples-sur-Mer (tél. : 03.21.189.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tél. : 03.21.06.65.89).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Étaples-sur-Mer et au siège de l'PCA et à ses fins, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modèles selon lesquels le public pourra présenter ses observations et propositions
Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1er avril 2022 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Étaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;

- par courriel via l'onglet du site de la CAG2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : [www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publiques/les-av](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publiques/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public) ;

Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme :

<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CAG2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront o Lundi 28 février 2022 de 14h30 à 17h00

o Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30

o Vendredi 1er avril 2022 de 9h00 à 12h00

Modèles selon lesquels le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CAG2BM seront consultables sur le site internet de la CAG2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexes, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête

Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CAG2BM. L'annuaire n'est pas possible dans ce mode de consultation des observations.

Suites de l'enquête publique
A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatant le déroulement de l'enquête et exposer les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CAG2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CAG2BM.

Il est recommandé à tout est, chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

Avis administratifs

SYNDICAT MIXTE DE L'AEROPORT DE LILLE METROPOLE

La réunion publique du Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Aéroport de Lille Métropole (SMAALM) se tiendra au Siège de Région (15) Avenue du président Hoover à LILLE le 10 mars 2022 à 10h. Pour tout renseignement : 03.74.27.57.83.

**ENTREPRISES,
PUBLIEZ VOTRE ANNONCE
LÉGALE SOUS 48H
DANS UN SUPPORT HABILITÉ.**

Publication du lundi au samedi



Habille 59-62 départements 59-62

La Voix du Nord

Nord éclair

Littoral

Habille département 62



SÉCURITÉ

Nous vous garantissons le respect de vos obligations légales.

SUR-MESURE

Nous nous adaptons à votre besoin de diffusion, locale ou régionale, selon vos objectifs.

SIMPLICITÉ

Envoyez vos demandes d'insertion :
- par mail : annonces@lavoxnordpublicite.fr
- par fax : 0 820 00 62 59

Réception des éléments : J-3 avant 12h



ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 19/11/2021
Tarif 2022 : 0,226€ HT/caractère

Le Réveil Les Échos Montreuil

Tarifs forfaitaires HT pour les constitutions des sociétés

- SA : 387 euros
- SAS : 193 euros
- SASU : 138 euros
- SNC : 214 euros
- SARL : 144 euros
- SARLU - EURL : 121 euros
- Société civile (excepté SCI) : 216 euros
- SCI : 185 euros

Constitution de GAEC :

tarification au caractère

Autres tarifs forfaitaires (sociétés commerciales)

- dissolution : 149€ HT

- clôture de liquidation : 108€ HT

Procédures collectives

- jugement d'ouverture : 64€ HT

- jugement de clôture : 35€ HT

AVIS DE MODIFICATION

E.A.R.L. DES CHEVECHES
Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée - Société civile - au capital social de 160 000,00 euros - Siège social : 36, rue de Willerval - 62580 ARLEUX EN GOHELLE - SIREN 811 135 839 RCS ARRAS - Aux termes d'une décision du 14/12/2021, il a été constaté et accepté la cessation des fonctions de gérant de Monsieur DELMOTTE Benoît à compter du 21/08/2020, suite à son décès. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce d'ARRAS. Le représentant légal

1525504100

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 15/02/2022 à CALONNE SUR LA LYS, il a été constitué pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S. d'ARRAS une société à responsabilité limitée dénommée « NPCS », au capital de 3 000,00 euros composée d'apports en numéraire. Le siège social est situé à CALONNE SUR LA LYS (62350), 96 rue des prés de Mincques, ayant pour objet : pose de plafonds, cloison et plaque de plâtre, notamment isolation thermique et acoustique, pose de sols techniques, pose de carrelage et peinture, conseils, études, réalisation et suivi de travaux. Monsieur Sébastien CAMPORELLI, demeurant à CALONNE SUR LA LYS (62350), 96 rue des prés de Mincques a été nommé gérant pour une durée indéterminée. Les cessions de parts sociales sont soumises à agrément.

Pour avis, la gérance.
1525526000

SASU MEECA au capital de 100 euros - Siège social : 11 RUE DE LA FOSSE BOURGUIGNOISE - 62170 NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL - RCS Boulogne B 822 379 822
Par décision du 17/05/2021, il a été décidé de transférer le siège social à compter de la même date au 1 avenue St Exupéry 62600 BERCK. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au RCS de Boulogne-sur-Mer.

Pour avis, le Président.
1525540800

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15.02.2022, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Boulogne-sur-Mer le 17.02.2022, Dossier 2022 00006131 sous la référence 6204P04 2022A00266 :
Madame Martine, Julienne, Jeanne MANIEZ née DECROIX, immatriculée au RCS de Boulogne sur Mer n°437 561 483, domiciliée 2 route de Montreuil - 62990 MARESQUEL-ECQUEMICOULT ;
A vendu à :
La SNC BREYNE LES TILLEULS, au capital de 1000 euros
Société immatriculée au RCS de Lille Métropole sous le n° 907 642 193, dont le siège est 20 rue Bayart - 59280 ARMENTIERES ;
Le fonds de commerce de débit de boissons, licence IV, presse et débit de tabac exploité sous le nom LES TILLEULS au 2 route de Montreuil - 62990 MARESQUEL-ECQUEMICOULT
L'entrée en jouissance a été fixée au 15/02/2022.

Les oppositions à paiement seront reçues sous 10 jours à l'adresse du fonds cédé pour la validité, et pour la correspondance chez Maître Julien FRANÇOIS, 22 avenue du Peuple Belge 59800 LILLE.
Suite à cette cession, les associés de la SNC BREYNE LES TILLEULS ont décidé le 10.02.2022 du transfert du siège social de la société au 2 route de Montreuil - 62990 MARESQUEL-ECQUEMICOULT à effet du 15.02.2022.

1525498000

CAMPING DES TROLLS
Société par Actions simplifiées au capital de 7500 euros
Siège social : Hameau de Ledquent 62250 MARQUISE
RCS Boulogne Sur Mer 881 898 092
Par décision de l'AGE du 25/02/2022, il a été décidé de ne pas dissoudre la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social. Mention au RCS de Boulogne Sur Mer.

1525615000

Le Journal de
Montreuil
lejournaldemontreuil.fr

du Touquet
Les Échos
lesechosdutouquet.fr

de Berck
Le Réveil
lereveildeberck.fr

Le Journal de
Montreuil Les Échos
de Berck
Le Réveil

Habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour tout le département du Pas-de-Calais

Paraissent le mercredi - Dépôt légal à parution
Actionnaire principal : Groupe Rossel - La Voix SA
Le Journal de Montreuil créé en 1831
CPPAP 1225 C 89216
Le Réveil de Berck créé en 1880
CPPAP 1225 C 89217
Les Echos du Touquet créé en 1957
CPPAP 0922 C 79931
Edités par la Société Nouvelle Nord Littoral S.A. au capital de 193.936 euros



Président
Marian Bonieux

Directeur général et directeur de la publication
Éric Lepers

Rédacteur en chef
Frédéric Petronio

Rédaction
redaction@lesechosdutouquet.fr
courrier@lereveildeberck.fr

Publicité
dparisi@lavenirdelartois.fr
03.21.01.66.00

Publicité extra-locale
PHR Nord - GIE F.N.H.
03.21.01.66.00 - 07.82.45.21.68
sbasset@presseflamande.fr

Annonces légales - Nécrologie
Sylvie Montuy - 06.13.98.48.90
sylvie.montuy@nordlittoral.fr
entrepreneurs.legales.info

Petites annonces
11, rue Simoneau
62202 Boulogne-sur-Mer Cedex
Tél. 03.21.87.88.87 - Fax. 03.21.87.82.97

Abonnement - Service clients
03.66.89.04.14
Groupe Nord Littoral
CS 10549 - 59023 Lille Cedex
serviceclientshebdo@nordlittoral.fr

Imprimerie
Presse Flamande, 5, rue du Milieu
B.P. 139 - Hazebrouck cedex - 59523

Pour l'impression de ses journaux le groupe Rossel

La Voix opte pour des matériaux respectueux de l'environnement et une gestion durable de ses déchets. Il est engagé avec CITEO pour le recyclage du papier.

Provenance du papier : France.
Taux moyen de fibres recyclées autour de 80%.
La fabrication de ce journal a généré l'émission de 81g de CO2 par exemplaire.
Tous les papiers utilisés sont certifiés PEFC (fibres issues de forêts gérées durablement).
Ce journal peut être recyclé : pensez au tri.



PEFC® PEFC/07-32-375

ANNONCES

AGRICULTURE

PRODUIT AGRICOLE

■ VDS POUSSINS, volailles démaillées, poules pondeuses, poulets et pintades. Ferme avicole de la source riant à Villers L'Hopital. Livraison possible. Siret : 52235344000038. Tél : 03 21 41 16 05.

1525473000

ANIMAUX

■ VDS 4 CHIOTS LABRADOR chocolats lotifs n° 25026960851993, n° de portée lof 2022 004 148-2022-1, nés le 16 janvier 2022. Disponible marmars. Super chasseurs. Vaccinés, tatoués.
Tél : 06 34 27 16 98.

1525458300

AUTOMOBILE

AUTOMOBILE

■ 62 vds Citroën Xantia diesel, 1,9 l pour pièces. Bon état.
Tél. 06 75 96 73 22.

1525662400

■ Vends FIAT 600, année 2006, 58.000 kms certifiés, excellent état, C.T. ok, pneus neufs, 2.800 euros. Tél. 06.07.29.76.42.

1525664200

MOTO 2 ROUES

■ VDS MOTO KAWASAKI 750 H2, 1972, 2 temps, 3 cyl. cause décès, peur roulé. TBE. Prix : 7800 euros. Tél : 07 86 79 47 96.

1525473900

BONNES AFFAIRES

ACHATS DIVERS



■ Rachète carillons toutes marques, même cassés, marque Westminster, Odo, jusqu'à 400€. Me déplace. Pers. sérieuse. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1525247400



■ Collectionneur rachète carillon Westminster ODO Vedette, toutes marques, même cassé. Personne sérieuse. Me déplace. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1525282600

■ Collectionneur RECHERCHE VIEUX INSTRUMENTS DE MUSIQUE, violon, violoncelle, tableau garniture, objet rare, etc...
Tél : 06 26 47 65 69.

1525379900



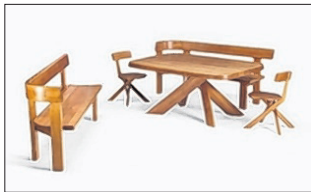
■ Recherche ancien saxophone SELMER, clarinette, ancien violon, violoncelle. Tél. 06 95 60 34 70.

1525459200



■ Recherche ancien carillon mural de marque ODO WESTMINSTER, même en mauvais état.
Tél. 06 95 60 34 70.

1525462000



■ Achète mobilier des années 70-80 en bois d'Orme, table, chaise, fauteuil, tabouret, banc, banquette, bahut, étagère. Même en mauvais état. Tél. 06 95 60 34 70.

1525462700



■ Recherche mobiliers et objets de décoration achetés chez "Votre Maison" ou "Galerie St-Thérèse" à Lille dans les années 50 à 80.
Tél. 06 95 60 34 70.

1525463000

ELECTROMENAGER



■ Cause déménagement, vds frigo américain : 500€ à débattre.
Tél. 06 58 29 62 84.

1525645800

VENTES DIVERSES

■ Vds matelas et sommiers neufs encore emballés 140 x 190. Prix : 250€ . Livraison possible.
Tél. 07 56 84 58 09.

1525282800



■ Vds insert + 6 à 7 stères de bois : 200€ . Tél. 06 58 29 62 84.

1525432000

■ Vds 1 lot pour ébéniste ou menuisier. 1 lot peinture spéciale ferronnerie ou bateau. 1 lot électricien, 1 lot plomberie, 1 lot rayonnage, long. 1,20m, larg. 0,80m, h. 1,50m. Outillage divers. Tél. 06 58 29 62 84.

1525432500

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-5 en date du 2 février 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1er avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRAISSIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle - 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1er avril 2021 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Etaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

- Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
- Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00
- Vendredi 1er avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

1525376100

Procès-Verbal de Synthèse
« Des Observations du Public »

Objet : -E. P- Modification N° 2 du PLU de la commune d'ETAPLES SUR MER

Références : Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-5 en date du 02 Février 2022.

-Articles R.123-18 du Code de l'Environnement

-L.123-1 et suivants du code de l'Environnement

Pièces jointes :

-La Liste des Contributions du Public non publiables qui ont fait l'objet d'une modération partielle ou complètes. -6- (2 partielles sur le Registre d'Enquête.4 complètes concernant 2 courriers + 2 documents) **annexées au présent PV de Synthèse – Version papier(uniquement).**

L'Enquête s'est déroulée du lundi 28 février 2022 (14h00) au Vendredi 1^{er} avril 2022 inclus soit pendant,32 jours,5 consécutifs.

Le registre d'enquête a été clôturé et signé par le Commissaire Enquêteur à l'expiration de l'enquête le 02 avril 2022.

Conformément à l'article R.123-8 du Code de l'Environnement « le commissaire enquêteur rencontre le responsable du projet dans la huitaine et lui communique les observations du Public ».

Contributions, Observations sur le Registre d'Enquête Publique à la Mairie d'Etaples sur Mer.

Cinq personnes se sont présentées à la **permanence d'accueil** du C.E.

Trois personnes se sont présentées à la mairie d'Etaples **en dehors des permanences d'accueil du public** par le C.E, (deux pour consulter le dossier sans dépôt de contribution sur le R.E. La troisième personne M. MAQUINGHEM Vincent a déposé une contribution sur le R.E).

M.MAQUINGHEM, Vincent demeurant 5 rue du Moulin à ETAPLES.

« « « « Registre du Public à l'urbanisme sans aucune indication sur les panneaux « sandwiches » à l'extérieur mairie. Aucune communication dans les journaux ESCAL et CA2BM.Je suis allé à l'urbanisme et personne dans les bureaux. « Citoyen vote et tais-toi ». Aucun affichage il faut décortiquer le dossier vert. Je demande une REUNION PUBLIQUE due au respect des administrés Etaplois. Page 9 ci-joint page VDN du 02 mars 2022 avec demande de réunion publique » » » ».

P. J : Photocopie de la publication de l'Avis d'Enquête publique VDN du 02 mars 2022 avec demande de réunion publique (adressée au TA Lille par M. MAQUINGHEM Vincent.

-Photocopie du courrier de M MAQUINGHEM, Vincent en date du 14/03/2022 remis à la CA2BM A/S **demande l'organisation d'une réunion publique.**

Lors de la troisième permanence du 22/03/2022 le CE a reçu

M.MAQUINGHEM, Vincent

Dossier administratif Echos du Touquet 24.11.2021, AVIS AU PUBLIC deux arrêtés 2021-61 + 2021-62 en date du 09/11.2021 Ici cela porte page 3 modification N°2 du PLU donc arrêté 2021-62 et l'arrêté 2021-61 ? Comment vous M. MONTRAISSIN allez-vous donner votre avis sur la concertation 2021-62 ?

Les plans de zonage ne sont pas adaptés puisque la rue verte n'apparaît pas sur le grand, plus manque de visibilité sur les petits. Encore une fois par simple honnêteté une réunion publique M. Stéphane Maillard fils de Maryse Maillard adjointe a fait « Com » remarquable « plus beau marché de France » Et rien sur cette E.P déjà dit. Où est le registre de concertation Avis Bruno Cousein du 09.11.2021 Arrêté 2021-62 ? pour que le CE puisse donner son avis. Où est, que fait-on de l'article L300-2 du C.U ? Réunion publique SVP Merci.

Il remet un courrier le **24/03/2022 à la CA2BM** dont l'objet est » recours administratif en annulation » devant le président de la CA2BM selon article 10 de l'Arrêté 2022-5 21 du 2 février 2022. Il joint **en PJ :3 annexes** 1 sollicitant les arrêtés 2021-61 et 2021-62 et demandant à nouveau une réunion publique ; **la seconde** une copie de la lettre 2022-16 en date du 10/01/2022 et **la troisième** une copie de l'Avis au public paru dans la presse du lancement de la procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples.

Le 28 mars 2022 M. MAQUINGHEM, Vincent se présente à la mairie d'Etaples. Il dépose une contribution sur le R.E (en dehors de la permanence d'accueil du C.E)

MAQUINGHEM, Vincent

« « ci-joint agglomération info N° 7 février 2022-Rien sur cette E.P ! Merci de la communication ! c'est indigne ! dans l'Escale Mag Etaples aucune communication « sur l'arrivée du directeur des services techniques M. MITERLIQUE André !!!supérieur hiérarchique de M. AGNES et Mme FLIPO Ci-joint le 28 mars 2022 courrier adressé à CA2BM en date du 28 mars 2022 concernant la tenue ou non d'une REUNION PUBLIQUE. **En PJ.** » »

Le 29 mars 2022 M. MAQUINGHEM, Vincent se présente à nouveau à la mairie d'Etaples. Il dépose un courrier dans le R.E N° 1 et 2 faxé au T.A de Lille tamponné de l'accueil CA2BM. En P.J. et la déposition suivante :

M. MAQUINGHEM, Vincent : « la CA2BM de sa procédure n'a pas voulu me donner copie du courrier, que je vais recevoir en courrier recommandé m'annonçant qu'en collégiale, en collusion, en compromission, Philippe FAIT Maire d'Etaples, Bruno COUSEIN CA2BM Président, Claude MONTRAISSIN gendarme en retraite commis pour enquêter se sont entendus pour ne pas donner de réunion publique » ».

Lors de la Seconde permanence d'accueil du Public le 09 mars 2022, le C.E a reçu

M. CALOIN, Jean demeurant 45 route d'Etaples à ATTIN qui a consulté le dossier. Il n'a pas souhaité déposer de contribution sur le R.E. « Propriétaire d'une parcelle chemin Marcel Rosey -Sollicitait la possibilité de construire sur cette parcelle » qui se trouve en zone (N) Inconstructible.

P.J : M. CALOIN, Jean adresse un courrier à la CA2BM datée du 15/03/2022 dans laquelle il explique les raisons de sa démarche.

Lors de la troisième permanence d'accueil du Public le 22 mars 2022, le CE a reçu

M. DACHICOURT, Yannick demeurant Hameau de Fromessent à Etaples remet, un courrier au C.E en date du 20 mars 2022 avec comme objet l'enquête publique du PLUI. « Il s'oppose au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre OPALOPOLIS » Aucune concertation n'a été faite.

Il a également adressé cette même correspondance sur le site officiel de la ville d'Etaples sur Mer par e-mail le 20 mars 2022 (remis au C.E par la responsable de l'urbanisme le 22/03/2022)

PJ : 1 courrier + e-mails annexés au R.E.

M et Mme BRUYEZ Gilles 13 rue Sophie à Etaples ont reçu par courrier en date du 11/05/2020 émanant de « Territoires 62 » une proposition d'acquérir leur parcelle cadastrée section ZB N° 56 Superficie 5031 m2 dénommée terre à cailloux dans le cadre de l'aménagement du secteur OPALOPOLIS. Ils sont en désaccord sur le prix proposé, et souhaitent de nouvelles négociations.

Pas de dépôt de contribution sur le R.E. ni remise de courrier ou document.

Le 30 Mars 2022 Monsieur FAIT, Philippe, Maire de la commune d'Etaples dépose dans le Registre d'Enquête

Des Observations de la ville d'Etaples sur des erreurs matérielles en termes de formulation :

« « Reformuler : « Entre le Règlement des PPR et le Règlement du PLU, les règles les plus restrictives s'appliquent » » Pages 2, 5 (UA), 27 (UC), 38 (UE), 52 (UL), et 98(N) » »

« « Reformuler comme au Code de l'Urbanisme, art R 111-17 :

« Dans les autres cas, la distance complétée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est la plus rapprochée doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres. » Pages 9 (UA7), 22 (UB7), 32 (UC7)

Tous les articles 7 -2 « Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle ».

ANNEXES : Toutes les pages sont à paginer, pour mettre les références dans les prescriptions des arrêtés. Les 3 pages des essences locales sont à compléter en remettant correctement nom commun et nom latin.

Le présent Procès-verbal de Synthèse et les documents en pièces jointes sont Adressés à M. le Président de la CA2BM en Montreuillois le Mercredi 6 avril à 14H00. Le Président de la CA 2BM dispose d'un délai de 15 jours à compter de ce jour **06 Avril 2022** pour présenter sous forme d'un mémoire en réponse ses observations éventuelles.

A MONTREUIL sur Mer, Le Mercredi 06Avril 2022 à 14H00.

Le Président de la CA2BM

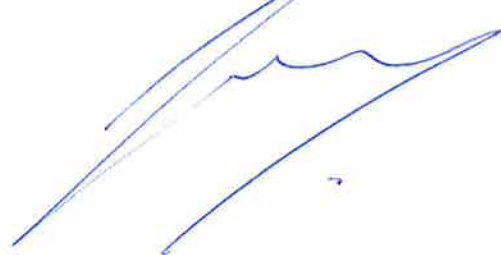
En Montreuillois.

M.COUSEIN, Bruno.



Le Commissaire Enquêteur

M. MONTRAISSIN, Claude.



Monsieur le Commissaire Enquêteur
Claude Montraisin
14 ter rue du Centre
62 170 CAMPIGNEULLES-LES-PETITES

Montreuil-sur-Mer, le 7 avril 2022

**Pôle Aménagement
du Territoire**

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe



Référence :
Direction de
l'aménagement
urbain du territoire
BC/IB/SQ/LL
2022-1681

Objet :
Mémoire en réponse
portant sur la
modification de droit
commun du PLU
d'Etaples-sur-Mer
suite à l'enquête
publique

Monsieur,

Suite à l'enquête publique réglementaire réalisée dans le cadre de la modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'à la transmission de votre Procès-Verbal de Synthèse le 6 avril 2022, vous trouverez ci-dessous le mémoire en réponse de la CA2BM aux observations du public. Tel que disposé dans l'article R.123-18 du Code de l'Environnement, le mémoire en réponse vous est adressé dans un délai de quinze jours après la transmission de votre procès-verbal.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Bruno COUSEIN

Maire de Berck-sur-Mer
Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

Mémoire en réponse de la CA2BM aux observations du public

Six contributions ont fait l'objet d'une modération partielle ou complète (cf Procès-Verbal de Synthèse rédigé par M. le Commissaire Enquêteur)					
Type de contribution	N°	NOM, Prénom	Date de réception	Objet	Réponse
Courrier	1.1	CALOIN, Jean	15/03/2022	Demande visant à rendre constructible un terrain situé rue Marcel Rosey (lotissement Blanc Pavé) en direction de Lefaux. Le terrain est actuellement classé en secteur NI qui correspond aux espaces remarquables au titre de la loi Littoral	Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre de concertation du public dans le cadre de l'élaboration du PLU-I-H de la CA2BM élaboré à l'échelle des 46 communes (registre dans chaque mairie ainsi qu'au siège de la CA2BM).
Courrier	1.2	MAQUINGHEM, Vincent	17/03/2022	Demande de tenue d'une réunion publique	Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête (Nota: outre le courrier, le commissaire enquêteur a abordé ce point avec Monsieur Maquinghem : cf 3.9).
Courrier	1.3	DACHICOURT, Yannick	22/03/2022	Formulation de quatre requêtes : 1 - Signalement de l'absence de transmission d'informations auprès de la commission de consommation du foncier 2- Signalement de l'absence de concertation avec les organismes agricoles (chambre d'agriculture, confédération paysanne) et évocation de l'impact de l'ancien document d'urbanisme sur les terres agricoles et l'agriculture 3- Opposition au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre Opalopolis alors que les parcelles voisines (nord et ouest) sont restées dans le périmètre communal 4- Evocation des tentatives de recours de la CA2BM qui ont été déboutées : non-respect du trait de côte, aménagement des études environnementales, impact d'un projet de 30 ha sur une zone humide, l'écosystème ainsi que sur la reconstitution de la nappe phréatique du Rombly, évocation des prés humides constitués de fossés et du Valigot ainsi que du rôle de ce dernier dans l'écoulement de l'eau douce et de la Canche, nécessité de réaliser un inventaire du biotope et de la biocénose, évocation de la reprise par Habitats 62 d'une parcelle de M. Dachicourt à la biocénose riche pour construire un nouveau lotissement.	Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLU-I-H de la CA2BM. Par ailleurs, les organismes consulaires ont été associés en amont de l'enquête publique en tant que personnes publiques associées comme le prévoit la procédure.

Courrier	1.4	MAQUINGHEM, Vincent	24/03/2022	Recours administratif devant le Président CA2BM (selon article 10) de l'arrêté 2022-5, 2.1 Doc Urba, signé par Bruno Coussein le 02 février 2022, en annulation	Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour lui signifier le rejet du recours.
Courrier	1.5	MAQUINGHEM, Vincent	28/03/2022	Signalement de l'absence de renseignements obtenus concernant la tenue d'une réunion publique malgré des appels téléphoniques passés au siège de la CA2BM	Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que Monsieur Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.
Courrier	1.6	MAQUINGHEM, Vincent	29/03/2022	Signalement du fait qu'il n'a pas été mis en relation avec le service enquête publique. Information quant à la transmission d'un courrier en recommandé au tribunal administratif de Lille et au tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer	Cette remarque n'appelle pas de réponse.
Courrier	1.7	MAQUINGHEM, Vincent	29/03/2022	Evocation des pratiques d'autres communes : réunion publique pour l'aménagement de l'espace public pour l'aire de stationnement et "Tortillard " en bois en face de l'église et du cimetière de Berck-sur-Mer près de la Grignotte tenue par le maire de Berck-sur-Mer, lancement des "assises du Front de mer" par le maire du Touquet-Paris Plage pour élaboration en amont de la concertation préalable et de l'enquête publique L'enquête publique en cours pour modification de règlements de zones n'a donné lieu à aucune élaboration. L'arrêté 2021-61 de la CA2BM n'a pas permis la mise à disposition au public du projet objet de l'enquête publique. La concertation préalable déjà en cours du projet CAPELLI n'a pas eu en amont l'élaboration.	Les textes prévoient de la concertation préalable pour certaines procédures, notamment lorsqu'une évaluation environnementale est sollicitée par la MRAE, ce qui n'est pas le cas dans le présent dossier. Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification de droit commun du règlement écrit du PLU, les remarques formulées portant sur la modification du règlement graphique du PLU (autre procédure).
Courrier	1.8	MAQUINGHEM, Vincent	30/03/2022	Prise de connaissance de l'arrêté 2021-61 et demande de communication de tous les avis des personnes publiques associées relatifs à cet arrêté. Evocation de procédures juridiques qu'il a menées (2017).	Cette remarque ne concerne pas l'objet de la présente modification du PLU (arrêté relatif à la procédure de modification simplifiée menée en parallèle).

Courrier	1.9	MAQUINGHEM, Vincent	30/03/2022	<p>Remarque sur la demande de réunion publique formulée par ses soins</p> <p>Evocation de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme qui imposerait élaboration avant tout projet de PLU</p> <p>Mise en perspective de la modification du PLU et du projet CAPELLI non élaboré selon le L.300-2 du Code de l'urbanisme</p>	<p>Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.</p> <p>L'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme indique que les projets de travaux ou d'aménagement soumis à permis de construire ou à permis d'aménager situés sur un territoire couvert par un PLU peuvent faire l'objet de la concertation prévue à l'article L. 103-2 (concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées pendant toute la durée de l'élaboration du projet). La CA2BM ne peut se prononcer sur la nécessité de concertation préalable du projet de construction mentionné pour deux raisons : il ne relève pas de son champ de compétence (documents d'urbanisme et non autorisations du droit des sols) et une procédure de modification d'un document d'urbanisme non soumise à évaluation environnementale n'a pas les mêmes obligations qu'un projet de construction.</p>
Courriel	2.1	DACHICOURT, Yannick	20/03/2022	<p>Formulation de quatre requêtes :</p> <p>1 - Signalement de l'absence de transmission d'informations auprès de la commission de consommation du foncier</p> <p>2- Signalement de l'absence de concertation avec les organismes agricoles (chambre d'agriculture, confédération paysanne) et évocation de l'impact de l'ancien document d'urbanisme sur les terres agricoles et l'agriculture</p> <p>3- Opposition au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre Opalopolis alors que les parcelles voisines (nord et ouest) sont restées dans le périmètre communal</p> <p>4- Evocation des tentatives de recours de la CA2BM qui ont été déboutées : non-respect du trait de côte, aménagement des études environnementales, impact d'un projet de 30 ha sur une zone humide, l'écosystème ainsi que sur la reconstitution de la nappe phréatique du Rombly, évocation des prés humides constitués de fossés et du Valigot ainsi que du rôle de ce dernier dans l'écoulement de l'eau douce et de la Canche, nécessité de réaliser un inventaire du biotope et de la biocénose, évocation de la reprise par Habitats 62 d'une parcelle de M. Dachicourt à la biocénose riche pour construire un nouveau lotissement.</p>	<p>Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLU-H de la CA2BM.</p> <p>Par ailleurs, les organismes consulaires ont été associés en amont de l'enquête publique en tant que personnes publiques associées comme le prévoit la procédure.</p>

Courriel	2.2	DACHICOURT, Yannick	28/03/2022	<p>Formulation de quatre requêtes :</p> <p>1 - Signalement de l'absence de transmission d'informations auprès de la commission de consommation du foncier</p> <p>2- Signalement de l'absence de concertation avec les organismes agricoles (chambre d'agriculture, confédération paysanne) et évocation de l'impact de l'ancien document d'urbanisme sur les terres agricoles et l'agriculture</p> <p>3- Opposition au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre Opalopolis alors que les parcelles voisines (nord et ouest) sont restées dans le périmètre communal</p> <p>4- Evocation des tentatives de recours de la CA2BM qui ont été déboutées : non-respect du trait de côte, amenuisement des études environnementales, impact d'un projet de 30 ha sur une zone humide, l'écosystème ainsi que sur la reconstitution de la nappe phréatique du Rombly, évocation des prés humides constitués de fossés et du Valigot ainsi que du rôle de ce dernier dans l'écoulement de l'eau douce et de la Canche, nécessité de réaliser un inventaire du biotope et de la biocénose, évocation de la reprise par Habitats 62 d'une parcelle de M. Dachicourt à la biocénose riche pour construire un nouveau lotissement.</p>	<p>Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUI-H de la CA2BM.</p> <p>Par ailleurs, les organismes consulaires ont été associés en amont de l'enquête publique en tant que personnes publiques associées comme le prévoit la procédure.</p>
Registre	3.1	CALOIN, Jean	09/03/2022	<p>Propriétaire d'une parcelle chemin Marcel Rosey, M. Caloin sollicite la possibilité de construire sur cette parcelle. Il a été avisé qu'elle se trouvait en zone (N) inconstructible.</p>	<p>Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUI-H de la CA2BM.</p> <p>La zone N ne proscriit pas toutes les occupations des sols, pour plus de précisions sur le champ des possibles, il est suggéré de se rapprocher de la commune pour plus de précisions.</p>
Registre	3.2	MAQUINGHEM, Vincent	11/03/2022	<p>Demande de tenue d'une réunion publique</p> <p>Registre du public à l'urbanisme sans aucune indication sur les panneaux "sandwichs" à l'extérieur mairie. Aucune communication dans les journaux ESCAL et CA2BM. Il est allé à l'urbanisme et personne dans les bureaux. Citoyen vote et tais-toi. Aucun affichage, il faut décortiquer le dossier vert. Demande de REUNION PUBLIQUE due au respect des administrés Etaplois. Annexes dont Page 9 ci-joint page VDN du 02 mars 2022 avec demande de réunion publique.</p>	<p>Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que Monsieur Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.</p> <p>L'ensemble des mesures prévues au sein de l'arrêté d'organisation de l'enquête publique ont été respectées, ces mesures étant conformes aux dispositions du code de l'environnement encadrant l'enquête publique. L'information de l'enquête a été faite via différents canaux : presse via deux médias, site internet et affichage au niveau de certains sites.</p>

Registre	3.3	MAQUINGHEM, Vincent	22/03/2022	Interrogation et demande de réponse quant à la première procédure de modification du PLU d'Etaples-sur-Mer (arrêté n°2021-61) Demande de tenue d'une réunion publique Annexes dont demande d'information sur le projet Capelli	La première demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU mais d'une autre procédure. Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête. Concernant la sollicitation de réunion publique dans le cadre d'un projet de construction, adressée à Monsieur Fait, je ne peux que vous inviter à vous rapprocher de la commune (cf réponse formulée au point 1.9)
Registre	3.4	BRUYEZ, Gilles (M. et Mme.)	22/03/2022	Signalement de leur désaccord sur le prix proposé par Territoires 62 (proposition inscrite dans un courrier en date du 11/05/2022) pour leur terrain situé dans le secteur Opalopolis	Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Il est suggéré de se rapprocher de l'aménageur Territoires 62.
Registre	3.5	DACHICOURT, Yannick	22/03/2022	Mention de Dépôt d'un courrier (cf 1.3)	La demande formulée au sein du courrier ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLU-i-H de la CA2BM.
Registre	3.6	MAQUINGHEM, Vincent	28/03/2022	Signalement de l'absence de communication concernant la tenue de l'enquête publique à Etaples au sein du magazine de la CA2BM Signalement de l'absence de communication concernant l'arrivée du Directeur des Services Techniques au sein du magazine de la commune d'Etaples Annexe : copie du courrier 1.5	L'ensemble des mesures prévues au sein de l'arrêté d'organisation de l'enquête publique ont été respectées, ces mesures étant conformes aux dispositions du code de l'environnement encadrant l'enquête publique. L'information de l'enquête a été faite via différents canaux : presse via deux médias, site internet et affichage au niveau de certains sites. La deuxième remarque ne concerne pas l'objet de la modification du PLU.
Registre	3.7	MAQUINGHEM, Vincent	29/03/2022	Signalement du refus de la CA2BM à donner une copie du courrier recommandé qu'il va recevoir pour l'informer de la non-tenue de réunion publique dans le cadre de la procédure. Annexes : cf 1.6 et 1.7.	L'arrêté n°2022-5 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer indique que toute personne peut obtenir communication du dossier d'enquête à ses propres frais sur demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer ou au siège de la CA2BM. Dans le cas présent, la demande effectuée par M. Maquinghem ne porte pas sur une pièce du dossier mais sur la copie d'un courrier lui étant adressé en AR qui ne lui était pas encore parvenu au moment de son passage au siège de l'agglomération. Par ailleurs, le courrier était également annexé au registre d'enquête accessible au public.

Registre	3.8	Ville d'ETAPLES-SUR-MER	30/03/2022	<p>Observations sur des erreurs matérielles en termes de formulations et propositions de reformulation notamment au niveau de l'indication sur les Plans de Prévention Risques Inondation ou Littoral, au niveau des règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle. Il est également proposé de paginer les annexes et de compléter les pages relatives aux essences locales.</p>	<p>Concernant la reformulation proposée quant à l'indication sur les Plans de Prévention des Risques, la CAZBM propose de suivre la proposition de la commune en l'intégrant au règlement du PLU, la reformulation envisagée étant dans l'esprit de la règle inscrite au sein du PPRL à savoir "En présence d'un Plan Local d'Urbanisme, ce sont les dispositions les plus restrictives du PLU et du PPRL qui s'appliquent."</p> <p>Concernant la modification des règles régissant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle, la CAZBM précise que ce point ne faisant pas l'objet de la modification, la proposition de la commune ne peut être prise en compte.</p> <p>En effet, il s'avère que la réglementation de l'implantation des constructions par rapport au fond de parcelle n'a pas été soulevée avant finalisation du dossier de modification de droit commun du PLU d'Etaples soumise à enquête publique (réunion préparatoire ou avis de la commune avant enquête publique).</p> <p>Or d'après la décision n°430244 du Conseil d'Etat en date du 17 mars 2021, "le projet de plan ne peut subir de modifications, entre la date de sa soumission à l'enquête publique et celle de son approbation, qu'à la double condition que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet et qu'elles procèdent de l'enquête". Ressort de cet extrait, le fait qu'il est certes possible de faire évoluer un projet de modification mais seulement si les changements envisagés ne sont pas trop substantiels et qu'ils portent sur des points déjà annoncés au public sans quoi il serait nécessaire de recommencer l'ensemble de la procédure.</p> <p>De plus, la modification envisagée ne semble pas changer l'appréhension et le sens de la règle existante.</p> <p>Concernant la modification de la mise en page des annexes, et pour les mêmes motifs que le point précédent, la CAZBM ne pourra pas répondre favorablement à la requête communale. En effet, ce point de modification ne faisait pas partie de ceux déjà annoncés au public et ne relève par conséquent pas de l'enquête publique et par extension de la procédure de modification de droit commun du PLU.</p>
----------	-----	-------------------------	------------	---	---

Registre	3.9	MAQUINGHEM, Vincent	01/04/2022	<p>M. Maquinghem a été informé par téléphone du refus d'organisation de réunion publique par M. le commissaire enquêteur qui lui a présenté des arguments ne justifiant pas cette réunion.</p> <p>M. Maquinghem estime qu'il n'y a eu aucune communication sur le projet de la part de la commune et de la CA2BM.</p>	<p>Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.</p> <p>L'ensemble des mesures prévues au sein de l'arrêté d'organisation de l'enquête publique ont été respectées, ces mesures étant conformes aux dispositions du code de l'environnement encadrant l'enquête publique). L'information de l'enquête a été faite via différents canaux : presse via deux médias, site internet et affichage au niveau de certains sites.</p>
----------	-----	---------------------	------------	---	--


Brundi COUSEIN
Maire de Berck-sur-Mer
Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck



<p align="center">RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE</p>	<p>Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE N°E22000009/59 en date du 21/01/2022</p> <p>Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-5 en date du 02 Février 2022.</p>
<p align="center">OBJET DE L'ENQUETE</p>	<p>Modification N° 2 du PLU de la commune d'ETAPLES SUR MER</p>
<p align="center">COMMISSAIRE ENQUETEUR</p>	<p>Claude MONTRAISSIN</p>



SOMMAIRE

NUMERATION	THEME	PAGE
I	<u>GENERALITES</u>	6
I.1	Préambule	6
I.2	Contexte du projet	6
I.3	Cadre Juridique	9
II	<u>OBJET de L'ENQUETE</u>	10
II.1	Analyse et Objectifs des Modifications de certaines dispositions du règlement écrit du PLU.	10
II.1.1	<i>- Rappeler et préciser les dispositions du PPRL du secteur du Montreuillois au sein du règlement.</i>	13
II.1.2	<i>-La précision des modalités de réalisation des garages souterrains pour les Zones UA-UC-UE-UL</i>	15
II.1.3	<i>-La modification des articles propres à A l'implantation des constructions l'emprise au sol et la hauteur maximum (art 7,9,10) pour le secteur UAa</i> <i>A Implantation des constructions</i> <i>B L'emprise au sol</i> <i>C La Hauteur Maximum</i>	16
II.1.4	<i>-La précision d'une règle relative au niveau de la dalle du Rez de Chaussée pour la zone 1AUaz</i>	23
II.1.5	<i>-L'adaptation des règles régissant le stationnement art 12 pour les secteurs UA, UC,1AU et 1 AUaz</i>	24
II.1.6	<i>-La modification des articles 6,7 et 10 propres à l'implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives et la hauteur maximum pour le secteur UC</i> <i>A L'implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques, et limites séparatives.</i>	28

	<u>B L'implantation des constructions par rapport à la hauteur maximum</u>	
II.1.7	-L'adaptation des règles régissant l'implantation des clôtures inscrites dans l'article 11 pour les secteurs UB, UC,1AU, 1AUb et 1 AUaz	33
III	<u>COMPOSITION DU DOSSIER</u>	41
III.1	Consultation et Avis des P.P.A	43
IV	<u>ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE</u>	44
IV.1	Désignation du commissaire enquêteur	44
IV.2	Modalité de l'enquête publique	44
IV.3	Information du public	47
IV.4	Climat de l'enquête	47
IV.5	Clôture de l'enquête	48
V	<u>OBSERVATIONS DU PUBLIC</u>	48
V.1	Relations comptables et analyse des observations	48
V.2	P.V. De synthèse des observations et mémoire en réponse	48
VI	<u>CONCLUSIONS DU RAPPORT</u>	56
	(07 Annexes)	

ANNEXES

<u>ANNEXE 1</u>	-La Décision de désignation du C.E N° E 22000009/59 en date du 21 janvier 2022 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE.
<u>ANNEXE 2</u>	-L'Arrêté portant organisation de l'Enquête Publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples sur Mer de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N°2022-5 en date du 02 février 2022.
<u>ANNEXE 3</u>	-Les Photocopies des insertions dans la presse de l'Avis d'Enquête Publique « Voix du Nord » Le Réveil de Montreuil » en date du Mercredi 09 février 2022 et du Mercredi 02 Mars 2022.
<u>ANNEXE 4</u>	2 Certificats d'affichage de l'Avis d'Enquête Publique de la CA2BM et de la Mairie d'Etaples du 04/04/2022. -Photocopies des Clichés photographiques des lieux d'affichage de l'Avis d'Enquête publique. -Copies de la Page d'Accueil du site de la mairie d'Etaples « Avis d'Enquête Publique Modification du PLU ».
<u>ANNEXE 5</u>	-P. V de synthèse des Observations du Public en date du 06/04/2022. (Avec copies des documents, courriers, annexés dans le R.E)
<u>ANNEXE 6</u>	-Lettre en date du 29 mars 2022 de la CA2BM adressée par courrier au C. E (reçue le 04/04/2022) A/S réponse défavorable du C. E à la demande de réunion publique de M. MAQUINGHEM, Vincent. (Idem que la lettre déposée dans le R.E) (en11)
<u>ANNEXE 7</u>	-Mémoire en réponse en date du 07 Avril 2022 de la CA2BM au P.V de Synthèse des observations.

LEXIQUE

Loi ALUR	Loi pour l'Accès au Logement et Urbanisme Rénové
CA2BM	Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.
C.E	Commissaire Enquêteur
DDTM	Direction Départementale des Territoires de la Mer
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement
EP	Enquête Publique
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
MRAE	Mission Régionale d'Autorité Environnementale
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PLUI H	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et de l'Habitat
PPA	Personnes Publiques Associées
PPRN	Plan de prévention des Risques Naturels
PPRL	Plan de Prévention des Risques Littoraux
SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale
Loi SRU	Loi Solidarité Renouvellement Urbain
ZPPAUP	Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager
SPR	Site Patrimonial Remarquable

I-GENERALITES :

I.1 Préambule :

Par Arrêté N° 2021-62 en date du 9 novembre 2021 de M. le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) le conseil communautaire décide conformément à l'article L 153-37 du Code de l'Urbanisme d'engager la procédure de modification N° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Etaples sur Mer.

Cette modification concerne une adaptation du règlement actuel du PLU de la commune d'Etaples sur Mer en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine.

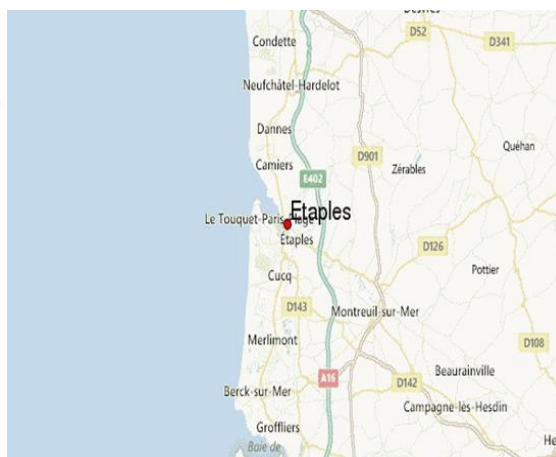
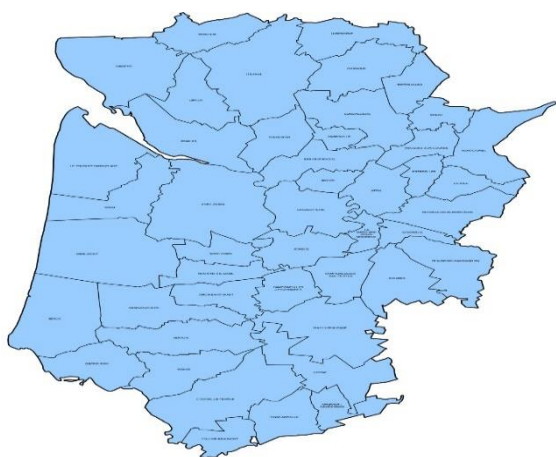
La présente enquête publique concernant cette modification de droit commun du PLU est effectuée du Lundi 28 février 2022 au Vendredi 1^{er} avril 2022.

I.2 Contexte du Projet :

La Communauté d'agglomération des 2 baies en Montreuillois a été créée le 31/08/2016 avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2017 (Loi N° 2015-991 du 07/08/2015 sur la nouvelle organisation du territoire de la République Loi NOTRE) ; elle est issue de la fusion de la communauté de communes du Montreuillois et de la communauté de commune Opale Sud et Mer et Terres d'Opale. Elle regroupe 46 communes dont ETAPLES SUR MER concernée par la présente procédure.

Située le long de la Canche sur la côte d'Opale dans le département du Pas de Calais Etaples sur Mer d'une superficie de 13km², compte 10926 habitants (2018) (843 habitants/Km²) ; cette commune littorale bénéficie du label pavillon bleu pour la qualité de la gestion environnementale. Elle vient d'obtenir le label « Villes et villages où il fait bon vivre ».

Son réseau routier (*proximité de l'Autoroute A 16 et desservie par les RD 939 et 940*) et la voie ferrée qui la relie à Boulogne sur Mer et à Amiens contribue à son attractivité territoriale et à son rayonnement.



Le développement urbain s'est considérablement développé au cours de ces dernières décennies principalement sur la rive droite de l'estuaire de la Canche en lien avec ses activités portuaires.

Des extensions de l'urbanisation vers le nord ont été réalisées sous formes d'opérations groupées et de logements collectifs et par la réalisation de nombreux équipements éducatifs et sportifs. Les extensions se sont localisées en continuité de l'enveloppe urbaine au nord-ouest et au nord-est de la ville (Le Blanc Pavé...) et de manière déconnectée avec l'aménagement des zones d'activités (Z.I le Valigot, Entreprise Valéo...)

Le territoire de la commune d'Etaples se décompose en plusieurs secteurs :

La ville ancienne » ville basse », la partie portuaire (pôle urbain dense) située entre la voie ferrée et la canche. Elle s'articule autour de la place du Général DE GAULLE.

La ville haute (développée après 1945) sur le plateau au-delà de la voie Ferrée composée d'habitats groupés et collectifs. Elle se caractérise par une juxtaposition d'opérations plus ou moins denses.

Les hameaux (Fromessent, le Blanc Pavé).

Les zones d'activités localisées à l'Est du territoire communal.

Le reste du territoire est occupée par l'activité agricole (à l'Est), et par les espaces naturels sensibles (au nord-ouest).

Des extensions pavillonnaires se sont développées et s'éloignent de la centralité géographique urbaine et des équipements.

Des dispositions spécifiques d'urbanisme s'appliquent (Loi littoral 03/01/1986).

La loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (SRU) N° 2000-1208 du 13/12/2000, dont les objectifs sont la protection de l'environnement et le développement durable des agglomérations a remplacé le Plan d'Occupation des Sols (POS) par Le Plan Local, d'Urbanisme (PLU) encadré par le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT). Elle a été complétée par la loi urbanisme, et Habitat N° 2003-590 du 2/07/2003 qui clarifie le contenu du PADD du PLU et conforte la loi SRU.

Le PLU est un document d'urbanisme, opérationnel qui permet la mise en cohérence de politiques publiques territoriales. Il constitue un projet de planification durable du territoire.

Il se compose des documents suivants :

Le rapport de Présentation L 151-14 du Code de l'Urbanisme explique les choix retenus pour établir le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le règlement

Le PADD définit les orientations générales d'aménagement d'équipement d'urbanisme, de paysage de protection des espaces naturels de préservation des continuités écologiques et aussi les orientations concernant l'habitat le transport, le numérique le développement économique et commercial de la commune.

Il fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (L 151-5 C.U).

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation OAP qui définissent les conditions d'aménagement des zones de développement des nouveaux quartiers.

Le règlement, ensemble formé par le règlement écrit et graphique (ou plan de zonage) précise les règles qui s'applique aux constructions et aux aménagements.

Il fixe en cohérence avec le PADD les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L 101-1 à L 101.3

Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger.

Les annexes : servitudes d'utilité publiques.

Le PLU de la commune d'Etaples a été approuvé le 16 décembre 2015. Ce PLU a été approuvé selon les mesures transitoires. Le décret du 28/12/2015 a prévu un dispositif permettant une entrée en vigueur progressive des dispositions réglementaires.

De nombreuses dispositions du décret sont entrées en vigueur le 1/01/2016 dont le contenu n'a été opposable qu'aux PLU élaborés après le 01/01/2016. La commune d'Etaples n'a pas fait le choix d'appliquer le nouveau règlement du PLU comme elle en avait la possibilité. (Proximité de l'approbation du PLU de la commune avec l'entrée en vigueur des dispositions du nouveau règlement).

Les élus de la commune d'Etaples sollicitent le 11 juillet 2019 le lancement d'une procédure de modification N° 2 du PLU.

(La modification N°1 du PLU concernait le classement des parcelles ZB72,74 et 76 « le Fond du Valigot » en ZNIEFF et le classement de la zone 2AUe en N (délibération N°4 du 7/04/2016).

La CA2BM est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017.

Les lois Grenelle -I- 2009-967 du 03/08/2009 et -II- 2010-788 du 12/07/2010 élargissent les thématiques du PLU et initient le PLUI

La loi ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové N° 2014-366 du 24 Mars 2014 renforce la volonté de travailler à une échelle intercommunale

Un PLUI H est actuellement élaboré à l'échelle du territoire intercommunal. Il remplacera à terme les documents d'urbanisme en vigueur et notamment le PLU d'Etaples sur Mer. (À l'horizon 2025)

Le PLUI-H comportera un plan d'action pour l'Habitat. Le PLUI peut en effet fusionner avec le PLH depuis la Loi Grenelle II (simplification administrative).

I.3 Cadre Juridique :

La procédure d'Enquête Publique est conduite conformément aux prescriptions suivantes :

Le Code de l'environnement :

-Articles: L 123-1 à L 123-19 - R 123-1 à R 123-27 (E.P).

Le Code de l'Urbanisme :

-Articles : L 153-36 à L 153-48

-Article L 153-41 du Code de l'Urbanisme :

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

« L'amendement de certaines dispositions des règlements écrits et graphiques est susceptible de limiter les possibilités de construire. La procédure est soumise à cet article ».

-R 153-20 à R 153-22

-Le Décret N° 2011-2018 du 29/12/2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

-L'Ordonnance N° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

-Le Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes.

-La Décision de désignation du Commissaire Enquêteur N° E22000009/59 du 21 /01/2022 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille.

-L'Arrêté de l'organisation de l'E.P N° 2022-5 en date du 2 février 2022 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

II-OBJET DE L'ENQUETE :

II.1 Analyse et Objectifs des Modifications de certaines dispositions du règlement écrit du PLU :

La procédure de modification de droit commun N° 2 du PLU d'Etaples sur Mer concerne une adaptation du règlement actuel du PLU de la commune d'Etaples sur Mer.

Elle consiste à apporter des précisions, modifications et d'adapter certaines dispositions du règlement dans les secteurs et zones de la commune en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine sans porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme.

Les modifications concernent certaines dispositions du règlement écrit du PLU de la commune énoncée ci-après :

-Rappeler et préciser les dispositions du PPRL du secteur du Montreuillois au sein du règlement écrit.

-La précision des modalités de réalisation des garages souterrains pour les Zones [UA-UC-UE-UL](#).

-La modification des articles propres à l'implantation des constructions, l'emprise au sol et la hauteur maximum (art 7,9,10) pour le secteur [UAa](#).

-La précision d'une règle relative au niveau de la dalle du Rez de Chaussée pour la zone [1AUaz](#).

-L'adaptation des règles régissant le stationnement (art [12](#) pour les secteurs [UA](#), [UC](#), [1AU](#) et [1 AUaz](#).

-La modification des articles [6,7 et 10](#) propres à l'implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives et la hauteur maximum pour le secteur [UC](#).

-L'adaptation des règles régissant l'implantation des clôtures inscrites dans l'article [11](#) pour les secteurs [UB](#), [UC](#), [1AU](#), [1AUb](#) et [1 AUaz](#).

Délimitation du Zonage du règlement :

Le règlement contient les règles générales et servitudes d'utilisation des sols destinées à la mise en œuvre du P.A.D.D ainsi que la délimitation graphique des zones. Le PLU définit les constructions, les zones non constructible, ou réservées aux futures constructions

Il fractionne la commune en 4 zones:

- 1 Les Zones Urbaines,
- 2 Les Zones à Urbaniser,
- 3 Les Zones Agricoles,
- 4 Les Zones Naturelles



1/ Les Zones Urbaines:

Zones Urbaines	Caractéristiques
La ZONE UA	Urbanisation traditionnelle agglomérée le long des différentes voies formant le bourg historique et institutionnel. Elle est destinée à recevoir des constructions vouées principalement à l'habitation individuelle et collectives et aux activités qui en sont le complément: restauration, services et commerces
UAa	reprend le périmètre de la ZPPAUP dans le centre ancien
UAt	Aire d'accueil des gens du voyage
La Zone UB	l'urbanisation du hameau de Fromessent
La Zone UC	l'urbanisation récente, de la commune au delà du chemin de fer
La Zone UE	Activités industrielles et constructions annexes
La Zone UF	d'activités commerciales et de services L'Habitat est exclu de cette zone sauf pour les logements nécessaires au fonctionnement des activités
La Zone UL	Activités liées à la pêche artisanale ou industrielle La navigation de plaisance, activités touristiques culturelles et de loisirs liées au port et au bord de la Canche.

2/ Les Zones à Urbaniser

Zone A Urbaniser	Caractéristiques
La Zone 1AU	Zone d'urbanisation future destinée à du logement et aux activités qui en sont le complément normal
1AUb	Zone d'urbanisation future destinée à du logement et activités qui en sont le complément dont l'ouverture à l'urbanisation est conditionnée par le respect du projet OPALOPALIS
1AUe	Activité dans le cadre du projet OPALOPOLIS
La Zone 1AUaz	Habitations individuelles et collectives et activités qui en sont le complément: restauration, services et commerces
La Zone 2AUe	Aménagement d'une future zone à usage d'activités

3/ Les Zones Agricoles:

La Zone A: caractérise les terrains protégés du fait de leur valeur Agricole. Cette Zone a un impact paysager important et détermine largement l'image de la commune

4/ Les Zones Naturelles:

La Zone N regroupe des espaces naturels à protéger

Zone Naturelle	Caractéristiques
Secteur Np	Périmètre rapproché du captage d'eau potable
Secteur NI	Espaces remarquables (loi littoral)
Secteur Nt	Espaces d'équipements publics
Secteur Nj	Secteurs de jardins
Secteur Nta	Aménagements, équipements services publics ainsi que l'hébergement hôtelier lié au camping municipal
Secteur Nh	Constructions à usage d'habitation éparses

La présente procédure de modification vise à corriger et amender certaines dispositions du règlement écrits en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine.

“” Le PPRL, les dispositions réglementaires des Zones Urbaines: UA (UAa-UC-UE-UL) les Zones à Urbaniser: 1AU, 1 AUb,1AUaz sont concernées par la procédure de modification N° 2 du PLU d’Etaples sur Mer””.

II.1.1- Rappeler et préciser les dispositions du PPRL du secteur du Montreuillois au sein du règlement écrit.

La commune d’Etaples sur Mer est concernée par deux plans de Prévention des risques naturels :

-Le PPR de la Canche a été approuvé le 26/11/2003(zones de la modification non concernées)

- Le PPRL (Plan de Prévention des Risques Littoraux) sur le secteur du Montreuillois a été approuvé le 24 juillet 2018.

Le PPRL est un outil de gestion des risques naturels qui cartographie les risques de submersion marine et qui réglemente l’urbanisation dans les zones exposées. Il vaut servitude d’utilité publique et s’impose à l’Etat aux collectivités, entreprises, particuliers (L 562-1 et L 562-9 du Code de l’Environnement). -Cas particulier du PPRN instauré par Loi N° 95-101(Barnier) du 02/02/1995-.

Il prend en compte les risques de submersion marine dans les documents d’urbanisme. Il garde en mémoire l’historique des événements de submersion marine. Il définit les actions de prévention individuelles et collectives afin d’améliorer la sécurité des personnes et de garantir voire limiter les dommages aux biens

Dans le cadre de cette enquête, le PPRL concerne les zones **UA, UAa, UC, UCr, UE, UL**, de la commune d’Etaples. -carte ci-dessous- (*Les zones NL et NT ne sont pas concernées par la modification*).

Le PPRL est annexé au PLU. (L 151-43 du code de l’Urbanisme). Le règlement du PPRL est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations ou travaux lorsque ceux-ci ne sont pas interdits par d’autres textes. En présence d’un PLU ce sont les dispositions les plus restrictives du PLU et du PPRL qui s’appliquent.

Il est constitué d’un rapport de présentation, d’un zonage qui délimite les zones réglementées par le PPR, d’un règlement qui précise les règles de chaque zone.

4 Zones :

La zone rouge (partie actuellement urbanisée *au sens du PPRL et non au titre de l’article L 111-3 du Code de l’Urbanisme*) aléa de référence fort à très fort avec comme objectif de rendre inconstructible les secteurs urbanisés les plus dangereux tout en permettant une diminution de la vulnérabilité de l’existant.

La zone Bleue (partie actuellement urbanisée au sens du PPRL et non au titre de l'article L 111-3 du Code de l'Urbanisme)) aléa de référence faible à moyen ou par un aléa de référence associé à un aléa 2100, avec comme objectif de permettre une urbanisation limitée, sécurisée et adaptée aux évolutions engendrées par le changement climatique tout en permettant une diminution de la vulnérabilité de l'existant.

La zone Vert Foncé, (partie non actuellement urbanisée) aléa de référence ou par un aléa nul associé à un aléa 2100 fort à très fort avec comme objectif d'interdire toute nouvelle implantation d'enjeu et toute ouverture à l'urbanisation afin de préserver les capacités d'expansion marine, et aussi de préserver les activités existantes et de permettre leur développement sous réserve d'une diminution de leur vulnérabilité.

La Zone Vert clair (partie non actuellement urbanisée) aléa de référence nul associé à un aléa faible à moyen à l'horizon 2100 avec comme objectif de permettre une urbanisation adaptée aux contraintes futures exercées sur le territoire. Cette urbanisation devra préserver un maximum les capacités d'expansion marine

La bande de débordement -rupture (violet) (bande de précaution) zone où suite à une surverse des brèches ou une rupture totale de l'ouvrage de protection la population serait en danger du fait des hauteurs ou des vitesses d'écoulement. Cette bande est rendue inconstructible. Afin de permettre une diminution de la vulnérabilité de l'existant certains projets peuvent être autorisés sous certaines conditions (respect de prescriptions cote de référence 2100, et constructions existantes ou projetées présentant une résistance aux vitesses de courant).



II.1.2-La précision des modalités de réalisation des garages souterrains pour les Zones

UA : Urbanisation traditionnelle ancienne de la commune -UC Urbanisation récente de la commune -UE : Zone Industrielle -UL Partie portuaire :

« Occupations et utilisations du sol »

Nota : « « La suppression « **de certaines dispositions du règlement actuel** » est mentionnée en **rouge** et l'ajout de nouvelles dispositions en **vert** dans « **les nouvelles dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées** » ».

Dispositions du règlement actuel :

Article UA1, UC1, UE1, UL1 : « ***Occupations et utilisations du sol interdites*** »

Le règlement actuel ne mentionne pas les conditions de réalisation des garages en sous-sol dans la section du règlement « Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol ».

Il précise uniquement aux articles **UA1-UB1** : ***Occupations et utilisations du sol interdites***

« Les garages en sous-sol sont interdits »

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Le règlement après modification précise :

Article UA1, UC1, UE1, UL1 : « ***Occupations et utilisations du sol interdites*** »

Sont interdits les types d'occupation ou d'utilisation des sols suivants :

« Les garages en sous-sols dans les secteurs concernés par le PPRL »

Objectifs :

Adaptation des dispositions de l'occupation et de l'utilisation des sols au contexte urbain dans le respect des servitudes publiques et réduction de la consommation de l'espace. La proscription des garages souterrains dans les secteurs

concernés par le zonage du PPRL permet de prendre en compte le risque naturel relatif à la submersion marine et de diminuer la vulnérabilité des personnes et des biens.

Les dispositions les plus restrictives du PPRL s'appliquent.

II.1.3-La modification des articles propres à l'implantation des constructions, l'emprise au sol et la hauteur maximum (art 7,9,10) pour le secteur UA : Urbanisation traditionnelle ancienne de la commune- (UAa) : centre ancien soumis à la ZPPAUP

« Le règlement peut définir, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions. - L 151-17 du Code de l'urbanisme - ».

« Le règlement peut déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions neuves, rénovées ou réhabilitées, leurs dimensions, leurs conditions d'alignement sur la voirie et de distance minimale par rapport à la limite séparative et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des constructions dans le milieu environnant -151-18- du Code de l'urbanisme ».

« Afin d'assurer l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions, déterminer la constructibilité des terrains, préserver ou faire évoluer la morphologie du tissu urbain et les continuités visuelles, le règlement peut notamment prévoir des règles maximales d'emprise au sol et de hauteur des constructions.

Il peut également prévoir, pour traduire un objectif de densité minimale de construction qu'il justifie de façon circonstanciée, des règles minimales d'emprise au sol et de hauteur. Il délimite, dans le ou les documents graphiques, les secteurs dans lesquels il les impose. Les règles prévues par le présent article peuvent être exprimées par rapport aux voies et emprises publiques, aux limites séparatives et aux autres constructions sur une même propriété ainsi qu'en fonction des objectifs de continuité visuelle, urbaine et paysagère attendus. - Article R. 151-39-du Code de l'Urbanisme

Le règlement contribue à la prise en compte des caractéristiques du territoire.

A-L 'Implantation des constructions

Dispositions du règlement actuel :

Article UA7 : « Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives »

a/Les constructions * doivent être jointives à au moins une limite latérale. En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle, cette exigence doit être réalisée par au moins une construction.

**

Dans tous les cas, les parties de la construction, aile, extension ou annexe, non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

b/ au-delà d'une profondeur maximum de 30 mètres à compter de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue la construction des bâtiments en limite séparative latérale n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50m au faitage.

« Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle » :

Les constructions peuvent être jointives aux limites de fond de parcelle. La construction des bâtiments en limite séparative de fond de parcelle n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50 mètres au faitage.

Dans les autres cas la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment avec un minimum de 3 mètres.

Dispositions particulières en [secteur UAa](#)

Le [secteur UAa](#) correspond à l'urbanisation ancienne d'Etaples sur Mer (située entre la canche et la route de Boulogne).

- Les constructions doivent être jointives d'une limite à l'autre. Les constructions et aménagements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être jointives d'une limite latérale à l'autre. Dans tous les cas les parties de la construction, aile, extension ou annexe non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Article UA7 : « *Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives* »

a/Les constructions* **de premier rang** doivent être jointives à au moins une limite latérale. En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle, cette exigence doit être réalisée par au moins une construction.

**** Les constructions de second rang doivent observer une marge de recul d'au moins 2 mètres**

Dans tous les cas, les parties de la construction, aile, extension ou annexe, non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

***** Une exception peut toutefois être observée pour les annexes n'excédant pas 3,5m au faitage et pour les annexes inférieures à 20 m² et à 3 m de hauteur. Dans le premier cas les annexes peuvent être implantées en limite séparative. Dans le second cas il est possible de les planter à moins de 2m d'une limite séparative.**

Les Dispositions particulières en [secteur UAa](#) sont [supprimées](#)

- Les constructions doivent être jointives d'une limite à l'autre.

Les constructions et aménagements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être jointives d'une limite latérale à l'autre. Dans tous les cas les parties de la construction, aile, extension ou annexe non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

b/ au-delà d'une profondeur maximum de 30 mètres à compter de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue la construction des bâtiments en limite séparative latérale n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50m au faitage.

« Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle » :

Aucune modification des dispositions du règlement actuel

Les constructions peuvent être jointives aux limites de fond de parcelle. La construction des bâtiments en limite séparative de fond de parcelle n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50 mètres au faitage.

Dans les autres cas la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment avec un minimum de 3 mètres.

Un troisième point spécifique à la zone [UAa](#) a été ajouté [à l'article UA7](#)

Dispositions supplémentaires :

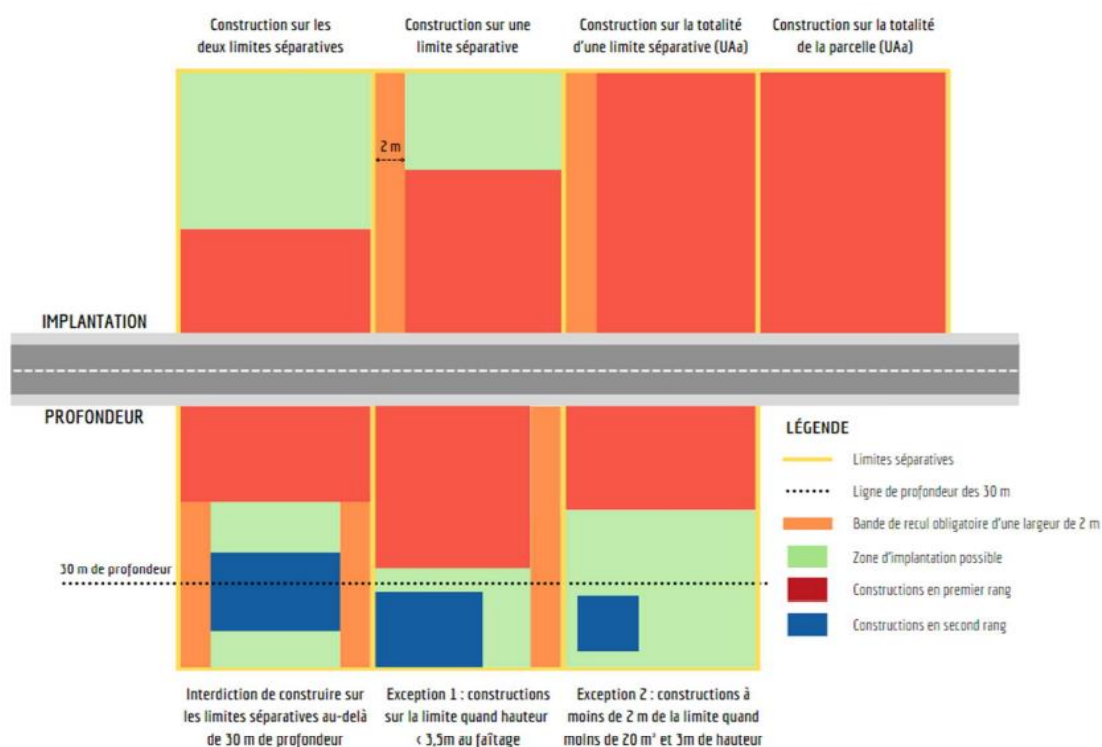
Les constructions de premier rang doivent être jointives à au moins une limite latérale. En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle, cette exigence doit être réalisée par au moins une construction.

Les constructions de premier rang peuvent s'implanter sur toute la longueur des limites séparatives. Elles peuvent également recouvrir l'intégralité d'une parcelle

Les constructions de second rang doivent observer une marge de recul d'au moins 2 mètres

Dans tous les cas, les parties de la construction, aile, extension ou annexe, non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

Une exception peut toutefois être observée pour les annexes n'excédant pas 3,5m au faitage et pour les annexes inférieures à 20 m² et de 3 m de hauteur. Dans le premier cas les annexes peuvent être implantées en limite séparative. Dans le second cas il est possible de les implanter à moins de 2m d'une limite séparative. Les constructions peuvent être jointives aux limites de fond de parcelle.



Objectifs :

En zone **UAa** la règle impose une obligation de s'implanter sur les 2 limites séparatives.

Les constructions de faible volume peuvent s'implanter sur les limites séparatives au-delà de la bande de 30m ; les constructions principales ne peuvent être édifiées sur les limites au-delà de la bande de 30m de profondeur.

« Le tissu urbain de la zone UAa est constitué de fronts bâtis continus denses. De manière diffuse des espaces d'aération sont présents. La densité s'observe également par des parcelles entièrement construites allant au-delà de la profondeur de 30m ».

Afin de se conformer à la réalité physique de la composition urbaine en place et laisser de la liberté aux partis architecturaux ou contraintes techniques par exemple lors de projets de recomposition urbaine il est proposé d'appliquer la règle de la zone UA à l'ensemble du secteur UAa en ajoutant les points spécifiques précisés à la rubrique précitée-**Dispositions supplémentaires-**

B-L 'Emprise au sol

Dispositions du règlement actuel :

Article UA 9 : « Emprise au SOL »

- L'emprise au sol des constructions annexes comprises ne peut excéder 80% de la superficie totale de terrain.
- L'emprise au sol des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas réglementée.

*

Nature des modifications envisagées des dispositions du règlement :

Suppression des dispositions du règlement actuel :

- « « « L'emprise au sol des constructions annexes comprises ne peut excéder 80% de la superficie totale de terrain.

L'emprise au sol des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas réglementée. » » »

Dispositions supplémentaires :

*Par principe, l'emprise au sol des constructions, annexes comprises ne peut excéder 80% de la superficie totale de terrain.

Par exception :

Le sous-secteur UAa n'est pas réglementé

L'Emprise au sol des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas réglementé.

Dans tous les cas, les projets situés dans le périmètre du PPRL du Montreuillois doivent appliquer les emprises au sol les plus restrictives (PPRL ou PLU).

Objectifs :

- Une emprise au sol de 80% a été fixée en zone UA, tout en rappelant que les dispositions les plus restrictives du PPRL s'appliquent.
- Permettre une meilleure intégration de certains projets situés en hyper centre notamment à l'angle de plusieurs voies ainsi que ceux de démolition-reconstruction.
- La possibilité d'une emprise au sol peut atteindre 100% de la superficie totale du terrain (secteur UAa). Elle s'inscrit dans une logique de densification.

C-La Hauteur Maximum

« Les règles de hauteur jouent un rôle essentiel dans l'organisation urbaine ; elles permettent de compenser la pénurie de foncier disponible et constituent un facteur d'intensification de l'utilisation de l'espace urbain. La hauteur conditionne aussi l'ambiance urbaine et le cadre de vie. L'impact environnemental doit être pris en compte » ».

Dispositions du règlement actuel :

Article UA 10 : « Hauteur maximum »

La hauteur des constructions, mesurée à partir du sol naturel sur rue, ne doit pas excéder 12 mètres au faitage (ouvrages techniques, cheminées, antennes et autres superstructures exclues). Un seul niveau de comble est admis.

Si le terrain est en contrebas par rapport à la voirie, le niveau du plancher bas du rez de chaussée sera au niveau de la voirie au minimum.

Au-delà d'une bande de 35 m de profondeur, la hauteur des constructions est limitée à 3,50m au faitage sauf s'il s'agit d'une extension d'un bâtiment existant.

Dispositions particulières :

- En secteur UAa la hauteur des constructions ne devra pas excéder la hauteur la plus haute d'une des constructions voisines sans être inférieure à la hauteur du plus bas, ni supérieure à la hauteur du plus haut

*

Nature des modifications envisagées des dispositions du règlement :

Dispositions particulières :

- Suppression de la disposition particulière :

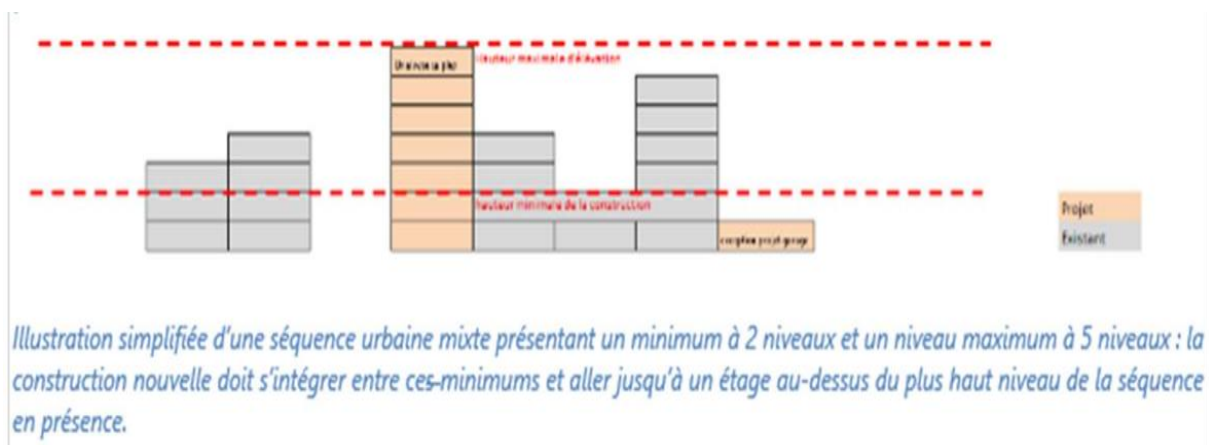
En secteur UAa la hauteur des constructions ne devra pas excéder la hauteur la plus haute d'une des constructions voisines sans être inférieure à la hauteur du plus bas, ni supérieure à la hauteur du plus haut

Dispositions supplémentaires :

**En secteur UAa, la hauteur maximale des constructions nouvelles devra se situer dans la hauteur moyenne des constructions avoisinantes sans pouvoir augmenter la hauteur totale de la construction au-delà d'un niveau supplémentaire de la séquence. Cette règle est conditionnée par l'intégration dans le tissu bâti de la séquence.*

Nota : Il est entendu par séquence urbaine, les bâtiments avoisinants en vis-à-vis, voir sur une seconde voirie (notion d'îlot, quartier). La hauteur de bâtiments en zone mixte ne peut s'apprécier qu'à une échelle plus ou moins large (îlot, quartier) selon la composition du dit secteur. La règle est d'avantage qualitative que quantitative.

Exception : les garages situés dans le prolongement du bâtiment principal peuvent être édifiés en deçà de la hauteur avoisinante la plus basse sous condition de bonne intégration dans la séquence urbaine en présence.



Objectifs :

Il est proposé d'employer la notion de séquence urbaine afin d'intégrer et d'harmoniser des projets dans le tissu urbain.

Il est proposé de permettre un étage supplémentaire dans le sous-secteur UAa dont les hauteurs sont variées et de conditionner la règle par l'intégration dans le tissu bâti de la séquence urbaine.

L'objectif de la modification est de densifier la trame urbaine en concordance avec le PADD dont l'ambition est de densifier le tissu existant dans un souci de gestion économe de l'espace et afin de lutter contre une consommation excessive de l'espace.

L'ambition du SCOT et du PLU est de densifier les centres-bourgs tout en insérant les nouvelles constructions de manière harmonieuse dans le tissu bâti en présence.

Les modifications apportées aux dispositions du secteur UAa permettent de prendre en compte d'avantage les caractéristiques du contexte urbain et patrimonial dans la ZPPAUP.

II.1.4-La précision d'une règle relative au niveau de la dalle du Rez de Chaussée pour la zone [1AUaz\(10\)](#) : zone d'urbanisation future destinée à du logement et aux activités qui en sont le complément (urbanisation conditionnée par le respect projet d'ensemble dans le cadre de la ZAC Domaine des Prés

Dispositions du règlement actuel :

Article 1 AUaz 10 : « Hauteur maximum »

La hauteur est limitée au maximum 10m à l'acrotère haut ou au faitage. La hauteur est calculée par rapport au niveau bas du rez de chaussée (ouvrages techniques, cheminées antennes et autres superstructures exclues).

- Si le terrain est en contrebas par rapport à la voirie le niveau du plancher bas du rez de chaussée sera au minimum au niveau de la voirie

*

Nature des modifications envisagées des dispositions du règlement :

Suppression de la mention suivante :

- Si le terrain est en contrebas par rapport à la voirie le niveau du plancher bas du rez de chaussée sera au minimum au niveau de la voirie

Dispositions supplémentaires :

* Le niveau fini de la dalle du rez de chaussée sera situé à 0,30m au-dessus du niveau de la chaussée.

Dans le cas de figure où la parcelle donne sur plusieurs voies, la voie de référence est alors celle permettant d'accéder à la construction.

Objectifs :

Le réhaussement de la dalle du rez de chaussée par rapport au niveau de la voirie facilite l'écoulement et l'évacuation des eaux de pluie. Il s'agit d'une mesure de prévention des risques naturels (inondations.) qui s'inscrit dans le cadre de la protection des biens et des personnes.

Il convient de privilégier les constructions futures en hauteur pour éviter les risques d'inondations.

II.1.5-L'adaptation des règles régissant le stationnement (art 12 pour les secteurs UA, UC, 1AU et 1 AUaz

Les dispositions du règlement du PLU de la commune d'Etaples ne prévoient pas de règles en matière de stationnement pour certaines catégories de logements notamment pour les résidences seniors... Les dispositions supplémentaires prévues dans le cadre de la modification du PLU permettront de pallier cette absence de réglementation afin de pouvoir mener d'éventuels projets qui s'inscrivent dans la volonté de redynamiser le centre-ville en développant l'offre de logements privés....

L'accès aux logements par les étudiants constitue un enjeu d'avenir pour les collectivités, d'où la nécessité de réglementer le stationnement dans le PLU (absence de dispositions dans le règlement actuel) pour les résidences étudiantes dans le cadre d'éventuels projets.

Dispositions du règlement actuel :

Article UA 12 : » Stationnement »

Pour les constructions neuves il est exigé au minimum :

Pour les constructions à usage d'habitation : 1 place de stationnement par unité d'habitation

Pour les constructions à usage de bureaux et d'activités : 2 places de stationnement pour 50m² de surface de plancher

Pour les commerces : 1 place de stationnement pour 50m² de surface de plancher

Pour les résidences hôtelières et de tourisme : 1 place pour 3 logements.

*

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Dispositions supplémentaires :

* Pour les résidences Séniors : le nombre de places de stationnement des véhicules est déterminé en tenant compte de la nature des logements et hébergements, de leur situation géographique, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transports collectifs

Pour les constructions du type résidences étudiantes ou universitaires : 1 place pour 3 logements.

Article UC 12 : » Stationnement »

Dispositions du règlement actuel :

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.

Il est exigé au minimum

-pour les constructions à usage d'habitation : 2 places de stationnement par unité d'habitation (●y compris garage). *

-pour les logements aidés de l'état : 1 place de stationnement par unité d'habitation

-pour les constructions à usage de bureaux et d'activités : 2 places de stationnement pour 50m² de surface de plancher

Les surfaces de livraisons, déchargement/chargement pour les visiteurs doivent être intégrées

-pour les commerces : 1 place de stationnement pour 50m² de surface hors œuvre nette

-pour les hôtels et restaurants : 1 place de stationnement par chambre, 1 place pour 20m² de salle de restaurant

**

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Suppression de la mention suivante :

(●y compris garage)

Dispositions supplémentaires :

* Le garage n'entre pas dans le calcul des 2 Places de stationnement-Pour les constructions à usage de logement collectif : 1,5 place par logement.

** Pour les résidences Séniors : le nombre de places de stationnement des véhicules est déterminé en tenant compte de la nature des logements et hébergements, de leur situation géographique, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transports collectifs.

Pour les constructions du type résidences étudiantes ou universitaires :1 place pour 3 logements.

Pour toute construction de logements locatifs aidés à l'intérieur du périmètre de 500 mètres autour d'une gare : 0 ;5 place de stationnement par logement.

Article 1AU 12 » Stationnement »

1 AU : zone d'urbanisation future destinée à du logement et aux activités qui en sont le complément.

Dispositions du règlement actuel :

Les exigences de stationnement concernent toutes les constructions

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.

Il est exigé au minimum

Pour les constructions à usage d'habitation : 2 places de stationnement par unité d'habitation et 1 place vélo

Pour les logements aidés de l'état : 1 place de stationnement par unité d'habitation et 1 place vélo.

*

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Dispositions supplémentaires :

* Pour les constructions du type résidences étudiantes ou universitaires :1 place pour 3 logements

Article 1 AUaz 12 : » Stationnement »

1AUaz zone d'urbanisation future destinée à du logement et aux activités qui en sont le complément (urbanisation conditionnée par le respect projet d'ensemble dans le cadre de la ZAC Domaine des Prés)

Dispositions du règlement actuel :

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques.

-Pour les bâtiments à usage autre que l'habitat sur chaque parcelle des surfaces suffisantes doivent être réservées pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement de la totalité des véhicules de livraisons et de services et pour le stationnement des véhicules du personnel, et des visiteurs.

Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation à l'exception des logements en résidence collective pour personnes âgées et des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat et des opérations groupées il sera exigé au minimum deux places de stationnement par logement

Pour les opérations de logement en résidence collective pour personnes âgées et de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat groupées il sera exigé une place de stationnement par logement

Pour les opérations groupées il sera exigé une place de stationnement pour 60 m² de surface de plancher ainsi qu'une place de stationnement en sus en dehors des parcelles par tranche de 5 logements à l'usage des visiteurs

*

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Dispositions supplémentaires :

*Pour les constructions du type résidences étudiantes ou universitaires :1 place pour 3 logements

Objectifs :

« Harmoniser les règles régissant le système de calcul des places de stationnement des zones UC et 1AUB contiguës ».

« « Adapter les règles de stationnement pour les résidences 'séniors' et les résidences étudiantes ou universitaires en fonction, de la destination de la construction, de la morphologique et des besoins de chaque quartier dans le respect du cadre légal » » ».

Le tissu urbain de la zone UC intègre des logements collectifs et individuels et collectifs. Le secteur est pourtant dénué de règles concernant le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour les collectifs. Il est proposé que soit exigé au minimum 1 ;5 place de stationnement pour les constructions à usage de logement collectif (le garage n'entre pas dans ce calcul).

Le secteur UC comprend la gare et ses alentours. Il est proposé d'ajouter une règle spécifique aux constructions situées à l'intérieur du périmètre conformément à l'article L.151-35 du Code de l'Urbanisme. Le nombre de places de stationnement à l'intérieur de ce périmètre serait de 0,5 place par logement locatif aidé.

Le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour la résidence 'séniors' n'est pas réglementé. Les résidences n'engendrent pas des besoins similaires aux habitations, structures hotellières. Il est proposé de laisser de la souplesse quant aux objectifs de stationnement, à prévoir pour cette destination.

Le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour les résidences étudiantes ou universitaire n'est pas réglementé. Il est possible d'exonérer les résidences universitaires de la réalisation d'aires de stationnement (L 151-34 Code de l'Urbanisme). La loi interdit d'exiger plus d'une place de stationnement, par logement pour ces résidences (L 151-35 Code de l'Urbanisme) Il est du ressort de la commune de définir le nombre de places de stationnement en fonction du contexte des besoins de chaque quartier dans les limites fixées par le cadre légal.

Il est proposé de solliciter une place de stationnement par tranche de 3 logements créés.

II.1.6-La modification des articles 6,7 et 10 propres à l'implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives et la hauteur maximum pour le secteur UC

« Les prescriptions relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, aux limites séparatives et aux constructions situées sur la même propriété contribuent à modeler la forme urbaine. Elles ne font pas obstacle à ce que d'autres constructions soient édifiées en deuxième, voire en troisième rang sur la même parcelle. Le règlement indique qu'elles ne s'imposent qu'aux constructions en premier rang, celles les plus proches de la voirie ou de l'emprise publique. Elles prennent en compte les caractéristiques du territoire concerné.

Les contraintes d'implantation des constructions vis-à-vis de la voirie et des autres emprises publiques impactent l'organisation du tissu urbain.

Les règles d'implantation des constructions vis-à-vis des limites séparatives ou vis-à-vis d'autres constructions situées sur la même unité foncière limitent les troubles de voisinage provoqués par une trop grande proximité des constructions ».

A- Implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques et aux limites séparatives

Dispositions du règlement actuel :

Article UC 6: « Implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques »

Le R 123-10-1 du code de l'urbanisme ne s'applique pas : les règles d'implantation s'appliquent à chaque lot et non à l'unité foncière de l'opération

Soit les constructions sont implantées à l'alignement sur rue ou à la ou les limites qui s'y substituent Ceci s'applique aussi pour les parcelles d'angle.

En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle cette exigence doit être réalisée par au moins une construction.

Soit les constructions principales sont implantées en retrait :

La façade sur rue des constructions s'implante avec un recul compris entre 5 et 8 m par rapport à la limite séparative sur rue ou de la limite qui s'y substitue

Soit d'autres implantations sont admises dans le cas d'extension et d'aménagement de construction existante s'ils s'inscrivent dans les caractéristiques architecturales et dans l'aspect extérieur des bâtiments existants et qu'ils s'intègrent dans leur environnement.

Soit les constructions et aménagements nécessaires aux service publics ou d'intérêt collectif seront implantés à l'alignement ou en retrait minimal de 1,00m par rapport à la rue.

En secteur UCr : le Secteur UCr vise à requalifier les abords de la route de Boulogne et le secteur de la gare.

Les constructions et aménagements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif seront implantés à l'alignement ou en retrait minimal de 1,00m par rapport à la rue

Les autres constructions sont implantées à l'alignement sur rue ou à la ou les limites qui s'y substituent Ceci s'applique aussi pour les parcelles d'angle

En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle cette exigence doit être réalisée par au moins une construction.

*

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Dispositions supplémentaires :

* En second rideau,

Il n'est pas fixé de règles d'implantation par rapport aux voies et diverses emprises publiques pour les constructions enclavées ou situées au-delà du premier front bâti.

Objectifs :

Le secteur UC correspond à l'urbanisation récente destinée à recevoir des habitations individuelles et collectives et aux activités qui en sont le complément.

Les dispositions s'inscrivent dans l'un des objectifs du PADD qui est de limiter l'extension urbaine et de densifier la ville.

Pour encourager la densification de la ville par la construction de bâti en second rideau il est proposé de dispenser les terrains enclavés ou situés au-delà du premier front bâti de règles d'implantation par rapport aux voies et diverses emprises publiques.

« « Inciter à la densification en ne contraignant pas l'implantation des constructions en second rideau » » ». » Obtenir une utilisation plus optimale de l'espace ».

Article UC 7 : « Implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques »

Dispositions du règlement actuel :

Le R 123-10-1 du code de l'urbanisme ne s'applique pas : les règles d'implantation s'appliquent à chaque lot et non à l'unité foncière de l'opération

1/ Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives latérales :

a/ Les constructions peuvent être jointives à au moins une limite latérale.

Dans tous les cas les parties de la construction aile, extension ou annexe, non contiguës aux limites séparatives latérales seront implantées par rapport à la limite séparative à une distance au minimum de 2 mètres.

- b/ au-delà d'une profondeur maximum de 30 mètres à compter de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue la construction des bâtiments en limite séparative latérale n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50m au faitage.

*

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Suppression de la mention suivante :

- b/ au-delà d'une profondeur maximum de 30 mètres à compter de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue la construction des bâtiments en limite séparative latérale n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50m au faitage.

Dispositions supplémentaires :

- * b/ Les constructions de second rideau et/ou situées au-delà d'une profondeur de 30m doivent respecter un retrait au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment (avec un minimum de 3 m) par rapport aux limites séparatives. La construction des bâtiments en limite séparative latérale n'est autorisée que si leur hauteur n'excède pas 3,50m au faitage.

Objectifs :

Il est proposé de modifier les règles de retrait de constructions de second rideau et ou situées au-delà d'une profondeur de 30m afin d'apporter des précisions quant à la distance de retrait imposée à chaque construction y compris dans le cadre de projets de densification.

B- Hauteur maximum

Article UC 10 : » Hauteur maximum »

Dispositions du règlement actuel :

La hauteur des constructions mesurée à partir du sol naturel sur rue ne doit pas excéder 10,00m au faitage (ouvrages techniques, cheminées, antennes et autres superstructures exclues)

Si le terrain est en contrebas par rapport à la voirie le niveau de plancher bas du rez de chaussée sera au niveau de la voirie au minimum

- Au-delà d'une bande de 30m de profondeur la hauteur des constructions à usage d'habitation est limitée à 3,50m au faitage sauf s'il s'agit d'une extension d'un bâtiment existant

La hauteur des constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas réglementée.

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Suppression de la règle suivante :

- Au-delà d'une bande de 30m de profondeur la hauteur des constructions à usage d'habitation est limitée à 3,50m au faitage sauf s'il s'agit d'une extension d'un bâtiment existant

Objectifs :

Il est proposé de supprimer la disposition relative à la hauteur maximale des constructions situées au-delà d'une bande de 30m de profondeur. La suppression de cette disposition permet un processus de densification. La hauteur maximale serait de 10m.

II.1.7-L'adaptation des règles régissant l'implantation des clôtures inscrites dans l'article 11 pour les secteurs UB, UC,1AU, 1AUb,1 AUaz

1AUb - zone d'urbanisation future destinée à du logement et aux activités qui en sont le complément (urbanisation conditionnée par le respect projet OPALOPOLIS)

1 AUaz- zone d'urbanisation future destinée à du logement et aux activités qui en sont le complément (urbanisation conditionnée par le respect projet d'ensemble dans le cadre de la ZAC Domaine des Prés)

« Les clôtures doivent avoir une conception d'ensemble, et être traitées en harmonie avec le contexte urbain environnant, afin de conserver et préserver l'unité paysagère. Elles représentent un impact visuel important sur l'espace urbain. Les haies doivent être constituées à partir d'essences locales ».

Dispositions du règlement actuel :

Article UB 11, UC11 : « **Les clôtures** »

1/Généralités :

- « Les clôtures seront implantées à l'alignement ».

Les clôtures contribuent de façon décisive au caractère urbain ou semi urbain et le choix de leur nature et de leur aspect découle d'un objectif de participation à la définition du statut de l'espace public et à l'insertion paysagère et non pas seulement à la volonté de clore le terrain. Les choix de clôture doivent tenir compte de la forme, la nature et l'aspect des clôtures voisines

*

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Article UB 11, UC11

Suppression de la mention suivante :

1/ Généralités :

- Les clôtures seront implantées à l'alignement

Dispositions supplémentaires :

* En principe, la façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée à l'alignement de la façade.

Par exception dans le cas où l'implantation des clôtures à l'alignement de la façade ne s'inscrit pas dans le contexte environnant la construction (maisons alentours) il est possible d'implanter les clôtures différemment à condition que ces dernières respectent la forme, la nature, couleur et les matériaux des clôtures avoisinantes dans un souci d'harmonie paysagère.

Dispositions du règlement actuel :

2/Nature et aspects extérieurs des clôtures :

UB

a/sur rue :

Implantées en limite séparative sur rue, les clôtures sont végétales.

Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale.

b/autres limites :

En fond de parcelle les clôtures sont végétales.

Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale.

Sont interdits : les clôtures réalisées en matériaux de fortune ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints. Sur rue, sont interdits les canisses, bâches et claustras.

UC

- La continuité d'une limite séparative à l'autre est demandée

Sont interdits : les clôtures réalisées en matériaux de fortune ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints. Sur rue, sont interdits les canisses, bâches et claustras.

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

2/Nature et aspects extérieurs des clôtures :

UB sans changement

Article UC Suppression de la mention suivante

- La continuité d'une limite séparative à l'autre est demandée

Dispositions du règlement actuel :

3/Hauteur des clôtures :

UB UC

a/Sur rue et autres limites :

Les clôtures minérales doivent être d'une hauteur maximale de 1,50m « • en limite séparative » sur rue à compter par rapport au niveau de la voie, il est possible d'adapter la hauteur de la clôture en fonction du niveau du terrain naturel, et ne pas dépasser une hauteur de 2m sur les autres limites séparatives.

b/visibilité :

Afin de dégager la visibilité pour la circulation, la commune peut demander que la partie opaque des clôtures minérales des terrains d'angle ainsi que tout élément susceptible de gêner la visibilité soit d'une hauteur moindre

Nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

3/Hauteur des clôtures :

UB UC

Suppression de la mention suivante :

- en limite séparative.

Objectifs :

La volonté de la commune est de privilégier des espaces urbains ouverts et aérés grâce à une absence de clôtures à l'avant des constructions présentant un retrait vis-à-vis de la voie publique. Cette organisation spatiale a déjà été appliquée et se révèle majoritaire dans la zone UC et est ponctuellement représentée dans la zone UB.

La règle d'implantation des clôtures en Zone UC et UB doit être suffisamment souple pour prendre en compte la diversité de bâti et de clôtures existantes et permettre l'identité et l'harmonie de chaque quartier, en raison du cadre urbain et de l'ambiance paysagère différente d'un quartier à l'autre.

Il convient de prendre en compte le contexte dans lequel s'intègrent les constructions.

Le principe à suivre à la création de clôtures est : la façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée à l'alignement de la façade. Dans le cas où l'implantation des clôtures à l'alignement de la façade ne s'inscrit pas dans le contexte environnant la construction il est possible d'implanter les clôtures différemment à condition que les clôtures respectent la forme, nature, la couleur et les matériaux des clôtures avoisinantes dans un souci d'harmonie paysagère.

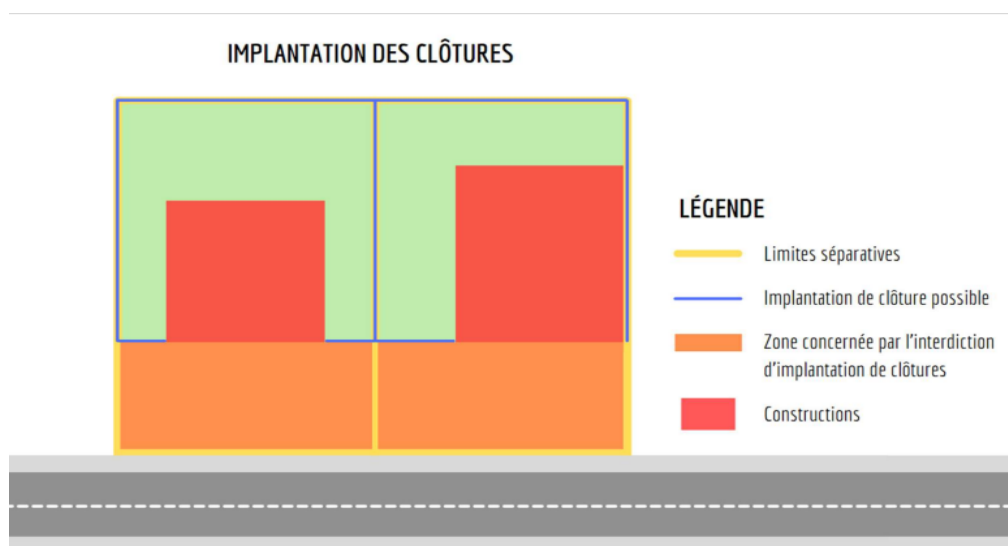


Illustration de la règle d'implantation des clôtures

L'implantation des clôtures en secteur :

1AU11- 1AUb-:

Dispositions du règlement actuel Nature et aspect extérieur des clôtures
1AU11

1/Nature et aspects extérieurs des clôtures :

a/sur rue :

- Elles sont implantées en limite séparative sur rue.

*

Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale.

Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

1AU11

1/Nature et aspects extérieurs des clôtures :

a/sur rue :

Suppression de la mention suivante :

- Elles sont implantées en limite séparative sur rue.

Dispositions supplémentaires :

* La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée à l'alignement de la façade

L'implantation des clôtures en secteur :

1AUb

Dispositions du règlement actuel :

Nature et aspect extérieur des clôtures :

Dispositions particulières :

- En secteur 1AUb les clôtures seront végétales. Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale.

Le grillage sera en simple torsion ou en panneaux rigides de couleur verte ou noir. La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée en alignement de la façade.

- Sont interdits : Les clôtures réalisées en matériaux de fortune ou d'aspect plaques de béton sur rue ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints et sur rue, les canisses, claustras bâches

Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Nature et aspect extérieur des clôtures :

Dispositions particulières :

1AUb :

• Suppression des dispositions particulières (1AUb)

- Les clôtures seront végétales. Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale. Le grillage sera en simple torsion ou en panneaux rigides de couleur verte ou noir. La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée en alignement de la façade.

- Sont interdits : Les clôtures réalisées en matériaux de fortune ou d'aspect plaques de béton sur rue ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints et sur rue, les canisses, claustras bâches

Autres limites 1AU11

Dispositions du règlement actuel :

c/ autres limites

3/Hauteur des clôtures :

a/Sur rue et autres limites :

Les clôtures minérales doivent être d'une hauteur maximale de 1,50m • en limite séparative et ne pas dépasser une hauteur de 2m sur les autres limites séparatives.

b/visibilité :

Afin de dégager la visibilité pour la circulation, la commune peut demander que la partie opaque des clôtures minérales des terrains d'angle ainsi que tout élément susceptible de gêner la visibilité soit d'une hauteur moindre.

Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Autres limites[1AU11](#)

c/ autres limites

3/Hauteur des clôtures :

a/Sur rue et autres limites :

Les clôtures minérales doivent être d'une hauteur maximale de 1,50m • et ne pas dépasser une hauteur de 2m sur les autres limites séparatives.

b/visibilité :

Afin de dégager la visibilité pour la circulation, la commune peut demander que la partie opaque des clôtures minérales des terrains d'angle ainsi que tout élément susceptible de gêner la visibilité soit d'une hauteur moindre

Suppression de la mention suivante :

•en limite séparative

Autres limites[1AUb](#)

Dispositions du règlement actuel :

c/ autres limites

3/Hauteur des clôtures :

Dispositions particulières

En secteur [1AUb](#) Les clôtures seront végétales. Le grillage est autorisé en clôture que s'il est associé à une clôture végétale. Le grillage sera en simple torsion ou en panneaux rigides de couleur verte ou noir. • La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée en alignement de la façade.

Sont interdits :

Les clôtures réalisées en matériaux de fortune ou d'aspect plaques de béton sur rue ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou peints et sur rue, les canisses, claustras bâches. Les clôtures pleines sont interdites.

La hauteur maximale des clôtures autorisées côté voie publique est de 1,60m. Sur les limites latérales et de fond de parcelle la hauteur autorisée est de 2m.

Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

Autres [limites1AUb](#)

Suppression de la mention suivante :

La façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée en alignement de la façade.

L'implantation des clôtures en secteur :

[1 AUaz :](#)

Dispositions du règlement actuel :

L'édification de clôtures est soumise à déclaration.

Les clôtures sont obligatoirement constituées de haies végétales ou de dispositifs à claire-voie légers de type claustra, grillage grille de ferronnerie légère doublés d'une épaisseur de plantations variées choisies de préférence parmi les essences proposées en annexes.

Les clôtures pleines sont interdites.

Lorsque la construction est réalisée en retrait de la voie publique, la clôture en front de rue sera obligatoirement installée à l'alignement ●^{*} de la voie.

A l'intersection des deux voies les clôtures ne doivent en aucun cas gêner la visibilité. L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'édifier la clôture peut imposer une hauteur inférieure à celles admises ci-dessous afin d'assurer la sécurité des personnes circulant sur lesdites voies.

La hauteur des clôtures ne doit pas excéder 1,50m.

Une hauteur supérieure pourra être admise pour des motifs de sécurité liés à l'activité ou l'équipement implantée.

Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées :

[1 AUaz :](#)

Suppression de la mention suivante :

● De la voie

Remplacée par : ^{*} De la façade

Objectifs :

Nécessité de réglementer les clôtures qui participent au statut de l'espace public et de l'insertion paysagère.

Il est nécessaire que la règle s'appuie sur les formes de clôture existantes de sorte à favoriser l'harmonie paysagère des espaces publics.

Dans les zones à urbaniser destinées à être ouvertes à l'urbanisation contrairement aux zones urbaines au tissu bâti la forme des clôtures doit être réglementée pour s'assurer qu'elles soient cohérentes et s'inscrivent harmonieusement au sein de la commune.

Les quartiers de la zone AUaz sont caractérisés par un nombre important de constructions en retrait par rapport à la voie et ne présentent pas de clôtures sur la partie avant de leur terrain. De nombreux espaces herbeux sont visibles depuis la rue.

Il est proposé de maintenir cette ambiance paysagère dans les autres zones à urbaniser à dominante habitat en réglementant les clôtures.

Les clôtures seront implantées à l'alignement de la façade et non plus à l'alignement de la rue.

Les modifications concernent uniquement l'implantation des clôtures et n'influent pas sur leur nature, l'aspect ou la hauteur.

Les dispositions particulières applicables à la zone 1AUb sont supprimées dans le but d'en faciliter la compréhension et d'en améliorer la clarté.

III-COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier soumis à l'enquête publique est conforme à la législation en vigueur: (Article R.123-8 du Code de l'Environnement) :

Le Dossier du projet de modification du PLU comprend:

Le Dossier Administratif:

-L'Arrêté d'engagement de la procédure de modification N° 2 du PLU de la commune d'Etaples N° 2021-62 en date du 09/11/2021 de M. le Président de la CA2BM.

-Certificat d'affichage (en date du 20/01/2022) pendant la période du 17/11/2021 au 17/01/2022 de M. le Maire de la commune d'Etaples sur Mer de l'Arrêté N° 2021-62.

-Certificat d'affichage (en date du 31/01/2022) pendant la période du 17/11/2021 au 20/12/2021 de M. le Président de la CA2BM, de l'Arrêté N° 2021-62.

-L'insertion dans la presse de "L'Avis au Public" du lancement de la procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples par la CA2BM.

-La consultation des services: courriers (en Recommandé avec Avis de Réception) de notification du dossier de modification de droit commun du PLU de la commune d'Etaples (avec lien sur le site informatique) aux PPA. (R 104-3 du code de l'Urbanisme)

-Avis de M. Le Maire d'Etaples en date du 10/01/2022-Décision N°2021-5881 du 11/01/2022 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale des Hauts de France, après examen au cas par cas sur la modification du PLU de la commune d'Etaples. "La modification n'est pas soumise à évaluation environnementale".

-L'Arrêté de l'organisation de l'Enquête Publique N° 2022-5 de M. le Président de la CA2BM. en date du 02/02/2022.

L'Avis d'Enquête Publique.

Le Dossier de modification:

-Le Résumé Non-Technique de la modification de droit commun du PLU de la commune d'Etaples-objectifs, consultations services, Enquête Publique, Suite de l'Enquête Publique (1 page).

-Elaboration du PLU Le Règlement applicable (85 pages) et Annexes.

-Dossier de Modification N° 2 du PLU (39 pages) avec en Annexe "Incidences du Projet sur l'Environnement".

-Le Projet de Règlement à l'issue des modifications (102 pages) et Annexes.

“”” Commentaires du Commissaire Enquêteur: Le C.E constate l'absence dans le dossier du règlement graphique du PLU de la commune. Il obtient (à sa demande) de l'Autorité organisatrice des plans de zonage qu'elle met à la disposition du Public dans le dossier d'E.P.

-7 plans de zonage du règlement du PLU applicable (1 Plan de zonage-1 Plan de zonage territoire communal Ouest échelle 1/5000ème (5a)-1 Plan de zonage territoire communal Est échelle 1/5000ème(5b) -4 plans de zonage (5cà5f échelle 1/2500ème)

-1 plan de zonage du PLU avec PPRL du Montreuil et PPRI de la Vallée de la Canche échelle 1/1800ème.

-1 plan de zonage (des zones urbaines) du PLU avec PPRL du Montreuil et PPRI de la Vallée de la Canche échelle 1/250ème.

“Les plans ne permettaient pas d'associer le zonage avec le nom des rues.

Il fallait disposer du plan de la commune pour se repérer. Il aurait été intéressant pour une lecture plus aisée de superposer sur un même plan le nom des rues et le zonage. (L'informatique devrait pouvoir améliorer cette lecture)”””.

-Une photocopie des parutions légales de la presse de l'Avis d'Enquête Publique en date du 09/02/2022 et 02/03/2022 a été insérée dans le dossier à la disposition du Public.

III.1 Consultation et Avis des PPA :

Conformément à l'article 2 de l'Arrêté N° 2021-62 en date du 9 novembre 2021 de M le Président de la CA2BM relatif à l'engagement de la procédure de modification N° 2 du PLU de la commune d'Etaples sur mer, le projet de modification du PLU a été notifié avant l'ouverture de l'enquête publique conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme aux Personnes Publiques Associées (L 132-7 et L 132- 9 du Code l'Urbanisme).

Les Avis émis par les PPA figurent dans le dossier mis à la disposition du public lors de cette enquête publique

Liste des Personnes Publiques Associées :

- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer à Arras.
- La Sous-Préfecture à Montreuil sur Mer.
- La Préfecture du Pas de Calais à Arras.
- La MRAE (DREAL) à Lille.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale à Calais.
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat à Saint Martin Boulogne.
- La Chambre d'Agriculture du Pas de Calais à Saint Laurent Blangy.
- Le Comité Régional de la Conchyculture à Gouville sur Mer (50).
- Le Parc Naturel Marin à Saint Etienne au Mont
- Le Conseil Départemental à Arras
- Le Conseil Régional (Président +AOM -Autorités organisatrices de la Mobilité) à Lille.
- La SNCF à Euralille.
- L'ONF à Lille.
- Le Syndicat Mixte du Montreuillois antenne de la CCHPM -Communauté de Communes du Haut Pays du Montreuillois-à Hucqueliers.
- La Mairie d'Etaples sur Mer.

Les PPA ont reçu par courrier (avec A/R entre le 16 et 19 Novembre 2021) la notification du dossier de modification de droit commun du PLU de la commune d'Etaples sur Mer avec un lien d'accès à l'ensemble des documents ; il a été précisé que l'absence de réponse avant la tenue de l'enquête publique prévue à partir de mi-février 2022 vaudra acceptation tacite du projet.

A la date de l'ouverture de l'enquête publique sur la modification du PLU d'Etaples sur Mer, seules **2 PPA** ont émis un Avis sur le projet.

1/Après examen au cas par cas en application de l'Article R 104-28 du Code de l'Urbanisme

La MRAE DREAL du Nord Pas de Calais à LILLE après délibération décide que la modification du PLU d'Etaples n'est pas soumise à Evaluation Environnementale.

2/M. Le Maire de la commune d'Etaples sur Mer qui a sollicité le lancement de la procédure de modification du PLU argumente son avis favorable au projet.

L'Avis des autres PPA est réputé : Favorable.

IV-ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

IV.1 Désignation du commissaire enquêteur :

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE désigne par décision N° E 22000009/59 en date du 21 janvier 2022, Claude MONTRASIN en qualité de commissaire enquêteur (**Annexe 1**).

Cette décision figure dans l'Arrêté N° 2022-5 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois à MONTREUILSUR MER du 02 Février 2022. (**Annexe 2**).

IV.2 Modalités de l'enquête publique :

Les conditions d'organisation de l'enquête Publique, la programmation des dates de permanence d'accueil du C.E ont été effectuées en concertation avec Mme QUINBETZ, Sandrine Directrice de la Planification Urbaine -SIG (Système d'Information Géographique) - ADS (Autorisation des Droits des Sols Géographique) à la CA2BM.

L'enquête publique s'est déroulée du **Lundi 28 Février 2022 à 14h00 au Vendredi 1^{er} avril 2022 (inclus). (32,5 jours)**

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public au siège de l'enquête publique à **la mairie d'ETAPLES (62) :**

Le lundi 28 Février 2022 de 14h00 à 17h00 (début de l'E.P)

Le mercredi 09 mars 2022 de 14 h30 à 17h30

Le mardi 22 mars 2022 de 09h00 à 12h00 (**fin à 13h00**)

Le vendredi 1^{er} Avril 2022 de 14h00 à 17 h00 (dernier jour de l'E.P).

Le Mardi 1^{er} Février 2022 de 15h00 à 16h30, à ETAPLES SUR MER (62) le Commissaire enquêteur rencontre Mme QUINBETZ, Sandrine Directrice de la Planification Urbaine -SIG- ADS-, Mme LAHOUSSE, Léa chargée de Mission de Planification à la CA2BM, Mme FLIPO, Hélène Responsable de l'Urbanisme et de l'Aménagement à Etaples ainsi que M. BAILLET Sébastien du Service Juridique de cette commune.

L'entretien porte sur l'organisation de l'enquête qui se déroule du 28/02/2022 au 01/04/2021. Mme QUINBETZ Sandrine remet le dossier d'enquête, version papier vérifié par le Commissaire Enquêteur dont un exemplaire sera mis à la disposition du public à la mairie d'Etaples siège de l'enquête.

Mme QUINBETZ Sandrine présente le projet de l'Arrêté de l'organisation de l'Enquête Publique. Les dates de permanence de l'accueil du public par le Commissaire enquêteur sont définies. La consultation du dossier ainsi que le Registre d'Enquête seront mis à la disposition du Public à la mairie d'Etaples pendant les heures d'ouverture de la Mairie et lors des permanences du C.E.

Ce dossier sera également mis en ligne sur le site de la CA2BM et consultable sur un poste informatique à la mairie d'Etaples. Les différentes modalités du recueil des observations sont abordées, par courriers, courriels et sur le R.E. Les différents liens informatiques sont précisés dans l'Arrêté.

L'Avis de l'Enquête publique sera affiché à 5 endroits : 4 sur la commune d'Etaples dont un sur le tableau d'affichage de la mairie, 1 au siège de la CA2BM. . Il sera publié dans les journaux la voix du Nord et le journal de Montreuil 15 jours avant le début de l'ouverture de l'E.P et dans les huit jours après le début de l'E.P.

Mme QUINBETZ Sandrine présente la procédure de modification du PLU d'Etaples sur Mer, avant de programmer une nouvelle réunion pour répondre aux éventuelles questions et précisions sollicitées par le C.E. Cette modification doit permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine. Elle concerne principalement des aménagements du règlement écrit du PLU de la commune.

Les Avis des Personnes Publiques Associées, de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale sont évoqués.

Le C.E sollicite la possibilité d'obtenir une carte détaillée avec les délimitations des différentes zones et également une carte avec le zonage réglementaire du PPRL du Montreuillois (Etaples). (Documents qui lui seront remis avant l'ouverture de l'E.P).

« « Dans le cadre du contexte sanitaire lié à l'épidémie de la « Covid 19 » les mesures de protection seront appliquées, le port du masque obligatoire, le respect des gestes barrière, la mise à disposition de gel hydroalcoolique, l'utilisation d'un stylo personnel. Elles ont été adaptées en fonction de l'évolution de l'épidémie et de la publication des textes législatifs » ».

L'accueil du public sera effectué par le C.E dans les locaux de la mairie fonctionnels et accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite.

Le jeudi 10 février 2022 à 13H30, Le Commissaire enquêteur se rend au siège de la communauté d'agglomération des 2 baies en Montreuillois. Il récupère auprès de Mme QUINBETZ, Sandrine Directrice de la Planification Urbaine -SIG) - ADS, le Registre d'Enquête, le dossier destiné au public à la mairie d'Etaples.

Mme QUINBETZ, Sandrine lui remet pour faire suite à sa demande le plan de zonage du règlement et des zones concernées avec le PPRL et le PPR de la Canche dont une copie sera annexée au dossier mis à la disposition du public.

Le C. E s'entretient avec Mme QUINBETZ Sandrine et avec Mme LAHOUSSE, Léa chargée de Mission de Planification, sur les modifications envisagées du PLU. Plusieurs questions sont évoquées sur la consommation foncière, la densification urbaine, la prise en compte du PPRL l'emprise au sol, la hauteur des constructions, le stationnement des seniors, des étudiants....

L'Avis d'Enquête publique a été publié le mercredi 9 février 2022 dans les journaux La Voix du Nord et le journal de Montreuil. Le C. E constate l'affichage de cet Avis sur la porte du siège de la CA2BM parfaitement visible du public. La réunion se termine à 15H00 après diverses questions sur les modalités de réception et mise à disposition des courriers, courriels, l'établissement du PV de Synthèse des observations et du Mémoire en Réponses.

Le mercredi 23 février 2022 à 14H30 Le C.E se rend à la mairie de la commune d'Etaples sur Mer afin de compléter certaines informations sur le projet auprès de Madame FLIPO, Hélène responsable de l'Urbanisme et de l'Aménagement de la commune.

Le C.E souhaite obtenir des précisions concernant la localisation des zones du règlement par rapport aux rues, axes routiers, particularités de la commune. Il s'entretient avec la responsable sur les différentes servitudes publiques, le PPRL du 24 juillet 2018, le PPR de la Canche du 26/11/2003, la ZPPAUR (Site Patrimonial Remarquable art L 631-1 du Code du Patrimoine).

Sont abordés également les différentes OAP (dont OPALIS, secteur de La gare Bld Lefevre...), le Programme Local d'Habitat (futur PLUIH).

Aucune résidence étudiante ne se situe dans la commune. Le C.E aborde le projet (actuellement en concertation) de constructions notamment de résidences « seniors » au niveau de l'école Jules Ferry de 116 appartements (insertion presse VDN du 27/01/2021).

L'entretien se termine après avoir évoqué la mise à la disposition du public du dossier et du Registre d'enquête, de la présence du poste informatique et des conditions de réception des personnes lors des permanences du C.E.

A l'issue le C.E. constate l'affichage de l'Avis de l'Enquête publique sur la porte vitrée de la mairie, et de l'Office du Tourisme Bld Bigot Desceliers (face à Maréïs), sur le mur de l'Ecole « Elémentaire et Maternelle » Jules Ferry rue Grand Pierre, sur la clôture du groupe « ludothèque + école maternelle « Le Rombly » rond-point de la rue des Embruns et de l'Allée de l'Armoise. L'affichage est réglementaire et parfaitement visible du public.

Le C.E se rend sur certains lieux de la commune afin de se rendre compte du contexte urbain notamment en zone UAa, sur la Z.A.C. des Prés, (implantation de clôtures à l'alignement de la façade), Bld Lefevre...

Pendant toute la durée de l'enquête un exemplaire du dossier d'enquête version papier a été consultable à la mairie d'Etaples au jour et horaires d'ouverture de la mairie.

Le public a pu prendre connaissance de l'Avis d'Enquête Publique du dossier sous format numérique dans la rubrique mise à disposition du public à l'adresse suivante : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-documents-durbanisme/les-procedures-en-cours> ; – un lien a été mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public>.

Le public a pu consulter le dossier d'enquête sur le site internet de la CA2BM : <https://www.ca2bm.fr>

Le même dossier a été consultable pendant la durée de l'enquête depuis un poste informatique à la mairie d'Etaples sur Mer aux jours et horaires habituels d'ouverture au public..

Le public a eu la possibilité de consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête tenu à sa disposition à la mairie d'ETAPLES SUR MER, siège de l'enquête. Il a pu également les adresser par voie postale au commissaire enquêteur au siège de la CA2BM ou par courrier électronique sur le site internet de la CA2BM : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale et courriels ont été annexées dans le registre d'enquête.

Ces observations ainsi que celles reçues par le Commissaire enquêteur pendant ses permanences et celles reçues par courrier électronique ont été consultables sur le site www.ca2bm.fr. [rubrique urbanisme ou mise à disposition](#).

IV.3 Information du public :

L'Avis d'Enquête Publique a été publié par voie de presse dans deux journaux : La voix du Nord et Le Réveil de Montreuil les 09 février 2022 et 02 mars 2022 (Copies des Articles de presse -Annexe 3-)

Il a également été publié sur le site informatique de la commune d'Etaples sur Mer.

Il a été affiché sur la porte vitrée de la mairie, et de l'Office du Tourisme sur le mur de l'Ecole , sur la clôture du groupe » ludothèque + école maternelle « Le Rombly » (clichés photographiques -**Annexe 4-**).

IV.4 Climat de l'enquête :

L'enquête n'a soulevé aucune difficulté particulière. Elle s'est déroulée dans de bonnes conditions.

IV.5 Clôture de l'enquête :

L'enquête s'est terminée le 1/04/2022. Le C.E a clôturé le Registre d'Enquête à l'issue.

V- OBSERVATIONS DU PUBLIC :

V.1 Relation comptable et Analyse des observations:

La participation du public a été très faible.

8 Personnes se sont présentées au siège de l'Enquête publique à Etaples/ Mer dont **3** hors de la permanence d'accueil du public par le C.E. dont M. MAQUINGHEM, Vincent qui s'est présenté à plusieurs reprises (en dehors et pendant la permanence d'accueil du public par le C.E).

12 courriers avec **2** courriels identiques aux courriers + **08** écrits ont été adressés ou remis au C.E

Le C.E a procédé à la modération partielle ou complète de **06** contributions (**2** partielles déposées sur le R.E -**4** complètes concernant **2** courriers + **02** documents qui sont pris en compte mais comprennent des propos considérés comme non publiables.

(L'intégralité de ces contributions a été transmise par le C. E à l'Autorité organisatrice, M. le Président de la CA2BM en Montreuillois. (Pour leur mise à la disposition de cette Autorité et conservation de ces contributions-annexées au P.V de Synthèse -*version papier uniquement*).

L'absence de la participation du public à cette enquête peut s'expliquer par le fait qu'actuellement LE PLUIH de la CA2BM est en cours et fait l'objet d'une importante stratégie de concertation et de communication avec organisation de réunions publiques.

Les habitants ont été invités notamment au cours de l'année 2021 à exprimer des idées concrètes au sein d'ateliers mis en place.

Les questions des rares personnes qui se sont présentées au cours de cette enquête en cours concernaient le PLUIH en cours d'élaboration. La modification du PLU d'Etaples présente essentiellement un aspect réglementaire.

V.2 P. V de Synthèse des Observations et Mémoire en Réponse :

Conformément à l'article R 123-18 du Code de l'Environnement un Procès-verbal de Synthèse des Observations du Public a été rédigé dans les huit jours après la clôture de l'Enquête Publique, le mercredi 06/04/2022 et adressé à M le Président de la CA2BM en Montreuillois (remis et commenté le 06/04/2022 à Mme QUINBETZ, Sandrine Directrice de la Planification Urbaine -SIG - ADS, au siège de la CA2BM à Montreuil/Mer. (P.V de Synthèse des observations -**Annexe 5**- (avec les Copies des Courriers et écrits déposés par le public dans le R.E.).

Un mémoire en réponse a été remis au Commissaire Enquêteur le vendredi 8 Avril 2022 -**Annexe 7**-.

Contributions sur R.E. (– Extraits-)

M.MAQUINGHEM, Vincent demeurant 5 rue du Moulin à ETAPLES. (Hors de la permanence d'accueil du C.E)

« « « Registre du Public à l'urbanisme sans aucune indication sur les panneaux « sandwichs » à l'intérieur mairie. Aucune communication dans les journaux ESCAL et CA2BM. Je suis allé à l'urbanisme et personne dans les bureaux. Citoyen vote et tais-toi. Aucun affichage il faut décortiquer le dossier vert. Je demande une REUNION PUBLIQUE due au respect des administrés Etaplois. Page 9 ci-joint page VDN du 02 mars 2022 avec demande de réunion publique » » » » ».

Réponse de L'Autorité organisatrice :

Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.

L'ensemble des mesures prévues au sein de l'arrêté d'organisation de l'enquête publique ont été respectées, ces mesures étant conformes aux dispositions du code de l'environnement encadrant l'enquête publique. L'information de l'enquête a été faite via différents canaux : presse via deux médias, site internet et affichage au niveau de certains sites.

-1 Photocopie de la publication de l'Avis d'E.P de la VDN du mercredi 2 mars 2022 avec demande de REUNION PUBLIQUE (transmis au T.A de LILLE par M. MAQUINGHEM, Vincent **annexée au R.E** avec 2 autres copies identiques déposées dans le R.E (**annexées au R.E**).

Le 22 mars 2022 Le C. E reçoit par e-mail de la CA2BM un courrier de M. MAQUINGHEM, Vincent en date du 14 mars 2022 sollicitant une réunion publique.

-Courrier annexé au R.E.

Réponse de L'Autorité organisatrice :

Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête (Nota: outre le courrier, le commissaire enquêteur a abordé ce point avec Monsieur Maquinghem).

Le 28 mars 2022 M. MAQUINGHEM, Vincent se présente à la mairie d'Etaples. Il dépose une contribution sur le R.E (en dehors de la permanence d'accueil du C.E)

MAQUINGHEM, Vincent

1« « ci-joint agglos info N° 7 février 2022-Rien sur cette E.P ! Merci de la communication ! c'est indigne !

2 dans l'Escale Mag Etaples aucune communication « sur l'arrivée du directeur des services techniques M. MITERLIQUE André !!!supérieur hiérarchique de M. AGNES et Mme FLIPO »

Ci-joint le 28 mars 2022 courrier adressé à CA2BM en date du 28 mars 2022 concernant la tenue ou non d'une REUNION PUBLIQUE. **En PJ.** » »

Réponse de L'Autorité organisatrice :

1L'ensemble des mesures prévues au sein de l'arrêté d'organisation de l'enquête publique ont été respectées, ces mesures étant conformes aux dispositions du code de l'environnement encadrant l'enquête publique. L'information de l'enquête a été fait via différents canaux : presse via deux médias, site internet et affichage au niveau de certains sites.

2La deuxième remarque ne concerne pas l'objet de la modification du PLU.

« Concernant la demande de réunion publique réponse déjà effectuée dans autres contributions de M. MAQUINGHEM) »

M.MAQUINGHEM, Vincent (Lors de la 3ème permanence d'accueil du C.E, le 22/03/2022)

M.MAQUINGHEM, Vincent

Dossier administratif Echos du Touquet 24.11.2021, AVIS AU PUBLIC deux arrêtés 2021-61 + 2021-62 en date du 09/11.2021 Ici cela porte page 3 modification N°2 du PLU donc arrêté 2021-62 et l'arrêté 2021-61 ? Comment vous M. MONTRAISSIN allez-vous donner votre avis sur la concertation 2021-62 ?

Les plans de zonage ne sont pas adaptés puisque la rue verte n'apparaît pas sur le grand, plus manque de visibilité sur les petits. Encore une fois par simple honnêteté une réunion publique M. Stéphane Maillard fils de Maryse Maillard adjointe a fait « Com » remarquable « plus beau marché de France » Et rien sur cette E.P déjà dit. Où est le registre de concertation Avis Bruno Cousein du 09.11.2021 Arrêté 2021-62 ? pour que le CE puisse donner son avis. Où est, que fait-on de l'article L300-2 du C.U ? Réunion publique SVP Merci.

Réponse de L'Autorité organisatrice :

La première demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU mais d'une autre procédure.

« Concernant la demande de réunion publique réponse déjà effectuée dans autres contributions de M. MAQUINGHEM) ».

« Il évoque également dans 3 courriers du 30/03/2022 l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme qui impose l'élaboration avant tout projet de PLU. Mise en perspective de la modification du PLU et du Projet CAPELLI non élaboré selon article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Il demande la communication des avis des PPA concernant l'arrêté 2021-61. Il évoque des procédures juridiques qu'il a menées en 2017.

Il écrit que l'enquête publique en cours pour modification de règlement de zones n'a donné lieu à aucune élaboration que la concertation préalable déjà en cours du projet Capelli n'a pas eu en amont l'élaboration. Il sollicite la tenue d'une réunion publique dans le cadre d'un projet de construction auprès de M. FAIT Maire de la commune.

Réponse de L'Autorité organisatrice :

Les textes prévoient de la concertation préalable pour certaines procédures, notamment lorsqu'une évaluation environnementale est sollicitée par la MRAE, ce qui n'est pas le cas dans le présent dossier.

Sur l'arrêté 2021-61 : Cette remarque ne concerne pas l'objet de la présente modification du PLU (arrêté relatif à la procédure de modification simplifiée menée en parallèle)

Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification de droit commun du règlement écrit du PLU, les remarques formulées portant sur la modification du règlement graphique du PLU (autre procédure).

L'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme indique que les projets de travaux ou d'aménagement soumis a permis de construire ou a permis d'aménager situés sur un territoire couvert par un PLU peuvent faire l'objet de la concertation prévue à l'article L. 103-2 (concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées pendant toute la durée de l'élaboration du projet). La CA2BM ne peut se prononcer sur la nécessité de concertation préalable du projet de construction mentionné pour deux raisons : il ne relève pas de son champ de compétence (documents d'urbanisme et non autorisations du droit des sols) et une procédure de modification d'un document d'urbanisme non soumise à évaluation environnementale n'a pas les mêmes obligations qu'un projet de construction.

Concernant la sollicitation de réunion publique dans le cadre d'un projet de construction adressée à Monsieur FAIT, je ne peux que vous inviter à vous rapprocher de la commune.

Il remet **un courrier le 24/03/2022 à la CA2BM** dont l'objet est » recours administratif en annulation » devant le président de la CA2BM selon article 10 de l'Arrêté 2022-5 21 du 2 février 2022. Il joint **en PJ :3 annexes** 1 sollicitant les arrêtés 2021-61 et 2021-62 et demandant à nouveau une réunion publique ; **la seconde** une copie de la lettre 2022-16 en date du 10/01/2022 et **la troisième** une copie de l'Avis au public paru dans la presse du lancement de la procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples.

Réponse de L'Autorité organisatrice :

Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour lui signifier le rejet du recours.

Le 29 mars 2022 M. MAQUINGHEM, Vincent se présente à nouveau à la mairie d'Etaples. Il dépose un courrier dans le R.E N° 1 et 2 faxé au T.A de Lille tamponné de l'accueil CA2BM. **En P.J.**

« Il signale qu'il n'a pas été mis en relation avec le service enquête publique

Transmission d'un courrier au T.A de Lille à ce sujet ».

Réponse de L'Autorité organisatrice :

Cette remarque n'appelle pas de réponse

Et la déposition suivante :

M.MAQUINGHEM, Vincent : « « la CA2BM de sa procédure n'a pas voulu me donner copie du courrier, que je vais recevoir en courrier recommandé m'annonçant qu'en collégiale, en collusion, en compromission, Philippe FAIT Maire d'Etaples, Bruno COUSEIN CA2BM Président, Claude MONTRAISIN gendarme en retraite commis pour enquêter se sont entendus pour ne pas donner de réunion publique » ».

Réponse de L'Autorité organisatrice :

L'arrêté n°2022-5 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer indique que toute personne peut obtenir communication du dossier d'enquête à ses propres frais sur demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer ou au siège de la CA2BM. Dans le cas présent, la demande effectuée par M. Maquinghem ne porte pas sur une pièce du dossier mais sur la copie d'un courrier lui étant adressé en AR qui ne lui était pas encore parvenu au moment de son passage au siège de l'agglomération. Par ailleurs, le courrier était également annexé au registre d'enquête accessible au public.

Commentaire du C.E :

« « M. MAQUINGHEM, Vincent se disperse dans ses écrits diffus et confus. Il se focalise sur la nécessité de l'organisation d'une réunion publique. Il n'a jamais évoqué les modifications envisagées, objet de la présente enquête. D'ailleurs il évoque la modification de règlement graphique. Le C.E a tenté de lui expliquer le contenu du dossier d'enquête en vain....

Le Commissaire Enquêteur estime que la réunion publique d'information et d'échange avec le public sollicité par M. MAQUINGHEM, Vincent n'apparaît pas nécessaire, en raison de la nature du projet et des conditions du déroulement de l'enquête. (R 123-17 du Code de l'Environnement).

Il informe les responsables de l'urbanisme de la CA2BM (EPCI) et de la commune d'Etaples de sa prise de position sur cette sollicitation.

L'Autorité organisatrice adresse un courrier avec A.R à M. MAQUINGHEM, Vincent le 29/03/2022 lui notifiant la décision du Commissaire Enquêteur qui estime que l'organisation d'une réunion publique n'est pas justifiée dans le cadre de cette enquête (1 copie du courrier adressée par la CA2BM à M.MAQUINGHEM annexé au R.E -Un courrier identique a été adressée par la CA2BM personnellement au C.E reçu le 04/04/2022 annexe 7)

Le 1^{er} avril 2022 M. MAQUINGHEM Vincent (ne pouvant venir à la permanence d'accueil) s'entretient à sa demande par téléphone avec le C.E.

« M MAQUINGHEM Vincent est de nouveau avisé de la décision du C.E de ne pas répondre favorablement à sa demande de réunion publique en lui présentant ses arguments. M. MAQUINGHEM, Vincent dit au C.E « que de toute façon si la réunion publique avait eu lieu il n'y aurait pas assisté. (La mention de cet appel téléphonique figure sur le R.E.).

M. MAQUINGHEM Vincent évoque le manque d'indication de la mise à la disposition du R.E à l'urbanisme de la commune.

Le C.E s'est assuré en collaboration avec Mme FLIPO Hélène Responsable de l'Urbanisme et de l'Aménagement à Etaples de la connaissance par les personnels d'accueil de la mairie des modalités de mise à disposition du R.E et du Dossier. Le C.E confirme que les personnels de la mairie connaissaient parfaitement la conduite à tenir.

M. MAQUINGHEM, Vincent signale d'ailleurs avoir consulté le dossier « vert » (couleur de la pochette contenant l'ensemble du dossier et Registre d'Enquête)

Concernant les plans de zonage qui ne sont pas adaptés ; le C.E admet qu'il fallait se servir de plusieurs plans pour pouvoir se situer précisément.

Concernant la concertation prévue par l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme, en matière de modification du PLU n'est pas obligatoire, conforme à la réponse de l'Autorité organisatrice. (Avis MRAE)

« Les textes prévoient de la concertation préalable pour certaines procédures, notamment lorsqu'une évaluation environnementale est sollicitée par la MRAE, ce qui n'est pas le cas dans le présent dossier ». (Autorité organisatrice).

L'Engagement de la procédure de modification du PLU par le Président de la CA2BM porte le numéro 2021-62 en date du 9 novembre 2021 et figure dans le dossier d'enquête publique. (Aucun lien avec la procédure numéro 2021-61).

Lors de la Seconde permanence d'accueil du Public le 09 mars 2022, le C.E a reçu

M. CALOIN, Jean demeurant 45 route d'Etaples à ATTIN qui a consulté le dossier. Il n'a pas souhaité déposer de contribution sur le R.E. « Propriétaire d'une parcelle chemin Marcel Rosey -Sollicitait la possibilité de construire sur cette parcelle » qui se trouve en zone (N) Inconstructible.

P.J : M. CALOIN, Jean adresse un courrier à la CA2BM datée du 15/03/2022 dans laquelle il explique les raisons de sa démarche.

Réponse de L'Autorité organisatrice :

Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU.

Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre de concertation du public dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H de la CA2BM élaboré à l'échelle des 46 communes (registre dans chaque mairie ainsi qu'au siège de la CA2BM).

La zone N ne proscrit pas toutes les occupations des sols, pour plus de précisions sur le champ des possibles, il est suggéré de se rapprocher de la commune pour plus de précisions.

Commentaire du C.E :

Le C.E a avisé M. CALOIN, Jean que sa parcelle de terrain de M. CALOIN, Jean se situe en Zone N – espaces Naturels à protéger- dans une zone non constructible

Lors de la troisième permanence d'accueil du Public le 22 mars 2022, le CE a reçu

M. DACHICOURT, Yannick demeurant Hameau de Fromessent à Etaples remet, un courrier au C.E en date du 20 mars 2022 avec comme objet l'enquête publique du PLUI. « Il s'oppose au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre OPALOPOLIS » Aucune concertation n'a été faite.

Il a également adressé cette même correspondance sur le site officiel de la ville d'Etaples sur Mer par e-mail le 20 mars 2022 (remis au C.E par la responsable de l'urbanisme le 22/03/2022)

PJ : 1 courrier + e-mails annexés au R.E.

Réponse de L'Autorité organisatrice :

Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUi-H de la CA2BM. Par ailleurs, les organismes consulaires ont été associés en amont de l'enquête publique en tant que personnes publiques associées comme le prévoit la procédure.

Commentaire du C.E :

La contribution de M. DACHICOURT Yannick n'entre pas dans le cadre de l'enquête en cours. Elle concerne le PLUI H en cours d'élaboration. Il met en objet dans son courrier et son mail sujet : PLUI. Il souhaite cependant intégrer ses remarques dans l'enquête publique du PLUIH.

M et Mme BRUYEZ Gilles 13 rue Sophie à Etaples ont reçu par courrier en date du 11/05/2020 émanant de « Territoires 62 » une proposition d'acquérir leur parcelle cadastrée section ZB N° 56 Superficie 5031 m2 dénommée terre à cailloux dans le cadre de l'aménagement du secteur OPALOPOLIS. Ils sont en désaccord sur le prix proposé, et souhaitent de nouvelles négociations.

Pas de dépôt de contribution sur le R.E. ni remise de courrier ou document.

Réponse de L'Autorité organisatrice :

Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Il est suggéré de se rapprocher de l'aménageur Territoires 62.

Commentaire du C.E :

Ne concerne pas l'enquête en cours. Il s'agit de négociations privées à traiter entre les parties en cause.

Le 30 Mars 2022 Monsieur FAIT, Philippe, Maire de la commune d'Etaples dépose dans le Registre d'Enquête

Des Observations de la ville d'Etaples sur des erreurs matérielles en termes de formulation :

« « Reformuler : « **Entre le Règlement des PPR et le Règlement du PLU, les règles les plus restrictives** s'appliquent » » Pages 2, 5 (UA), 27 (UC), 38 (UE), 52 (UL), et 98(N) » »

« « Reformuler comme au Code de l'Urbanisme, art R 111-17 :

« Dans les autres cas, la distance complétée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire **qui en est la plus rapproché** doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres. » Pages 9 (UA7), 22 (UB7), 32 (UC7)

Tous les articles 7 -2 « **Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle** ».

ANNEXES : Toutes les pages sont à paginer, pour mettre les références dans les prescriptions des arrêtés. Les 3 pages des essences locales sont à compléter en remettant correctement nom commun et nom latin.

Réponse de L'Autorité organisatrice :

« « Observations sur des erreurs matérielles en termes de formulations et propositions de reformulation notamment au niveau de l'indication sur les Plans de Prévention Risques Inondation ou Littoral, au niveau des règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle. Il est également proposé de paginer les annexes et de compléter les pages relatives aux essences locales ».

Concernant la reformulation proposée quant à l'indication sur les Plans de Prévention des Risques, la CA2BM propose de suivre la proposition de la commune en l'intégrant au règlement du PLU, la reformulation envisagée étant dans l'esprit de la règle inscrite au sein du PPRL à savoir "En présence d'un Plan Local d'Urbanisme, ce sont les dispositions les plus restrictives du PLU et du PPRL qui s'appliquent."

Concernant la modification des règles régissant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle, la CA2BM précise que ce point ne faisant pas l'objet de la modification, la proposition de la commune ne peut être prise en compte.

En effet, il s'avère que la réglementation de l'implantation des constructions par rapport au fond de parcelle n'a pas été soulevée avant finalisation du dossier de modification de droit commun du PLU d'Etaples soumise à enquête publique (réunion préparatoire ou avis de la commune avant enquête publique).

Or d'après la décision n°430244 du Conseil d'Etat en date du 17 mars 2021, "le projet de plan ne peut subir de modifications, entre la date de sa soumission à l'enquête publique et celle de son approbation, qu'à la double condition que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet et qu'elles procèdent de l'enquête". Ressort de cet extrait, le fait qu'il est certes possible de faire évoluer un projet de modification mais seulement si les changements envisagés ne sont pas trop substantiels et qu'ils portent sur des points déjà annoncés au public sans quoi il serait nécessaire de recommencer l'ensemble de la procédure. De plus, la modification envisagée ne semble pas changer l'appréhension et le sens de la règle existante.

Concernant la modification de la mise en page des annexes, et pour les mêmes motifs que le point précédent, la CA2BM ne pourra pas répondre favorablement à la requête communale. En effet, ce point de modification ne faisait pas partie de ceux déjà annoncés au public et ne relève par conséquent pas de l'enquête publique et par extension de la procédure de modification de droit commun du PLU.

Commentaire du C.E :

Le C.E prend acte de la réponse de l'Autorité organisatrice et considère qu'effectivement ces points auraient dû être abordés préalablement à l'enquête publique.

VI-CONCLUSIONS DU RAPPORT

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions de l'Arrêté de M. Le Président de la CA2BM en Montreuillois en date du 02 Février 2022.

La mise à la disposition du dossier et du registre d'enquête a permis au public de s'exprimer et de présenter ses observations sur le projet en toute connaissance de cause.

Les responsables de l'urbanisme de la CA2BM, Mmes QUINBETZ Sandrine et LAHOUSSE, Léa et Mme FLIPO, Hélène responsable de l'urbanisme à la mairie d'Etaples ont répondu aux sollicitations du C.E avec professionnalisme et disponibilité.

Les modalités d'accueil et de logistiques du commissaire enquêteur à la mairie d'ETAPLES SUR MER ont été très bonnes.

Cette enquête n'a soulevé aucune difficulté ni problème particulier. L'approbation du projet modifié s'effectue par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI selon les modalités prévues par l'article L 153-43 du Code de l'Urbanisme.

Le rapport et les conclusions motivées du C.E. sont transmis à Monsieur Le Président de la CA2BM en Montreuillois et simultanément à Monsieur le Président du Tribunal Administratif à LILLE, le 26 AVRIL 2022.

Fait et clos le 26 Avril 2022

Montraisin Claude C.E



ANNEXES

<u>ANNEXE 1</u>	-La Décision de désignation du C.E N° E 22000009/59 en date du 21 janvier 2022 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE.
<u>ANNEXE 2</u>	-L'Arrêté portant organisation de l'Enquête Publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples/Mer de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N°2022-5 en date du 02 février 2022.
<u>ANNEXE 3</u>	-Les Photocopies des insertions dans la presse de l'Avis d'Enquête Publique « Voix du Nord » Le Réveil de Montreuil » en date du Mercredi 09 février 2022 et du Mercredi 02 Mars 2022.
<u>ANNEXE 4</u>	-2 Certificats d'affichage de l'Avis d'Enquête publique de la CA2BM et de la Mairie Etaples du 04/04/2022. -Photocopies des Clichés photographiques des lieux d'affichage de l'Avis d'Enquête publique. -Copies de la Page d'accueil du site de la mairie d'Etaples « Avis d'Enquête Publique Modification du PLU ».
<u>ANNEXE 5</u>	P.V de synthèse des Observations du Public en date du 06/04/2022 (Avec copies des documents, courriers, annexés dans le R.E)
<u>ANNEXE 6</u>	Lettre en date du 29 mars 2022 de la CA2BM adressée par courrier au C. E (reçue le 04/04/2022) A/S réponse défavorable du C. E à la demande de réunion publique de M. MAQUINGHEM. (Idem que la lettre déposée dans le R.E) (en11)
<u>ANNEXE 7</u>	Mémoire en réponse en date du 07 avril 2022 de la CA2BM au P.V de Synthèse des observations.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

21/01/2022

N° E22000009 /59

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire

CODE : 1

Vu, enregistrée le 20/01/2022, la lettre par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 baies du Montreuillois demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique comme ci-dessous détaillée :

Objet(s) : Modification du PLU.

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomération des 2 baies du montreuillois.

Territoire(s) concerné(s) : Commune d'Etaples.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-10 et R. 123-19 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Claude MONTRAISSIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au Président de la Communauté d'Agglomération des 2 baies du Montreuillois et à Monsieur Claude MONTRAISSIN.

Fait à Lille, le 21/01/2022

Le Président,

Christophe HERVOUET

Pour expédition conforme,
Pour le greffier en chef,
L'adjoint administratif délégué,





Numéro de l'acte	2022-5
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Etaples en date du 16 décembre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2017 portant mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet ;
- Vu le courrier en date du 11 juillet 2019, émanant de la commune d'Etaples-sur-Mer, sollicitant le lancement d'une procédure de modification du PLU communal ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°7 du 30 septembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du Président n° 2021-62 en date du 09 novembre 2021 décidant de l'engagement de la procédure de modification de droit commun ;
- Vu les pièces du dossier de modification de PLU, soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'à la commune concernée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 16 novembre 2021 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la décision E22000009/59 en date 21 janvier 2022 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille désignant Monsieur Claude MONTRAISIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme afin notamment de corriger et amender des dispositions du règlement écrit ;
- Considérant que l'avis de la commune est favorable sans réserve et que les retours formulés par les personnes publiques associées sont réputés favorables ;

- Considérant l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu en date du 11 janvier 2022 ;

ARRETE

Article 1 – Objet de l'enquête : Il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1^{er} avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Article 2 – Publicité de l'arrêté de mise à enquête publique : Un avis d'enquête, portant l'ensemble des indications ci-dessus à la connaissance du public, sera publié en caractères apparents **quinze jours au moins avant le début de l'enquête** et **rappelé** dans les **huit premiers jours** de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés. Il sera affiché à la mairie d'Etaples-sur-Mer, au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, à l'Office du tourisme d'Etaples-sur-Mer, au niveau de l'école Jules Ferry d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'à Rombly. Les affiches seront visibles et lisibles des voies publiques, et seront conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel en date du 9 septembre 2021.

L'avis d'enquête sera par ailleurs mis en ligne sur le site internet de la CA2BM (rubrique mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>) ainsi que sur le site internet de la commune d'Etaples-sur-Mer.

Article 3 – Nom et qualités du commissaire enquêteur : Monsieur Claude MONTRAISSIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Article 4 – Identité de la personne responsable du projet : Des informations pourront être demandées au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois situé à l'adresse suivante : A l'attention de Bruno Cousein, 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ou par téléphone au 03.21.06.66.66.

Article 5 – Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale : Le dossier a été soumis au cas par cas auprès de l'autorité environnementale.

Article 6 – Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement : Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis de non soumission à évaluation environnementale).

Article 7 – Consultation du dossier d'enquête publique et observations : Le public pourra consulter le dossier d'enquête et consigner ses observations, propositions sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du 28 février 2022 14h00 au 1^{er} avril 2022 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle – 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication du présent arrêté.

Le public pourra également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr du lundi 28 février 2022 14h00 au vendredi 1^{er} avril 2022 inclus.

Les observations pourront également être adressées par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur). Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Article 8 – Permanences du commissaire enquêteur : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie d'Etaples-sur-Mer pour recevoir ses observations écrites ou orales, les jours suivants :

- **Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 9 mars de 14h30 à 17h30**
- **Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00**
- **Vendredi 1^{er} avril 2022 de 14h00 à 17h00**

Article 9 – Suites de l'enquête publique : A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Article 10 – Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 11 – Exécution du présent arrêté : Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le commissaire enquêteur,
- Monsieur le maire d'Etaples-sur-Mer,
- Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-Mer,
- Et sera publié au recueil des actes administratifs de la communauté d'agglomération.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 02/02/2022

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20220202-2022-5-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/02/2022

ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 19/11/2021
Tarif 2022 : 0,226€ HT/caractère

Le Réveil Les Échos Montreuil

**Tarifs forfaitaires HT
pour les constitutions des sociétés**

- SA : 387 euros
- SAS : 193 euros
- SASU : 138 euros
- SNC : 214 euros
- SARL : 144 euros
- SARLU - EURL : 121 euros
- Société civile (excepté SCI) : 216 euros
- SCI : 185 euros

Constitution de GAEC :

tarification au caractère

**Autres tarifs forfaitaires
(sociétés commerciales)**

- dissolution : 149€ HT
- clôture de liquidation : 108€ HT
Procédures collectives
- jugement d'ouverture : 64€ HT
- jugement de clôture : 35€ HT

1524906200

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN
MONTREUILLOIS****AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE****Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune
d'Etaples-sur-Mer**

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-5 en date du 2 février 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1er avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRAISIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle - 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1er avril 2021 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Etaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

- Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
- Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00
- Vendredi 1er avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

1524963000

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte ssp en date du 28/01/2022, à HERMIES, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Exploitation agricole à responsabilité limitée; Dénomination : EARL DE LA MALTERIE ; Siège social : HERMIES (62147), 3 Rue des Prêtres ; Objet : Exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L 311-1 du Code Rural ; Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ; Capital : 10000 EUROS ; Gérance : Madame Martine VARRET-GORQUET, demeurant à HERMIES (62147), 3 Rue des Prêtres, pour une durée indéterminée ; Monsieur Christophe VARRET, demeurant à TILLOY-LEZ-CAMBRAI (59554), 27 Rue de la Tour - Résidence Le Manoir, pour une durée indéterminée. Les statuts contiennent les clauses d'agrément de cession des parts. La société sera immatriculée au RCS d'ARRAS. Pour avis, la gérance.

1524906200

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21.01.2022, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Boulogne-sur-Mer le 01.02.2022, Dossier 2022 00003839 sous la référence 6204P04 2022A00158 :

La SAS OPALE ARTOIS, au capital de 204 000 euros, Immatriculée au RCS de Boulogne-sur-Mer n°521 404 806, Dont le siège est Chemin Département 129 - 62870 Campagne-lès-Hesdin ;

A vendu à :
La SARL CINQ GE, au capital de 90 000 euros, Société immatriculée au RCS de Lille Métropole n°308 973 825, Dont le siège est 62 rue du Grand Perne au Vieux Soldat - 59560 COMINES ;

La branche de son activité portant sur l'achat, la transformation, le conditionnement et la vente de produits agricoles crus sous vide, qu'il possède et exploite sous le nom Opale Artois à CAMPAGNE-LES-HESDIN (62870) - Chemin Département 129, moyennant le prix de 192 000 euros.

L'entrée en jouissance a été fixée au 01/02/2022.

Les oppositions à paiement seront reçues sous 10 jours à l'adresse du fonds cédé pour la validité, et pour la correspondance chez Maître Julien FRANÇOIS, 22 avenue du Peuple Belge 59800 LILLE.

1524918200

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21.01.2022, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Boulogne-sur-Mer le 25.01.2022, Dossier 2022 00002947 sous la référence 6204P04 2022A00119 :

La SARL OPALE AGRI DISTRIBUTION, au capital de 21 000 euros, Immatriculée au RCS de Boulogne-sur-Mer n°753 601 087, Dont le siège est Chemin Département 129 - 62870 Campagne-lès-Hesdin ;

A vendu à :
La SARL CINQ GE, au capital de 90 000 euros, Société immatriculée au RCS de Lille Métropole n°308 973 825, Dont le siège est 62 rue du Grand Perne au Vieux Soldat - 59560 COMINES ;

le fonds de commerce de produits agricoles transformés ou non, qu'il possède et exploite sous le nom Opale Agri Distribution à CAMPAGNE-LES-HESDIN (62870) - Chemin Département 129, moyennant le prix de 143 000 euros.

L'entrée en jouissance a été fixée au 01/02/2022. Les oppositions à paiement seront reçues sous 10 jours à l'adresse du fonds cédé pour la validité, et pour la correspondance chez Maître Julien FRANÇOIS, 22 avenue du Peuple Belge 59800 LILLE.

1524920000

**AVIS DE MODIFICATION
DE LA GÉRANCE**

S.C.E.A. DE LONGATTE Société Civile d'Exploitation Agricole au capital social de 250800,00 euros. Siège social : 4, rue de Péronne 62450 LE TRANSLOY SIREN 397 793 761 RCS ARRAS. Aux termes d'une décision en date du 29/12/2021, Monsieur SY Christian a démissionné de ses fonctions de gérant, à compter du 31/12/2021. Le dépôt légal sera effectué au RCS d'ARRAS. Le représentant légal

1524972800

HELIX

SAS au capital de 1 000 euros

Siège social : 75 RUE MICHEL

MALINGRE

62600 BERCK

823 364 765 RCS

BOULOGNE-SUR-MER

Transfert de siège

Aux termes de l'AGE du 14/12/2021, il a été décidé de transférer le siège social au 3 RUE DES LIGNES 59100 ROUBAIX à compter du 14/12/2021. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Radiation au RCS de BOULOGNE-SUR-MER.

1525086900

Constitution

Aux termes d'un acte SSP en date du 01/07/2021, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination Sociale : CHEZ AMARI

Forme : SASU

Capital social : 5 000 Euros

Siège social : 35 boulevard Clocheville 62200 Boulogne sur mer

Objet social : Restauration, pizzeria, sandwicherie, vente à emporter

Président : M. Amari HOUCINE domicilié 10 rue Henri Fabre, appt 174 - 62200 Boulogne sur Mer

Clause d'agrément : Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la société au RCS.

Clause d'admission : Tout actionnaire peut participer aux assemblées sur justification de son identité ; chaque action donne droit à une voix.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BOULOGNE SUR MER

1525005200

ANNONCES

ANIMAUX

■ VDS MANDARIN diamant, mâle avec cage ronde, 20 euros. Donne graines. Et 2 CANARIS, 1 mâle jaune et une femelle mosaïque, 30 euros les 2.
Tél : 06 24 85 11 51.

1524734800

■ A réserver chiots Berger Allemand inscrits LOF, 7 mâles et 2 femelles, nés le 7/12/2021. Mère : 250268732564966, Siret : 88924967800018. Disponible à partir du 07/04/2022. Tél. 06 03 61 40 77.

1524848900

AUTOMOBILE

AUTOMOBILE

■ ACHETE CASH et au meilleur prix, tous type de véhicules. Camping-car, utilitaire, 4 x 4, voiture sans permis, cabriolet, caravanes, camionnette-magasin, dépanneuse et mini pelle. A partir de l'année 2000 avec ou sans CT. Etat indifférent.
Tél : 06 59 50 45 26.

1524621500

BONNES AFFAIRES

ACHATS DIVERS



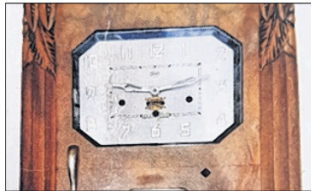
■ Collectionneur passionné achète uniformes allemand - américain etc... casques, dagues et épées de parades 39/45 même abîmés.
M. Desbrière 07 84 66 07 26.

1524237400



■ Achète chaises de café années 60, vieux comptoir, vieux vins, bouteilles de couleur siphon, plaques pub. émaillées ou enseignes bois et tous vieux jeu de café.
F. Maison 06 05 01 81 20.

1524237700



■ Achète carillons des années 50/60 de marque ODO, Westminster, même hors d'usage, à partir de 300€, paie comptant. Je me déplace.
M. Marteau 06 68 86 07 36.

1524238700



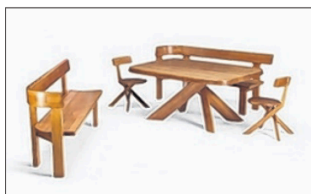
■ Achète violons, violoncelles, contrebasses même sans cordes ou mauvais état, saxophones SELMER tous modèles (1 000€ et +) même incomplet ou à réparer.
M. Fernand 06 61 09 30 47.

1524239000



■ Recherche ancien carillon mural de marque ODO WESTMINSTER, même en mauvais état.
Tél. 06 95 60 34 70.

1524812700



■ Achète mobilier des années 70-80 en bois d'Orme, table, chaise, fauteuil, tabouret, banc, banquette, bahut, étagère. Même en mauvais état. Tél. 06 95 60 34 70.

1524812900



■ Recherche mobiliers et objets de décoration achetés chez "Votre Maison" ou "Galerie St-Thérèse" à Lille dans les années 50 à 80.
Tél. 06 95 60 34 70.

1524813100



■ Rachète carillons toutes marques, même cassés, marque Westminster, Odo, jusqu'à 250€. Me déplace. Pers. sérieuse. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1525041500



■ Collectionneur rachète carillon Westminster ODO Vedette, toutes marques, même cassé. Personne sérieuse. Me déplace. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1525059400

Avis de décès

ARRAS

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

Monsieur Alain STIENNE

survenu le 7 février 2022 dans sa 57^e année.

La cérémonie religieuse de funérailles sera célébrée le vendredi 11 février 2022 à 14 h 30 en l'église Saint Christophe d'Achicourt où l'on se réunira à 14 h 15, suivie de l'inhumation au cimetière d'Arras.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de :

Bruno et Jocelyne STIENNE-LEFEBVRE,
Jacques et Claudine STIENNE-MATHON,
ses frères et belles-sœurs
Ses neveux, nièces, et filleuls,
Et toute la famille.

Pas de plaques s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses funérailles, Monsieur STIENNE repose au funérarium Allais 111 bis, route de Bucquoy à Achicourt où la famille recevra les mercredi 9 et jeudi 10 février de 17 heures à 19 heures.

Faire-part consultable sur www.pompes-funebres-allais.fr d'où vous pouvez transmettre vos condoléances.

Pompes Funèbres ALLAIS
111bis, route de Bucquoy
62217 ACHICOURT ☎03.21.24.04.22

RAIMBEAUCOURT

C'est avec peine que nous vous annonçons le décès de

Monsieur Michel DUFORET

survenu à Dechy, le 8 février 2022, à l'âge de 72 ans.

Un recueillement aura lieu le lundi 14 février 2022 au crématorium de Roost-Warendin, dans le respect des mesures sanitaires en vigueur. Réunion à 9 h 50.

De la part de
Ingrid DUFORET-WEIPERT, son épouse
Christophe et Séverine DUFORET-HUYGHE,
Laura DUFORET et Nicolas PLOUVIEZ,
ses enfants
Liam, Hugo, ses petits-fils

Les familles DUFORET et WEIPERT.

Merci de n'offrir ni plaques, ni fleurs artificielles.

Dans l'attente de ses funérailles, Monsieur DUFORET repose à la chambre funéraire de Raimbeaucourt, 130 rue Henri Lenne, où la famille recevra les visites de 15 à 17 heures.
Un livre de condoléances sera ouvert de 10 à 18 heures.

Pompes Funèbres DAQUET (AUBYGEOISES)
14, rue Jean Moulin - 59286 ROOST-WARENDIN
☎03.27.90.77.93

SAINS-EN-GOHELLE

Vous êtes priés d'assister aux funérailles religieuses de

Madame Reine LELEU

née DUGAS

décédée à Sains-en-Gohelle le 7 février 2022 à l'âge de 93 ans.

Ses funérailles religieuses seront célébrées le jeudi 10 février 2022 à 10 heures en l'église Saint-Vaast de Sains-en-Gohelle, suivies de l'inhumation au cimetière centre dans le caveau de famille.

Réunion à 9 h 30 en l'église.
L'offrande tiendra lieu de condoléances.

De la part de :

Monsieur LELEU Claude, son époux

Toute la famille.

Dans l'attente de ses funérailles, Madame Reine LELEU repose au salon funéraire des Pompes Funèbres THOREL, 126 rue Lamartine à Mazingarbe.

Les salons sont ouverts de 10 heures à 19 heures.
La famille recevra de 14 h 30 à 16 heures.

PF Michel THOREL - SAINS-EN-GOHELLE ☎
03.21.29.12.63

Remerciements

MINGOVAL

Très touchés des nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Monsieur Gérard QUESTE

Madame Anne-Marie QUESTE-DELCOURT, son épouse
Claudine et Denis SEPTIER-QUESTE,
Elise,
Thérèse et Jean-Marc RISBOURG-QUESTE,
Céline et David DESPLANQUE-QUESTE,
Antoine, Nicolas, Amandine, Thomas,
ses enfants et petits-enfants
Toute la famille,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Pompes Funèbres Jonathan DIEVAL
62127 TINCQUES - Hab. n°2019-62-0209 ☎06.33.69.29.22

ANNONCES ADMINISTRATIVES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Enquêtes publiques et concertations

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-5 en date du 2 février 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1er avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRAISSIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle - 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1er avril 2021 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Etaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

- Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
- Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00
- Vendredi 1er avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

ANNONCES LEGALES ET JUDICIAIRES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Vie juridique des sociétés

Modifications/Fusions/Absorptions

KIM THYLER

Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros, Siège social : 75, rue du Général de Gaulle, 62270 FREVENT, 902 777 283 RCS ARRAS. Aux termes d'une décision du Président en date du 1/12/2021, il résulte que Madame Angélique QUENNEHEN, demeurant 75 Rue du Général de Gaulle, 62270 FREVENT, a été nommée en qualité de Directeur Général. POUR AVIS. Le Président.

1525028700

LA VOIX DU NORD

CHER ABONNÉ

Vous avez une question concernant votre abonnement ?

Contactez votre Service Clients

Par téléphone
en appelant le

03 66 880 200
Appel non surtaxé

Libra MEMORIA

Retrouvez
l'ensemble de nos avis de décès
sur notre site libramemoria.com

Libra MEMORIA

Remerciez

toutes les personnes
qui ont témoigné
leur émotion à l'annonce
du décès d'un proche

Pour publier un avis,
contactez votre
conseiller funéraire
ou rendez-vous sur
libramemoria.com

ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 19/11/2021
Tarif 2022 : 0,226€ HT/caractère

Le Réveil Les Échos Montreuil

Tarifs forfaitaires HT pour les constitutions des sociétés

- SA : 387 euros
- SAS : 193 euros
- SASU : 138 euros
- SNC : 214 euros
- SARL : 144 euros
- SARLU - EURL : 121 euros
- Société civile (excepté SCI) : 216 euros
- SCI : 185 euros

Constitution de GAEC :

- tarification au caractère
- Autres tarifs forfaitaires (sociétés commerciales)**
- dissolution : 149€ HT
- clôture de liquidation : 108€ HT
- Procédures collectives**
- jugement d'ouverture : 64€ HT
- jugement de clôture : 35€ HT

0209083840

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-5 en date du 2 février 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1er avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRAISSIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle - 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1er avril 2021 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Etaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

- Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
- Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00
- Vendredi 1er avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

1525376100

AVIS DE MODIFICATION

E.A.R.L. DES CHEVECHES

Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée - Société civile - au capital social de 160 000,00 euros - Siège social : 36, rue de Willerval - 62580 ARLEUX EN GOHELLE - SIREN 811 135 839 RCS ARRAS - Aux termes d'une décision du 14/12/2021, il a été constaté et accepté la cessation des fonctions de gérant de Monsieur DELMOTTE Benoît à compter du 21/08/2020, suite à son décès. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce d'ARRAS. Le représentant légal

1525504100

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 15/02/2022 à CALONNE SUR LA LYS, il a été constitué pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S. d'ARRAS une société à responsabilité limitée dénommée « NPCS », au capital de 3 000,00 euros composée d'apports en numéraire. Le siège social est situé à CALONNE SUR LA LYS (62350), 96 rue des prés de Mincques, ayant pour objet : pose de plafonds, cloison et plaque de plâtre, notamment isolation thermique et acoustique, pose de sols techniques, pose de carrelage et peinture, conseils, études, réalisation et suivi de travaux. Monsieur Sébastien CAMPORELLI, demeurant à CALONNE SUR LA LYS (62350), 96 rue des prés de Mincques a été nommé gérant pour une durée indéterminée. Les cessions de parts sociales sont soumises à agrément.

Pour avis, la gérance.
1525526000

SASU MEECA au capital de 100 euros - Siège social : 11 RUE DE LA FOSSE BOURGUIGNOISE - 62170 NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL - RCS Boulogne B 822 379 822 Par décision du 17/05/2021, il a été décidé de transférer le siège social à compter de la même date au 1 avenue St Exupéry 62600 BERCK. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au RCS de Boulogne-sur-Mer.

Pour avis, le Président.
1525540800

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15.02.2022, enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Boulogne-sur-Mer le 17.02.2022, Dossier 2022 00006131 sous la référence 6204P04 2022A00266 :

Madame Martine, Julienne, Jeanne MANIEZ née DECROIX, immatriculée au RCS de Boulogne sur Mer n°437 561 483, domiciliée 2 route de Montreuil - 62990 MARESQUEL-ECQUEMICOULT ;

A vendu à : La SNC BREYNE LES TILLEULS, au capital de 1000 euros Société immatriculée au RCS de Lille Métropole sous le n° 907 642 193, dont le siège est 20 rue Bayart - 59280 ARMENTIERES ;

Le fonds de commerce de débit de boissons, licence IV, presse et débit de tabac exploité sous le nom LES TILLEULS au 2 route de Montreuil - 62990 MARESQUEL-ECQUEMICOULT

L'entrée en jouissance a été fixée au 15/02/2022.

Les oppositions à paiement seront reçues sous 10 jours à l'adresse du fonds cédé pour la validité, et pour la correspondance chez Maître Julien FRANÇOIS, 22 avenue du Peuple Belge 59800 LILLE.

Suite à cette cession, les associés de la SNC BREYNE LES TILLEULS ont décidé le 10.02.2022 du transfert du siège social de la société au 2 route de Montreuil - 62990 MARESQUEL-ECQUEMICOULT à effet du 15.02.2022.

1525498000

CAMPING DES TROLLS

Société par Actions simplifiées au capital de 7500 euros
Siège social : Hameau de Ledquent 62250 MARQUISE
RCS Boulogne Sur Mer 881 898 092
Par décision de l'AGE du 25/02/2022, il a été décidé de ne pas dissoudre la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social. Mention au RCS de Boulogne Sur Mer.

1525615000

Le Journal de
Montreuil
lejournalde**montreuil**.fr

du Touquet
Les Échos
le**eschos**du**touquet**.fr

de Berck
Le Réveil
lereveil**deberck**.fr

Le Journal de
Montreuil Les Échos du Touquet
de Berck
Le Réveil

Habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour tout le département du Pas-de-Calais

Paraissent le mercredi - Dépôt légal à parution
Actionnaire principal : Groupe Rossel - La Voix SA
Le Journal de Montreuil créé en 1831
CPPAP 1225 C 89216
Le Réveil de Berck créé en 1880
CPPAP 1225 C 89217
Les Echos du Touquet créé en 1957
CPPAP 0922 C 79931
Edités par la Société Nouvelle Nord Littoral S.A. au capital de 193.936 euros



Président
Marian Bonieux

Directeur général et directeur de la publication
Éric Lepers

Rédacteur en chef
Frédéric Petronio

Rédaction
redaction@leeschosdutouquet.fr
courrier@lereveildeberck.fr

Publicité
dparisi@lavenirdelartois.fr
03.21.01.66.00

Publicité extra-locale
PHR Nord - GIE F.N.H.
03.21.01.66.00 - 07.82.45.21.68
sbasset@presseflamande.fr

Annonces légales - Nécrologie
Sylvie Montuy - 06.13.98.48.90
sylvie.montuy@nordlittoral.fr
entrepreneurs.legales.info

Petites annonces
11, rue Simoneau
62202 Boulogne-sur-Mer Cedex
Tél. 03.21.87.88.87 - Fax. 03.21.87.82.97

Abonnement - Service clients
03.66.89.04.14
Groupe Nord Littoral
CS 10549 - 59023 Lille Cedex
serviceclientshebdo@nordlittoral.fr

Imprimerie
Presse Flamande, 5, rue du Milieu
B.P. 139 - Hazebrouck cedex - 59523

Pour l'impression de ses journaux le groupe Rossel
La Voix opte pour des matériaux respectueux de l'environnement et une gestion durable de ses déchets. Il est engagé avec CITEO pour le recyclage du papier.
Provenance du papier : France.
Taux moyen de fibres recyclées autour de 80%.
La fabrication de ce journal a généré l'émission de 81g de CO2 par exemplaire.
Tous les papiers utilisés sont certifiés PEFC (fibres issues de forêts gérées durablement).
Ce journal peut être recyclé : pensez au tri.

PEFC PEFC/07-32-375

ANNONCES

AGRICULTURE

PRODUIT AGRICOLE

■ **VDS POUSSINS**, volailles démaillées, poules pondeuses, poulets et pintades. Ferme avicole de la source riant à Villers L'Hopital. Livraison possible. Siret : 52235344000038. Tél : 03 21 41 16 05.

1525473000

ANIMAUX

■ **VDS 4 CHIOTS LABRADOR** chocolats lotifs n° 25026960851993, n° de portée lof 2022 004 148-2022-1, nés le 16 janvier 2022. Disponible marmars. Super chasseurs. Vaccinés, tatoués.
Tél : 06 34 27 16 98.

1525458300

AUTOMOBILE

AUTOMOBILE

■ **62 vds Citroën Xantia** diesel, 1,9 l pour pièces. Bon état.
Tél. 06 75 96 73 22.

1525662400

■ **Vends FIAT 600**, année 2006, 58.000 kms certifiés, excellent état, C.T. ok, pneus neufs, 2.800 euros. Tél. 06.07.29.76.42.

1525664200

MOTO 2 ROUES

■ **VDS MOTO KAWASAKI 750 H2**, 1972, 2 temps, 3 cyl. cause décès, peur roulé. TBE. Prix : 7800 euros. Tél : 07 86 79 47 96.

1525473900

BONNES AFFAIRES

ACHATS DIVERS



■ **Rachète carillons toutes marques**, même cassés, marque Westminster, Odo, jusqu'à 400€. Me déplace. Pers. sérieuse. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1525247400



■ **Collectionneur rachète carillon** Westminster ODO Vedette, toutes marques, même cassé. Personne sérieuse. Me déplace. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1525282600

■ **Collectionneur RECHERCHE VIEUX INSTRUMENTS DE MUSIQUE**, violon, violoncelle, tableau garniture, objet rare, etc...
Tél : 06 26 47 65 69.

1525379900



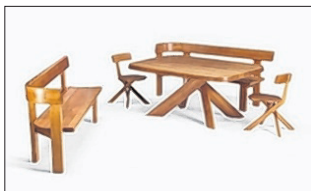
■ **Recherche ancien saxophone SELMER**, clarinette, ancien violon, violoncelle. Tél. 06 95 60 34 70.

1525459200



■ **Recherche ancien carillon mural** de marque ODO WESTMINSTER, même en mauvais état.
Tél. 06 95 60 34 70.

1525462000



■ **Achète mobilier des années 70-80** en bois d'Orme, table, chaise, fauteuil, tabouret, banc, banquette, bahut, étagère. Même en mauvais état. Tél. 06 95 60 34 70.

1525462700



■ **Recherche mobiliers et objets de décoration** achetés chez "Votre Maison" ou "Galerie St-Thérèse" à Lille dans les années 50 à 80.
Tél. 06 95 60 34 70.

1525463000

ELECTROMENAGER



■ **Cause déménagement, vds frigo américain** : 500€ à débattre.
Tél. 06 58 29 62 84.

1525645800

VENTES DIVERSES

■ **Vds matelas et sommiers** neufs encore emballés 140 x 190. Prix : 250€. Livraison possible.
Tél. 07 56 84 58 09.

1525282800



■ **Vds insert + 6 à 7 stères de bois** : 200€. Tél. 06 58 29 62 84.

1525432000

■ **Vds 1 lot pour ébéniste ou menuisier**. 1 lot peinture spéciale ferronnerie ou bateau. 1 lot électricien, 1 lot plomberie, 1 lot rayonnage, long. 1,20m, larg. 0,80m, h. 1,50m. Outillage divers. Tél. 06 58 29 62 84.

1525432500

ANNONCES MARCHES PUBLICS

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Marchés publics de fournitures et services

Procédures adaptées de + 90 000 euros



VILLE DE
SAINT-OMER

Avis d'appel public à concurrence

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE SAINT-OMER

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : MAIRIE DE SAINT-OMER.
Correspondant : Madame Lynda CAVELART, 16 RUE DU
SAINT-SEULORE 59500 SAINT-OMER - Tél : 0321864099, Fax : 0321087894.
Courriel : lynda.cavelart@ville-saint-omer.fr. Adresse Internet du pouvoir adjudicateur :
http://www.ville-saint-omer.fr. Adresse Internet du profil d'acheteur : https://www.profilacheteur.fr/44319734.
Objet du marché
ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE SAINT-OMER.
Classification C.P.V.
Objet Principal : 7311000-4
Une visite technique est obligatoire pour répondre au marché. Les informations concernant
cette visite sont reprises au cahier des charges.
Accord cadre
Présentation des lots
Possibilité de présenter une offre pour : l'ensemble des lots.
- Lot 1 - QUARTIER SAINT EUPHYRE
- Lot 2 - QUARTIER GARE
- Lot 3 - ESPACES VERTS MUNICIPAUX DIVERS
- Lot 4 - RESIDENCES
- Lot 5 - QUARTIER LAZARNEC ET BOULEVARD GUILLAIN
Durée du marché : 24 mois à compter de la notification du marché.
Critères d'attribution
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants ci-
dessous avec leur pondération :
- 60 % critère technique
- 40 % critère prix
Type de procédure
Accord cadre ouvert.
Date limite de réception des offres : 15 mars 2022 à 11 heures. Délai minimum de validité
des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.
Moyens de référence attribués au marché par le pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice :
2022/15-16
Date d'envoi du présent avis : 24 février 2022

ANNONCES ADMINISTRATIVES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Enquêtes publiques et concertations

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSES, DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'EXTENSION DE LA MAIRIE
D'AUCHY-LES-MINES

AVIS D'ENQUÊTES CONJOINTES

Le public est prévenu qu'en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et en exécution d'un arrêté préfectoral daté du 2 février 2022, le projet d'extension de la mairie d'Auchy-les-Mines, sera soumis à deux enquêtes menées conjointement en cette même mairie et pendant 16 jours consécutifs, du lundi 24 février 2022 au vendredi 11 mars 2022 inclus. L'une sera préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet et l'autre sera une enquête préalable, destinée à déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise de ce projet, dont l'acquisition serait nécessaire à sa réalisation et à identifier avec exactitude leurs propriétaires.

Monsieur René BOULE, retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, le Président du Tribunal Administratif de Lille ou le conseiller désigné par ses soins, ordonnera l'interruption de l'enquête, désignera un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Le public sera informé des décisions.

Pendant la durée des enquêtes, les intéressés pourront prendre connaissance des dossiers d'enquêtes, comprenant les pièces relatives au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, en mairie d'Auchy-les-Mines, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Ils pourront aussi consulter leurs observations sur les registres qui y seront ouverts à cet effet, soit les adresser par écrit au commissaire enquêteur en mairie d'Auchy-les-Mines. Concernant l'enquête préalable, les observations sur les limites des biens à exproprier pourront également être envoyées par courrier au maire d'Auchy-les-Mines.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, en mairie d'Auchy-les-Mines, pour recevoir ses observations sur l'utilité publique de l'opération :

- le jeudi 24 février 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le samedi 5 mars 2022 de 9h00 à 12h00 ;
- le vendredi 11 mars 2022, de 14h00 à 17h00.

Compte tenu du contexte sanitaire, le port du masque et le respect des gestes barrières sont exigés sur le lieu de permanence et de consultation des dossiers. Il est également conseillé de se munir d'un stylo pour porter les observations et propositions sur les registres.

À l'issue des enquêtes, le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour rendre son rapport relatif au déroulement de l'enquête préalable à la DUP du projet et énoncer ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération projetée ainsi que son processus de l'opération d'enquête préalable accompagnée de son avis sur l'emprise des ouvrages projetés.

Une copie de ces documents sera déposée en mairie d'Auchy-les-Mines et en préfecture du Pas-de-Calais (DCCPAT/BIUCPE/SUP) pour y être tenue à la disposition du public.

Toutes personnes physiques ou morales intéressées pourront en demander communication en s'adressant au Préfet du Pas-de-Calais (DCCPAT/BIUCPE/SUP).

191266900

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU PAS-DE-CALAIS

POLE AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
PROJET OPERATION GRAND SITE DE FRANCE

Projet de fermeture et mise en sécurité du secteur du Rétour
au niveau du cras de Quette
présenté par le Conseil départemental du Pas-de-Calais

AVIS DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Conformément aux articles L123-2 et R123-19-1 du Code de l'Environnement et au L121-24 du Code de l'Urbanisme, il sera procédé à une mise à disposition du public du dossier concernant le projet de sécurisation du bord de falaise au cras de Quette sur la Grise-Mez. La Mairie d'Overcée de ce projet est portée par le Conseil départemental du Pas-de-Calais - Pôle Aménagement et Développement territorial - Direction Opération Grand Site de France - ferme d'Harrologues 62179 AUDINGHEM - 03.21.99.05.70.

Le dossier sera mis à disposition du public à la mairie d'Audinghem - 42 Place du Commerce - 62179 Audinghem - 03.21.99.05.70.

Les observations pourront en prendre connaissance du 14 mars au 30 mars 2022 inclus aux jours et heures suivants :

MAIRIE D'AUDINGHEM
Le mardi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
Le mercredi de 10h00 à 12h00
Le jeudi de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
Le vendredi de 10h00 à 12h00

Les observations pourront être déposées sur le registre prévu à cet effet ou être adressées par écrit au Maire d'Overcée en mairie d'Audinghem qui les adressera au registre.

À l'expiration du délai de mise à disposition du public, un bilan sera dressé par la Mairie d'Overcée et l'archivé. La décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution sera mise en ligne sur le site internet : www.cadp-nord-pas-de-calais.fr et consultable en mairie.

191266900

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES DEUX BAIES EN MONTEUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer

Objet de l'enquête
Par arrêté n°2022-5 en date du 2 février 2022, Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer du lundi 22 février 2022 (14h00) au vendredi 11 mars 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.
Nom et qualité du commissaire enquêteur
Monsieur Claude MONTAUDOU, retraité du Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.
Consultation du dossier d'enquête publique
Pendant la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à remplir sera mis à disposition du public à la mairie d'Étaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<http://www.ca2bm.fr>).

Un poste d'information sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie d'Étaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Pendant la durée de l'enquête, une information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Étaples-sur-Mer, Place du Général de Gaulle - 62330 Étaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.82.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toutes personnes, sur sa demande adressée à la mairie d'Étaples-sur-Mer et au siège de l'APCA et à ses fins, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions
Le public pourra déposer ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1er avril 2022 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Étaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;

- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/le-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-crise-a-disposition-du-public ;

Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <http://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours> ;

- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur@ca2bm.fr ;

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Étaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

o Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
o Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
o Mardi 22 mars de 9h00 à 12h00
o Vendredi 1er avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie ou registre et mis en ligne après validation du commissaire enquêteur).

Le public est averti que les observations et propositions inscrites sur ces registres seront reportées sur le site de la CA2BM. L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consultation des observations.

Suivie de l'enquête publique
À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établit un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions reçues. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables ou réservées ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est citoyen de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

191266900

Avis administratif

SYNDICAT MIXTE DE L'AÉROPORT DE LILLE MÉTROPOLÉ

La réunion publique du Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Aéroport de Lille Métropole (SMALIM) se tiendra au Siège de Région (151 Avenue du président Hoover à LILLE) le 10 mars 2022 à 10h. Pour tout renseignement : 03.74.27.87.93

191266900

ENTREPRISES,
PUBLIEZ VOTRE ANNONCE
LÉGALE SOUS 48H
DANS UN SUPPORT HABITÉ.

Publication du lundi au samedi

LA VOIX
DU NORD

Yvelin
départements 59-62

Nord
éclair

Nord
Littoral

Yvelin
départements 59-62



SÉCURITÉ

Nous vous garantissons le respect
de vos obligations légales.

SUR-MESURE

Nous nous adaptons à votre besoin de diffusion,
locale ou régionale, selon vos objectifs.

SIMPLICITÉ

Envoyez vos demandes d'insertion
- par mail : annonces@lavoixnordpublicite.fr
- par fax : 0 820 00 62 59
Réception des éléments : J-5 avant 12h

LA VOIX
DU NORD

LA VOIX
DU NORD

Nord
éclair

Nord
Littoral

Montreuil-sur-Mer, le 4 avril 2022

Certificat d'affichage

Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Etaples-sur-Mer

Le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois,

Certifie avoir :

- fait afficher l'arrêté n°2022-5 du 2 février 2022 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du 9 février 2022 au 3 avril 2022 inclus **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés** ;
- fait afficher l'avis d'enquête publique au siège de l'agglomération du 9 février 2022 au 3 avril 2022 inclus en complément des affichages réalisés en Mairie d'Etaples-sur-Mer, à l'Office du Tourisme d'Etaples-sur-Mer, au niveau de l'école Jules Ferry d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'à Rombly ;
- fait paraître l'avis d'enquête publique dans deux journaux départementaux le mercredi 9 février 2022, soit au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique, et le mercredi 2 mars 2022, soit dans les huit premiers jours de l'enquête ;
- fait paraître l'avis d'enquête publique sur le site internet de la CA2BM à partir du mercredi 9 février 2022 en complément de la parution réalisée sur le site internet de la commune d'Etaples-sur-Mer au moins quinze jours avant le début de l'enquête ;
- publié sur le site internet de la CA2BM les informations relatives à l'enquête publique.

Pour faire valoir ce que de droit.



Bruno COUSEIN

Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

Etaples-sur-Mer, le 4 AVRIL 2022

Mairie d'Etaples-sur-mer
Place du Général de Gaulle
62630 Etaples-sur-mer

Certificat d'affichage et de publicité légale

Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Etaples-sur-Mer

☎ 03 21 89 62 62
✉ contact@etaples-sur-mer.net
🌐 www.etaples-sur-mer.fr

Philippe FAIT, Maire de la commune d'Etaples-sur-mer,

Certifie avoir :

- fait afficher l'arrêté n°2022-5 du 2 février 2022 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer sur la période du 28/02/2022 à 14h au 01/04/2022 à 16h30. Cet affichage a été assuré du 14 FEVRIER 2022 AU 1^{ER} AVRIL INCLUS **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés ;**
- fait afficher l'avis d'enquête publique en Mairie d'Etaples-sur-Mer, à l'Office du Tourisme d'Etaples-sur-Mer, au niveau de l'école Jules Ferry d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'à Rombly 14 FEVRIER 2022 AU 1^{ER} AVRIL INCLUS;
- publié sur le site Internet communal les informations relatives à l'enquête publique, à compter du et durant toute l'enquête, en les gardant en en-tête des actualités communales (cf. PJ).

Fait Pour valoir ce que de droit.

Fait à Etaples-sur-mer,

Le Maire,

Philippe FAIT

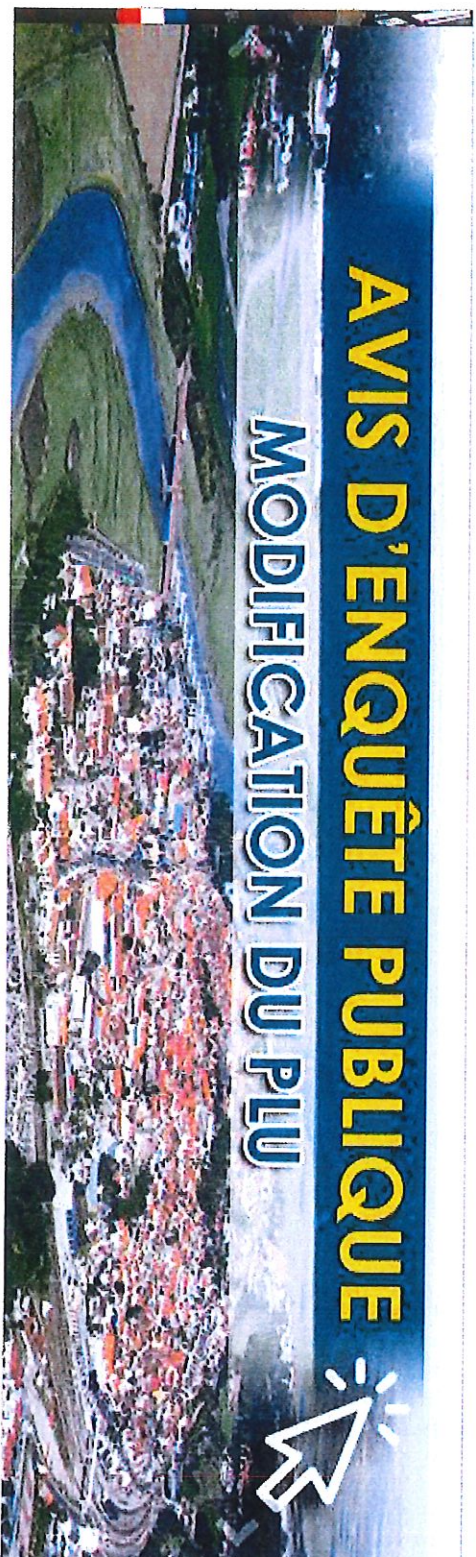
Conseiller départemental du Pas-de-Calais

PJ : impressions d'écran du site internet Ville d'Etaples des 10/02, 18/02, 02/03, 16/03 et 30/03.

ALA UNE

Fiche 18.03.2022

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE MODIFICATION DU PLU



Actualités



FESTIVAL DE MAGIE EST LANCÉ !

samedi 12 février, la salle de la
derrière d'Etaples-sur-mer accueille

Floupée de magiciens sur scène



À LA RENCONTRE DU CENTRE

AÉRÉ DE ROMBLY ET LA
LUDOTHÈQUE

Ce Mercredi 9 Février 2022, M. le



INFORMATION / REPAS DES AÎNÉS

Les traditionnels repas des vœux de
la Municipauté aux aînés étaplois,

initialement prévus en janvier, auront



FÊTE

« D »
À l'

ville

ACCÈS DIRECT



Agenda 52

ESC

Escale



Service-Public.fr



État-Civil.fr
Carte d'ID



Marchés Publics



Délibér



Boîte à idées



News

LES SITES DE LA VILLE



Office de tourisme



Musée



Port de Plaisance

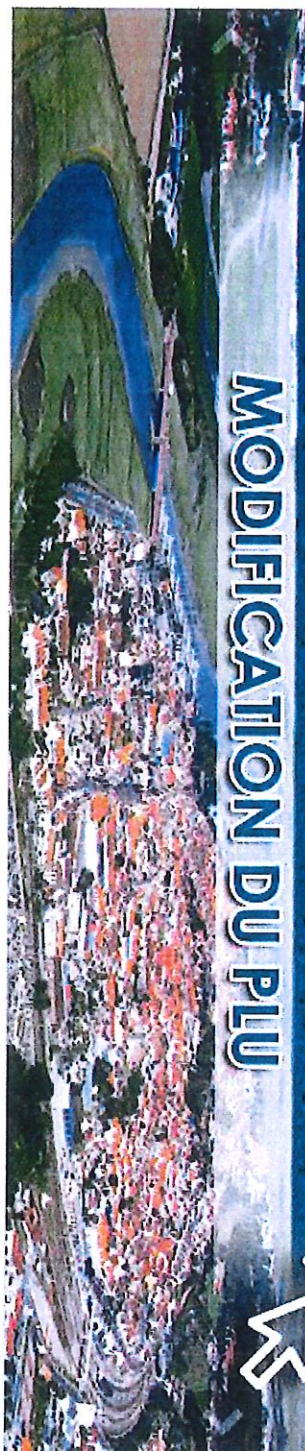


Centre N

Fiducia 16.03.2022 -

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATION DU PLU



Actualités

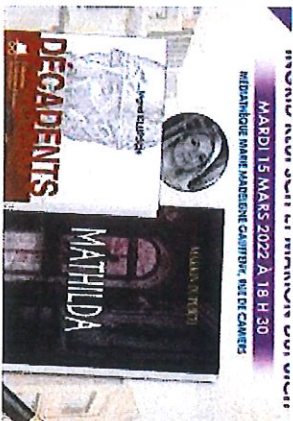


NETTOYAGE DES BORDS DE

CANCHE

Ce lundi 14 mars au matin le service Propreté de la commune d'Etaples-sur-mer a pris en charge le nettoyage des prés salés au pied de la digue Billiet où une

[Lire la suite](#)



CAFÉ LITTÉRAIRE « L'ÉCRITURE AU

FEMININ »

Ce mardi 15 mars venez à la rencontre de deux romancières de la Côte d'Opale, Ingrid KLUPSCH et Marion DUPUICH. Elles vous attendront dès 18h30 à la médiathèque Marie Madeleine

[Lire la suite](#)



PROJET SOLIDAIRE DU LYCÉE

SAINT JOSEPH

Ce vendredi 4 mars, les classes de terminales gestion administration, métier du commerce et de la vente du lycée professionnel Saint Joseph ont décidé dans le cadre de leur projet

[Lire la suite](#)

Rechercher

ACCÈS DIRECT



Agenda 52

ESCALE

Escale Mag



Nos Brochures



Service-Public.fr



État-Civil / Passeport
Carte d'identité



Portail Famille



Marchés Publics



Délibérations



Location / Prêt
Manifestation



Boîte à idées



Newsletter



Pharmacie et
Médecin de garde

LES SITES DE LA VILLE



Office de tourisme



Musée Marais



Médiathèque



Port de Plaisance



Centre Nautique



Chantier Naval

NOS LABELS TOURISTIQUES



NUMÉRIQUES

Frûien 30.03.2022.

A LA UNE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE MODIFICATION DU PLU



Actualités



ON S'AMUSE BIEN AVEC LES BOUCHONS !



UN NOUVEAU REGARD AVEC MATHILDE RAMET



TROUVEZ VOTRE TAILLE IDÉALE CHEZ IDÉALE

Rechercher

ACCÈS DIRECT



Agenda S2



ESCALE



Nos brochures



Services Publics



État-Civ / Passeport Carte d'identité



Portail Famille



Marchés Publics



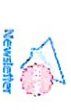
Délibérations



Location / Prêt Manifestation



Boîte à idées



Newsletter



Pharmacie et Médecin de garde

LES SITES DE LA VILLE



Office de tourisme

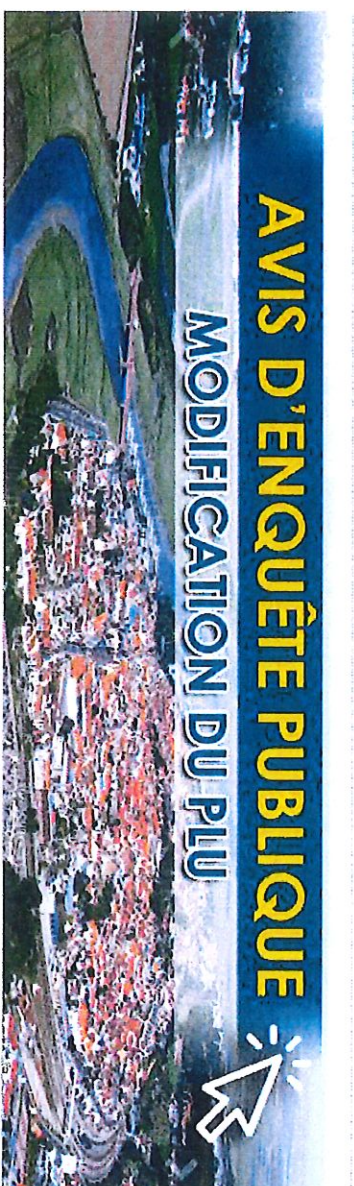


Musée Mareis



Médiathèque

Fiducie 10.02.2022 -

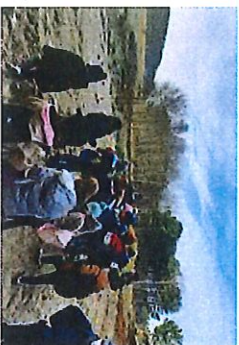


Actualités

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Organisation de l'enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune d'Étapes-sur-mer

Le 10 février 2022, la commune d'Étapes-sur-mer organise une enquête publique portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Cette enquête a pour objet de recueillir les avis et suggestions des habitants, des associations, des entreprises et des administrations. Elle se déroulera du 10 février au 10 mars 2022, à la mairie de la commune, 1 rue de la Mairie, 80110 Étapes-sur-mer. Les documents de l'enquête sont disponibles en mairie et sur le site internet de la commune. Les avis et suggestions doivent être remis à la mairie avant le 10 mars 2022.















NOUS SUIVRE :



Rechercher :

Rechercher

ACCÈS DIRECT

 Agenda 52	 ESCALE	 Nos brochures
 Service-Public.fr	 État-Civ / Passeport / Carte d'identité	 Portail Famille
 Marchés Publics	 Délibérations	 Location / Prêt / Manifestation
 Boîte à idées	 Newsletter	 Pharmacie et Médecin de garde

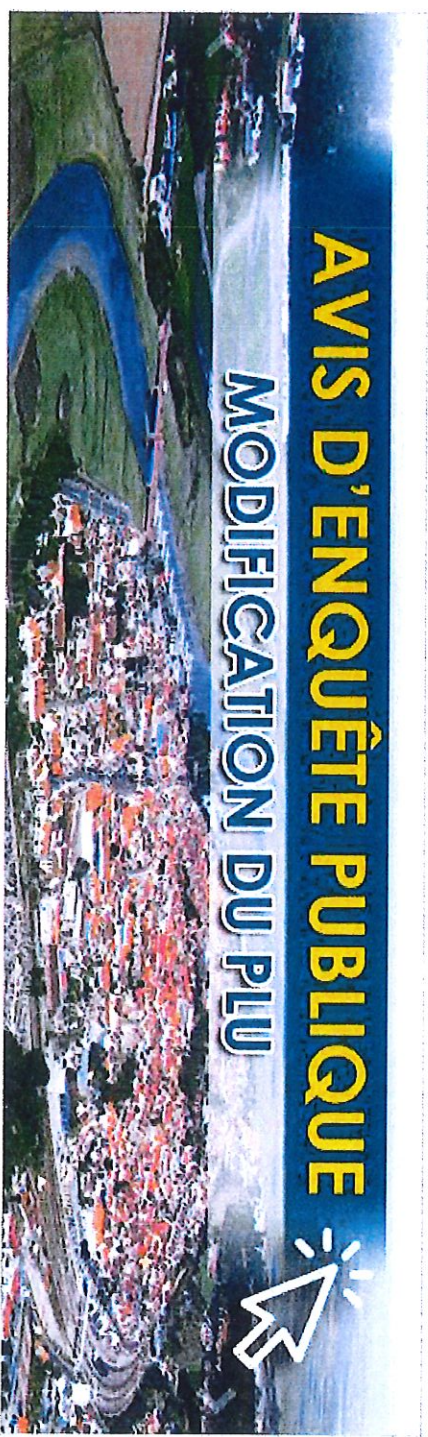
LES SITES DE LA VILLE

 Office de tourisme

 Musée Marais

 Médiathèque

Fichier 02.03.2022 -



Actualités



SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

Etaples-sur-mer, en soutien au peuple ukrainien, vous propose de venir en aide en déposant, dès lundi à l'Hôtel de Ville : - Couvertures thermiques, sacs de couchage, plaid, matériel médical...



26 FEVRIER 2022, LES 220 ANS DE VICTOR HUGO

Victor Hugo est passé par Etaples sur mer et en a laissé quelques traces sur le papier dans une correspondance qu'il tenait avec sa femme et sa fille. Il



CONFÉRENCE HISTORIQUE : QUAND VICTOR HUGO S'AMUSE

Ce Mardi 22 Février, la salle de réception de l'hôtel de ville accueillait l'auteur Florence Gentrner pour une conférence historique sur Victor

NOUS SUIVRE :



Rechercher

Rechercher

ACCÈS DIRECT

- | | | |
|-------------------|---|--------------------------------|
| Agenda 52 | ESCALE Escalade Mag | Nos Brochures |
| Service-Public.fr | État-Civil / Passeport Carte d'identité | Portail Famille |
| Marchés Publics | Délibérations | Location / Trièr Manifestation |
| Boîte à idées | Newsletter | Pharmacie et Médecin de garde |

LES SITES DE LA VILLE

- | | | |
|--------------------|-----------------|---------------|
| Office de tourisme | Musée Marié | Médiathèque |
| Port de Plaisance | Centre Nautique | Chapier Naval |

NOS LABELS TOURISTIQUES



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

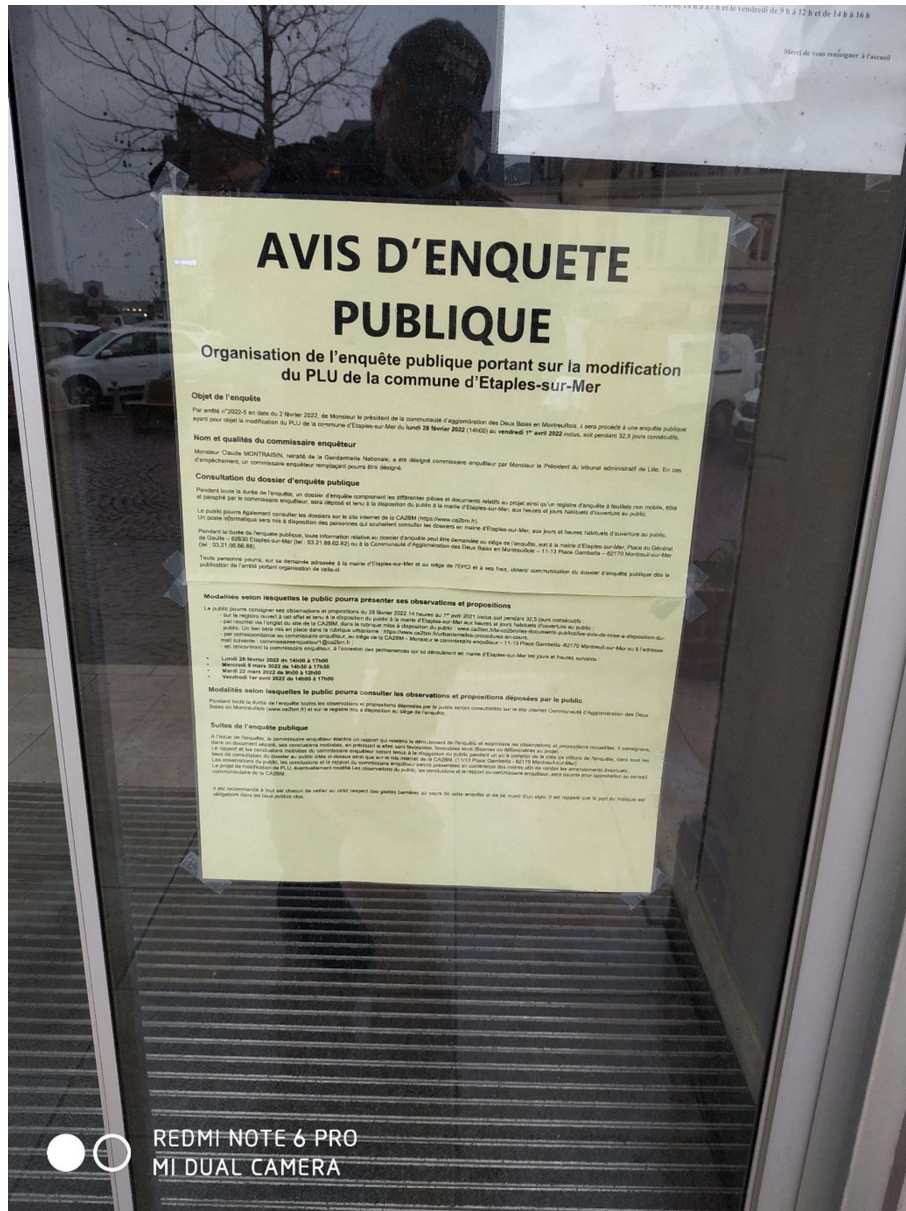
Ecole Jules Ferry, Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

Mairie d'Etaples-sur-Mer, Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

Office du tourisme, Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

Office du tourisme (vue large), Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

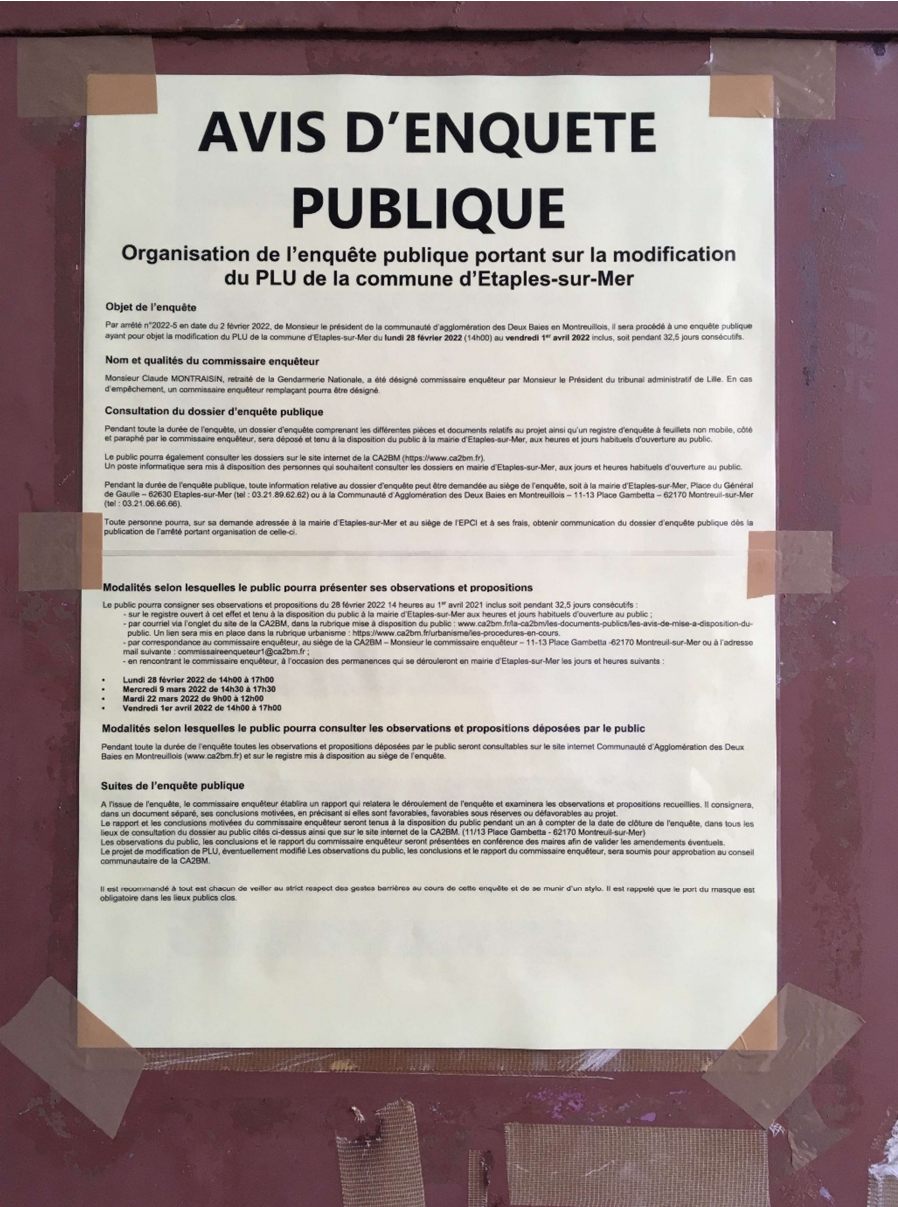
Rombly, Etaples-sur-Mer



Affichage des avis d'enquête publique

- Modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer -

Siège de la CA2BM, Montreuil-sur-Mer



**AVIS D'ENQUETE
PUBLIQUE**

**Organisation de l'enquête publique portant sur la modification
du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer**

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-8 en date du 2 février 2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 (14h00) au vendredi 1^{er} avril 2022 inclus, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Claude MONTRASIN, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillet non mobile, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitant consulter les dossiers en mairie d'Etaples-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie d'Etaples-sur-Mer, l'Place du Général de Gaulle - 62630 Etaples-sur-Mer (tel : 03.21.89.62.62) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer et au siège de l'EPCEI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 28 février 2022 14 heures au 1^{er} avril 2022 inclus soit pendant 32,5 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours> ;
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie d'Etaples-sur-Mer les jours et heures suivants :

- Lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 9 mars 2022 de 14h30 à 17h30
- Mardi 22 mars 2022 de 9h00 à 12h00
- Vendredi 1^{er} avril 2022 de 14h00 à 17h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Pendant toute la durée de l'enquête toutes les observations et propositions déposées par le public seront consultables sur le site internet Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (www.ca2bm.fr) et sur le registre mis à disposition au siège de l'enquête.

Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM (11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer).

Les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur seront présentés en conférence des maires afin de valider les amendements éventuels.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié, les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Il est recommandé à tout est chacun de veiller au strict respect des gestes barrières au cours de cette enquête et de se munir d'un stylo. Il est rappelé que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos.

Procès-Verbal de Synthèse
« Des Observations du Public »

Objet : -E. P- Modification N° 2 du PLU de la commune d'ETAPLES SUR MER

Références : Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-5 en date du 02 Février 2022.

-Articles R.123-18 du Code de l'Environnement

-L.123-1 et suivants du code de l'Environnement

Pièces jointes :

-La Liste des Contributions du Public non publiables qui ont fait l'objet d'une modération partielle ou complètes. -6- (2 partielles sur le Registre d'Enquête.4 complètes concernant 2 courriers + 2 documents) **annexées au présent PV de Synthèse – Version papier(uniquement).**

L'Enquête s'est déroulée du lundi 28 février 2022 (14h00) au Vendredi 1^{er} avril 2022 inclus soit pendant,32 jours,5 consécutifs.

Le registre d'enquête a été clôturé et signé par le Commissaire Enquêteur à l'expiration de l'enquête le 02 avril 2022.

Conformément à l'article R.123-8 du Code de l'Environnement « le commissaire enquêteur rencontre le responsable du projet dans la huitaine et lui communique les observations du Public ».

Contributions, Observations sur le Registre d'Enquête Publique à la Mairie d'Etaples sur Mer.

Cinq personnes se sont présentées à la **permanence d'accueil** du C.E.

Trois personnes se sont présentées à la mairie d'Etaples **en dehors des permanences d'accueil du public** par le C.E, (deux pour consulter le dossier sans dépôt de contribution sur le R.E. La troisième personne M. MAQUINGHEM Vincent a déposé une contribution sur le R.E).

M.MAQUINGHEM, Vincent demeurant 5 rue du Moulin à ETAPLES.

« « « « Registre du Public à l'urbanisme sans aucune indication sur les panneaux « sandwichs » à l'extérieur mairie. Aucune communication dans les journaux ESCAL et CA2BM.Je suis allé à l'urbanisme et personne dans les bureaux. « Citoyen vote et tais-toi ». Aucun affichage il faut décortiquer le dossier vert. Je demande une REUNION PUBLIQUE due au respect des administrés Etaplois. Page 9 ci-joint page VDN du 02 mars 2022 avec demande de réunion publique » » » ».

P. J : Photocopie de la publication de l'Avis d'Enquête publique VDN du 02 mars 2022 avec demande de réunion publique (adressée au TA Lille par M. MAQUINGHEM Vincent.

-Photocopie du courrier de M MAQUINGHEM, Vincent en date du 14/03/2022 remis à la CA2BM A/S **demande l'organisation d'une réunion publique.**

Lors de la troisième permanence du 22/03/2022 le CE a reçu

M.MAQUINGHEM, Vincent

Dossier administratif Echos du Touquet 24.11.2021, AVIS AU PUBLIC deux arrêtés 2021-61 + 2021-62 en date du 09/11.2021 Ici cela porte page 3 modification N°2 du PLU donc arrêté 2021-62 et l'arrêté 2021-61 ? Comment vous M. MONTRAISSIN allez-vous donner votre avis sur la concertation 2021-62 ?

Les plans de zonage ne sont pas adaptés puisque la rue verte n'apparaît pas sur le grand, plus manque de visibilité sur les petits. Encore une fois par simple honnêteté une réunion publique M. Stéphane Maillard fils de Maryse Maillard adjointe a fait « Com » remarquable « plus beau marché de France » Et rien sur cette E.P déjà dit. Où est le registre de concertation Avis Bruno Cousein du 09.11.2021 Arrêté 2021-62 ? pour que le CE puisse donner son avis. Où est, que fait-on de l'article L300-2 du C.U ? Réunion publique SVP Merci.

Il remet un courrier le **24/03/2022 à la CA2BM** dont l'objet est » recours administratif en annulation » devant le président de la CA2BM selon article 10 de l'Arrêté 2022-5 21 du 2 février 2022. Il joint **en PJ :3 annexes** 1 sollicitant les arrêtés 2021-61 et 2021-62 et demandant à nouveau une réunion publique ; **la seconde** une copie de la lettre 2022-16 en date du 10/01/2022 et **la troisième** une copie de l'Avis au public paru dans la presse du lancement de la procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples.

Le 28 mars 2022 M. MAQUINGHEM, Vincent se présente à la mairie d'Etaples. Il dépose une contribution sur le R.E (en dehors de la permanence d'accueil du C.E)

MAQUINGHEM, Vincent

« « ci-joint agglos info N° 7 février 2022-Rien sur cette E.P ! Merci de la communication ! c'est indigne ! dans l'Escale Mag Etaples aucune communication « sur l'arrivée du directeur des services techniques M. MITERLIQUE André !!!supérieur hiérarchique de M. AGNES et Mme FLIPO Ci-joint le 28 mars 2022 courrier adressé à CA2BM en date du 28 mars 2022 concernant la tenue ou non d'une REUNION PUBLIQUE. **En PJ.** » »

Le 29 mars 2022 M. MAQUINGHEM, Vincent se présente à nouveau à la mairie d'Etaples. Il dépose un courrier dans le R.E N° 1 et 2 faxé au T.A de Lille tamponné de l'accueil CA2BM. En P.J. et la déposition suivante :

M. MAQUINGHEM, Vincent : « « la CA2BM de sa procédure n'a pas voulu me donner copie du courrier, que je vais recevoir en courrier recommandé m'annonçant qu'en collégiale, en collusion, en compromission, Philippe FAIT Maire d'Etaples, Bruno COUSEIN CA2BM Président, Claude MONTRAISSIN gendarme en retraite commis pour enquêter se sont entendus pour ne pas donner de réunion publique » ».

Lors de la Seconde permanence d'accueil du Public le 09 mars 2022, le C.E a reçu

M. CALOIN, Jean demeurant 45 route d'Etaples à ATTIN qui a consulté le dossier. Il n'a pas souhaité déposer de contribution sur le R.E. « Propriétaire d'une parcelle chemin Marcel Rosey -Sollicitait la possibilité de construire sur cette parcelle » qui se trouve en zone (N) Inconstructible.

P.J : M. CALOIN, Jean adresse un courrier à la CA2BM datée du 15/03/2022 dans laquelle il explique les raisons de sa démarche.

Lors de la troisième permanence d'accueil du Public le 22 mars 2022, le CE a reçu

M. DACHICOURT, Yannick demeurant Hameau de Fromessent à Etaples remet, un courrier au C.E en date du 20 mars 2022 avec comme objet l'enquête publique du PLUI. « Il s'oppose au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre OPALOPOLIS » Aucune concertation n'a été faite.

Il a également adressé cette même correspondance sur le site officiel de la ville d'Etaples sur Mer par e-mail le 20 mars 2022 (remis au C.E par la responsable de l'urbanisme le 22/03/2022)

PJ : 1 courrier + e-mails annexés au R.E.

M et Mme BRUYEZ Gilles 13 rue Sophie à Etaples ont reçu par courrier en date du 11/05/2020 émanant de « Territoires 62 » une proposition d'acquérir leur parcelle cadastrée section ZB N° 56 Superficie 5031 m2 dénommée terre à cailloux dans le cadre de l'aménagement du secteur OPALOPOLIS. Ils sont en désaccord sur le prix proposé, et souhaitent de nouvelles négociations.

Pas de dépôt de contribution sur le R.E. ni remise de courrier ou document.

Le 30 Mars 2022 Monsieur FAIT, Philippe, Maire de la commune d'Etaples dépose dans le Registre d'Enquête

Des Observations de la ville d'Etaples sur des erreurs matérielles en termes de formulation :

« « Reformuler : « Entre le Règlement des PPR et le Règlement du PLU, les règles les plus restrictives s'appliquent » » Pages 2, 5 (UA), 27 (UC), 38 (UE), 52 (UL), et 98(N) » »

« « Reformuler comme au Code de l'Urbanisme, art R 111-17 :

« Dans les autres cas, la distance complétée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est la plus rapprochée doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres. » Pages 9 (UA7), 22 (UB7), 32 (UC7)

Tous les articles 7 -2 « Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle ».

ANNEXES : Toutes les pages sont à paginer, pour mettre les références dans les prescriptions des arrêtés. Les 3 pages des essences locales sont à compléter en remettant correctement nom commun et nom latin.

Le présent Procès-verbal de Synthèse et les documents en pièces jointes sont Adressés à M. le Président de la CA2BM en Montreuillois le Mercredi 6 avril à 14H00. Le Président de la CA 2BM dispose d'un délai de 15 jours à compter de ce jour **06 Avril 2022** pour présenter sous forme d'un mémoire en réponse ses observations éventuelles.

A MONTREUIL sur Mer, Le Mercredi 06Avril 2022 à 14H00.

Le Président de la CA2BM

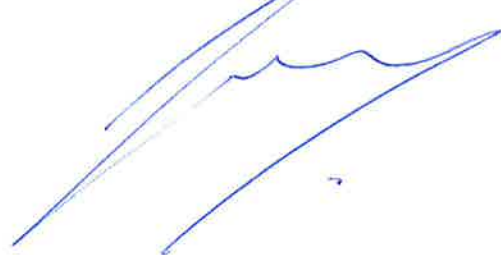
En Montreuillois.

M.COUSEIN, Bruno.



Le Commissaire Enquêteur

M. MONTRAISSIN, Claude.



Monsieur MAQUINGHEM Vincent
5, rue du moulin
62630 ETAPLES

Montreuil-sur-Mer, le 29 mars 2022

Monsieur,

J'accuse réception de votre courrier du 14 mars 2022 reçu par mes services le 17 mars 2022, ainsi que votre courrier du 28 mars reçu le même jour.

Selon le Code de l'environnement, il revient au commissaire enquêteur d'estimer si les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion publique. Dès lors que le commissaire enquêteur juge la tenue d'une telle réunion nécessaire, il lui incombe d'en informer l'autorité.

Monsieur Montraisin, commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille, juge l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.

Vous souhaitant bonne réception de la présente.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Direction Générale
Pôle Développement et
aménagement du territoire
Mme. Isabelle BAILLET
Directrice générale adjointe

Références :
BC/IB/SQ/RG/LL/2022-1502

Objet : Réponse courriers
14/03/2022 - 28/03/2022

Copies à :

D. BEE
R. ROGER
C. MONTRAISIN

LR/AR 2C 162 534 5032 5



Bruno COUSEIN

Maire de Berck-sur-Mer
Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

Monsieur le Commissaire Enquêteur
Claude Montraisin
14 ter rue du Centre
62 170 CAMPIGNEULLES-LES-PETITES

Montreuil-sur-Mer, le 7 avril 2022

**Pôle Aménagement
du Territoire**

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe



Référence :

Direction de
l'aménagement
urbain du territoire
BC/IB/SQ/LL
2022-1681

Objet :

Mémoire en réponse
portant sur la
modification de droit
commun du PLU
d'Etaples-sur-Mer
suite à l'enquête
publique

Monsieur,

Suite à l'enquête publique réglementaire réalisée dans le cadre de la modification de droit commun du PLU d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'à la transmission de votre Procès-Verbal de Synthèse le 6 avril 2022, vous trouverez ci-dessous le mémoire en réponse de la CA2BM aux observations du public. Tel que disposé dans l'article R.123-18 du Code de l'Environnement, le mémoire en réponse vous est adressé dans un délai de quinze jours après la transmission de votre procès-verbal.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Bruno COUSEIN



Maire de Berck-sur-Mer
Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

Mémoire en réponse de la CA2BM aux observations du public

Six contributions ont fait l'objet d'une modération partielle ou complète (cf Procès-Verbal de Synthèse rédigé par M. le Commissaire Enquêteur)					
Type de contribution	N°	NOM, Prénom	Date de réception	Objet	Réponse
Courrier	1.1	CALOIN, Jean	15/03/2022	Demande visant à rendre constructible un terrain situé rue Marcel Rosey (lotissement Blanc Pavé) en direction de Lefaux. Le terrain est actuellement classé en secteur NI qui correspond aux espaces remarquables au titre de la loi Littoral	Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre de concertation du public dans le cadre de l'élaboration du PLU-I-H de la CA2BM élaboré à l'échelle des 46 communes (registre dans chaque mairie ainsi qu'au siège de la CA2BM).
Courrier	1.2	MAQUINGHEM, Vincent	17/03/2022	Demande de tenue d'une réunion publique	Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête (Nota: outre le courrier, le commissaire enquêteur a abordé ce point avec Monsieur Maquinghem : cf 3.9).
Courrier	1.3	DACHICOURT, Yannick	22/03/2022	Formulation de quatre requêtes : 1 - Signalement de l'absence de transmission d'informations auprès de la commission de consommation du foncier 2- Signalement de l'absence de concertation avec les organismes agricoles (chambre d'agriculture, confédération paysanne) et évocation de l'impact de l'ancien document d'urbanisme sur les terres agricoles et l'agriculture 3- Opposition au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre Opalopolis alors que les parcelles voisines (nord et ouest) sont restées dans le périmètre communal 4- Evocation des tentatives de recours de la CA2BM qui ont été déboutées : non-respect du trait de côte, aménagement des études environnementales, impact d'un projet de 30 ha sur une zone humide, l'écosystème ainsi que sur la reconstitution de la nappe phréatique du Rombly, évocation des prés humides constitués de fossés et du Valigot ainsi que du rôle de ce dernier dans l'écoulement de l'eau douce et de la Canche, nécessité de réaliser un inventaire du biotope et de la biocénose, évocation de la reprise par Habitats 62 d'une parcelle de M. Dachicourt à la biocénose riche pour construire un nouveau lotissement.	Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLU-I-H de la CA2BM. Par ailleurs, les organismes consulaires ont été associés en amont de l'enquête publique en tant que personnes publiques associées comme le prévoit la procédure.

Courrier	1.4	MAQUINGHEM, Vincent	24/03/2022	Recours administratif devant le Président CA2BM (selon article 10) de l'arrêté 2022-5, 2.1 Doc Urba, signé par Bruno Coussein le 02 février 2022, en annulation	Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour lui signifier le rejet du recours.
Courrier	1.5	MAQUINGHEM, Vincent	28/03/2022	Signalement de l'absence de renseignements obtenus concernant la tenue d'une réunion publique malgré des appels téléphoniques passés au siège de la CA2BM	Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que Monsieur Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.
Courrier	1.6	MAQUINGHEM, Vincent	29/03/2022	Signalement du fait qu'il n'a pas été mis en relation avec le service enquête publique. Information quant à la transmission d'un courrier en recommandé au tribunal administratif de Lille et au tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer	Cette remarque n'appelle pas de réponse.
Courrier	1.7	MAQUINGHEM, Vincent	29/03/2022	Evocation des pratiques d'autres communes : réunion publique pour l'aménagement de l'espace public pour l'aire de stationnement et "Tortillard " en bois en face de l'église et du cimetière de Berck-sur-Mer près de la Grignotte tenue par le maire de Berck-sur-Mer, lancement des "assises du Front de mer" par le maire du Touquet-Paris Plage pour élaboration en amont de la concertation préalable et de l'enquête publique L'enquête publique en cours pour modification de règlements de zones n'a donné lieu à aucune élaboration. L'arrêté 2021-61 de la CA2BM n'a pas permis la mise à disposition au public du projet objet de l'enquête publique. La concertation préalable déjà en cours du projet CAPELLI n'a pas eu en amont l'élaboration.	Les textes prévoient de la concertation préalable pour certaines procédures, notamment lorsqu'une évaluation environnementale est sollicitée par la MRAE, ce qui n'est pas le cas dans le présent dossier. Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification de droit commun du règlement écrit du PLU, les remarques formulées portant sur la modification du règlement graphique du PLU (autre procédure).
Courrier	1.8	MAQUINGHEM, Vincent	30/03/2022	Prise de connaissance de l'arrêté 2021-61 et demande de communication de tous les avis des personnes publiques associées relatifs à cet arrêté. Evocation de procédures juridiques qu'il a menées (2017).	Cette remarque ne concerne pas l'objet de la présente modification du PLU (arrêté relatif à la procédure de modification simplifiée menée en parallèle).

Courrier	1.9	MAQUINGHEM, Vincent	30/03/2022	<p>Remarque sur la demande de réunion publique formulée par ses soins</p> <p>Evocation de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme qui imposerait élaboration avant tout projet de PLU</p> <p>Mise en perspective de la modification du PLU et du projet CAPELLI non élaboré selon le L.300-2 du Code de l'urbanisme</p>	<p>Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.</p> <p>L'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme indique que les projets de travaux ou d'aménagement soumis à permis de construire ou à permis d'aménager situés sur un territoire couvert par un PLU peuvent faire l'objet de la concertation prévue à l'article L. 103-2 (concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées pendant toute la durée de l'élaboration du projet). La CA2BM ne peut se prononcer sur la nécessité de concertation préalable du projet de construction mentionné pour deux raisons : il ne relève pas de son champ de compétence (documents d'urbanisme et non autorisations du droit des sols) et une procédure de modification d'un document d'urbanisme non soumise à évaluation environnementale n'a pas les mêmes obligations qu'un projet de construction.</p>
Courriel	2.1	DACHICOURT, Yannick	20/03/2022	<p>Formulation de quatre requêtes :</p> <p>1 - Signalement de l'absence de transmission d'informations auprès de la commission de consommation du foncier</p> <p>2- Signalement de l'absence de concertation avec les organismes agricoles (chambre d'agriculture, confédération paysanne) et évocation de l'impact de l'ancien document d'urbanisme sur les terres agricoles et l'agriculture</p> <p>3- Opposition au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre Opalopolis alors que les parcelles voisines (nord et ouest) sont restées dans le périmètre communal</p> <p>4- Evocation des tentatives de recours de la CA2BM qui ont été déboutées : non-respect du trait de côte, aménagement des études environnementales, impact d'un projet de 30 ha sur une zone humide, l'écosystème ainsi que sur la reconstitution de la nappe phréatique du Rombly, évocation des prés humides constitués de fossés et du Valigot ainsi que du rôle de ce dernier dans l'écoulement de l'eau douce et de la Canche, nécessité de réaliser un inventaire du biotope et de la biocénose, évocation de la reprise par Habitats 62 d'une parcelle de M. Dachicourt à la biocénose riche pour construire un nouveau lotissement.</p>	<p>Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLU-H de la CA2BM.</p> <p>Par ailleurs, les organismes consulaires ont été associés en amont de l'enquête publique en tant que personnes publiques associées comme le prévoit la procédure.</p>

Courriel	2.2	DACHICOURT, Yannick	28/03/2022	<p>Formulation de quatre requêtes :</p> <p>1 - Signalement de l'absence de transmission d'informations auprès de la commission de consommation du foncier</p> <p>2- Signalement de l'absence de concertation avec les organismes agricoles (chambre d'agriculture, confédération paysanne) et évocation de l'impact de l'ancien document d'urbanisme sur les terres agricoles et l'agriculture</p> <p>3- Opposition au fait que ses parcelles agricoles soient intégrées dans le périmètre Opalopolis alors que les parcelles voisines (nord et ouest) sont restées dans le périmètre communal</p> <p>4- Evocation des tentatives de recours de la CA2BM qui ont été déboutées : non-respect du trait de côte, amenuisement des études environnementales, impact d'un projet de 30 ha sur une zone humide, l'écosystème ainsi que sur la reconstitution de la nappe phréatique du Romblay, évocation des prés humides constitués de fossés et du Valigot ainsi que du rôle de ce dernier dans l'écoulement de l'eau douce et de la Canche, nécessité de réaliser un inventaire du biotope et de la biocénose, évocation de la reprise par Habitats 62 d'une parcelle de M. Dachicourt à la biocénose riche pour construire un nouveau lotissement.</p>	<p>Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUI-H de la CA2BM.</p> <p>Par ailleurs, les organismes consulaires ont été associés en amont de l'enquête publique en tant que personnes publiques associées comme le prévoit la procédure.</p>
Registre	3.1	CALOIN, Jean	09/03/2022	<p>Propriétaire d'une parcelle chemin Marcel Rosey, M. Caloin sollicite la possibilité de construire sur cette parcelle. Il a été avisé qu'elle se trouvait en zone (N) inconstructible.</p>	<p>Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUI-H de la CA2BM.</p> <p>La zone N ne proscriit pas toutes les occupations des sols, pour plus de précisions sur le champ des possibles, il est suggéré de se rapprocher de la commune pour plus de précisions.</p>
Registre	3.2	MAQUINGHEM, Vincent	11/03/2022	<p>Demande de tenue d'une réunion publique</p> <p>Registre du public à l'urbanisme sans aucune indication sur les panneaux "sandwichs" à l'extérieur mairie. Aucune communication dans les journaux ESCAL et CA2BM. Il est allé à l'urbanisme et personne dans les bureaux. Citoyen vote et tais-toi. Aucun affichage, il faut décortiquer le dossier vert. Demande de REUNION PUBLIQUE due au respect des administrés Etaplois. Annexes dont Page 9 ci-joint page VDN du 02 mars 2022 avec demande de réunion publique.</p>	<p>Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que Monsieur Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.</p> <p>L'ensemble des mesures prévues au sein de l'arrêté d'organisation de l'enquête publique ont été respectées, ces mesures étant conformes aux dispositions du code de l'environnement encadrant l'enquête publique. L'information de l'enquête a été faite via différents canaux : presse via deux médias, site internet et affichage au niveau de certains sites.</p>

Registre	3.3	MAQUINGHEM, Vincent	22/03/2022	Interrogation et demande de réponse quant à la première procédure de modification du PLU d'Etaples-sur-Mer (arrêté n°2021-61) Demande de tenue d'une réunion publique Annexes dont demande d'information sur le projet Capelli	<p>La première demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU mais d'une autre procédure.</p> <p>Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.</p> <p>Concernant la sollicitation de réunion publique dans le cadre d'un projet de construction, adressée à Monsieur Fait, je ne peux que vous inviter à vous rapprocher de la commune (cf réponse formulée au point 1.9)</p>
Registre	3.4	BRUYEZ, Gilles (M. et Mme.)	22/03/2022	Signalement de leur désaccord sur le prix proposé par Territoires 62 (proposition inscrite dans un courrier en date du 11/05/2022) pour leur terrain situé dans le secteur Opalopolis	Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Il est suggéré de se rapprocher de l'aménageur Territoires 62.
Registre	3.5	DACHICOURT, Yannick	22/03/2022	Mention de Dépôt d'un courrier (cf 1.3)	La demande formulée au sein du courrier ne concerne pas l'objet de la modification du PLU. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLU-i-H de la CA2BM.
Registre	3.6	MAQUINGHEM, Vincent	28/03/2022	Signalement de l'absence de communication concernant la tenue de l'enquête publique à Etaples au sein du magazine de la CA2BM Signalement de l'absence de communication concernant l'arrivée du Directeur des Services Techniques au sein du magazine de la commune d'Etaples Annexe : copie du courrier 1.5	<p>L'ensemble des mesures prévues au sein de l'arrêté d'organisation de l'enquête publique ont été respectées, ces mesures étant conformes aux dispositions du code de l'environnement encadrant l'enquête publique. L'information de l'enquête a été faite via différents canaux : presse via deux médias, site internet et affichage au niveau de certains sites.</p> <p>La deuxième remarque ne concerne pas l'objet de la modification du PLU.</p>
Registre	3.7	MAQUINGHEM, Vincent	29/03/2022	Signalement du refus de la CA2BM à donner une copie du courrier recommandé qu'il va recevoir pour l'informer de la non-tenue de réunion publique dans le cadre de la procédure. Annexes : cf 1.6 et 1.7.	<p>L'arrêté n°2022-5 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer indique que toute personne peut obtenir communication du dossier d'enquête à ses propres frais sur demande adressée à la mairie d'Etaples-sur-Mer ou au siège de la CA2BM. Dans le cas présent, la demande effectuée par M. Maquinghem ne porte pas sur une pièce du dossier mais sur la copie d'un courrier lui étant adressé en AR qui ne lui était pas encore parvenu au moment de son passage au siège de l'agglomération.</p> <p>Par ailleurs, le courrier était également annexé au registre d'enquête accessible au public.</p>

Registre	3.8	Ville d'ETAPLES-SUR-MER	30/03/2022	<p>Observations sur des erreurs matérielles en termes de formulations et propositions de reformulation notamment au niveau de l'indication sur les Plans de Prévention Risques Inondation ou Littoral, au niveau des règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle. Il est également proposé de paginer les annexes et de compléter les pages relatives aux essences locales.</p>	<p>Concernant la reformulation proposée quant à l'indication sur les Plans de Prévention des Risques, la CAZBM propose de suivre la proposition de la commune en l'intégrant au règlement du PLU, la reformulation envisagée étant dans l'esprit de la règle inscrite au sein du PPRL à savoir "En présence d'un Plan Local d'Urbanisme, ce sont les dispositions les plus restrictives du PLU et du PPRL qui s'appliquent."</p> <p>Concernant la modification des règles régissant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives de fond de parcelle, la CAZBM précise que ce point ne faisant pas l'objet de la modification, la proposition de la commune ne peut être prise en compte.</p> <p>En effet, il s'avère que la réglementation de l'implantation des constructions par rapport au fond de parcelle n'a pas été soulevée avant finalisation du dossier de modification de droit commun du PLU d'Etapes soumise à enquête publique (réunion préparatoire ou avis de la commune avant enquête publique).</p> <p>Or d'après la décision n°430244 du Conseil d'Etat en date du 17 mars 2021, "le projet de plan ne peut subir de modifications, entre la date de sa soumission à l'enquête publique et celle de son approbation, qu'à la double condition que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet et qu'elles procèdent de l'enquête". Ressort de cet extrait, le fait qu'il est certes possible de faire évoluer un projet de modification mais seulement si les changements envisagés ne sont pas trop substantiels et qu'ils portent sur des points déjà annoncés au public sans quoi il serait nécessaire de recommencer l'ensemble de la procédure.</p> <p>De plus, la modification envisagée ne semble pas changer l'appréhension et le sens de la règle existante.</p> <p>Concernant la modification de la mise en page des annexes, et pour les mêmes motifs que le point précédent, la CAZBM ne pourra pas répondre favorablement à la requête communale. En effet, ce point de modification ne faisait pas partie de ceux déjà annoncés au public et ne relève par conséquent pas de l'enquête publique et par extension de la procédure de modification de droit commun du PLU.</p>
----------	-----	-------------------------	------------	---	--

Registre	3.9	MAQUINGHEM, Vincent	01/04/2022	<p>M. Maquinghem a été informé par téléphone du refus d'organisation de réunion publique par M. le commissaire enquêteur qui lui a présenté des arguments ne justifiant pas cette réunion.</p> <p>M. Maquinghem estime qu'il n'y a eu aucune communication sur le projet de la part de la commune et de la CA2BM.</p>	<p>Un courrier en date du 29 mars 2022 a été envoyé par la CA2BM à M. Maquinghem pour répondre à sa demande de tenue de réunion publique. M. Maquinghem a ainsi été informé qu'au titre du Code de l'Environnement, il revient au commissaire enquêteur de juger de la nécessité de tenir une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique et que M. Montraisin, commissaire enquêteur, a jugé l'organisation d'une réunion publique non justifiée dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.</p> <p>L'ensemble des mesures prévues au sein de l'arrêté d'organisation de l'enquête publique ont été respectées, ces mesures étant conformes aux dispositions du code de l'environnement encadrant l'enquête publique). L'information de l'enquête a été faite via différents canaux : presse via deux médias, site internet et affichage au niveau de certains sites.</p>
----------	-----	---------------------	------------	---	--


Brundi COUSEIN
Maire de Berck-sur-Mer
Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

<p align="center">ENQUETE PUBLIQUE CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR</p>	<p>Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE N°E22000009/59 en date du 21/01/2022</p> <p>Arrêté de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois N° 2022-5 en date du 02 Février 2022.</p>
<p align="center">OBJET DE L'ENQUETE</p>	<p>Modification N° 2 du PLU de la commune d'ETAPLES SUR MER</p>
<p align="center">COMMISSAIRE ENQUETEUR</p>	<p>Claude MONTRASIN – C.E.</p>



1-CADRE GENERAL DE L'ENQUETE

1.1Présentation du cadre de l'enquête

1.2Objet de l'Enquête

2-DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3 CONCLUSIONS

3-1 Conclusions relatives à l'étude du dossier.

3-2 Conclusions relatives à la concertation, et à la participation publique.

3-3 Conclusions générales.

4 AVIS

1-CADRE GENERAL DE L'ENQUETE :

1.1 Présentation du cadre de l'enquête

La Communauté d'agglomération des 2 baies en Montreuillois a été créée le 31/08/2016 avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2017 (*Loi NOTRE N° 2015-991 du 07/08/2015*) ; elle est issue de la fusion de la communauté de communes du Montreuillois et de la communauté de commune Opale Sud et Mer et Terres d'Opale. Elle regroupe 46 communes dont Etaples sur Mer, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Montreuil sur Mer

La commune d'Etaples sur Mer située sur la rive droite de l'estuaire de la Canche compte environ 10 926 habitants répartis sur un territoire de 13 Km² (soit 843 habitants/Km²)

Des dispositions spécifiques d'urbanisme s'appliquent (Loi littoral 03/01/1986).

Le développement urbain s'est considérablement développé au cours de ces dernières décennies principalement sur la rive droite de l'estuaire de la Canche en lien avec ses activités portuaires.

Des extensions de l'urbanisation vers le nord ont été réalisées sous formes d'opérations groupées et de logements collectifs et par la réalisation de nombreux équipements éducatifs et sportifs.

Le territoire de la commune d'Etaples se décompose en plusieurs secteurs :

- La ville ancienne « ville basse », la partie portuaire (pôle urbain dense).
- La ville haute (développée après 1945) sur le plateau au delà de la voie Ferrée composée d'habitats groupés et collectifs.
- Les hameaux (Fromessent avec une structure rurale...).
- Les zones d'activités localisées à l'Est du territoire communal.

Le reste du territoire est occupé par l'activité agricole (à l'Est), et par les espaces naturels sensibles (Nord-ouest).

Des extensions pavillonnaires se sont développées et s'éloignent de la centralité géographique urbaine et des équipements.

La ville d'Etaples sur Mer dispose d'un PLU approuvé le 16 décembre 2015 selon les mesures transitoires. Le décret du 28/12/2015 a prévu un dispositif permettant une entrée en vigueur progressive des dispositions réglementaires. De nombreuses dispositions du décret sont entrées en vigueur le 1/01/2016 dont le contenu n'a été opposable qu'aux PLU élaborés après le 01/01/2016. La commune d'Etaples n'a pas fait le choix d'appliquer le nouveau règlement du PLU comme elle en avait la possibilité.

Les élus de la commune d'Etaples sollicitent le 11 juillet 2019 le lancement d'une procédure de modification du PLU.

Cette modification s'inscrit dans l'objectif de recomposition urbaine, la priorité d'une minoration de la consommation foncière encouragée par la densification urbaine. Elle vise à permettre une meilleure prise en compte des risques de submersion marine et d'inondation au sens des dispositions du PPRL du secteur du Montreuillois.

La CA2BM est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017.

Par Arrêté N° 2021-62 en date du 9 novembre 2021 de M. le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) le conseil communautaire décide conformément à l'article L 153-37 du Code de l'Urbanisme d'engager la procédure de modification N° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Etaples.

La présente enquête publique concernant cette modification de droit commun du PLU est effectuée du Lundi 28 février 2022 au Vendredi 1^{er} avril 2022.

1.2 Objet de l'Enquête :

Rappel de la nature des modifications

La modification consiste à apporter des précisions, modifications et d'adapter certaines dispositions du règlement écrit actuel du PLU de la commune d'Etaples sur Mer dans les secteurs et zones de la commune en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine sans porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme.

Les modifications concernent certaines dispositions du règlement écrit du PLU de la commune énoncée ci-après :

- *Rappeler et préciser les dispositions du PPRL du secteur du Montreuillois au sein du règlement écrit.*

- *La précision des modalités de réalisation des garages souterrains pour les Zones [UA-UC-UE-UL](#).*

- *La modification des articles propres à l'implantation des constructions, l'emprise au sol et la hauteur maximum (art 7,9,10) pour le secteur [UAa](#).*

- *La précision d'une règle relative au niveau de la dalle du Rez de Chaussée pour la zone [1AUaz](#).*

- *L'adaptation des règles régissant le stationnement (art [12](#) pour les secteurs [UA](#), [UC](#), [1AU](#) et [1AUaz](#).*

- *La modification des articles [6,7 et 10](#) propres à l'implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives et la hauteur maximum pour le secteur [UC](#).*

-L'adaptation des règles régissant l'implantation des clôtures inscrites dans l'article 11 pour les secteurs [UB](#), [UC](#), [1AU](#), [1AUb](#), et [1AUaz](#).

2-DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE désigne par décision N° E 22000009/59 en date du 21 janvier 2022, Claude MONTRAISIN en qualité de commissaire enquêteur

Cette décision figure dans l'Arrêté N° 2022-5 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois à MONTREUILSUR MER en date du 02 Février 2022.

Les conditions d'organisation de l'enquête Publique, la programmation des dates de permanence d'accueil du C.E ont été effectuées en concertation avec Mme QUINBETZ, Sandrine Directrice de la Planification Urbaine -SIG (Système d'Information Géographique) - ADS (Autorisation des Droits des Sols Géographique) à la CA2BM.

L'enquête publique s'est déroulée du **Lundi 28 Février 2022 à 14H00 au Vendredi 1^{er} avril 2022 (inclus). (32,5 jours).**

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public au siège de l'enquête publique à **la mairie d'ETAPLES (62)** :

-Le lundi 28 Février 2022 de 14h00 à 17h00 (début de l'E.P).

-Le mercredi 09 mars 2022 de 14 h30 à 17h30.

-Le mardi 22 mars 2022 de 09h00 à 12h00 (13h00).

-Le vendredi 1^{er} Avril 2022 de 14h00 à 17 h00(dernier jour de l'E.P).

Pendant toute la durée de l'enquête un exemplaire du dossier d'enquête version papier a été consultable à la mairie d'Etaples au jour et horaires d'ouverture de la mairie.

Le public a pu prendre connaissance de l'Avis d'Enquête Publique du dossier sous format numérique dans la rubrique mise à disposition du public à l'adresse suivante :<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-documents-durbanisme/les-procedures-en-cours> ; – un lien a été mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public>.

Le public a pu consulter le dossier d'enquête sur le site internet de la CA2BM : <https://www.ca2bm.fr>.

Le même dossier a été consultable pendant la durée de l'enquête depuis un poste informatique à la mairie d'Etaples sur Mer aux jours et horaires habituels d'ouverture au public.

Le public a eu la possibilité de consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête tenu à sa disposition à la mairie d'ETAPLES SUT MER, siège de l'enquête. Il a pu également les adresser par voie postale au commissaire enquêteur au siège de la CA 2BM ou par courrier électronique sur le site internet de la CA2BM : commissaireenqueteur1@ca2bm.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, courriels ont été annexées dans le registre d'enquête.

Ces observations ainsi que celles reçues par le Commissaire enquêteur pendant ses permanences et celles reçues par courrier électronique seront consultables sur le site

www.ca2bm.fr/la-ca2bm.fr rubrique urbanisme ou mise à disposition.

L'Avis d'Enquête Publique a été publié par voie de presse dans deux journaux : La voix du Nord et journal de Montreuil les 09 février 2022 et 02 mars 2022. Il a été publié sur le site informatique de la commune d'Etaples. Il a été affiché conformément à la législation en vigueur **au** siège de la CA2BM à Montreuil sur Mer, à la mairie d'Etaples (siège de l'enquête), à l'office du tourisme, à l'école Jules Ferry et au Rombly. Il était parfaitement visible du public.

3-CONCLUSIONS

3-1 Conclusions relatives à l'étude du dossier :

Le dossier soumis à l'enquête publique est explicite, complet et conforme à la législation en vigueur (Article R.123-8 du Code de l'Environnement).

Le dossier se compose notamment du Règlement actuel, du Projet de Règlement à l'issue des modifications envisagées.

Le dossier de Modification du PLU corrige et amende des dispositions du règlement écrit et en précise les objectifs.

- Rappel et préciser les dispositions du PPRL du secteur du Montreuillois au sein du règlement écrit.

La commune d'Etaples sur Mer est concernée par le PPRL (Plan de Prévention des Risques Littoraux) sur le secteur du Montreuillois approuvé le 24 juillet 2018.

Le PPRL est un outil de gestion des risques naturels qui cartographie les risques de submersion marine et qui régit l'urbanisation dans les zones exposées. Il vaut servitude d'utilité publique et s'impose à l'Etat aux collectivités, entreprises, particuliers (L 562-1 et L 562-9 du Code de l'Environnement).

Il prend en compte les risques de submersion marine dans les documents d'urbanisme. Il définit les actions de prévention individuelles et collectives afin d'améliorer la sécurité des personnes et de garantir voire limiter les dommages aux biens.

Dans le cadre de cette enquête, le PPRL concerne les zones UA, UAa, UC, UCr, UE, UL, de la commune d'Etaples.

Le PPRL est annexé au PLU. (L 151-43 du code de l'Urbanisme). Le règlement du PPRL est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations ou travaux lorsque ceux-ci ne sont pas interdits par d'autres textes. En présence d'un PLU ce sont les dispositions les plus restrictives du PLU et du PPRL qui s'appliquent.

L'objectif est *une meilleure Prise en compte des risques de submersion marine et d'inondation au sens des disposition, du PPRL sur le secteur du Montreuillois.*

-La précision des modalités de réalisation des garages souterrains pour les Zones :

UA : Urbanisation traditionnelle ancienne de la commune -UC Urbanisation récente de la commune -UE : Zone Industrielle -UL Partie portuaire :

Les nouvelles Dispositions du règlement à l'issue des modifications envisagées précisent dans la section : : « Occupations et utilisations du sol interdites Articles UA1, UC1, UE1, UL1 : **Sont interdits** les types d'occupation ou d'utilisation des sols suivants :

« Les garages en sous-sols dans les secteurs concernés par le PPRL ».

Objectifs :

« « Adaptation des dispositions de l'occupation et de l'utilisation des sols au contexte urbain dans le respect des servitudes publiques et réduction de la consommation de l'espace. La proscription des garages souterrains dans les secteurs concernés par le zonage du PPRL permet de prendre en compte le risque naturel relatif à la submersion marine et de diminuer la vulnérabilité des personnes et des biens. Les dispositions les plus restrictives du PPRL s'appliquent » » ».

-La modification des articles propres à l'implantation des constructions, l'emprise au sol et la hauteur maximum (art 7,9,10) pour le secteur UAa

Le règlement peut définir, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Le règlement peut déterminer des règles concernant, leurs dimensions, leurs conditions d'alignement sur la voirie et de distance minimale par rapport à la limite séparative et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des constructions dans le milieu environnant. Le règlement peut prévoir des règles maximales d'emprise au sol et de hauteur des constructions, et des règles minimales d'emprise au sol et de hauteur, pour traduire un objectif de densité minimale de construction

Le règlement contribue à la prise en compte des caractéristiques du territoire.

L'Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

En zone UA l'implantation des constructions impose de s'implanter sur au moins une limite séparative latérale afin de se conformer à la composition actuelle du secteur.

En zone UAa la règle impose une obligation de s'implanter sur les 2 limites séparatives.

Les constructions de faible volume peuvent s'implanter sur les limites séparatives au-delà de la bande de 30m ; les constructions principales ne peuvent être édifiées sur les limites au-delà de la bande de 30m de profondeur. (PLU)

Objectifs :

Le tissu urbain de la zone UAa est constitué de fronts bâtis continus denses. De manière diffuse des espaces d'aération sont présents. La densité s'observe également par des parcelles entièrement construites allant au-delà de la profondeur de 30m.

Afin de se conformer à la réalité physique de la composition urbaine en place et laisser de la liberté aux partis architecturaux ou contraintes techniques par exemple lors de projets de recomposition urbaine il est proposé :

-d'appliquer la règle de la zone UA à l'ensemble du secteur UAa en ajoutant qu'il s'agit des constructions de premier rang : implantation sur au moins une limite séparative.

-de préciser que les constructions de premier rang peuvent s'implanter sur l'ensemble de la limite séparative latérale en zone UAa.

-de préciser que les constructions en second rang doivent observer une marge de recul d'au moins 2m.

« D'appliquer une exception pour les annexes en précisant que ces dernières peuvent être implantées en limite séparative si elles n'excèdent pas 3,5m au faitage / à moins de 2m de la limite si les annexes sont inférieures à 20m² et inférieure à 3m de hauteur ».

L'Emprise au SOL

-Une emprise au sol de 80% a été fixée en zone UA afin de permettre la densification au sein du centre-bourg, tout en rappelant que les dispositions les plus restrictives du PPRL s'appliquent. Le sous-secteur UAa n'est pas réglementé.

Objectifs :

-Permettre une meilleure intégration de certains projets situés en hyper centre notamment à l'angle de plusieurs voies ainsi que ceux de démolition-reconstruction.

-La possibilité d'une emprise au sol peut atteindre 100% de la superficie totale du terrain sur le secteur UAa. Elle s'inscrit dans une logique de densification.

La Hauteur maximum

Les règles de hauteur jouent un rôle essentiel dans l'organisation urbaine ; elles permettent de compenser la pénurie de foncier disponible et constituent un facteur d'intensification de l'utilisation de l'espace urbain. La hauteur conditionne aussi l'ambiance urbaine et le cadre de vie. L'impact environnemental doit être pris en compte.

Objectifs :

Il est proposé d'employer la notion de séquence urbaine afin d'intégrer et d'harmoniser des projets dans le tissu urbain.

Il est proposé de permettre un étage supplémentaire dans le sous-secteur UAa dont les hauteurs sont variées et de conditionner la règle par l'intégration dans le tissu bâti de la séquence urbaine.

L'objectif de la modification est de densifier la trame urbaine en concordance avec le PADD dont l'ambition est de densifier le tissu existant dans un souci de gestion économe de l'espace et afin de lutter contre une consommation excessive de l'espace.

L'ambition du SCOT et du PLU est de densifier les centres-bourgs tout en insérant les nouvelles constructions de manière harmonieuse dans le tissu bâti en présence.

-La précision d'une règle relative au niveau de la dalle du Rez de Chaussée pour la zone 1AUaz

Il s'agit de préciser le niveau » fini » de la dalle du rez de chaussée - 0,30m au-dessus du niveau de la chaussée- et de définir la chaussée à partir de laquelle effectuer la mesure -voie d'accès à la construction principale-.

Objectifs :

Le réhaussement de la dalle du rez de chaussée par rapport au niveau de la voirie facilite l'écoulement et l'évacuation des eaux de pluie. Les règles visent à faciliter l'écoulement et l'évacuation des eaux de pluie.

Il s'agit d'une mesure de prévention des risques naturels (inondations.) qui s'inscrit dans le cadre de la protection des biens et des personnes. Il convient par ailleurs de privilégier les constructions futures en hauteur pour éviter les risques d'inondations.

-L'adaptation des règles régissant le stationnement (art 12 pour les secteurs UA, UC, 1AU et 1 AUaz

Rappel :

1 AU : zone d'urbanisation future destinée à du logement et aux activités qui en sont le complément

1AUaz : zone d'urbanisation future destinée à du logement et aux activités qui en sont le complément (urbanisation conditionnée par le respect projet d'ensemble dans le cadre de la ZAC Domaine des Prés.

Les dispositions du règlement du PLU de la commune d'Etaples ne prévoient pas de règles en matière de stationnement pour certaines catégories de logements notamment pour les résidences « séniors ».

Le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour les résidences étudiantes ou universitaire n'est pas réglementé.

Il est possible d'exonérer les résidences universitaires de la réalisation d'aires de stationnement (L 151-34 Code de l'Urbanisme). La loi interdit d'exiger plus d'une place de stationnement, par logement pour ces résidences (L 151-35 Code de l'Urbanisme). Il est du ressort de la commune de définir le nombre de places de stationnement en fonction du contexte des besoins de chaque quartier dans les limites fixées par le cadre légal.

Objectifs :

Harmoniser les règles régissant les secteurs UC et 1 AUb en matière de mode de calcul des places de stationnement à mettre en œuvre dans les projets de constructions d'habitations.

Adapter les règles de stationnement pour les résidences seniors et les résidences étudiantes ou universitaires en fonction, de la destination de la construction, de la morphologie et des besoins de chaque quartier dans le respect du cadre légal

Le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour les résidences étudiantes ou universitaire n'est pas réglementé. Il est proposé de solliciter une place de stationnement par tranche de 3 logements créés.

Le tissu urbain de la zone **UC** intègre des logements collectifs et individuels et collectifs. Le secteur est pourtant dénué de règles concernant le nombre de places stationnement à mettre en œuvre pour les collectifs. Il est proposé que soit exigé au minimum 1,5 place de stationnement pour les constructions à usage de logement collectif (le garage n'entre pas dans ce calcul).

Le secteur **UC** comprend la gare et ses alentours. Il est proposé d'ajouter une règle spécifique aux constructions situées à l'intérieur du périmètre conformément à l'article L.151-35 du Code de l'Urbanisme. Le nombre de places de stationnement à l'intérieur de ce périmètre serait de 0,5 place par logement locatif aidé.

Le nombre de places de stationnement à mettre en œuvre pour la résidence senior n'est pas réglementé. Les résidences n'engendrent pas des besoins similaires aux habitations, structures hôtelières. Il est proposé de laisser de la souplesse quant aux objectifs de stationnement, à prévoir pour cette destination.

Les dispositions supplémentaires prévues dans le cadre de la modification du PLU permettront de pallier cette absence de réglementation afin de pouvoir mener d'éventuels projets qui s'inscrivent dans la volonté de redynamiser le centre-ville en développant l'offre de logements privés....

-La modification des articles 6,7 et 10 propres à l'implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives et la hauteur maximum pour le secteur UC

Implantation des constructions par rapport aux voies et diverses emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives

Le secteur **UC** correspond à l'urbanisation récente destinée à recevoir des habitations individuelles et collectives et aux activités qui en sont le complément.

Il est nécessaire de limiter l'extension urbaine et de densifier la ville. (PADD).

Objectifs :

Pour encourager la densification de la ville par la construction de bâti en second rideau il est proposé de dispenser les terrains enclavés ou situés au-delà du premier front bâti de règles d'implantation par rapport aux voies et diverses emprises publiques.

- Inciter à la densification en ne contraignant pas l'implantation des constructions en second rideau -. » Obtenir une utilisation plus optimale de l'espace ».

« Dispenser les terrains enclavés ou situés au-delà du premier front bâti de règles d'implantation par rapport aux voies et diverses emprises publiques- Inciter à la densification en ne contraignant pas l'implantation des constructions en second rideau- »

« Modifier les règles de retrait de constructions de second rideau ou et situées au-delà d'une profondeur de 30m afin d'apporter des précisions quant à la distance de retrait imposée à chaque construction y compris dans le cadre de projets de densification ».

Le retrait par rapport aux limites latérales doit ainsi être au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment (avec un minimum de 3m). Les bâtiments dont la hauteur n'excède pas 3,50m au faîtage conservent la possibilité d'être construites en limite séparative.

Hauteur maximum

Il est proposé de supprimer la disposition relative à la hauteur maximale des constructions situées au-delà d'une bande de 30m de profondeur. -Suppression de la disposition limitant la hauteur des constructions à 3,50m au faîtage au-delà d'une bande de 30m de profondeur-.

Objectifs :

La suppression de cette disposition permet un processus de densification. La hauteur maximale serait de 10m quelle que soit la profondeur de leur implantation.

-L'adaptation des règles régissant l'implantation des clôtures inscrites dans l'article 11 pour les secteurs UB, UC,1AU,1AUb,1AUaz.

Les clôtures doivent avoir une conception d'ensemble, et être traitée en harmonie avec le contexte urbain environnant, afin de conserver et préserver l'unité paysagère. Elles représentent un impact visuel important sur l'espace urbain. Les haies doivent être constituées à partir d'essences locales.

Objectifs :

La volonté de la commune est de privilégier des espaces urbains ouverts et aérés grâce à une absence de clôtures à l'avant des constructions présentant un retrait vis-à-vis de la voie publique. Cette organisation spatiale a déjà été appliquée et se révèle majoritaire dans la zone UC et est ponctuellement représentée dans la zone UB.

La règle d'implantation des clôtures en Zone UC et UB doit être suffisamment souple pour prendre en compte la diversité de bâti et de clôtures existantes et permettre l'identité et l'harmonie de chaque quartier, en raison du cadre urbain et de l'ambiance paysagère différente d'un quartier à l'autre.

Le principe à suivre à la création de clôtures est : la façade principale côté voie publique aura sa clôture implantée à l'alignement de la façade. Dans le cas où l'implantation des clôtures à l'alignement de la façade ne s'inscrit pas dans le contexte environnant la construction il est possible d'implanter les clôtures différemment à condition que les clôtures respectent la forme, nature, la couleur et les matériaux des clôtures avoisinantes dans un souci d'harmonie paysagère.

Zones à Urbaniser :

1AU, 1AUb, 1AUaz.

Nécessité de réglementer les clôtures qui participent au statut de l'espace public et de l'insertion paysagère.

Il est nécessaire que la règle s'appuie sur les formes de clôture existantes de sorte à favoriser l'harmonie paysagère des espaces publics.

Objectifs :

Dans les zones à urbaniser destinées à être ouvertes à l'urbanisation contrairement aux zones urbaines au tissu bâti la forme des clôtures doit être réglementée pour s'assurer qu'elles soient cohérentes et s'inscrivent harmonieusement au sein de la commune.

Les quartiers de la zone 1AUaz sont caractérisés par un nombre important de constructions en retrait par rapport à la voie et ne présentent pas de clôtures sur la partie avant de leur terrain. De nombreux espaces herbeux sont visibles depuis la rue.

Il est proposé de maintenir cette ambiance paysagère dans les autres zones à urbaniser à dominante habitat en réglementant les clôtures.

Les clôtures seront implantées à l'alignement de la façade et non plus à l'alignement de la rue. Cette règle qui était en vigueur à titre exceptionnel dans la zone 1AUb deviendrait applicable à toutes les zones à urbaniser à dominante habitat. La répétition des dispositions particulières applicables à la zone 1AUb sont supprimées dans le but d'en faciliter la compréhension et d'en améliorer la clarté.

Les modifications concernent uniquement l'implantation des clôtures et n'influent pas sur leur nature, l'aspect ou la hauteur.

Incidences du Projet sur l'environnement :

Consommation foncière :

La seule consommation susceptible d'être générée comme le secteur UAa avec la possibilité d'une emprise au sol pouvant atteindre 100% de la superficie totale du terrain. Elle s'inscrit dans une logique de densification.

La modification de la règle de hauteur des constructions vise également une minoration de la consommation foncière en privilégiant la densification urbaine

Paysage et Patrimoine :

Les modifications apportées aux dispositions du secteur UAa correspondant au centre ancien permettent de prendre en compte d'avantage les caractéristiques du contexte urbain et patrimonial (densité bâtie forte, ZPPAUP)

Prise en compte des risques :

La modification du PLU entraîne un impact positif du fait d'une meilleure prise en compte des risques de submersion marine et d'inondation avec :

- Un rappel de la prédominance du PPRL du secteur du Montreuillois sur les dispositions du PLU.
- L'interdiction des garages souterrains dans les secteurs concernés par le PPRL.
- La précision de dispositions techniques afin de favoriser un bon écoulement des eaux de pluie (règle régissant le niveau de la dalle du rez de chaussée.

Il n'y a aucun impact sur les zones agricoles

Les modifications apportées au règlement écrit ne sont pas de nature à engendrer des incidences négatives ou positives en termes de nuisances, de consommations énergétiques et en termes de mobilité.

L'impact environnemental de la modification est positif.

3-2 Conclusions relatives à la concertation, et à la participation publique.

Avis des Personnes Publiques Associées:

Conformément à l'article 2 de l'Arrêté N° 2021-62 en date du 9 novembre 2021 de M le Président de la CA2BM relatif à l'engagement de la procédure de modification N° 2 du PLU de la commune d'Etaples sur mer, le projet de modification du PLU a été notifié avant l'ouverture de l'enquête publique conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme aux Personnes Publiques Associées. (L 132-7 et L 132- 9 du Code l'Urbanisme).

Les Avis émis par les PPA figurent dans le dossier mis à la disposition du public lors de cette enquête publique.

Liste des Personnes Publiques Associées :

- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer à Arras.
- La Sous-Préfecture à Montreuil sur Mer.
- La Préfecture du Pas de Calais à Arras.
- La MRAE (DREAL) à Lille.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale à Calais.
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat à Saint Martin Boulogne.
- La Chambre d'Agriculture du Pas de Calais à Saint Laurent Blangy.
- Le Comité Régional de la Conchyculture à Gouville sur Mer (50).
- Le Parc Naturel Marin à Saint Etienne au Mont.
- Le Conseil Départemental à Arras.
- Le Conseil Régional (Président +AOM -Autorités organisatrices de la Mobilité) à Lille.
- La SNCF à Euralille.
- L'ONF à Lille.
- Le Syndicat Mixte du Montreuillois antenne de la CCHPM -Communauté de Communes du Haut Pays du Montreuillois-à Hucqueliers.
- La Mairie d'Etaples.

Les PPA ont reçu par courrier (avec A/R entre le 16 et 19 Novembre 2021) la notification du dossier de modification de droit commun du PLU de la commune d'Etaples sur Mer avec un lien d'accès à l'ensemble des documents ; il a été précisé que l'absence de réponse avant la tenue de l'enquête publique prévue à partir de mi-février 2022 vaudra acceptation tacite du projet.

A la date de l'ouverture de l'enquête publique sur la modification du PLU d'Etaples sur Mer, seules **2 PPA** ont émis un Avis sur le projet.

1/Après examen au cas par cas en application de l'Article R 104-28 du Code de l'Urbanisme :

La MRAE DREAL du Nord Pas de Calais à LILLE après délibération décide que la modification du PLU d'Etaples n'est pas soumise à Evaluation Environnementale.

2/M. Le Maire de la commune d'Etaples sur Mer qui a sollicité le lancement de la procédure de modification du PLU argumente son avis favorable au projet.

L'Avis des autres PPA est réputé : Favorable.

La Participation publique :

La participation du public a été très faible.

8 Personnes se sont présentées au siège de l'Enquête publique à Etaples/ Mer dont **3** hors de la permanence d'accueil du public par le C.E.

12 courriers avec **2** courriels identiques aux courriers + 08 écrits ont été adressés ou remis au C.E

« J'ai procédé à la modération partielle ou complète de **06** contributions prises en compte mais non visibles car elles comprennent des propos considérés comme non publiables ».

Une personne a sollicité à plusieurs reprises l'organisation d'une réunion publique. J'ai répondu défavorablement à la demande de cette personne (*après avoir néanmoins recueilli verbalement les avis de l'Autorité organisatrice et la responsable de l'urbanisme de la mairie d'Etaples*) estimant que l'organisation d'une réunion publique ne se justifiait pas dans le cadre de cette enquête en raison de la nature du projet et des conditions de déroulement de l'enquête.

Aucune des personnes qui ont participé à l'Enquête Publique n'a évoqué les modifications objet de la présente procédure. Les questions des rares personnes qui se sont présentées au cours de cette enquête en cours concernaient le PLUIH de la CA2BM en cours d'élaboration.

L'absence de la participation du public à cette enquête peut s'expliquer par le fait qu'actuellement LE PLUIH de la CA2BM est en cours et fait l'objet d'une importante stratégie de concertation et de communication avec organisation de réunions publiques.

Les habitants ont été invités notamment au cours de l'année 2021 à exprimer des idées concrètes au sein d'ateliers mis en place.

La modification du PLU d'Etaples présente essentiellement un aspect réglementaire qui n'a pas suscité l'intérêt du public.

3-3 Conclusions générales :

Les modifications du PLU de la commune d'Etaples sur Mer répondent à une nécessité d'une meilleure prise en compte des risques naturels, la submersion marine, les inondations.

Elles s'inscrivent dans une logique de densification par l'intensification de l'utilisation de l'espace urbain.

Elles permettent également de réduire la consommation d'espace. Les règles de stationnement sont adaptées dans le respect du cadre légal.

Elles contribuent à la préservation de la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des constructions dans le milieu environnant.

Elles assurent l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions, la prise en compte des caractéristiques du territoire.

4-AVIS :

Vu :

-Les Articles: L 123-1 à L 123-19 - R 123-1 à R 123-27 (E.P). du Code de l'Environnement

-Les Articles : L 153-36 à L 153-48 et notamment :

l'Article L 153-41 du Code de l'Urbanisme :

« « « *Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale lorsqu'il a pour effet :*

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan.

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire.

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

« L'amendement de certaines dispositions des règlements écrits et graphiques est susceptible de limiter les possibilités de construire. La procédure est soumise à cet article » » ».

-Les articles R 153-20 à R 153-22 du Code de l'Urbanisme

La loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (SRU) N° 2000-1208 du 13/12/2000

La loi urbanisme, et Habitat N° 2003-590 du 2/07/2003

(Le PADD du PLU de la commune d'Etaples)

Les lois Grenelle -I- 2009-967 du 03/08/2009 et -II- 2010-788 du 12/07/2010 élargissent les thématiques du PLU et initient le PLUI

La loi ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové N° 2014-366 du 24 Mars 2014 renforce la volonté de travailler à une échelle intercommunale

-L'Arrêté de l'organisation de l'E.P N° 2022-5 en date du 02 février 2022 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

Après avoir:

- Constaté la Régularité de la procédure.
- Effectué une visite sur le terrain.
- Rencontré les différents responsables de l'urbanisme de la CA2BM et de la commune d'Etaples Sur Mer.
- Etudié les éléments du dossier.
- Dressé le rapport du déroulement de l'Enquête Publique qui s'est déroulée conformément aux textes en vigueur.

Considérant:

- Que le public appelé à émettre son avis sur le Projet de modification n'a présenté aucune observation, remarque, ni suggestion ou opposition
- Que les Personnes Publiques Associées consultées n'ont formulé aucun Avis défavorable sur le projet.

“ La Mission Régionale d'Autorité Environnementale Hauts de France après examen au cas par cas dur la Modification du PLU d'Etaples précise dans sa décision en date du 11 janvier 2022 que “la modification du PLU présentée par la CA2BM n'est pas soumise à évaluation environnementale” .”

- Que les modifications envisagées du règlement du PLU ne comportent pas de risque de nuisance et ont un impact environnemental globalement positif.
- Qu'elles assurent une meilleure prise en compte des risques de submersion marine et d'inondations au sens du PPRL du secteur du Montreuillois.
- Qu'elles ne réduisent pas une zone de protection particulière et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et paysagers.
- Que les modifications ne remettent pas en cause l'équilibre du PLU
- Que les objectifs contribuent à assurer l'intégration urbaine et paysagère et environnementales des constructions et à préserver la morphologie du tissu urbain et les continuités visuelles
- Qu'elles répondent aux objectifs :
 - de densification du tissu urbain existant, tout en maintenant les caractéristiques identitaires et en préservant l'environnement, le patrimoine paysager,
 - de la maîtrise de l'étalement et du développement urbain économe en surfaces, privilégiant le renouvellement urbain en cohérence avec les lois du Grenelle I et II, la loi SRU, et le SCOT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois du 30/01/2014.
- Qu'elles s'inscrivent dans les orientations générales définies par la commune dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable en cohérence avec le SCOT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois.

- Qu'elles constituent des mesures de cohérence conformes au code de l'urbanisme avec les différentes règles d'emprise au sol, d'implantation des constructions en fonction des circonstances locales, de l'alignement des constructions sur la voirie et par rapport à la limite séparative et en matière de hauteur des constructions
- Que les modifications envisagées ne représentent aucun impact négatif sur la physionomie d'ensemble de la ville et favorisent le renouvellement urbain.
- Que le projet permet d'adapter certains points réglementaires en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine.
- Que les modifications répondent à l'intérêt général.

En conclusion pour les motifs évoqués ci-dessus, j'émet:

un **AVIS FAVORABLE**
sans réserve ni recommandation

A la Modification de droit commun N° 2 du PLU de la commune d'ETAPLES SUR MER.

Fait et clos le 26 Avril 2022

Montraisin Claude C.E

